Les Temps Modernes

16e année REVUE MENSUELLE n° 181

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

Mai 1961



Rédaction, Administration : 30, rue de l'Université, Paris 7e

Les Temps Modernes

revue mensuelle

paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur

JEAN-PAUL SARTRE

Comité de rédaction

Simone de BEAUVOIR — Jacques-Laurent BOST — André GORZ
Claude LANZMANN — Marcel PÉJU — Bernard PINGAUD
J.-B. PONTALIS — Jean POUILLON

Secrétaire général

MARCEL PÉJU



La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés
La rédaction reçoit le jeudi après-midi sur rendez-vous



RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e — Tél. BABylone 17-90



TARIF D'ABONNEMENT

	1 an	6 mois
France	38,00 NF	20,00 NF
Étranger	41,00 NF	22,00 NF
Supplément recommandé	7,20 NF	3,60 NF

TARIF ÉTRANGER EN DEVISES

	1 an	6 mois
Livres sterling	3	1/13
Dollars	8.40	4.5
Francs belges	420	230
Francs suisses	37	20
Lires	5 200	2 800

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 60 francs

— *Tous droits de traduction et reproduction réservés pour tous pays* —

Les Temps Modernes

LES PROBLÈMES DEMEURENT

Selon la propagande officielle, tout fut très simple : d'un côté, ne poignée d'officiers rebelles, attardés ou ambitieux, de l'autre, général de Gaulle, ferme et résolu, soutenu par la confiance e tous les Français. Contre les premiers, ceux-ci, seuls, livrés eux-mêmes, ne pouvaient rien ; mais les insurgés retournaient u néant sitôt qu'intervenait le grand homme. C'est pourquoi l'on eut à volonté minimiser ou accentuer le péril selon l'optique choisie, elon qu'on met l'accent sur l'autorité du général ou sur son caracère irremplaçable, sur l'unité mystique du pays et de l'armée ou ur l'indispensable présence du chef. En fait, il fallait grossir et implifier le danger pour pouvoir ensuite le réduire : il fallait ffoler la population pour qu'elle soit d'autant plus rassurée, après oup, d'être si fermement gouvernée.

On aimerait faire croire aussi que, pendant ces quatre journées, ien d'autre ne fut en question que « la défense de la République », u'une démarcation nette fut tracée entre républicains et fascistes. ien sûr, les républicains n'étaient pas à Alger, mais la République n'était pas non plus à l'Élysée. Ce serait trop beau pour re vrai ; ce serait surtout trop simple.

Ce qui frappe en effet, dans toute cette affaire, c'est ce qu'elle de louche. On souligne la surprise complète qu'aurait été le up d'Alger, mais on nous dit aussi que l'opération dut être vancée parce que le complot avait été éventé : ce serait même la ison première de son échec. Mais il aurait échoué, dit-on aussi, arce que l'armée, dans son ensemble, serait restée fidèle au général Gaulle. La « qualité » des officiers arrêtés permet d'en douter;

et surtout, la confusion des informations pendant toute la crise révélait plutôt un attentisme quasi général : on ne se ralliait peut-être pas à l'insurrection — à supposer qu'en cette occurrence convienne un tel mot qui implique quelque clarté dans les desseins et quelque violence dans l'exécution —, mais on ne s'y opposait guère. Personne non plus n'a pu définir l'objectif des quatre généraux : prendre finalement le pouvoir dans la métropole ou simplement réaliser « l'Algérie française ». Il paraît évident qu'ils ne pouvaient viser le second sans atteindre le premier ; mais alors pourquoi n'ont-ils rien tenté dans ce sens? Il n'est même pas sûr, malgré la panique gouvernementale du dimanche soir, qu'ils aient réellement envisagé une opération sur Paris. Cette panique aurait-elle été jouée? Elle fut, en tout cas, entretenue. Lorsque, le mardi, Debré parlait à l'Assemblée nationale du danger qui pesait toujours sur les institutions, des tractations avaient déjà eu lieu, on savait déjà que Challe renonçait : l'insurrection ne fut pas « réduite » ou « brisée », elle s'est d'elle-même littéralement volatilisée.

Au premier abord, ce renoncement est bien la péripétie la plus mystérieuse de toute l'histoire. A moins qu'il n'en fournisse justement la clé. Il serait, certes, agréable de l'expliquer simplement par l'opposition du contingent et par l'hostilité de la grande masse des Français. Mais pour que l'une et l'autre — très réelles, d'ailleurs — aient eu cet effet quasi magique, pour que ces insurgés qu'on nous présentait comme si dangereux se soient inclinés si vite et si paisiblement, il faut qu'un autre facteur ait joué, rétablissant, précisément contre une masse mécontente mais dupée, l'union de ces frères ennemis qui se disputent l'héritage du 13 mai 1958. Par delà toutes les oppositions qui déchirent l'armée et la clientèle gaulliste, il y a un accord profond : sur la crainte du « Front populaire », si éloigné soit-il en fait, sur l'anticommunisme, sur le souci de maintenir à Paris ce qu'ils appellent un « État fort ». C'est cette crainte et ce souci que de Gaulle a remarquablement utilisés à son profit. Le complot ne pouvait réussir que dans un pays paralysé, et ses chefs étaient au fond d'eux-mêmes décidés à ne rien faire qui risquât de tirer les Français de

ur torpeur : il fallait que l'opération se déroule en douceur, il e fallait pas trop réveiller une gauche endormie. Leur pari était ue de Gaulle observerait la même prudence et qu'ils pourraient insi se couler dans un régime qu'il aurait, en fait, préparé pour eux. Iais du même coup ils dictaient à de Gaulle la manœuvre qui les bligeait aussitôt à céder : il suffisait à celui-ci de lancer au peuple n appel ambigu, pour qu'ils se trouvent devant une éventualité qu'ils vaient par avance refusée. Et du même coup encore, ils tiraient ur adversaire du mauvais pas qu'ils l'avaient forcé à hasarder ntre eux : cet appel à l'aide pouvait rester lettre morte. Au terme e cette partie de poker, où personne ne voulait abattre son jeu, e Gaulle raflait la mise et se retrouvait avec les pleins pouvoirs.

Dans tout cela, les chances de la négociation ont-elles augmenté u diminué? A vrai dire — et c'est peut-être l'aspect le plus sud-américain » (que les Américains du sud nous pardonnent! e terme « pronunciamiento » devrait être francisé) de cette crise -, elles n'ont jamais été objectivement en cause, d'où le calme du .P.R.A. Challe encore aujourd'hui à Alger, nous en serions à nternationalisation ; De Gaulle toujours au pouvoir ne peut ni us ni moins qu'hier s'y dérober. Les problèmes demeurent.

T. M.

2 mai 1961.

MAURICE MERLEAU-PONTY

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la mort brutale, à Paris, de Maurice Merleau-Ponty.

Ce qu'il fut pour cette revue, qu'il contribua à fonder et, pendant longtemps, à animer, il est sans doute inutile de le rappeler. Disons seulement que s'il avait cessé d'être notre collaborateur, il était resté notre ami et que notre chagrin est immense.

Une grande partie de notre prochain numéro, sous la direction de Jean-Paul Sartre, lui sera consacrée.

T. M.

rantz Fanon.

DE LA VIOLENCE

Libération nationale, renaissance nationale, restitution de la tion au peuple, Commonwealth, quelles que soient les rubriques lisées ou les formules nouvelles introduites, la décolonisation toujours un phénomène violent. A quelque niveau qu'on :udie : rencontres inter-individuelles, appellations nouvelles des bs sportifs, composition humaine des cocktails-parties, de la ice, des conseils d'administration des banques nationales ou vées, la décolonisation est très simplement le remplacement ne « espèce » d'hommes par une autre « espèce » d'hommes. ıs transition, il y a substitution totale, complète, absolue. tes, on pourrait également montrer le surgissement d'une ıvelle nation, l'installation d'un État nouveau, ses relations lomatiques, son orientation politique, économique. Mais nous ons précisément choisi de parler de cette sorte de table rase qui înit au départ toute décolonisation. Son importance inhabituelle qu'elle constitue, dès le premier jour, la revendication minimum colonisé. A vrai dire, la preuve du succès réside dans un panoma social changé de fond en comble. L'importance extraordire de ce changement est qu'il est voulu, réclamé, exigé. La essité de ce changement existe à l'état brut, impétueux et traignant, dans la conscience et dans la vie des hommes et des nmes colonisés. Mais l'éventualité de ce changement est également vécue sous la forme d'un avenir terrifiant dans la conscience ne autre « espèce » d'hommes et de femmes : les colons.

.a décolonisation, qui se propose de changer l'ordre du monde, on le voit, un programme de désordre absolu. Mais elle ne peut le résultat d'une opération magique, d'une secousse naturelle d'une entente à l'amiable. La décolonisation, on le sait, est un cessus historique : c'est-à-dire qu'elle ne peut être comprise, elle ne trouve son intelligibilité, ne devient translucide à elle-

même que dans l'exacte mesure où l'on discerne le mouvement historicisant qui lui donne forme et contenu. La décolonisation est la rencontre de deux forces congénitalement antagonistes qui tirent précisément leur originalité de cette sorte de substantification que sécrète et qu'alimente la situation coloniale. Leur première confrontation s'est déroulée sous le signe de la violence et leur cohabitation — plus précisément l'exploitation du colonisé par le colon — s'est poursuivie à grand renfort de baïonnettes et de canons. Le colon et le colonisé sont de vieilles connaissances. Et, de fait, le colon a raison quand il dit « les » connaître. C'est le colon qui *a fait* et qui *continue à faire* le colonisé. Le colon tire sa vérité, c'est-à-dire ses biens, du système colonial.

La décolonisation ne passe jamais inaperçue car elle porte sur l'être, elle modifie fondamentalement l'être, elle transforme des spectateurs écrasés d'inessentialité en acteurs privilégiés, saisis de façon quasi grandiose par le faisceau de l'Histoire. Elle introduit dans l'être un rythme propre, apporté par les nouveaux hommes, un nouveau langage, une nouvelle humanité. La décolonisation est véritablement création d'hommes nouveaux. Mais cette création ne reçoit sa légitimité d'aucune puissance surnaturelle : la « chose » colonisée devient homme dans le processus même par lequel elle se libère.

Dans la décolonisation, il y a donc exigence d'une remise en question intégrale de la situation coloniale. Sa définition peut, si on veut la décrire avec précision, tenir dans la phrase bien connue : les derniers seront les premiers. La décolonisation est la vérification de cette phrase. C'est pourquoi, sur le plan de la description, toute décolonisation est une réussite.

Présentée dans sa nudité, la décolonisation laisse deviner à travers tous ses pores, des boulets rouges, des couteaux sanglants. Car si les derniers doivent être les premiers, ce ne peut être qu'à la suite d'un affrontement décisif et meurtrier des deux protagonistes. Cette volonté affirmée de faire remonter les derniers en tête de file, de les faire grimper à une cadence (trop rapide, disent certains) les fameux échelons qui définissent une société organisée, ne peut triompher que si on jette dans la balance tous les moyens, y compris, bien sûr, la violence.

On ne désorganise pas une société, aussi primitive soit-elle, avec un tel programme si l'on n'est pas décidé dès le début, c'est-à-dire dès la formulation même de ce programme, à briser tous les obs-

les qu'on rencontrera sur sa route. Le colonisé qui décide de liser ce programme, de s'en faire le moteur, est préparé de tout nps à l'usage de la violence. Dès sa naissance il est clair pour lui e ce monde rétréci, semé d'interdictions, ne peut être remis en estion que par la violence absolue.

Le monde colonial est un monde compartimenté. Sans doute -il superflu, sur le plan de la description, de rappeler l'existence villes indigènes et de villes européennes, d'écoles pour indigènes d'écoles pour Européens, comme il est superflu de rappeler *partheid* en Afrique du Sud. Pourtant, si nous pénétrons dans timité de cette compartimentation, nous aurons au moins le ıéfice de mettre en évidence quelques-unes des lignes de force 'elle comporte. Cette approche du monde colonial, de son angement, de sa disposition géographique va nous permettre délimiter les arêtes à partir desquelles se réorganisera la société colonisée.

Le monde colonisé est un monde coupé en deux. La ligne de tage, la frontière en est indiquée par les casernes et les postes de ice. Aux colonies, l'interlocuteur valable et institutionnel du onisé, le porte-parole du colon et du régime d'oppression est le ıdarme ou le soldat. Dans les sociétés de type capitaliste, ıseignement, religieux ou laïque, la formation de réflexes raux transmissibles de père en fils, l'honnêteté exemplaire d'ou-ers décorés après cinquante années de bons et loyaux services, nour encouragé de l'harmonie et de la sagesse, ces formes hétiques du respect de l'ordre établi, créent autour de l'exploité atmosphère de soumission et d'inhibition qui allège considé-lement la tâche des forces de l'ordre. Dans les pays capitalistes, re l'exploité et le pouvoir s'interposent une multitude de fesseurs de morale, de conseillers, de « désorientateurs ». ns les régions coloniales, par contre, le gendarme et le soldat, leur présence immédiate, leurs interventions directes et quentes, maintiennent le contact avec le colonisé et lui con-lent, à coups de crosse ou de napalm, de ne pas bouger. On le t, l'intermédiaire du pouvoir utilise un langage de pure violence. ntermédiaire n'allège pas l'oppression, ne voile pas la domina-n. Il les expose, les manifeste avec la bonne conscience des forces l'ordre. L'intermédiaire porte la violence dans les maisons et ns les cerveaux du colonisé.

La zone habitée par les colonisés n'est pas complémentaire de

la zone habitée par les colons. Ces deux zones s'opposent, mais no au service d'une unité supérieure. Régies par une logique puremen aristotélicienne, elles obéissent au principe d'exclusion réciproque il n'y a pas de conciliation possible, l'un des termes est de trop La ville du colon est une ville en dur, toute de pierre et de fe C'est une ville illuminée, asphaltée, où les poubelles regorgen toujours de restes inconnus, jamais vus, même pas rêvés. Les pied du colon ne sont jamais aperçus, sauf peut-être dans la mer, mai on n'est jamais assez proche d'eux. Des pieds protégés par de chaussures solides alors que les rues de leur ville sont nettes, lisses sans trous, sans cailloux. La ville du colon est une ville repue paresseuse, son ventre est plein de bonnes choses à l'état perma nent. La ville du colon est une ville de blancs, d'étrangers.

La ville du colonisé, ou du moins la ville indigène, le villag nègre, la médina, la réserve est un lieu mal famé, peuplé d'homme mal famés. On y naît n'importe où, n'imoprte comment. On y meur n'importe où, de n'importe quoi. C'est un monde sans intervalles les hommes y sont les uns sur les autres, les cases les unes sur le autres. La ville du colonisé est une ville affamée, — affamée d pain, de viande, de chaussures, de charbon, de lumière. La ville d colonisé est une ville accroupie, une ville à genoux, une vill vautrée. C'est une ville de nègres, une ville de bicots. Le regar que le colonisé jette sur la ville du colon est un regard de luxure un regard d'envie. Rêves de possession. Tous les modes de posses sion : s'asseoir à la table du colon, coucher dans le lit du colon avec sa femme si possible. Le colonisé est un envieux. Le colon n l'ignore pas qui, surprenant son regard à la dérive, constat amèrement mais toujours sur le qui-vive : « Ils veulent prendr notre place. » C'est vrai, il n'y a pas un colonisé qui ne rêve a moins une fois par jour de s'installer à la place du colon.

Ce monde compartimenté, ce monde coupé en deux est habit par des espèces différentes. L'originalité du contexte colonial, c'es que les réalités économiques, les inégalités, l'énorme différence de modes de vie, ne parviennent jamais à masquer les réalités humaines. Quand on perçoit dans son immédiateté le context colonial, il est patent que ce qui morcèle le monde c'est d'abor le fait d'appartenir ou non à telle espèce, à telle race. Aux colonies l'infrastructure économique est également une superstructure La cause est conséquence : on est riche parce que blanc, on es

nc parce que riche. C'est pourquoi les analyses marxistes vent être toujours légèrement distendues chaque fois qu'on rde le problème colonial. Il n'y a pas jusqu'au concept de iété pré-capitaliste, bien étudié par Marx, qui ne demanderait à être repensé. Le serf est d'une essence autre que le chevalier, s une référence au droit divin est nécessaire pour légitimer cette érence statutaire. Aux colonies, l'étranger venu d'ailleurs s'est osé à l'aide de ses canons et de ses machines. En dépit de la iestication réussie, malgré l'appropriation, le colon reste jours un étranger. Ce ne sont ni les usines, ni les propriétés, ni ompte en banque qui caractérisent d'abord la « classe diri- ite ». L'espèce dirigeante est d'abord celle qui vient d'ailleurs, qui ne ressemble pas aux autochtones, « les autres ».

a violence qui a présidé à l'arrangement du monde colonial, a rythmé inlassablement la destruction des formes sociales gènes, démoli sans restrictions les systèmes de références de nomie, les modes d'apparence, d'habillement, sera revendiquée ssumée par le colonisé au moment où, décidant d'être l'histoire ctes, la masse colonisée s'engouffrera dans les villes interdites. e sauter le monde colonial est désormais une image d'action claire, très compréhensible et pouvant être reprise par chacun individus constituant le peuple colonisé. Disloquer le monde nial ne signifie pas qu'après l'abolition des frontières on nagera des voies de passage entre les deux zones. Détruire le de colonial c'est ni plus ni moins abolir une zone, l'enfouir au profond du sol ou l'expulser du territoire.

a mise en question du monde colonial par le colonisé n'est pas confrontation rationnelle des points de vue. Elle n'est pas un ours sur l'universel, mais l'affirmation échevelée d'une origi- é posée comme absolue. Le monde colonial est un monde ichéiste. Il ne suffit pas au colon de limiter physiquement, -à-dire à l'aide de sa police et de sa gendarmerie, l'espace du nisé. Comme pour illustrer le caractère totalitaire de l'exploi- n coloniale, le colon fait du colonisé une sorte de quintessence nal[1]. La société colonisée n'est pas seulement décrite comme société sans valeurs. Il ne suffit pas au colon d'affirmer que aleurs ont déserté, ou mieux n'ont jamais habité, le monde nisé. L'indigène est déclaré imperméable à l'éthique, absence

Nous avons montré dans *Peau Noire, Masques blancs* (Éd. du Seuil) écanisme de ce monde manichéiste.

de valeurs mais aussi négation des valeurs. Il est, osons l'avoue
l'ennemi des valeurs. En ce sens, il est le mal absolu. Élémen
corrosif, détruisant tout ce qui l'approche, élément déforman
défigurant tout ce qui a trait à l'esthétique ou à la morale, dépos
taire des forces maléfiques, instrument inconscient et irrécup
rable de forces aveugles. Et M. Meyer pouvait dire sérieusement
l'Assemblée Nationale Française qu'il ne fallait pas prostituer
République en y faisant pénétrer le peuple algérien. Les valeur
en effet, sont irréversiblement empoisonnées et infectées dès lo
qu'on les met en contact avec le peuple colonisé. Les coutumes
colonisé, ses traditions, ses mythes, surtout ses mythes, sont
marque même de cette indigence, de cette dépravation constit
tionnelle. C'est pourquoi il faut mettre sur le même plan le D.D.
qui détruit les parasites, vecteurs de maladie, et la religion chr
tienne qui combat dans l'œuf les hérésies, les instincts, le mal.
recul de la fièvre jaune et les progrès de l'évangélisation fo
partie du même bilan. Mais les communiqués triomphants d
missions renseignent en réalité sur l'importance des fermen
d'aliénation introduits au sein du peuple colonisé. Je parle de
religion chrétienne, et personne n'a le droit de s'en étonne
L'Eglise aux colonies est une église de Blancs, une église d'étra
gers. Elle n'appelle pas l'homme colonisé dans la voie de Dieu ma
bien dans la voie du Blanc, dans la voie du maître, dans la voie
l'oppresseur. Et comme on le sait, dans cette histoire il y a bea
coup d'appelés et peu d'élus.

Parfois ce manichéisme va jusqu'au bout de sa logique
déshumanise le colonisé. A proprement parler, il l'animalise. E
de fait, le langage du colon, quand il parle du colonisé, est un la
gage zoologique. On fait allusion aux mouvements de reptati
du jaune, aux émanations de la ville indigène, aux hordes, à
puanteur, au pullulement, au grouillement, aux gesticulatio
Le colon, quand il veut bien décrire et trouver le mot juste,
réfère constamment au bestiaire. L'Européen bute rarement s
les termes « imagés ». Mais le colonisé, qui saisit le projet du colo
le procès précis qu'on lui intente, sait immédiatement à quoi l'
pense. Cette démographie galopante, ces masses hystériques, c
visages d'où toute humanité a fui, ces corps obèses qui ne re
semblent plus à rien, cette cohorte sans tête ni queue, ces enfan
qui ont l'air de n'appartenir à personne, cette paresse étalée so
le soleil, ce rythme végétal, tout cela fait partie du vocabula

lonial. Le général de Gaulle parle des « multitudes jaunes » et . Mauriac des masses noires, brunes et jaunes qui bientôt vont éferler. Le colonisé sait tout cela et rit un bon coup chaque fois ı'il se découvre animal dans les paroles de l'autre. Car il sait qu'il est pas un animal. Et précisément, dans le même temps qu'il écouvre son humanité, il commence à fourbir ses armes pour la ire triompher.

Dès que le colonisé commence à peser sur ses amarres, à inquiéter colon, on lui délègue de bonnes âmes qui, dans les « Congrès de lture », lui exposent la spécificité, les richesses des valeurs occi-ntales. Mais chaque fois qu'il est question de valeurs occiden-les il se produit, chez le colonisé, une sorte de raidissement, de tanie musculaire. Dans la période de décolonisation, il est fait pel à la raison des colonisés. On leur propose des valeurs sûres, leur explique abondamment que la décolonisation ne doit pas gnifier régression, qu'il faut s'appuyer sur des valeurs expéri-entées, solides, cotées. Or il se trouve que lorsqu'un colonisé tend un discours sur la culture occidentale, il sort sa machette du moins il s'assure qu'elle est à portée de sa main. La violence ec laquelle s'est affirmée la suprématie des valeurs blanches, gressivité qui a imprégné la confrontation victorieuse de ces leurs avec les modes de vie ou de pensée des colonisés font que, r un juste retour des choses, le colonisé ricane quand on évoque vant lui ces valeurs. Dans le contexte colonial, le colon ne rrête dans son travail d'éreintement du colonisé que lorsque ce rnier a reconnu à haute et intelligible voix la suprématie des leurs blanches. Dans la période de décolonisation, la masse lonisée se moque de ces mêmes valeurs, les insulte, les vomit à eine gorge.

Ce phénomène est d'ordinaire masqué parce que, pendant la riode de colonisation, certains intellectuels colonisés ont établi dialogue avec la bourgeoisie du pays colonialiste. Pendant cette riode, la population autochtone est perçue comme masse indis-icte. Les quelques individualités indigènes que les bourgeois lonialistes ont eu l'occasion de connaître çà et là ne pèsent pas ffisamment sur cette perception immédiate pour donner nais-nce à des nuances. Par contre, pendant la période de libération, bourgeoisie colonialiste cherche avec fièvre des contacts avec les élites ». C'est avec ces élites qu'est entrepris le fameux dialogue r les valeurs. La bourgeoisie colonialiste, quand elle enregistre

l'impossibilité, pour elle, de maintenir sa domination sur les pays coloniaux, décide de mener un combat d'arrière-garde sur le terrain de la culture, des valeurs, des techniques, etc. Or, ce qu'il ne faut jamais perdre de vue c'est que l'immense majorité des peuples colonisés est imperméable à ces problèmes. Pour le peuple colonisé la valeur la plus essentielle, parce que la plus concrète, c'est d'abord la terre : la terre qui doit assurer le pain et, bien sûr, la dignité. Mais cette dignité n'a rien à voir avec la dignité de la « personne humaine ». Cette personne humaine idéale, il n'en a jamais entendu parler. Ce que le colonisé a vu sur son sol, c'est qu'on pouvait impunément l'arrêter, le frapper, l'affamer ; et aucun professeur de morale, jamais, aucun curé, jamais, n'est venu recevoir les coups à sa place ni partager son pain avec lui. Pour le colonisé, être moraliste c'est, très concrètement, faire taire la morgue du colon, briser sa violence étalée, en un mot l'expulser carrément du panorama. Le fameux principe qui veut que tous les hommes soient égaux trouvera son illustration aux colonies dès lors que le colonisé posera qu'il est l'égal du colon. Un pas de plus, il voudra se battre pour être plus que le colon. En fait, il a déjà décidé de remplacer le colon, de prendre sa place. Comme on le voit, c'est tout un univers matériel et moral qui s'écroule. L'intellectuel qui a, pour sa part, suivi le colonialiste sur le plan de l'universel abstrait va se battre pour que colon et colonisé puissent vivre en paix dans un monde nouveau. Mais ce qu'il ne voit pas, parce que précisément le colonialisme s'est infiltré en lui avec tous ses modes de pensée, c'est que le colon, dès lors que le contexte colonial disparaît, n'a plus d'intérêt à rester, à coexister. Ce n'est pas un hasard si, avant même toute négociation entre le gouvernement algérien et le gouvernement français, la minorité européenne dite « libérale » a déjà fait connaître sa position : elle réclame, ni plus ni moins, la double citoyenneté. C'est qu'en se cantonnant sur le plan abstrait on veut condamner le colon à effectuer un saut très concret dans l'inconnu. Disons-le, le colon sait parfaitement qu'aucune phraséologie ne se substitue au réel.

Le colonisé, donc, découvre que sa vie, sa respiration, les battements de son cœur sont les mêmes que ceux du colon. Il découvre qu'une peau de colon ne vaut pas plus qu'une peau d'indigène. C'est dire que cette découverte introduit une secousse essentielle dans le monde. Toute l'assurance nouvelle et révolutionnaire du colonisé en découle. Si, en effet, ma vie a le même poids que celle

u colon, son regard ne me foudroie plus, ne m'immobilise plus, a voix ne me pétrifie plus. Je ne me trouble plus en sa présence. ratiquement, je l'emmerde. Non seulement sa présence ne me êne plus, mais déjà je suis en train de lui préparer de telles mbuscades qu'il n'aura bientôt d'autre issue que la fuite.

Le contexte colonial, avons-nous dit, se caractérise par la dichoomie qu'il inflige au monde. La décolonisation unifie ce monde n lui enlevant par une décision radicale son hétérogénéité, en unifiant sur la base de la nation, quelquefois de la race. On conaît ce mot féroce des patriotes sénégalais évoquant les manœuvres e leur président Senghor : « Nous avons demandé l'africanisation es cadres, et voici que Senghor africanise les Européens. » Ce qui eut dire que le colonisé a la possibilité de percevoir dans une nmédiateté absolue si la décolonisation a lieu ou non: le minimum xigé étant que les derniers deviennent les premiers.

Mais l'intellectuel colonisé apporte des variantes à cette pétition , de fait, les motivations ne semblent pas lui manquer : cadres lministratifs, cadres techniques, spécialistes. Or le colonisé terprète ces passe-droits comme autant de manœuvres de botage et il n'est pas rare d'entendre, çà et là, un colonisé amer éclarer : « Ce n'était pas la peine alors d'être indépendants... »

Dans les régions colonisées où une véritable lutte de libération été menée, où le sang du peuple a coulé et où la durée de la phase mée a favorisé le reflux des intellectuels sur des bases populaires, n assiste à une véritable éradication de la superstructure puisée ar ces intellectuels dans les milieux bourgeois colonialistes. ans son monologue narcissiste, la bourgeoisie colonialiste, par ntermédiaire de ses universitaires, avait profondément ancré . effet dans l'esprit du colonisé que les essences demeurent ernelles en dépit de toutes les erreurs imputables aux hommes. es essences occidentales s'entend. Le colonisé acceptait le bienndé de ces idées et l'on pouvait découvrir, dans un repli de son rveau, une sentinelle vigilante chargée de défendre le socle éco-latin. Or il se trouve que, pendant la lutte de libération, au oment où le colonisé reprend contact avec son peuple, cette ntinelle factice est pulvérisée. Toutes les valeurs méditerraennes, triomphe de la personne humaine, de la clarté et du Beau, viennent des bibelots sans vie et sans couleur. Tous ces discours paraissent comme des assemblages de mots morts. Ces valeurs i semblaient ennoblir l'âme se révèlent inutilisables parce qu'elles

ne concernent pas le combat concret dans lequel le peuple s'est engagé.

Et d'abord l'individualisme. L'intellectuel colonisé avait appris de ses maîtres que l'individu doit s'affirmer. La bourgeoisie colonialiste avait enfoncé à coups de pilon dans l'esprit du colonisé l'idée d'une société d'individus où chacun s'enferme dans sa subjectivité, où la richesse est celle de la pensée. Or le colonisé qui aura la chance de s'enfouir dans le peuple pendant la lutte de libération va découvrir la fausseté de cette théorie. Les formes d'organisation de la lutte vont déjà lui proposer un vocabulaire inhabituel. Le frère, la sœur, le camarade sont des mots proscrits par la bourgeoisie colonialiste parce que pour elle mon frère c'est mon portefeuille, mon camarade c'est ma combine. L'intellectuel colonisé assiste, dans une sorte d'autodafé, à la destruction de toutes ses idoles : l'égoïsme, la récrimination orgueilleuse, l'imbécillité infantile de celui qui-veut-toujours-avoir-le-dernier-mot. Cet intellectuel colonisé, atomisé par la culture colonialiste, découvrira également la consistance des assemblées de villages, la densité des commissions du peuple, l'extraordinaire fécondité des réunions de quartier et de cellule. L'affaire de chacun ne cesse plus désormais d'être l'affaire de tous parce que, concrètement, on sera *tous* découverts par les légionnaires, donc massacrés, ou on sera *tous* sauvés. Le « démerdage », cette force athée du salut, est, dans ce contexte, prohibée.

On parle beaucoup, depuis quelque temps, de l'autocritique : mais sait-on que c'est d'abord une institution africaine? Que ce soit dans les djemaas d'Afrique du Nord ou dans les réunions d'Afrique Occidentale, la tradition veut que les conflits qui éclatent dans un village soient débattus en public. Autocritique en commun bien sûr, avec cependant une note d'humour parce que tout le monde est détendu, parce que nous voulons tous en dernier ressort les mêmes choses. Le calcul, les silences insolites, les arrière-pensées, l'esprit souterrain, le secret, tout cela l'intellectuel l'abandonne au fur et à mesure de sa plongée dans le peuple. Et il est vrai qu'on peut dire alors que la communauté triomphe déjà à ce niveau, qu'elle sécrète sa propre lumière, sa propre raison.

Mais il arrive que la décolonisation a lieu dans des régions qui n'ont pas été suffisamment secouées par la lutte de libération et l'on retrouve ces mêmes intellectuels débrouillards, malins, astucieux. On retrouve chez eux, intactes, les conduites et les

formes de pensée ramassées au cours de leur fréquentation de la bourgeoisie colonialiste. Enfants gâtés hier du colonialisme, aujourd'hui de l'autorité nationale, ils organisent le pillage des quelques ressources nationales. Impitoyables, il se hissent par les combines ou les vols légaux : import-export, sociétés anonymes, jeux de bourse, passe-droits, sur cette misère aujourd'hui nationale. Ils demandent avec insistance la nationalisation des affaires commerciales, c'est-à-dire la réservation des marchés et des bonnes occasions aux seuls nationaux. Doctrinalement, ils proclament la nécessité impérieuse de nationaliser le vol de la nation. Dans cette aridité de la période nationale, dans la phase dite d'austérité, le succès de leurs rapines provoque rapidement la colère et la violence du peuple. Ce peuple misérable et indépendant, dans le contexte africain et international actuel, accède à la conscience sociale à une cadence accélérée. Cela, les petites individualités ne tarderont pas à le comprendre.

Pour assimiler la culture de l'oppresseur et s'y aventurer, le colonisé a dû fournir des gages. Entre autres, il a dû faire siennes les formes de pensée de la bourgeoisie coloniale. Cela, on le constate dans l'inaptitude de l'intellectuel colonisé à dialoguer. Car il ne sait pas se faire inessentiel en face de l'objet ou de l'idée. Par contre, quand il milite au sein du peuple il va d'émerveillement en émerveillement. Il est littéralement désarmé par la bonne foi et par l'honnêteté du peuple. Le risque permanent qui le guette est alors de faire du populisme. Il se transforme en une sorte de béni-oui-oui qui opine à chaque phrase du peuple, transformée par lui en sentence. Or le fellah, le chômeur, l'affamé, ne prétend pas à la vérité. Il ne dit pas qu'il est la vérité, car il l'est dans son être même.

L'intellectuel se comporte objectivement, dans cette période, comme un vulgaire opportuniste. Ses manœuvres, en fait, n'ont pas cessé. Il n'est pas question pour le peuple, jamais, de le repousser ou de l'acculer. Ce que le peuple demande, c'est qu'on mette tout en commun. L'insertion de l'intellectuel colonisé dans la marée populaire va se trouver différée par l'existence chez lui d'un curieux culte du détail. Ce n'est pas que le peuple soit rebelle à l'analyse. Il aime qu'on lui explique, il aime comprendre les articulations d'un raisonnement, il aime voir où il va. Mais l'intellectuel colonisé, au début de sa cohabitation avec le peuple, privilégie le détail et en arrive à oublier la défaite du colonialisme,

l'objet même de la lutte. Emporté dans le mouvement multiforme de la lutte, il a tendance à se fixer sur des tâches locales, poursuivies avec ardeur mais presque toujours trop solemnisées. Il ne voit pas tout le temps le tout. Il introduit la notion de disciplines, de spécialités, de domaines, dans cette terrible machine à mélanger et à concasser qu'est une révolution populaire. Engagé sur des points précis du front, il lui arrive de perdre de vue l'unité du mouvement et, en cas d'échec local, de se laisser aller au doute, voire au désespoir. Le peuple, par contre, adopte dès le départ des positions globales. La terre et le pain : que faire pour avoir la terre et le pain? Et cet aspect buté, apparemment limité, rétréci, du peuple, est en définitive le modèle opératoire le plus enrichissant et le plus efficace.

Le problème de la vérité doit également retenir notre attention. Au sein du peuple, de tout temps, la vérité n'est due qu'aux nationaux. Aucune vérité absolue, aucun discours sur la transparence de l'âme ne peut effriter cette position. Au mensonge de la situation coloniale, le colonisé répond par un mensonge égal. La conduite est ouverte avec les nationaux, crispée et illisible avec les colons. Le vrai, c'est ce qui précipite la dislocation du régime colonial, c'est ce qui favorise l'émergence de la nation. Le vrai, c'est ce qui protège les indigènes et perd les étrangers. Dans le contexte colonial il n'y a pas de conduite de vérité. Et le bien est tout simplement ce qui *leur* fait du mal.

On voit donc que le manichéisme premier qui régissait la société coloniale est conservé intact dans la période de décolonisation. C'est que le colon ne cesse jamais d'être l'ennemi, l'antagoniste, très précisément l'homme à abattre. L'oppresseur, dans sa zone, fait exister le mouvement, mouvement de domination, d'exploitation, de pillage. Dans l'autre zone, la chose colonisée lovée, pillée, alimente comme elle peut ce mouvement, qui va sans transition de la berge du territoire aux palais et aux docks de la « métropole ». Dans cette zone figée, la surface est étale, le palmier se balance devant les nuages, les vagues de la mer ricochent sur les galets, les matières premières vont et viennent, légitimant la présence du colon, tandis qu'accroupi, plus mort que vif, le colonisé s'éternise dans un rêve toujours semblable. Le colon fait l'histoire. Sa vie est une épopée, une odyssée. Il est le commencement absolu : « Cette terre, c'est nous qui l'avons faite. » Il est la cause continuée : « Si nous partons, tout est perdu, cette terre retournera au

:oyen Age. » En face de lui, des êtres engourdis, travaillés de intérieur par les fièvres et par les « coutumes ancestrales », onstituent un cadre quasi minéral au dynamisme novateur du iercantilisme colonial.

Le colon fait l'histoire et sait qu'il la fait. Et parce qu'il se réfère onstamment à l'histoire de sa métropole, il indique en clair qu'il ıt ici le prolongement de cette métropole. L'histoire qu'il écrit 'est donc pas l'histoire du pays qu'il dépouille mais l'histoire de ı nation en ce qu'elle écume, viole et affame. L'immobilité à quelle est condamné le colonisé ne peut être remise en question ıe si le colonisé décide de mettre un terme à l'histoire de la colosation, à l'histoire du pillage, pour faire exister l'histoire de la ation, l'histoire de la décolonisation.

Monde compartimenté, manichéiste, immobile, monde de atues : la statue du général qui a fait la conquête, la statue de ngénieur qui a construit le pont. Monde sûr de lui, écrasant de ses erres les échines écorchées par le fouet. Voilà le monde colonial. indigène est un être parqué, l'*apartheid* n'est qu'une modalité : la compartimentation du monde colonial. La première chose ıe l'indigène apprend, c'est à rester à sa place, à ne pas dépasser s limites. C'est pourquoi les rêves de l'indigène sont des rêves usculaires, des rêves d'action, des rêves agressifs. Je rêve que je ute, que je nage, que je cours, que je grimpe. Je rêve que j'éclate : rire, que je franchis le fleuve d'une enjambée, que je suis pourivi par des meutes de voitures qui ne me rattrapent jamais. endant la colonisation, le colonisé n'arrête pas de se libérer entre uf heures du soir et six heures du matin.

Cette agressivité sédimentée dans ses muscles, le colonisé va la anifester d'abord contre les siens. C'est la période où les nègres bouffent entre eux et où les policiers, les juges d'instruction ne vent plus où donner de la tête devant l'étonnante criminalité rd-africaine. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de ce ıénomène. Face à l'arrangement colonial le colonisé se trouve ıns un état de tension permanente. Le monde du colon est un onde hostile, qui rejette, mais dans le même temps c'est un onde qui fait envie. Nous avons vu que le colonisé rêve toujours s'installer à la place du colon. Non pas de devenir un colon, ais de se substituer au colon. Ce monde hostile, pesant, agressif ırce que repoussant, de toutes ses aspérités, la masse colonisée, présente non pas l'enfer duquel on voudrait s'éloigner le plus

rapidement possible mais un paradis à portée de main que protègent de terribles molosses.

Le colonisé est toujours sur le qui-vive car, déchiffrant difficilement les multiples signes du monde colonial, il ne sait jamais s'il a franchi ou non la limite. Face au monde arrangé par le colonialiste, le colonisé est toujours présumé coupable. La culpabilité du colonisé n'est pas une culpabilité assumée, c'est plutôt une sorte de malédiction, d'épée de Damoclès. Or, au plus profond de lui-même le colonisé ne reconnaît aucune instance. Il est dominé, mais non domestiqué. Il est infériorisé, mais non convaincu de son infériorité. Il attend patiemment que le colon relâche sa vigilance pour lui sauter dessus. Dans ses muscles, le colonisé est toujours en attente. On ne peut pas dire qu'il soit inquiet, qu'il soit terrorisé. En fait, il est toujours prêt à abandonner son rôle de gibier pour prendre celui de chasseur. Le colonisé est un persécuté qui rêve en permanence de devenir persécuteur. Les symboles sociaux — gendarmes, clairons sonnant dans les casernes, défilés militaires et le drapeau là-haut — servent à la fois d'inhibiteurs et d'excitants. Ils ne signifient point : « Ne bouge pas » mais : « Prépare bien ton coup. » Et, de fait, si le colonisé avait tendance à s'endormir, à oublier, la morgue du colon et son souci d'expérimenter la solidité du système colonial lui rappelleraient à maintes reprises que la grande confrontation ne pourra être indéfiniment reportée. Cette impulsion à prendre la place du colon entretient un tonus musculaire de tous les instants. On sait, en effet, que dans des conditions émotionnelles données, la présence de l'obstacle accentue la tendance au mouvement.

Les rapports colon-colonisé sont des rapports de masse. Au nombre, le colon oppose sa force. Le colon est un exhibitionniste. Son souci de sécurité l'amène à rappeler à haute voix au colonisé que : « Le maître, ici, c'est moi. » Le colon entretient chez le colonisé une colère qu'il stoppe à la sortie. Le colonisé est pris dans les mailles serrées du colonialisme. Mais nous avons vu qu'à l'intérieur le colon n'obtient qu'une pseudo-pétrification. La tension musculaire du colonisé se libère périodiquement dans des explosions sanguinaires : luttes tribales, luttes de çofs, luttes entre individus.

Au niveau des individus, on assiste à une véritable négation du bon sens. Alors que le colon ou le policier peuvent, à longueur de journée, frapper le colonisé, l'insulter, le faire mettre à genoux,

n verra le colonisé sortir son couteau au moindre regard hostile u agressif d'un autre colonisé. Car la dernière ressource du colonisé st de défendre sa personnalité face à son congénère. Les luttes ribales ne font que perpétuer de vieilles rancunes enfoncées ans les mémoires. En se lançant à muscles perdus dans ses ven-eances, le colonisé tente de se persuader que le colonialisme 'existe pas, que tout se passe comme avant, que l'histoire continue. Tous saisissons là en pleine clarté, au niveau des collectivités, ces ameuses conduites d'évitement, comme si la plongée dans ce sang raternel permettait de ne pas voir l'obstacle, de renvoyer à lus tard l'option pourtant inévitable, celle qui débouche sur la itte armée contre le colonialisme. Autodestruction collective rès concrète dans les luttes tribales, telle est donc l'une des voies ar où se libère la tension musculaire du colonisé. Tous ces compor-ements sont des réflexes de mort en face du danger, des conduites-uicides qui permettent au colon, dont la vie et la domination e trouvent consolidées d'autant, de vérifier par la même occasion ue ces hommes ne sont pas raisonnables. Le colonisé réussit galement, par l'intermédiaire de la religion, à ne pas tenir compte u colon. Par le fatalisme, toute initiative est enlevée à l'oppres-eur, la cause des maux, de la misère, du destin revenant à Dieu. 'individu accepte ainsi la dissolution décidée par Dieu, s'aplatit evant le colon et devant le sort et, par une sorte de rééquilibration itérieure, accède à une sérénité de pierre.

Entre temps, cependant, la vie continue, et c'est à travers les aythes terrifiants, si prolifiques dans les sociétés sous-développées, ue le colonisé va puiser des inhibitions à son agressivité : génies ıalfaisants, qui interviennent chaque fois que l'on bouge de 'avers, hommes léopards, hommes serpents, chiens à six pattes, ombies, toute une gamme inépuisable d'animalcules ou de géants ispose autour du colonisé un monde de prohibitions, de barrages, 'inhibitions beaucoup plus terrifiant que le monde colonialiste. ette superstructure magique qui imprègne la société indigène emplit, dans le dynamisme de l'économie libidinale, des fonctions récises. L'une des caractéristiques, en effet, des sociétés sous-éveloppées c'est que la libido est d'abord une affaire de groupe, e famille. On connaît ce trait, bien décrit par les ethnologues, e sociétés où l'homme qui rêve qu'il a des relations sexuelles vec une autre femme que la sienne doit avouer publiquement ce ève et payer l'impôt en nature ou en journées de travail au mari

ou à la famille lésée. Ce qui prouve, en passant, que les sociétés dites antéhistoriques attachent une grande importance à l'inconscient.

L'atmosphère de mythe et de magie, en me faisant peur, se comporte comme une réalité indubitable. En me terrifiant, elle m'intègre dans les traditions, dans l'histoire de ma contrée ou de ma tribu, mais dans le même temps elle me rassure, elle me délivre un statut, un bulletin d'état civil. Le plan du secret, dans les pays sous-développés, est un plan collectif relevant exclusivement de la magie. En me circonvenant dans ce lacis inextricable où les actes se répètent avec une permanence cristalline, c'est la pérennité d'un monde mien, d'un monde nôtre qui se trouve ainsi affirmée. Les zombies, croyez-moi, sont plus terrifiants que les colons. Et le problème, dès lors, n'est plus de se mettre en règle avec le monde bardé de fer du colonialisme mais de réfléchir à trois fois avant d'uriner, de cracher ou de sortir dans la nuit.

Les forces surnaturelles, magiques, se révèlent être des forces étonnamment moïques. Les forces du colon sont infiniment rapetissées, frappées d'extranéité. On n'a plus vraiment à lutter contre elles puique aussi bien ce qui compte c'est l'effrayante adversité des structures mythiques. Tout se résout, on le voit, en affrontement permanent sur le plan phantasmatique.

Toutefois, dans la lutte de libération, ce peuple autrefois réparti en cercles irréels, ce peuple en proie à un effroi indicible mais heureux de se perdre dans une tourmente onirique, se disloque, se réorganise et enfante dans le sang et les larmes des confrontations très réelles et très immédiates. Donner à manger aux moudjahidines, poster des sentinelles, venir en aide aux familles privées du nécessaire, se substituer au mari abattu ou emprisonné : telles sont les tâches concrètes auxquelles le peuple est convié dans la lutte de libération.

Dans le monde colonial, l'affectivité du colonisé est maintenue à fleur de peau comme une plaie vive qui fuit l'agent caustique. Et le psychisme se rétracte, s'oblitère, se décharge dans des démonstrations musculaires qui ont fait dire à des hommes très savants que le colonisé est un hystérique. Cette affectivité en érection, épiée par des gardiens invisibles mais qui communiquent sans transition avec le noyau de la personnalité, va se complaire avec érotisme dans les dissolutions motrices de la crise.

Sur un autre versant, nous verrons l'affectivité du colonisé 'épuiser en danses plus ou moins extatiques. C'est pourquoi une tude du monde colonial doit obligatoirement s'attacher à la ompréhension du phénomène de la danse et de la possession. ɹa relaxation du colonisé, c'est précisément cette orgie musculaire u cours de laquelle l'agressivité la plus aiguë, la violence la plus mmédiate se trouvent canalisées, transformées, escamotées. ɹe cercle de la danse est un cercle permissif. Il protège et autorise. heures fixes, à dates fixes, hommes et femmes se retrouvent n un lieu donné et, sous l'œil grave de la tribu, se lancent dans ne pantomime d'allure désordonnée mais en réalité très systématisée où, par des voies multiples, dénégations de la tête, courbure e la colonne, rejet en arrière de tout le corps, se déchiffre à livre uvert l'effort grandiose d'une collectivité pour s'exorciser, 'affranchir, se dire. Tout est permis... dans le cercle. Le monticule ù l'on s'est hissé comme pour être plus près de la lune, la berge ù l'on s'est glissé comme pour manifester l'équivalence de la anse et de l'ablution, du lavage, de la purification sont des eux sacrés. Tout est permis car, en réalité, l'on ne se réunit ue pour laisser la libido accumulée, l'agressivité empêchée, ourdre volcaniquement. Mises à mort symboliques, chevauchées guratives, meurtres multiples imaginaires, il faut que tout cela orte. Les mauvaises humeurs s'écoulent, bruyantes telles des oulées de lave.

Un pas de plus et nous tombons en pleine possession. Au vrai, e sont des séances de possession-dépossession qui sont organisées : ampirisme, possession par les djinns, par les zombies, par Legba, Dieu illustre du Vaudou. Ces effritements de la personnalité, es dédoublements, ces dissolutions remplissent une fonction conomique primordiale dans la stabilité du monde colonisé. l'aller, les hommes et les femmes étaient impatients, piétinants, sur les nerfs ». Au retour, c'est le calme qui revient au village, a paix, l'immobilité.

On assistera au cours de la lutte de libération à une désaffection ingulière de ces pratiques. Le dos au mur, le couteau sur la gorge u, pour être plus précis, l'électrode sur les parties génitales, le olonisé va être sommé de ne plus se raconter d'histoires.

Après des années d'irréalisme, après s'être vautré dans les hantasmes les plus étonnants, le colonisé, sa mitraillette au oing, affronte enfin les seules forces qui lui contestaient son être ;

celles du colonialisme. Et le jeune colonisé qui grandit dans une atmosphère de fer et de feu peut bien se moquer, — il ne s'en prive pas, — des ancêtres zombies, des chevaux à deux têtes, des morts qui se réveillent, des djinns qui profitent d'un bâillement pour s'engouffrer dans le corps. Le colonisé découvre le réel et le transforme dans le mouvement de sa praxis, dans l'exercice de la violence, dans son projet de libération.

Nous avons vu cependant que cette violence, pendant toute la durée de la période coloniale, quoique à fleur de peau, tourne à vide. Nous l'avons vue, canalisée par les décharges émotionnelles de la danse ou de la possession. Nous l'avons vue s'épuiser en luttes fratricides. Le problème se pose maintenant de saisir cette violence en train de se réorienter. Alors qu'elle se complaisait dans les mythes et qu'elle s'ingéniait à découvrir des occasions de suicide collectif, voici que des conditions nouvelles vont lui permettre de changer d'orientation.

Sur le plan de la tactique politique et de l'Histoire, un problème théorique d'une importance capitale est posé à l'époque contemporaine par la libération des colonies. Quand peut-on dire que la situation est mûre pour un mouvement de libération nationale ? Quelle doit être la force de frappe du mouvement de libération nationale ? Quelle doit en être l'avant-garde ? Parce que les décolonisations ont revêtu des formes multiples, la raison hésite et s'interdit de dire ce qui est une vraie décolonisation et ce qui est une fausse décolonisation. Nous verrons que, pour l'homme engagé, il y a urgence à décider des moyens, de la tactique, c'est-à-dire de la conduite et de l'organisation. Hors cela, il n'y a plus que volontarisme aveugle avec les aléas terriblement réactionnaires qu'il comporte.

Quelles sont les forces qui, dans la période coloniale, proposent à la violence du colonisé de nouvelles voies, de nouveaux pôles d'investissement ? Ce sont d'abord les partis politiques et les élites intellectuelles ou commerciales. Or ce qui caractérise ces formations politiques, c'est le fait qu'elles proclament des principes mais s'abstiennent de lancer des mots d'ordre. Toute l'activité des partis politiques nationalistes dans la période coloniale est une activité de type électoraliste, c'est une suite de dissertations philosophico-politiques sur le thème du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du droit des hommes à la dignité et au pain, l'affirmation ininterrompue du principe « un homme-une voix ». Les

partis politiques nationalistes n'insistent jamais sur la nécessité de l'épreuve de force, parce que leur objectif n'est pas précisément le renversement radical du système. Pacifistes, légalistes, en fait partisans de l'ordre... nouveau, ces formations politiques posent crûment à la bourgeoisie colonialiste la question qui leur est essentielle : « Donnez-nous plus de pouvoir. » Sur le problème spécifique de la violence, les élites sont ambiguës. Elles sont violentes dans les paroles et réformistes dans les attitudes. Quand les cadres politiques nationalistes bourgeois disent une chose, ils signifient sans ambages qu'ils ne la pensent pas réellement. On connaît l'histoire du politicien nationaliste qui prend la parole devant le peuple, proclamant au micro : « Nous voulons l'indépendance totale » et qui, se penchant ensuite vers les policiers de service assis au premier rang, souffle : « ... des personnes ».

Il faut interpréter cette caractéristique des partis politiques nationalistes à la fois par la qualité de leurs cadres et par celle de leur clientèle. La clientèle des partis nationalistes est une clientèle urbaine. Ces ouvriers, ces instituteurs, ces petits artisans et commerçants qui ont commencé — au rabais s'entend — à profiter de la situation coloniale ont des intérêts particuliers. Ce que cette clientèle réclame, c'est l'amélioration de son sort, l'augmentation de ses salaires. Le dialogue n'est jamais rompu entre ces partis politiques et le colonialisme. On discute d'aménagements, de représentation électorale, de liberté de la presse, de liberté d'association. On discute réformes. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir un grand nombre d'indigènes militer dans les succursales des formations politiques de la métropole. Ces indigènes se battent sur un mot d'ordre abstrait, « le pouvoir au prolétariat », oubliant que, dans leur région, c'est d'abord sur des mots d'ordre nationalistes qu'il faut mener le combat. L'intellectuel colonisé a investi son agressivité dans sa volonté à peine voilée de s'assimiler au monde colonial. Il a mis son agressivité au service de ses intérêts propres, de ses intérêts d'individu. Ainsi prend facilement naissance une sorte de classe d'esclaves libérés individuellement, d'esclaves affranchis. Ce que l'intellectuel réclame, c'est la possibilité de multiplier les affranchis, la possibilité d'organiser une authentique classe d'affranchis. Les masses, par contre, n'entendent pas voir augmenter les chances de succès des individus. Ce qu'elles exigent ce n'est pas le statut de colon, mais la place du colon. Les colonisés, dans leur immense majorité, veulent la ferme du colon. Il ne s'agit

pas pour eux d'entrer en compétition avec le colon. Ils veulent sa place.

La paysannerie est laissée systématiquement de côté par la propagande des partis nationalistes. Or il est clair que, dans les pays coloniaux, seule la paysannerie est révolutionnaire. Elle n'a rien à perdre et tout à gagner. Le paysan, le déclassé, l'affamé est l'exploité qui découvre le plus vite que la violence, seule, paye. Pour lui, il n'y a pas de compromis, pas de possibilité d'arrangement. La colonisation ou la décolonisation, c'est simplement un rapport de forces. L'exploité s'aperçoit que sa libération suppose tous les moyens et d'abord la force. Lorsqu'en 1956, après la capitulation de M. Guy Mollet devant les colons d'Algérie, le Front de Libération Nationale, dans un tract célèbre, constatait que le colonialisme ne lâche que le couteau sur la gorge, aucun Algérien vraiment n'a trouvé ces termes trop violents. Le tract ne faisait qu'exprimer ce que tous les Algériens ressentaient au plus profond d'eux-mêmes : le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est la violence à l'état de nature et ne peut s'incliner que devant une plus grande violence.

Au moment de l'explication décisive, la bourgeoisie colonialiste qui était jusque-là restée coite, entre en action. Elle introduit cette nouvelle notion, qui est à proprement parler une création de la situation coloniale : la non-violence. Dans sa forme brute cette non-violence signifie aux élites intellectuelles et économiques colonisées que la bourgeoisie colonialiste a les mêmes intérêts qu'elles et qu'il devient donc indispensable, urgent, de parvenir à un accord pour le salut commun. La non-violence est une tentative de régler le problème colonial autour d'un tapis vert avant tout geste irréversible, toute effusion de sang, tout acte regrettable. Mais si les masses, sans attendre que les chaises soient disposées autour du tapis vert, n'écoutent que leur propre voix et commencent les incendies et les attentats, on voit alors les « élites » et les dirigeants des partis bourgeois nationalistes se précipiter vers les colonialistes et leur dire : « C'est très grave! On ne sait pas comment tout cela va finir, il faut trouver une solution, il faut trouver un compromis. »

Cette notion de compromis est très importante dans le phénomène de la décolonisation, car elle est loin d'être simple. Le compromis, en effet, concerne à la fois le système colonial et la jeune bourgeoisie nationale. Les tenants du système colonial

découvrent que les masses risquent de tout détruire. Le sabotage des ponts, la destruction des fermes, les répressions, la guerre frappent durement l'économie. Compromis également pour la bourgeoisie nationale qui, ne discernant pas très bien les conséquences possibles de ce typhon, craint en réalité d'être balayée par cette formidable bourrasque et ne cesse de dire aux colons : « Nous sommes encore capables d'arrêter le carnage, les masses ont encore confiance en nous, faites vite si vous ne voulez pas tout compromettre. » Un degré de plus, et le dirigeant du parti nationaliste prend ses distances vis-à-vis de cette violence. Il affirme hautement qu'il n'a rien à faire avec ces Mau-Mau, avec ces terroristes, avec ces égorgeurs. Dans le meilleur des cas, il se cantonne dans un *no man's land* entre les terroristes et les colons et se présente volontiers comme « interlocuteur » : ce qui signifie que, les colons ne pouvant discuter avec les Mau-Mau, il veut bien, lui, entamer des négociations. C'est ainsi que l'arrière-garde de la lutte nationale, cette partie du peuple qui n'a jamais cessé d'être de l'autre côté de la lutte, se trouve placée par une sorte de gymnastique à l'avant-garde des négociations et du compromis — parce que précisément elle s'est bien gardée de jamais rompre le contact avec le colonialisme.

Avant la négociation, les partis nationalistes se contentent dans le meilleur des cas d'expliquer, d'excuser cette « sauvagerie ». Ils ne revendiquent pas la lutte populaire et il n'est pas rare qu'ils se laissent aller, dans des cercles fermés, à condamner tels actes spectaculaires déclarés odieux par la presse et l'opinion de la métropole. Le souci de voir les choses objectivement constitue l'excuse légitime de cette politique d'immobilisme. Mais cette attitude classique de l'intellectuel colonisé et des dirigeants des partis nationalistes n'est pas, en réalité, objective. En fait, ils ne sont pas sûrs que cette violence impatiente des masses soit le moyen le plus efficace de défendre leurs propres intérêts. Il y a aussi qu'ils sont convaincus de l'inefficacité des méthodes violentes. Pour eux, aucun doute n'est permis : toute tentative de briser l'oppression coloniale par la force est une conduite de désespoir, une conduite-suicide. C'est que, dans leur cerveau, les tanks des colons et les avions de chasse occupent une place énorme. Quand on leur dit : il faut agir, ils voient des bombes se déverser sur leur tête, des blindés s'avancer le long des chemins, la mitraille, la police... et ils restent assis. Il partent perdants. Leur

incapacité à triompher par la violence n'a pas besoin d'être démontrée, ils l'assument dans leur vie quotidienne et dans leurs manœuvres. Ils en sont restés à la position puérile qu'Engels adoptait dans sa célèbre polémique avec cette montagne de puérilité qu'était M. Dühring : « De même que Robinson a pu se procurer une épée, nous pouvons tout aussi bien admettre que Vendredi apparaît un beau matin avec un revolver chargé à la main, et alors tout le rapport de « violence » se renverse : Vendredi commande et Robinson est forcé de trimer... Donc, le revolver triomphe de l'épée et même l'amateur d'axiomes le plus puéril concevra sans doute que la violence n'est pas un simple acte de volonté, mais exige pour sa mise en œuvre des conditions préalables très réelles, notamment des instruments, dont le plus parfait l'emporte sur le moins parfait; qu'en outre ces instruments doivent être produits, ce qui signifie aussi que le producteur d'instruments de violence plus parfaits, grossièrement parlant des armes, l'emporte sur le producteur des moins parfaits et qu'en un mot la victoire de la violence repose sur la production d'armes, et celle-ci à son tour sur la production en général, donc... sur la « puissance économique », sur l'état économique, sur les moyens matériels qui sont à la disposition de la violence [2]. » De fait, les dirigeants réformistes ne disent pas autre chose : « Avec quoi voulez-vous vous battre contre les colons. Avec vos couteaux ? Avec vos fusils de chasse ? »

Il est vrai que les instruments sont importants dans le domaine de la violence, puisque tout repose en définitive sur la répartition de ces instruments. Mais il se trouve que, dans ce domaine, la libération des territoires coloniaux apporte un éclairage nouveau. On a vu par exemple que pendant la campagne d'Espagne, cette authentique guerre coloniale, Napoléon, malgré des effectifs qui ont atteint, pendant les offensives du printemps 1810, le chiffre énorme de 400 000 hommes, fut contraint de reculer. Pourtant l'armée française faisait trembler toute l'Europe par ses instruments de guerre, par la valeur de ses soldats, par le génie militaire de ses capitaines. Face aux moyens énormes des troupes napoléoniennes, les Espagnols qu'animait une foi nationale inébranlable, découvrirent cette fameuse guérilla que, vingt-cinq ans plus tôt, les miliciens américains avaient expérimentée contre

2. Friedrich Engels. *Anti-Dühring*. 2e partie. Chapitre III, *Théorie de la violence*. Éditions sociales, p. 199.

s troupes anglaises. Mais la guérilla du colonisé ne serait rien omme instrument de violence opposée à d'autres instruments e violence, si elle ne s'intégrait pas dans un contexte régional et iternational, si elle n'était pas un élément nouveau dans le rocessus global de la compétition entre trusts et monopoles.

Au début de la colonisation, une colonne pouvait occuper des erritoires immenses : le Congo, le Nigéria, la Côte d'Ivoire, etc. lais aujourd'hui la lutte nationale du colonisé s'insère dans ne situation absolument nouvelle. Le capitalisme, dans sa période 'essor, voyait dans les colonies une source de matières premières ui, manufacturées, pouvaient être déversées sur le marché uropéen. Après une phase d'accumulation du capital, il en arrive ujourd'hui à modifier sa conception de la rentabilité d'une faire. Les colonies sont devenues un marché. La population oloniale est une clientèle qui achète. Dès lors, si la garnison doit re éternellement renforcée, si le commerce se ralentit, c'est-à-dire les produits manufacturés et industrialisés ne peuvent plus être xportés, c'est la preuve que la solution militaire doit être écartée. ne domination aveugle de type esclavagiste n'est économiqueent pas rentable pour la métropole. La fraction monopoliste la bourgeoisie métropolitaine ne soutient pas un gouvernement ont la politique est uniquement celle de l'épée. Ce que les industiels et les financiers de la métropole attendent de leur gouvernement, ce n'est pas qu'il décime les peuplades mais qu'il sauvegarde, l'aide de conventions économiques, leurs « intérêts légitimes ».

Il existe donc une complicité objective du capitalisme avec les rces violentes qui éclatent dans le territoire colonial. De plus, colonisé n'est pas seul face à l'oppresseur. Il y a, bien sûr, l'aide olitique et diplomatique des pays et des peuples progressistes. lais il y a surtout la compétition, la guerre impitoyable que se vrent les groupes financiers. Une Conférence de Berlin avait pu partir l'Afrique déchiquetée entre trois ou quatre pavillons. ctuellement, ce qui est important ce n'est pas que telle région ricaine soit terre de souveraineté française ou belge : ce qui nporte, c'est que les zones économiques soient protégées. Le lonnage d'artillerie, la politique de la terre brûlée ont fait place la sujétion économique. Aujourd'hui on ne mène plus de guerre répression contre tel sultan rebelle. On est plus élégant, moins nguinaire, et on décide la liquidation pacifique du régime striste. On essaie d'étrangler la Guinée, on supprime Mossadegh.

Le dirigeant national qui a peur de la violence a donc tort s'il s'imagine que le colonialisme va « tous nous massacrer ». Les militaires, bien sûr, continuent à jouer avec les poupées datant de la conquête, mais les milieux financiers ont vite fait de les ramener à la réalité.

C'est pourquoi il est demandé aux partis politiques nationalistes d'exposer le plus clairement possible leurs revendications et de chercher avec le partenaire colonialiste, dans le calme et l'absence de passion, une solution qui respecte les intérêts des deux parties. On voit que ce réformisme nationaliste, qui se présente souvent comme une caricature du syndicalisme, s'il décide d'agir le fera à travers des voies hautement pacifiques : débrayages dans les quelques industries implantées dans les villes, manifestations de masses pour acclamer le leader, boycott des autobus ou des denrées importées. Toutes ces actions servent à la fois à faire pression sur le colonialiste et à permettre au peuple de se dépenser. Cette pratique de l'hibernothérapie, cette cure de sommeil du peuple peut quelquefois réussir. Alors, de la discussion autour du tapis vert, surgit la promotion politique qui permet à M. M'ba, président de la République du Gabon, de dire très solennellement à son arrivée en visite officielle à Paris : « Le Gabon est indépendant, mais entre le Gabon et la France rien n'est changé, tout continue comme avant. » De fait, le seul changement c'est que M. M'ba est président de la République gabonaise et qu'il est reçu par le président de la République française.

La bourgeoisie colonialiste est aidée dans son travail de tranquillisation des colonisés par l'inévitable religion. Tous les saints qui ont tendu la deuxième joue, qui ont pardonné les offenses, qui ont reçu sans tressaillir les crachats et les insultes sont expliqués, donnés en exemple. Les élites des pays colonisés, ces esclaves affranchis, quand ils sont à la tête du mouvement, finissent inéluctablement par produire un ersatz de combat. Ils utilisent *l'esclavage de leurs frères* pour faire honte aux esclavagistes ou pour fournir un contenu idéologique d'humanitarisme falot aux groupes financiers concurrents de leurs oppresseurs. Jamais, en vérité, ils ne font appel réellement aux esclaves, jamais ils ne les mobilisent concrètement. Bien au contraire, au moment de la vérité, c'est-à-dire, pour eux, du mensonge, ils brandissent la menace d'une *mobilisation des masses* comme l'arme décisive qui provoquerait comme par enchantement la « fin du

égime colonial ». Il se trouve évidemment au sein de ces partis olitiques, parmi les cadres, des révolutionnaires qui tournent élibérément le dos à la farce de l'indépendance nationale. Mais apidement leurs interventions, leurs initiatives, leurs mouvements e colère indisposent la machine du parti. Progressivement, ces éments sont isolés, puis carrément écartés. Dans le même temps, omme s'il y avait concomitance dialectique, la police colonialiste a leur tomber dessus. Sans sécurité dans les villes, évités par les ilitants, rejetés par les autorités du parti, ces indésirables au gard incendiaire vont échouer dans les campagnes. C'est alors u'ils s'aperçoivent avec une sorte de vertige que les masses aysannes comprennent à demi-mot leurs propos et, sans transition, ur posent la question dont ils n'ont pas préparé la réponse : C'est pour quand ? »

Cette rencontre des révolutionnaires venus des villes et des mpagnards retiendra plus loin notre attention. Il convient aintenant de revenir aux partis politiques, pour montrer le ractère tout de même progressiste de leur action. Dans leurs scours, les dirigeants politiques « nomment » la nation. Les vendications du colonisé reçoivent ainsi une forme. Il n'y a s de contenu, il n'y a pas de programme politique et social. y a une forme vague mais néanmoins nationale, un cadre, ce e nous appelons l'exigence minimum. Les hommes politiques i prennent la parole, qui écrivent dans les journaux nationalistes, nt rêver le peuple. Ils évitent la subversion mais, en fait, introisent de terribles ferments de subversion dans la conscience des diteurs ou des lecteurs. Souvent on utilise la langue nationale tribale. C'est, là encore, entretenir le rêve, permettre à l'imagition de gambader hors de l'ordre colonial. Quelquefois encore hommes politiques disent : « Nous les Nègres, nous les Arabes », cette appellation lourde d'ambivalence pendant la période oniale reçoit une sorte de sacralisation. Les hommes politiques tionalistes jouent avec le feu. Car, comme le confiait récemment dirigeant africain à un groupe de jeunes intellectuels : « Réfléssez avant de parler aux masses, elles s'enflamment vite. » y a donc une ruse de l'histoire, qui joue terriblement aux colonies. and le dirigeant politique convie le peuple à un meeting, on ut dire qu'il y a du sang dans l'air. Pourtant le dirigeant, très vent, se préoccupe surtout de « montrer » ses forces... pour voir pas à les utiliser. Mais l'agitation ainsi entretenue —

aller, venir, entendre des discours, voir le peuple réuni, les policiers autour, les démonstrations militaires, les arrestations, les déportations de leaders —, tout ce remue-ménage donne au peuple l'impression que le moment est venu, pour lui, de faire quelque chose. Dans ces moments d'instabilité, les partis politiques multiplient les appels au calme vers la gauche, tandis que, sur leur droite, ils scrutent l'horizon, tâchant de déchiffrer les intentions libérales du colonialisme.

Le peuple utilise également pour se maintenir en forme, pour entretenir sa capacité révolutionnaire, certains épisodes de la vie de la collectivité. Le bandit, par exemple, qui tient la campagne pendant des journées face aux gendarmes lancés à ses trousses, celui qui, dans un combat singulier, succombe après avoir abattu quatre ou cinq policiers, celui qui se suicide pour ne pas « donner » ses complices constituent pour le peuple des phares, des schèmes d'action, des « héros ». Et il ne sert à rien, évidemment, de dire que tel héros est un voleur, une crapule ou un dépravé. Si l'acte pour lequel cet homme est poursuivi par les autorités colonialistes est un acte exclusivement dirigé contre une personne ou un bien colonial, alors la démarcation est nette, flagrante. Le processus d'identification est automatique.

Il faut signaler également le rôle que joue, dans ce phénomène de maturation, l'histoire de la résistance nationale à la conquête. Les grandes figures du peuple colonisé sont toujours celles qui ont dirigé la résistance nationale à l'invasion. Béhanzin, Soundiata, Samory, Abdelkader revivent avec une particulière intensité dans la période qui précède l'action. C'est la preuve que le peuple s'apprête à se remettre en marche, à interrompre le temps mort introduit par le colonialisme, à faire l'Histoire.

Le surgissement de la nation nouvelle, la démolition des structures coloniales sont le résultat, soit d'une lutte violente du peuple indépendant, soit de l'action, contraignante pour le régime colonial, de la violence périphérique assumée par d'autres peuples colonisés.

Le peuple colonisé n'est pas seul. En dépit des efforts du colonialisme, ses frontières demeurent perméables aux nouvelles, aux échos. Il découvre que la violence est atmosphérique, qu'elle éclate cà et là et, çà et là, emporte le régime colonial. Cette violence qui réussit a un rôle non seulement informateur mais opératoire pour le colonisé. La grande victoire du peuple vietnamien à

en-Bien-Phu n'est plus, à strictement parler, une victoire ətnamienne. A partir de juillet 1954, le problème que se sont sé les peuples coloniaux a été le suivant : « Que faut-il faire ur réaliser un Dien-Bien-Phu ? Comment s'y prendre ? » De possibilité de ce Dien-Bien-Phu, aucun colonisé ne pouvait ıs douter. Ce qui faisait problème, c'était l'aménagement des ·ces, leur organisation, leur date d'entrée en action. Cette ›lence ambiante ne modifie pas les seuls colonisés mais également colonialistes qui prennent conscience de la possibilité de Dien-ən-Phu multiples. C'est pourquoi une véritable panique ordonnée s'emparer des gouvernements colonialistes. Leur propos est prendre les devants, de tourner à droite le mouvement de ération, de désarmer le peuple : vite, décolonisons. Décolonisons Congo avant qu'il ne se transforme en Algérie. Votons la loi-dre pour l'Afrique, créons la Communauté, rénovons cette mmunauté mais, je vous en conjure, décolonisons, décolonisons. décolonise à une telle allure qu'on impose l'indépendance à uphouët-Boigny. A la stratégie du Dien-Bien-Phu, définie par colonisé, le colonialiste répond par la stratégie de l'encadrement... ıs le respect de la souveraineté des États.

Mais revenons à cette violence atmosphérique, à cette violence leur de peau. Nous avons vu dans le développement de sa turation que beaucoup de courroies la prennent en charge et mènent à la sortie. En dépit des métamorphoses que le régime onial lui impose dans les luttes tribales ou régionalistes, la lence s'achemine, le colonisé identifie son ennemi, met un nom tous ses malheurs et jette dans cette nouvelle voie toute la ce exacerbée de sa haine et de sa colère. Mais comment passons-ıs de l'atmosphère de violence à la violence en action ? Qu'est-ce fait exploser la marmite ? Il y a le fait, d'abord, que ce déve-pement ne laisse pas inentamée la béatitude du colon. Le colon « connaît » les indigènes s'aperçoit à plusieurs indices que lque chose est en train de changer. Les bons indigènes se font es, les silences s'étendent à l'approche de l'oppresseur. Quel-fois les regards se font durs, les attitudes et les propos carré-nt agressifs. Les partis nationalistes s'agitent, multiplient les etings et, dans le même temps, les forces de police sont augmen-s, des renforts de troupes arrivent. Les colons, les agriculteurs tout, isolés dans leurs fermes, sont les premiers à s'alarmer. réclament des mesures énergiques.

Les autorités prennent en effet des mesures spectaculaires, arrêtent un ou deux leaders, organisent des défilés militaires, des manœuvres, des vols aériens. Les démonstrations, les exercices belliqueux, cette odeur de poudre qui, maintenant, charge l'atmosphère, ne font pas reculer le peuple. Ces baïonnettes et ces canonnades renforcent son agressivité. Une atmosphère de drame s'installe, où chacun veut prouver qu'il est prêt à tout. C'est dans ces circonstances que le coup part tout seul; car les nerfs sont fragilisés, la peur s'est installée, on est sensible de la gâchette. Un incident banal et le mitraillage commence : c'est Sétif en Algérie, ce sont les Carrières Romaines au Maroc, c'est Moramanga à Madagascar.

Les répressions, loin de briser l'élan, scandent les progrès de la conscience nationale. Aux colonies, les hécatombes, à partir d'un certain stade de développement embryonnaire de la conscience, renforcent cette conscience, car elles indiquent qu'entre oppresseurs et opprimés tout se résout par la force. Il faut signaler ici que les partis politiques n'ont pas lancé le mot d'ordre de l'insurrection armée, n'ont pas préparé cette insurrection. Toutes ces répressions, tous ces actes suscités par la peur, ne sont pas voulus par les dirigeants. Les événements les prennent de court. C'est alors que le colonialisme peut décider d'arrêter les leaders nationalistes. Mais aujourd'hui les gouvernements des pays colonialistes savent parfaitement qu'il est très dangereux de priver les masses de leur leader. Car alors le peuple, n'étant plus bridé, se jette dans les jacqueries, les mutineries et les « meurtres bestiaux ». Les masses donnent libre cours à leurs « instincts sanguinaires » et imposent au colonialisme la libération des leaders, auxquels reviendra la tâche difficile de ramener le calme. Le peuple colonisé, qui avait spontanément investi sa violence dans la tâche colossale de destruction du système colonial, va se retrouver en peu de temps avec le mot d'ordre inerte, infécond : « Libérez X ou Y [3]. » Alors le colonialisme libérera ces hommes et discutera avec eux. L'heure des bals populaires a commencé.

Dans un autre cas, l'appareil des partis politiques peut rester intact. Mais à la suite de la répression colonialiste et de la réaction spontanée du peuple les partis se trouvent débordés par leurs militants. La violence des masses s'oppose vigoureusement aux

3. Il peut arriver que le leader arrêté soit l'expression authentique des masses colonisées. Dans ce cas, le colonialisme va profiter de sa détention pour essayer de lancer de nouveaux leaders.

ırces militaires de l'occupant, la situation se détériore et pourrit. es dirigeants en liberté restent alors sur la touche. Devenus oudain inutiles avec leur bureaucratie et leur programme raisonable on les voit, loin des événements, tenter la suprême imposture de parler au nom de la nation muselée ». En règle générale, le olonialisme se jette avec avidité sur cette aubaine, transforme ces ıutiles en interlocuteurs et, en quatre secondes, leur donne l'indéendance, à charge pour eux de ramener l'ordre.

On voit donc que tout le monde est conscient de cette violence t que la question n'est pas toujours d'y répondre par une plus rande violence mais plutôt de voir comment désamorcer la crise.

Qu'est-ce donc en réalité que cette violence? Nous l'avons vu, 'est l'intuition qu'ont les masses colonisées que leur libération doit e faire, et ne peut se faire, que par la force. Par quelle aberration e l'esprit ces hommes sans technique, affamés et affaiblis, non ompus aux méthodes d'organisation, en arrivent-ils, face à la uissance économique et militaire de l'occupant, à croire que seule a violence pourra les libérer? Comment peuvent-ils espérer riompher?

Car la violence, et c'est là le scandale, peut constituer, en tant que méthode, le mot d'ordre d'un parti politique. Des cadres euvent appeler le peuple à la lutte armée. Il faut réfléchir à cette roblématique de la violence. Que le militarisme allemand décide e régler ses problèmes de frontières par la force ne nous surprend oint, mais que le peuple angolais, par exemple, décide de prendre es armes, que le peuple algérien rejette toute méthode qui ne soit as violente, prouve que quelque chose s'est passé ou est en train le se passer. Les hommes colonisés, ces esclaves des temps modernes, ont impatients. Ils savent que, seule, cette folie peut les soustraire l'oppression coloniale. Un nouveau type de rapports s'est établi lans le monde. Les peuples sous-développés font craquer leur haînes et l'extraordinaire, c'est qu'ils réussissent. On peut préendre qu'à l'heure du spoutnik, il est ridicule de mourir de faim, nais pour les masses colonisées l'explication est moins lunaire. La vérité, c'est qu'aucun pays colonialiste n'est aujourd'hui apable d'adopter la seule forme de lutte qui aurait une chance de éussir : l'implantation prolongée de forces d'occupation imporantes. Sur le plan intérieur, les pays colonialistes se trouvent confrontés à des contradictions, à des revendications ouvrières qui exigent l'emploi de leurs forces policières. De plus, dans la

conjoncture internationale actuelle, ces pays ont besoin de leurs troupes pour protéger leur régime. Enfin l'on connaît le mythe des mouvements de libération dirigés de Moscou. Dans l'argumentation paniquarde du régime capitaliste, cela signifie : « Si cela continue, les communistes risquent de profiter de ces troubles pour s'infiltrer dans ces régions. »

Dans l'impatience du colonisé, le fait qu'il brandisse à bout de bras la menace de violence, prouve qu'il est conscient du caractère exceptionnel de la situation contemporaine et qu'il entend en profiter. Mais, sur le plan de l'expérience immédiate aussi, le colonisé, qui a l'occasion de voir le monde moderne pénétrer jusque dans les coins les plus reculés de la brousse, prend une conscience très aiguë de ce qu'il ne possède pas. Les masses, par une sorte de raisonnement... infantile, se convainquent que toutes ces choses leur ont été volées. C'est pourquoi, dans certains pays sous-développés, les masses vont très vite et comprennent, deux ou trois ans après l'indépendance, qu'elles ont été frustrées, que « ça ne valait pas la peine » de se battre si ça ne devait pas vraiment changer. En 1789, après la Révolution bourgeoise, les plus petits paysans français ont profité substantiellement de ce bouleversement. Mais il est banal de constater et de dire que dans la majorité des cas, pour 95 % de la population des pays sous-développés, l'indépendance n'apporte pas de changement immédiat. L'observateur averti se rend compte de l'existence d'une sorte de mécontentement larvé, comme ces braises qui, après l'extinction d'un incendie, menacent toujours de s'enflammer.

On dit alors que les colonisés veulent aller trop vite. Or ne l'oublions jamais, il n'y a pas bien longtemps on affirmait leur lenteur, leur paresse, leur fatalisme. On aperçoit déjà que la violence que nous avons décrite pendant toute la phase d'oppression coloniale, et qui explose dans des voies bien précises au moment de la lutte de libération, ne s'éteint pas magiquement après la cérémonie des couleurs nationales. Elle s'éteint d'autant moins que la construction nationale continue à s'inscrire dans le cadre de la compétition décisive du capitalisme et du socialisme.

Cette compétition donne une dimension quasi universelle aux revendications les plus localisées. Chaque meeting, chaque acte de répression retentit dans l'arène internationale. Les meurtres de Sharpeville ont secoué l'opinion pendant des mois. Dans les journaux, sur les antennes, dans les conversations privées, Sharpeville

st devenu un symbole. C'est à travers Sharpeville que des hommes : des femmes ont abordé le problème de l'*apartheid* en Afrique u Sud. Et on ne peut prétendre que seule la démagogie explique soudain intérêt des Grands pour les petites affaires des régions ous-développées. Chaque jacquerie, chaque sédition dans le iers-Monde s'insère dans le cadre de la guerre froide. Deux ommes sont matraqués à Salisbury, et voici que l'ensemble d'un loc se met en branle, parle de ces deux hommes et, à l'occasion de matraquage, soulève le problème particulier de la Rhodésie - le reliant à l'ensemble de l'Afrique et à la totalité des hommes olonisés. Mais l'autre bloc, également, mesure, à l'ampleur de la ampagne menée, les faiblesses locales de son système. Les peuples olonisés se rendent compte qu'aucun clan ne se désintéresse des cidents locaux. Ils cessent de se limiter à leurs horizons régionaux, isis qu'ils sont dans cette atmosphère de secousse universelle.

Lorsque, tous les trois mois, on apprend que la 6e ou la 7e flotte it mouvement vers telle côte, lorsque Khrouchtchev menace de uver Castro à coups de fusées, lorsque Kennedy, à propos du aos, décide d'envisager les solutions extrêmes, le colonisé ou le ouvel indépendant a l'impression que, bon gré, mal gré, il est ntraîné dans une sorte de marche effrénée. En fait, il marche éjà. Prenons, par exemple, le cas des gouvernements de pays écemment libérés. Les hommes au pouvoir passent les deux tiers e leur temps à surveiller les alentours, à prévenir le danger qui les ienace, et l'autre tiers à travailler pour le pays. En même temps, s se cherchent des appuis. Obéissant à la même dialectique, les ppositions nationales se détournent avec mépris des voies par- mentaires. Elles cherchent des alliés qui acceptent de les soutenir ans leur entreprise brutale de sédition. L'atmosphère de violence, près avoir imprégné la phase coloniale, continue à dominer la ie nationale. Car, nous l'avons dit, le Tiers-Monde n'est pas exclu. ien au contraire il est au centre de la tourmente. C'est pourquoi, ans leur discours, les hommes d'État des pays sous-développés aintiennent indéfiniment le ton d'agressivité et d'exaspération ui aurait dû normalement disparaître. L'on comprend également impolitesse si souvent signalée des nouveaux dirigeants. Mais que l'on voit moins, c'est l'extrême courtoisie de ces mêmes irigeants dans leurs contacts avec les frères ou les camarades. 'impolitesse est d'abord une conduite avec les autres, avec les nciens colonialistes qui viennent voir et enquêter. L'ex-colonisé

a trop souvent l'impression que la conclusion de ces enquêtes est déjà rédigée. Le déplacement du journaliste est une justification. Les photographies qui illustrent l'article apportent la preuve qu'on sait de quoi l'on parle, qu'on y est allé. L'enquête se propose de vérifier l'évidence : tout va mal là-bas depuis que nous n'y sommes plus. Les journalistes se plaignent souvent d'être mal reçus, de ne pas travailler dans de bonnes conditions, de trouver un mur d'indifférence ou d'hostilité. Tout cela est normal. Les dirigeants nationalistes savent que l'opinion internationale est forgée uniquement par la presse occidentale. Or, quand un journaliste occidental nous interroge, c'est rarement pour nous rendre service. Dans la guerre d'Algérie, par exemple, les reporters français les plus libéraux n'ont pas cessé d'utiliser des épithètes ambiguës pour caractériser notre lutte. Quand on leur en fait le reproche, ils répondent en toute bonne foi qu'ils sont objectifs. Pour le colonisé, l'objectivité est toujours dirigée contre lui. On comprend également ce nouveau ton qui a submergé la diplomatie internationale à l'Assemblée Générale des Nations-Unies en septembre 1960. Les représentants des pays coloniaux étaient agressifs, violents, outranciers, mais les peuples coloniaux n'ont pas trouvé qu'ils exagéraient. Le radicalisme des porte-parole africains a provoqué le mûrissement de l'abcès et a permis de mieux voir le caractère inadmissible des vetos, du dialogue des Grands, et surtout le rôle infime réservé au Tiers-Monde.

La diplomatie telle qu'elle a été inaugurée par les peuples nouvellement indépendants n'est plus en nuances, en sous-entendus, en passes magnétiques. C'est que ces porte-parole sont chargés par leurs peuples de défendre à la fois l'unité de la nation, le progrès des masses vers le bien-être et le droit des peuples à la liberté et au pain.

C'est donc une diplomatie en mouvement, en furie, qui contraste étrangement avec le monde immobile, pétrifié, de la colonisation. Et quand M. Khrouchtchev brandit son soulier à l'O.N.U. et en martèle la table, aucun colonisé, aucun représentant des pays sous-développés ne rit. Car ce que M. Khrouchtchev montre aux pays colonisés qui le regardent c'est que lui, le moujik, qui par ailleurs possède des fusées, traite ces misérables capitalistes comme ils le méritent. De même, Castro siégeant en tenue militaire à l'O.N.U. ne scandalise pas les pays sous-développés. Ce que montre Castro, c'est la conscience qu'il a de l'existence du régime

ntinué de la violence. L'étonnant, c'est qu'il ne soit pas entré l'O.N.U. avec sa mitraillette; mais peut-être s'y serait-on opposé? es jacqueries, les actes désespérés, les groupes armés de coutelas de haches trouvent leur rationalité dans la lutte implacable qui esse l'un contre l'autre le capitalisme et le socialisme. En 1945, 45 000 morts de Sétif pouvaient passer inaperçus; en 1947, 90 000 morts de Madagascar pouvaient faire l'objet d'un simple trefilet dans les journaux; en 1952, les 200 000 victimes de la pression au Kenya pouvaient rencontrer une indifférence relave. C'est que les contradictions internationales n'étaient pas ffisamment tranchées. Déjà la guerre de Corée et la guerre Indochine avaient inauguré une nouvelle phase. Mais c'est rtout Budapest et Suez qui constituent les moments décisifs cette confrontation.

Forts du soutien inconditionnel des pays socialistes, les colonisés lancent avec les armes qu'ils ont contre la citadelle inexpugnable colonialisme. Si cette citadelle est invulnérable aux couteaux aux poings nus, elle ne l'est plus quand on décide de tenir mpte du contexte de la guerre froide.

Dans cette conjoncture nouvelle, les Américains prennent très sérieux leur rôle de patron du capitalisme international. Dans premier temps, ils conseillent aux pays européens de décoloniser 'amiable. Dans un deuxième temps, ils n'hésitent pas à proclamer abord le respect puis le soutien du principe : l'Afrique aux ricains. Les États-Unis ne craignent pas aujourd'hui de dire iciellement qu'ils sont les défenseurs du droit des peuples à poser d'eux-mêmes. Le dernier voyage de M. Mennen-Williams st que l'illustration de la conscience qu'ont les Américains que Tiers-Monde ne doit pas être sacrifié. On comprend dès lors urquoi la violence du colonisé n'est désespérée que si on la npare *in abstracto* à la machine militaire des oppresseurs. Par itre, si on la situe dans la dynamique internationale, on s'apert qu'elle constitue une terrible menace pour l'oppresseur. La sistance des jacqueries et de l'agitation Mau-Mau déséquilibre vie économique de la colonie mais ne met pas en danger la tropole. Ce qui est plus important aux yeux de l'impérialisme, st la possibilité pour la propagande socialiste de s'infiltrer dans masses, de les contaminer. C'est déjà un grave danger dans la iode froide du conflit; mais que deviendrait, en cas de guerre ude, cette colonie, pourrie par les guérillas meurtrières?

Le capitalisme se rend compte alors que sa stratégie militaire a tout à perdre au développement des guerres nationales. Aussi, dans le cadre de la coexistence pacifique, toutes les colonies sont-elles appelées à disparaître et, à l'extrême, le neutralisme à être respecté par le capitalisme. Ce qu'il faut éviter avant tout, c'est l'insécurité stratégique, l'ouverture des masses sur une doctrine ennemie, la haine radicale de dizaines de millions d'hommes. Les peuples colonisés sont parfaitement conscients de ces impératifs qui dominent la vie politique internationale. C'est pourquoi même ceux qui tonnent contre la violence décident et agissent toujours en fonction de cette violence planétaire. Aujourd'hui la coexistence pacifique entre les deux blocs entretient et provoque la violence dans les pays coloniaux. Demain, peut-être verrons-nous se déplacer ce domaine de la violence après la libération intégrale des territoires coloniaux. Peut-être verrons-nous se poser la question des minorités. Déjà certaines d'entre elles n'hésitent pas à prôner des méthodes violentes pour résoudre leurs problèmes et ce n'est pas par hasard si, nous dit-on, des extrémistes nègres aux États-Unis forment des milices et s'arment en conséquence. Ce n'est pas par hasard non plus si, dans le monde dit libre, il y a des comités de défense des minorités juives en U.R.S.S. et si le général de Gaulle, dans l'un de ses discours, a versé quelques larmes sur les millions de musulmans opprimés par la dictature communiste. Le capitalisme et l'impérialisme sont convaincus que la lutte contre le racisme et les mouvements de libération nationale sont purement et simplement des troubles télécommandés, fomentés de « l'extérieur ». Aussi décident-ils d'utiliser cette tactique efficace : Radio-Europe Libre, comités de soutien des minorités dominées... Ils font de l'anticolonialisme, comme les colonels français en Algérie faisaient de la guerre subversive avec les S.A.S. ou les services psychologiques. Ils « utilisaient le peuple contre le peuple ». On sait ce que cela donne.

Cette atmosphère de violence, de menace, ces fusées brandies n'effraient pas et ne désorientent pas les colonisés. Nous avons vu que toute leur histoire récente les dispose à « comprendre » cette situation. Entre la violence coloniale et la violence pacifique dans laquelle baigne le monde contemporain il y a une sorte de correspondance complice, une homogénéité. Les colonisés sont adaptés à cette atmosphère. Ils sont, pour une fois, de leur temps. On s'étonne quelquefois que les colonisés, plutôt que d'offrir une

obe à leur femme, achètent un poste à transistors. On ne devrait as. Les colonisés sont persuadés que leur destin se joue mainte-ant. Ils vivent dans une atmosphère de fin du monde et ils stiment que rien ne doit leur échapper. C'est pourquoi ils com-rennent très bien Phouma et Phoumi, Lumumba et Tshombé, .hidjo et Moumié, Kenyatta et ceux qu'on jette périodiquement n avant pour le remplacer. Ils comprennent très bien tous ces ommes car ils démasquent les forces qui sont derrière eux. Le olonisé, l'homme sous-développé sont aujourd'hui des animaux olitiques au sens le plus planétaire du terme.

L'indépendance a certes apporté aux hommes colonisés la paration morale et consacré leur dignité. Mais ils n'ont pas ncore eu le temps d'élaborer une société, de construire et d'affirmer es valeurs. Le foyer incandescent où le citoyen et l'homme se éveloppent et s'enrichissent dans des domaines de plus en plus rges n'existe pas encore. Placés dans une sorte d'indétermination, s hommes se persuadent assez facilement que tout va se décider lleurs, pour tout le monde, en même temps. Quant aux diri-eants, face à cette conjoncture, ils hésitent et choisissent le eutralisme.

Il y aurait beaucoup à dire sur le neutralisme. Certains l'assi-ilent à une sorte de mercantilisme infect qui consisterait à rendre à droite et à gauche. Or le neutralisme, cette création e la guerre froide, s'il permet aux pays sous-développés de cevoir l'aide économique des deux parties, ne permet pas, en it, à chacune de ces deux parties de venir en aide comme il le udrait aux régions sous-développées. Ces sommes littéralement tronomiques qui sont investies dans les recherches militaires, s ingénieurs transformés en techniciens de la guerre nucléaire ourraient, en quinze ans, augmenter le niveau de vie des pays us-développés de 60 %. On voit donc que l'intérêt bien compris s pays sous-développés ne réside ni dans la prolongation ni ins l'accentuation de cette guerre froide. Mais il se trouve qu'on leur demande pas leur avis. Alors, quand ils en ont la possibilité, . se désengagent. Mais le peuvent-ils réellement? Voici, par emple, que la France expérimente en Afrique ses bombes omiques. Si l'on excepte les motions, les meetings et les ruptures plomatiques fracassantes on ne peut pas dire que les peuples ricains aient pesé, dans ce secteur précis, sur l'attitude de la rance.

Le neutralisme produit chez le citoyen du Tiers-Monde une attitude d'esprit qui se traduit dans la vie courante par une intrépidité et une fierté hiératique, qui ressemblent étrangement au défi. Ce refus affirmé du compromis, cette volonté toute dure de ne pas s'attacher rappellent le comportement de ces adolescents fiers et dépouillés, toujours prêts à se sacrifier pour un mot. Tout cela désarçonne les observateurs occidentaux. Car il y a à proprement parler un scandale entre ce que ces hommes prétendent être et ce qu'ils ont derrière eux. Ce pays sans tramways, sans troupes, sans argent ne justifie pas la bravade qu'ils étalent au grand jour. C'est, à n'en pas douter, de l'imposture. Le Tiers-Monde donne souvent l'impression qu'il jubile dans le drame et qu'il lui faut sa dose hebdomadaire de crises. Ces leaders de pays vides, qui parlent fort, irritent. On a envie de les faire taire. Or on les courtise. On leur offre des fleurs, on les invite, disons-le, on se les arrache. Cela, c'est du neutralisme. Illettrés à 98 %, il existe cependant à leur propos une littérature colossale. Ils voyagent énormément. Les dirigeants des pays sous-développés, les étudiants des pays sous-développés, sont des clients dorés pour les compagnies aériennes. Les responsables africains et asiens ont la possibilité, dans le même mois, de suivre un enseignement sur la planification socialiste à Moscou et sur les bienfaits de l'économie libérale à Londres ou à la Columbia University. Les syndicalistes africains, pour leur part, progressent à une cadence accélérée. A peine leur confie-t-on des postes dans les organismes de direction qu'ils décident de se constituer en centrales autonomes. Ils n'ont pas ces cinquante ans de pratique syndicale passée dans le cadre d'un pays industrialisé, mais ils savent déjà que le syndicalisme apolitique est un non-sens. Ils n'ont pas affronté la machine bourgeoise, ils n'ont pas développé leur conscience dans la lutte des classes, mais peut-être n'est-ce pas nécessaire. Peut-être. Nous verrons que cette volonté totalisante, qui se caricature souvent en globalisme est l'une des caractéristiques les plus fondamentales des pays sous-développés.

Mais revenons au combat singulier du colonisé et du colon. Il s'agit, on le voit, de la lutte armée franche. Les exemple historiques sont l'Indochine, l'Indonésie et, bien sûr, l'Afrique du Nord. Mais ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est qu'elle aurait pu éclater n'importe où, en Guinée comme en Somalie et encore aujourd'hui elle peut éclater partout où le colonialisme entend

ncore durer (en Angola par exemple). L'existence de la lutte rmée indique que le peuple décide de ne faire confiance qu'aux ıoyens violents. Lui à qui on n'a jamais cessé de dire qu'il ne omprenait que le langage de la force, décide de s'exprimer par la orce. En fait, depuis toujours, le colon lui a signifié le chemin qui evait être le sien s'il voulait se libérer. L'argument que choisit colonisé lui a été indiqué par le colon et, par un ironique retour es choses, c'est le colonisé qui maintenant affirme que le colonia-ste ne comprend que la force. Le régime colonial tire sa légitimité e la force et à aucun moment n'essaie de ruser avec cette nature es choses. Chaque statue, celle de Faidherbe ou de Lyautey, de ugeaud ou du sergent Blandan, tous ces conquistadors juchés ır le sol colonial n'arrêtent pas de signifier une seule et même ıose : « Nous sommes ici par la force des baïonnettes... » On omplète aisément. Pendant la phase insurrectionnelle, chaque olon raisonne à partir d'une arithmétique précise. Cette logique étonne pas les autres colons, mais il est important de dire qu'elle étonne pas non plus les colonisés. Et, d'abord, l'affirmation de incipe : « C'est eux ou nous » ne constitue pas un paradoxe, uisque le colonialisme, avons-nous vu, est justement l'organisa-on d'un monde manichéiste, d'un monde compartimenté. Et ıand, préconisant des moyens précis, le colon demande à chaque présentant de la minorité qui opprime de descendre 30 ou 100 ı 200 indigènes, il s'aperçoit que personne n'est indigné et qu'à extrême tout le problème est de savoir si on peut faire ça d'un ul coup ou par étapes [4].

Ce raisonnement qui prévoit trés arithmétiquement la dispa-tion du peuple colonisé ne bouleverse pas le colonisé d'indignation orale. Il a toujours su que ses rencontres avec le colon se dérou-raient dans un champ clos. Aussi le colonisé ne perd-il pas son mps en lamentations et ne cherche-t-il presque jamais à ce ı'on lui rende justice dans le cadre colonial. En fait, si l'argu-entation du colon trouve le colonisé inébranlable, c'est que ce

4. Il est évident que ce nettoyage par le vide détruit la chose qu'on ulait sauver. C'est bien ce que signale Sartre quand il dit : « En somme r le fait même de les répéter (il s'agit des idées racistes) on révèle que nion simultanée de tous contre les indigènes est irréalisable, qu'elle est que récurrence tournante et que d'ailleurs cette union ne pourrait se re comme groupement actif que pour massacrer les colonisés, tentation rpétuelle et absurde du colon qui revient, si elle était d'ailleurs réalisable, supprimer d'un coup la colonisation. » *Critique de la raison dialectique*, 346.

dernier a pratiquement posé le problème de la libération en des termes identiques : « Constituons-nous en groupes de deux cents ou de cinq cents et que chaque groupe s'occupe d'un colon. » C'est dans cette disposition d'esprit réciproque que chacun des protagonistes commence la lutte.

Pour le colonisé, cette violence représente la praxis absolue. Aussi le militant est-il celui qui travaille. Les questions posées au militant par l'organisation portent la marque de cette vision des choses : « Où as-tu travaillé? Avec qui? Qu'as-tu *fait?* » Le groupe exige que chaque individu réalise un acte irréversible. En Algérie, par exemple, où la presque totalité des hommes qui ont appelé le peuple à la lutte nationale étaient condamnés à mort ou recherchés par la police française, la confiance était proportionnelle au caractère désespéré de chaque cas. Un nouveau militant était sûr quand il ne pouvait plus rentrer dans le système colonial. Ce mécanisme aurait, paraît-il, existé au Kenya chez les Mau-Mau qui exigeaient que chaque membre du groupe frappât la victime. Chacun était donc personnellement responsable de la mort de cette victime. Travailler, c'est travailler à la mort du colon. La violence assumée permet à la fois aux égarés et aux proscrits du groupe de revenir, de retrouver leur place, de réintégrer. La violence est ainsi comprise comme la médiation royale. L'homme colonisé se libère dans et par la violence. Cette praxis illumine l'agent parce qu'elle lui indique les moyens et la fin. On comprend que dans cette atmosphère la quotidienneté devienne tout simplement impossible. On ne peut plus être fellah, souteneur ou alcoolique comme avant. La violence du régime colonial et la contre-violence du colonisé s'équilibrent et se répondent dans une homogénéité réciproque extraordinaire. Ce règne de la violence sera d'autant plus terrible que le peuplement métropolitain sera important. Le développement de la violence au sein du peuple colonisé sera proportionnel à la violence exercée par le régime colonial contesté. Les gouvernements métropolitains sont, dans la première phase de cette période insurrectionnelle, esclaves des colons. Ces colons menacent à la fois les colonisés et leurs gouvernements. Ils utiliseront contre les uns et les autres les mêmes méthodes. L'assassinat du maire d'Évian, dans son mécanisme et ses motivations, s'identifie à l'assassinat d'Ali Boumendjel. Pour les colons, l'alternative n'est pas entre une Algérie algérienne et une Algérie française mais entre une Algérie indépendante et une Algérie coloniale. Tout le reste est littérature

ı tentative de trahison. La logique du colon est implacable et l'on est désarçonné par la contre-logique déchiffrée dans la conduite ı colonisé que dans la mesure où l'on n'a pas préalablement mis jour les mécanismes de pensée du colon. Dès lors que le colonisé ıoisit la contre-violence, les représailles policières appellent écaniquement les représailles des forces nationales. Il n'y a pas pendant équivalence des résultats, car les mitraillages par avion ı les canonnades de la flotte dépassent en horreur et en impornce les réponses du colonisé. Ce va-et-vient de la terreur démysfie définitivement les plus aliénés des colonisés. Ils constatent . effet sur le terrain que tous les discours sur l'égalité de la pernne humaine entassés les uns sur les autres ne masquent pas tte banalité qui veut que les sept Français tués ou blessés au l de Sakamody soulèvent l'indignation des consciences civilisées ndis que « comptent pour du beurre » la mise à sac des douars ıergour, de la dechra Djerah, le massacre des populations qui aient précisément motivé l'embuscade. Terreur, contre-terreur, olence, contre-violence... Voilà ce qu'enregistrent dans l'amertume s observateurs quand ils décrivent le cercle de la haine, si maniste et si tenace en Algérie.

Dans les luttes armées il y a ce qu'on pourrait appeler le point non-retour. C'est presque toujours la répression énorme englont tous les secteurs du peuple colonisé qui le réalise. Ce point t atteint en Algérie en 1955 avec les 12 000 victimes de Philippelle et en 1956 avec l'installation par Lacoste des milices urbaines rurales. Alors il devint clair pour tout le monde et même pour s colons que « ça ne pouvait plus recommencer » comme avant. outefois le peuple colonisé ne tient pas de comptabilité. Il enrestre les vides énormes faits dans ses rangs comme une sorte de al nécessaire. Puisque aussi bien il a décidé de répondre par la olence, il en admet toutes les conséquences. Seulement il exige ı'on ne lui demande pas non plus de tenir de comptabilité pour s autres. A la formule : « Tous les indigènes sont pareils » le lonisé répond : « Tous les colons sont pareils [5] ». La colonisé

5. C'est pourquoi au début des hostilités il n'y a pas de prisonniers. est seulement par la politisation des cadres que les dirigeants arrivent aire admettre aux masses : 1° que les gens qui viennent de la métropole sont pas toujours volontaires et quelquefois même sont écœurés par te guerre; 2° que l'intérêt actuel de la lutte veut que le mouvement ınifeste dans son action le respect de certaines conventions internatioles; 3° qu'une armée qui fait des prisonniers est une armée, et cesse être considérée comme un groupe d'écumeurs de routes.

quand on le torture, qu'on lui tue sa femme ou qu'on la viole, ne va se plaindre à personne. Le gouvernement qui opprime pourra bien nommer chaque jour des commissions d'enquête et d'information. Aux yeux du colonisé, ces commissions n'existent pas. Et de fait, bientôt sept ans de crimes en Algérie et pas un Français qui ait été traduit devant une cour de justice française pour le meurtre d'un Algérien. En Indochine, à Madagascar, aux colonies, l'indigène a toujours su qu'il n'y avait rien à attendre de l'autre bord. Le travail du colon est de rendre impossibles jusqu'aux rêves de liberté du colonisé. Le travail du colonisé est d'imaginer toutes les combinaisons éventuelles pour anéantir le colon. Sur le plan du raisonnement, le manichéisme du colon produit un manichéisme du colonisé. A la théorie de « l'indigène mal absolu » répond la théorie du « colon mal absolu ».

L'apparition du colon a signifié syncrétiquement mort de la société autochtone, léthargie culturelle, pétrification des individus. Pour le colonisé, la vie ne peut surgir que du cadavre en décomposition du colon. Telle est donc cette correspondance terme à terme des deux raisonnements.

Mais il se trouve que pour le peuple colonisé cette violence, parce qu'elle constitue son seul travail, revêt des caractères positifs, formateurs. Cette praxis violente est totalisante, puisque chacun se fait maillon violent de la grande chaîne, du grand organisme violent surgi comme réaction à la violence première du colonialiste. Les groupes se reconnaissent entre eux et la nation future est déjà indivise. La lutte armée mobilise le peuple, c'est-à-dire qu'elle le jette dans une seule direction, à sens unique.

La mobilisation des masses, quand elle se réalise à l'occasion de la guerre de libération, introduit dans chaque conscience la notion de cause commune, de destin national, d'histoire collective. Aussi la deuxième phase, celle de la construction de la nation, se trouve-t-elle facilitée par l'existence de ce mortier travaillé dans le sang et la colère. On comprend mieux alors l'originalité du vocabulaire utilisé dans les pays sous-développés. Pendant la période coloniale, on conviait le peuple à lutter contre l'oppression. Après la libération nationale, on le convie à lutter contre la misère, l'analphabétisme, contre le sous-développement. La lutte, affirme-t-on, continue. Le peuple vérifie que la vie est un combat interminable.

La violence du colonisé, avons-nous dit, unifie le peuple. De par

a structure en effet le colonialisme est séparatiste et régionaliste. ,e colonialisme ne se contente pas de constater l'existence de ribus, il les renforce, les différencie. Le système colonial alimente es chefferies et réactive les vieilles confréries maraboutiques. La iolence dans sa pratique est totalisante, nationale. De ce fait, elle omporte dans son intimité la liquidation du régionalisme et du ribalisme. Aussi les partis nationalistes se montrent-ils partiulièrement impitoyables avec les caïds et les chefs coutumiers. ,a liquidation des caïds et des chefs est un préalable à l'unification u peuple.

Au niveau des individus, la violence désintoxique. Elle débarrasse colonisé de son complexe d'infériorité, de ses attitudes contemlatives ou désespérées. Elle le rend intrépide, le réhabilite à ses ropres yeux. Même si la lutte armée a été symbolique et même 'il est démobilisé par une décolonisation rapide, le peuple a le emps de se convaincre que la libération a été l'affaire de tous et e chacun, que le leader n'a pas de mérite spécial. La violence isse le peuple à la hauteur du leader. D'où cette espèce de réticence gressive à l'égard de la machine protocolaire que de jeunes ouvernements se dépêchent de mettre en place. Quand elles ont articipé, dans la violence, à la libération nationale, les masses ne ermettent à personne de se présenter en « libérateurs ». Elles se ıontrent jalouses du résultat de leur action et se gardent de emettre à un dieu vivant leur avenir, leur destin, le sort de la atrie. Totalement irresponsables hier, elles entendent aujour'hui tout comprendre et décider de tout. Illuminée par la violence, la conscience du peuple se rebelle contre toute opacification. ,es démagogues, les opportunistes, les magiciens ont désormais la â·he difficile. La praxis qui les a jetés dans un corps à corps ésespéré confère aux masses un goût vorace du concret. L'entrerise de mystification devient, à long terme, pratiquement npossible.

Frantz Fanon

ÉLOGE DE L'INQUISITION

« C'est une Ariane abandonnée que l'on éconduit, l'administration ne se chargeant pas de retrouver les séducteurs fugitifs ou latitents. »

Molinari
(*Journal des Débats*, 3 août 1876.)

à *MICHÈLE BERNSTEIN*

L'on voit encore, dans la plaine charentaise, tout près de Saintes, un monument grandiose et putrescent. Fait de chairs humaines agglomérées, il représente quelque femme adultère que la postérité — je veux dire le temps — décompose infiniment. Il existe à Paris une réplique photographique de ce simulacre, à la station de métro Saint-Philippe-du-Roule.

La première fois que je vis cet horrible présage, le ciel chargeait des nuages noirs, venus de l'Océan, les entraînait vers l'est vertigineux. A l'image de ce ciel livide, et comme enfantée par lui, la femme se colorait de roses charognards et de gris anatomiques, tels qu'ils fleurissent dans les peintures léchées des derniers Vénitiens.

Je ne sus que plus tard le lien entre le ciel, le paysage et l'œuvre de l'artiste inconnu, mais l'histoire que l'on me conta, que j'ai sue depuis véridique, et qui m'entraîna vers l'étrange aventure du sexe obscur n'en est pas pour autant moins exemplaire. Je sais que l'on m'objectera qu'une liaison géographique précise diminue déjà la portée de mon récit, sa morale. (Il m'importe peu de répondre; ceux qui n'ont pas cru devoir mourir quand l'aube fauche les premiers soleils, les couche dans les poignards luisants de la rosée, ne sauraient me comprendre.

ant aux autres, ils savent que chaque mort est une nouvelle ssure du ciel et que les champs, les bois, les marais torpides ssent de ces matrices rouges.)

* * *

Donc, elle me fit signe dans les couloirs, dans les voitures, un tin, à huit heures. Je ne pouvais conclure, ni l'aborder; ni nander son nom encore ou lui fixer rendez-vous. Trop de ageurs nous séparaient et je n'eus pas la grâce d'être rapchée d'elle au hasard d'un remous de l'horrible foule. Elle cendit à Sentier, sans que le nom m'inspirât une correspon-ce. Je devais pourtant la revoir quelques heures plus tard, s que j'empruntais la rue Verte, en quête de travail ou ventures, je ne sais plus. Je la reconnus à son visage arrondi, ngulaire, aux pommettes luisantes et nacrées. Déjà elle it troqué sa robe d'ouvrière contre un fourreau bossué d'où tait son charme de pomme mûre. Elle me confia son âge, nte ans, quarante ans peut-être, ce sont des choses qui ne frappent point. Autant dire qu'elle m'aborda. Non comme vulgaire pute aux dégaines sucrées, ni comme l'odalisque rée et nonchalante que l'on rencontre dans les bars du cadéro, montrant ses cuisses et sa naissance et parlant de lit où la plume et le luxe font, dit-elle, un mariage éblouis-t. Non pas exactement elle m'aborda, mais me dit, par une ligence, une coquetterie exquise, son âge, un détail futile, tuit, un gage plutôt afin d'aiguiller mon regard ou ma sée vers une nouvelle possibilité de l'existence.

e lui pris la main, le bras, la croupe, si ce n'est que plus l je fis réellement tout cela, mais pour lors je me contente ncliner la tête sans qu'elle puisse dire que je lui réponde. Le devint vert; l'un et l'autre nous traversâmes. Il semblait n que nous marchions côte à côte, tels et rapprochés qu'un sant eût pu nous dire ensemble. Je n'avais point de but; elle it pareillement désœuvrée. Rien ne s'opposait donc à ce nous prissions le même chemin. Ainsi, nous nous rencon-mes. Sans doute alors cette femme m'a-t-elle parlé — et je souviens de son nom, Marika, on le lit sur certaines vitrines, lus souvent orné de volutes, d'arabesques roses, de lingeries s dont la culotte « Bikunu » est l'exemple du parfait mau-

vais goût —, m'a-t-elle demandé de la suivre ou simplement de lui offrir un bijou, un alcool, plus simplement l'un de ces livres de la collection « *Précieuse* » où l'on se couche volontiers dans les lits défaits par d'autres, en compagnie d'épouses luxurieuses et de chastes amantes aux fesses rebondies.

Elle dut me dire : « ne m'aiderez-vous pas à sortir ce caillou », ou : « m'aiderez-vous à défaire mon soutien-gorge, j'étouffe par cette chaleur », et elle devait imaginer alors mon trouble devant ce sein placide et lourd, surgi. (Il convient d'affirmer qu'elle était belle et ronde, de formes exactement soyeuses et pourpres, et plus tard, bistres, là, sous la cuisse, dans l'entrelacs subtil des chairs mauves et des dentelles.)

Nous marchions sur les quais. Je remarquai la poussière gluante sur ses escarpins et la cambrure à peine lasse de son corps. Brusquement je lui demandai si elle était mariée. Elle sourit, parut se moquer un instant de moi, sans répondre. J'avais déjà oublié la question quand elle dit qu'elle devait, voulait me plaire, et qu'elle était donc mariée ou célibataire, selon que je préférerais les plaisirs troubles de l'adultère ou la joie saine d'une femme facilement pure. Naturellement cela me déplut.

Je hâtai le pas. Bientôt elle ne put me suivre et je la perdis de vue.

***

Dans le métro encore, une femme m'aborde ; elle se présente, affirme s'appeler Marika, être de mes amies, et proclame sa grande joie de me rencontrer. Bientôt je la reconnais. Non qu'elle ait changé de visage, de coiffure, de maquillage ou qu'elle ait maigri, mais il me faut un certain temps pour la reconnaître. Peut-être n'imaginais-je pas qu'une jeune femme bafouée pût encore s'attacher à celui qui l'ignora, ou bien pensais-je à l'autre Marika, celle que je dus plaquer sur les quais pour raison de sa bêtise — celle-là justement qui m'entretenait à nouveau et me blessait l'esprit de ses phrases de circonstance.

— Sans doute êtes-vous mariée désormais ?

— Naturellement, qui pourrait en douter ?

Naturellement, je devais la regarder et m'assurer de sa bonne foi, de la justesse de sa remarque, mais au lieu d'être

ıoqué, hostile, je la regardais en effet et m'attachais à détailler
n ventre, la renflure ferme et veloutée, l'exact étranglement
es hanches rigoureusement symétriques et où se projetait
éjà l'ombre de mes mains. Elle dut murmurer une supplique,
n appel direct à mes sens car je suspendis mon geste et l'escor-
ai vers la rue.

Sans doute est-il difficile — impossible — de narrer avec pré-
sion quelles furent les crampes admirables de mes doigts,
s picotements, tressaillements liés à chaque vague de sa
émarche, à chaque infime crissement de ses bas l'un contre
autre, et encore la plus ténue brise, le froissement impercep-
ble des ailes impalpables de son sexe entrouvert, lequel me
onduisait à l'affolement, la déchirure mate et brusque et que
on croit définitive, mais qui s'arrête net, suspendue encore
près chaque reprise, reprises de plus en plus rapides, dont la
ériode devient si courte et si fréquente qu'un mouvement
mbigu, cycloïde, giratoire, se communique aux genoux, aux
paules, au corps tout entier.

La rue. Un sentier. Une courtine. C'est dans un fort qu'elle
n'entraîne. Les poternes, les fossés (et je la couche dans la boue
aune, la bile des soldats morts souille ses jupes, et je la soudoie),
es briques rouillées hérissées de fils électriques : le hérisson.

Non. Prosaïque, elle se déshabille — et non pas se dénude.
Elle jette la robe, la chemise aux fines ramures — et non
'écorce, la peau douce-amère, citronnée, diaphane.

Dans la rue nous voguons; ses jupons troussés nous entraî-
nent dans une musquée, éblouissante Chantilly. Elle veut bien
ne prendre la main, l'appuyer contre sa hanche; si je défaille,
elle me soutiendra, m'ouvrira ses lèvres, m'inondera d'essences
uniques, car je sais sa promesse, je parcours les classiques
imites, me mêle à sa chevelure défaite.

Mais j'enfourche le style et, chevauchant les poétiques lupa-
nars, je débride l'éjaculation leste de ma pensée. Tout autre
est la vérité; au moins potentielle, puisque la femme m'entraîne
vers une maison bourgeoise de l'avenue Iéna, et là, après m'avoir
conduit vers l'ascenseur, puis vers une double porte de cuir
aune, et un peu plus loin dans un lit Directoire de couleur

moutarde, veut m'encercler de ses bras, plaquer son horrible bouche sur la mienne, puis sur mon sexe hurleur, tant et si bien que je lutte, et la gifle, la gifle encore, elle-même ahanant plutôt qu'elle ne crie et ne dérobant point à ma vue le flot qui la submerge — et quand, dégoûté de tant d'héroïsme, je vasi succomber, alors s'ouvre la porte théâtrale de l'appartement et je n'ai que le temps de me jeter dehors avant qu'un mari jaloux, un amant mâle et terrible ne puisse accomplir cette sinistre, dérisoire besogne.

Ainsi, par le mensonge déjà cette femme m'entraînait, et il n'avait tenu qu'au retour intempestif d'un individu outragé que je ne me fusse point complètement rendu.

Cet épisode me laissa plein d'amertume et je me gardais soigneusement de sortir les jours qui suivirent afin de ne point tomber à nouveau dans les lacs d'une aussi satanée matrone... Mais les jours s'envolent, et sans même parler des matins languides, des après-midi faunesques et cabriolants, l'exil volontaire pèse de plus en plus. Ce n'est qu'à certaines réflexions d'abord que l'homme juge de son étiolement ; il lui prend l'envie de regarder plus souvent par la fenêtre, et s'il lui vient encore l'idée de suivre l'évolution de jeunes dévêtues, ces dernières ne motivent plus uniquement son regard singulier. Telle une diète, ma retraite m'ennuya bientôt. Peut-être même avais-je oublié cette femme qui, par deux fois, avait voulu m'entraîner hors de moi-même. Je ne doute pas que d'aucuns soupçonneront la vérité de mon récit, et, sans aller jusqu'à m'accuser d'imposture, souriront devant les rocailles fleuries de ma mémoire. Peu m'importe ; et si je ne puis affirmer que ces deux femmes furent les mêmes — et je ne l'affirme pas — si je me garde encore de faire état de leur nom identique, de leur commune ressemblance, je n'en remarque pas moins la seule et même idée qu'elles nourrissaient à mon égard : m'offrir une *aventure*. Or, cette habitude que l'on a coutume de relier au désœuvrement de certaines femmes m'apparaît dès maintenant exemplaire : s'il est certain qu'une première fois une femme m'aborde et s'efforce de me faire comprendre son désir, qu'une femme à nouveau, la même peut-être, se livre à semblable manège, mais, plus chanceuse, parvient presque à ses fins, il n'est pas niable alors que ces deux instants identiques (ou si peu différents puisque je me refuse à considérer l'aspect

ysique, l'habillement, le lieu de rencontre) peuvent être inis, l'autre comme la prolongation de l'un, à la limite qu'ils fondent et ne forment qu'un seul et même moment. Je n'irai s alors jusqu'à ruiner l'échafaudage sommaire et tâtillon du nps intermédiaire, niant en quelque sorte l'existence même ce temps précaire — et cette dernière particularité me fit à le caractériser sans que j'éprouve le besoin de le démonter is avant, précautionneux de ma dialectique —, mais j'affirme e dans l'infinie chaîne des amours coupables ou clandestines, te double rencontre n'est en fait qu'une seule et même icontre et que la femme deux fois nommée Marika, même elle présente — et il n'en fut rien — deux corps différents, ux têtes nettement caractérisées, ne peut être en fait qu'un ème personnage, tout au plus, la seconde, une réincarnation ssi futile et romanesque de la première femme, laquelle mme je l'ai déjà dit ne pouvait me satisfaire. Et voilà bien que je ne saurais saisir. Pourquoi m'avoir infligé une deuxième ncontre? Pourquoi, alors qu'une première fois, je brise l'en-etien sans ambiguïté possible, dois-je revivre cette même ène, perdant ainsi deux fois ce temps infiniment précieux?

*
* *

A ces questions demeurées longtemps vaines, il advint qu'une oisième femme répondit. Je ne dirai point que ce fut la même; pourtant ce fut la même. Je n'affirmerai point la répétition entique des gestes et de l'enchaînement inéluctable, et pour-nt il eut lieu. Et bien que, cette dernière fois, je me laissasse ener sans résistance, sans même formuler un désir, le dérou-ment fatal des figures s'accomplit. Simplement je ne dus oint partir précipitamment et pus goûter les charmes de la elle tant qu'il me plût — je veux dire : tant qu'il lui plût.

En effet, cette femme m'aborda deux jours après l'incident e l'avenue d'Iéna. (Naturellement je me trompe puisque je fus n certain temps sans sortir après cet incident.) Je me rappelle arfaitement cette scène : j'étais sur le quai du métropolitain; istraitement je remarque une femme — ou plutôt : au moment ù je vais emprunter l'escalier qui conduit au quai, je suis ttiré par la croupe d'une femme penchée sur son sac. En fait, vois tout à la fois la croupe ronde, les jambes jusqu'à mi-

cuisses, puisque la position penchée et les nombreux jupons de cette femme, par le mouvement largement incliné qu'elle leur communique, la dénudent ainsi, la gorge également offerte reposant doucement sur les bonnets sans bretelles, gorge que je crois voir palpiter et qui, entraînant les autres visions coexistantes, me conduit à un état de tension aussi fort que rapide, à tel point que, une fois descendu sur le quai, quand je revois l'incident, il me semble que jusqu'alors je n'ai jamais vécu. Mais le tableau se développe encore et, lorsque je m'apprête à monter dans la voiture, je croise le regard de cette fille debout sur le quai opposé, et ne me quittant pas des yeux, et se penchant au moment où la voiture démarre, m'offrant ainsi une nouvelle fois la vision de sa poitrine, en même temps qu'elle me sourit tristement et me communique son sourire.

Extrêmement troublé, je crois être amoureux de cette femme et me persuade que je ne vais pas manquer de la rencontrer. En effet, une rencontre a lieu. Identique aux deux autres, témoignant des mêmes subterfuges; mais pourquoi faut-il que, jugeant sommairement sur une ressemblance physique (et le fait que cette dernière femme, à l'imitation de celle du métro Réaumur, porte des lunettes, assure ma conviction), je me laisse entraîner, à la fois certain de la nouvelle et troisième duperie et sûr de la nouveauté magique de cette aventure?

Si l'on considère qu'elle m'aborda dans un café, la différence est minime; quant à l'enchaînement, il ne réserve aucune surprise, si ce n'est que je suis trop ému, et que ma langue, bientôt, va prononcer, naïve et traîtresse, les mots dérisoires.

Elle me moque gentiment, me prend la main et la frotte contre son ventre : ce geste devrait me convaincre, jamais l'inconnue du métro Sébastopol n'aurait agi de la sorte, mais ma raison me souffle que je ne peux l'affirmer. Bien plus, cette femme sans pudeur relève ses jupes et me fait constater le désarroi de sa nature intime. L'odeur est trop forte, mais ce n'est pas seulement la nausée qui me prend, et je la caresse plus doucement encore, si ce n'était le lieu, je la lécherais certainement, lui tirerais les plus doux gémissements — c'est ainsi qu'elle le sent et m'entraîne très vite dans un hôtel où je lui fais l'amour. Elle crie, se renverse, jure. Et le déluge jaune s'accomplit. Mais, après l'ivresse, je m'aperçois de ma méprise et je la tue.

***

Les rapports de police furent unanimes : cette femme était en adultère. Ainsi put être minimisée mon importance. Non ue les inspecteurs aient crû à mon innocence, mais, comme ; ne pouvaient l'affirmer, ils me déchargèrent même des blances de la culpabilité. Je m'empresse de dire que cela ne me ·ucha pas; je n'ai point assez d'esprit pour me bercer de mords et me châtier quotidiennement le corps d'odieuses sciplines. D'ailleurs, que pourrais-je me reprocher?

Si je considère la simple répétition d'un incident tel que je ıi conté, la femme-goule m'offrant, m'imposant une aventure, est-il pas vrai que je me suis efforcé alors à l'objectivité, à la gueur, refusant par deux fois une complicité qui me déplaiıit, qui, du moins, ne me plaisait pas, et ne cédant finalement, : chutant plutôt (sans que je veuille sous-entendre une comparaison désobligeante avec quelque ange célèbre et maudit) que ar lassitude, peut-être par un désir venu même de l'excès de :tte lassitude, tous mouvements intimes de l'âme et du corps ui montrent bien notre infinie petitesse et la prison captieuse ans laquelle nous nous mouvons : l'instant.

Mais voilà qui est plus étrange. Peu de temps après ma sortie e prison (car je fus mis en liberté provisoire, comme on l'a eviné), je rencontrai à nouveau la femme trois fois maudite. ı'autres se seraient étonnés d'une telle survivance, peut-être :raient morts sur le coup, ou, frappés de folie, auraient troqué ı prison pour l'asile; ce ne fut pas mon cas. Et s'il serait inexact e dire que je ne reconnus pas Marika, il n'est pas impossible :pendant que je l'aie reconnue sans me souvenir de tous les étails de nos liaisons, oublieux même des imbrications essen.elles et réduisant ainsi cette femme à la figuration simple 'une amie, terme dont elle se servit d'ailleurs lors de notre euxième rencontre.

Marika portait une robe jaune. Comme chacun sait, couleur e l'adultère, le jaune est aussi celle de l'union avec la divinité. 'emme adultère, grande pécheresse, vierge consacrée, couvenine, vous trompâtes Dieu et je m'effraie de vos teintes moiées. Marika me tendit la main. Je ne sais quelles pensées habitaient ni quel était le but par cette incorrigible poursuivi,

Je ne m'en souciai guère, et simplement l'envie de la prendre m'étreignit, peut-être par ce sortilège de la couleur, grâce au jeu sévère de mon esprit. Ou bien si ce fut elle qui m'attira et, portant la main à sa gorge, fit miroiter l'étoilement tragique d'un sein mutilé? Non. Elle n'a point subi d'ablation, le cancer tenace ne l'a point encore réduite, mais la brusque apparition du sein, jailli de l'échancrure déjetée du corsage, me fit croire à l'unicité de cet objet (idée d'autant plus soutenable que l'éblouissante *laitance* et la forme pure, rigide, d'aspect si lisse, admirablement mûre pouvait faire croire que toute la perfection s'était incarnée en ce sein unique) jusqu'à ce que, par un geste maladroit, je sentis sous mon coude l'autre globe, encore celé, et par conséquent susceptible de tromperie, mais qui, bientôt dévoilé, ne put laisser de doute.

Cette scène avait bien lieu dans la rue, vers onze heures du soir. L'avenue de l'Observatoire, déserte, permettait ces entreprises. Quand j'eus longuement touché, caressé, reconnu les seins de mon amie, je l'attirai contre moi, mais elle qui ne voulait se laisser faire appuya son poing sur ma bouche et me maintint ainsi à distance. Étonné d'une telle tournure, et présageant qu'elle se défendait pour mieux se faire désirer, je me tins tranquille, naturellement sûr que ce serait bientôt d'elle que viendrait l'initiative. Plans déjoués. Une ronde de nuit et nous devons nous embrasser, les langues furtives, subtiles, puis emmêlées, tandis que la police aux fortes cuisses s'essaye aux lazzi dans l'ombre.

La chambre était étroite. Marika, sous une lampe violette (verre de Venise aux renflements suggestifs), me montrait d'étranges photographies licencieuses. Ce n'était point tant les postures étudiées — toujours les mêmes —, l'éclairage ou les accessoires qui m'étonnaient, mais le triple personnage féminin, comme si, par économie, ou encore visité soudainement par la grâce, l'opérateur avait eu l'idée de photographier par trois fois le même personnage, sans prendre la peine de modifier ses traits — ainsi, je voyais trois Marika, rigides dans leurs exercices érotiques, se caressant mutuellement, s'interpénétrant, poursuivant le spectateur éventuel du même regard interrogateur et candide. Marika m'observait. Sans doute m'avait-elle jugé digne de comprendre la longue signification de ce regard

e cette triple identité. Je saurai l'en remercier. Quand j'eus ırdé le dernier cliché, puis une fois encore, elle reprit le jeu photographies et le déchira d'un coup sec. Surpris, je l'in-ogeai. Mais elle, altière, haussa les épaules et jeta les cartes la table où elles s'ouvrirent en évantail, dans un morcelle-ıt de matière luisante et de chairs mutilées. J'eus l'idée laine d'une statue en décomposition, et il me sembla l'avoir ɛe. Je fis part à Marika de cette impression, tandis qu'elle vait lentement sa robe, dénudant ainsi ses jambes moulées bas gris, fragiles.

– Cette statue existe. Tu as dû la voir déjà. A je ne sais plus lle station de métro; je ne prends jamais le métro.

ire que je m'échappai, que je dévalai l'escalier, puis la rue, ɔalier encore de la station Notre-Dame-des-Champs, que je ɔourais le métro, m'arrêtant à chaque station jusqu'à ce , enfin, ce fût l'heure de la fermeture, puis que je recom-ıçai cette course dès six heures le lendemain matin, course ıais interrompue, achevée pourtant lorsque j'entendis, à station Saint-Philippe-du-Roule, une jeune femme dire à amie : « Mon Dieu, quelle horreur! tu as remarqué cette rible chose? », car alors je me précipite, au risque de bous-ɛr les deux jeunes femmes, de les renverser peut-être. Il git d'un journal maculé, déchiré à moitié, exactement par noitié d'une photographie un peu floue sur laquelle, cepen-ıt, on peut voir un homme et une femme. Un examen plus ɛntif montre d'ailleurs qu'il s'agit de deux photographies olées, procédé courant dans les journaux et employé le plus vent pour présenter les héros des drames passionnels ou grands dialogues politiques. Je ne suis pas étonné outre sure de reconnaître Marika, mais mon propre portrait me ppe de stupeur : je ne me croyais pas si hâve; il est vrai la photo, prise deux jours après mon arrestation, alors que ı'ai encore pu me raser, ne me montre guère à mon avan-;e. J'esquisse un geste pour ramasser le journal afin de xaminer plus à mon aise, mais un clochard devance mon te et m'insulte encore en rotant.

Ɔu plutôt :

— Sais-tu l'histoire de cette statue?

– Non. J'ai oublié même qui m'en a parlé.

Je fixais Marika, mais elle ne semblait pas mentir.

Et quelles raisons aurait-elle eu de me mentir, celle qui ignorait que j'avais tué cette femme, dont le lien demeurait d'ailleurs faible avec la statue de l'adultère? Mais l'avais-je dit? Aussitôt, je le lui demandais. Oui, me répondit-elle, cette femme était adultère. Elle me cita alors quelques cas qui, selon elle, auraient été dignes de figurer dans les possibles inscriptions sur le socle. Elle ignorait pourtant si elles existaient.

Un peu plus tard, je pus voir la photographie de la statue à la station Saint-Philippe-du-Roule où, déjà, j'avais été confondu par la lecture d'un journal. Point d'inscriptions — à moins qu'elles se trouvassent sur la partie invisible, bien que, m'assura-t-on, cette statue ne possédât pas d'envers, pas de dos, mais de quelque côté, qu'on l'abordât, cette même et triple face tragique, rongée par la vermine, perpétuellement morte et ruisselante, les six mamelles encore fermes bien que ravinées, tavelées, comme striées de vérole, stigmatisées de sexes pubescents, les trois croupes haut dressées, et les jambes longues et décharnées, les plus atteintes par la décomposition, à tel point que l'on apercevait la tringle de métal qui les tenait droites, pal luisant et sordide sur lequel semblaient sécher des lambeaux de sirène. Les trois grâces, telles qu'un Rubens morbide eût pu les imaginer. Mais la reproduction témoignait d'un art plus primitif, plus terrifiant.

Je devins l'habitué de Marika. Et sans chercher à deviner la nature de ses ressources, peu enclin même à roucouler ses charmes, je tentais d'en savoir davantage sur la statue qui m'obsédait. Mais, soit qu'elle ne sût rien d'autre, soit qu'elle fût tenue par un secret dont j'ignore encore la teneur, elle ne put me répondre. Espacer nos entrevues, cesser de la voir, ou encore la battre jusqu'à ce qu'un indice s'échappât de la dévêtue, moyens que je ne cessais d'examiner sans jamais pouvoir conclure.

Il fallut bien qu'elle me prît à mon jeu, qu'elle me forçât à l'aimer encore, toujours plus étroitement, qu'elle proclamât son charme, les jambes dressées et ouvertes, tandis que je fouillais le secret de mon rêve obscur. Et cette position durait, les rivières jaunissaient sous les orgasmes sans que je pusse forcer le cri de sa matrice. Cette idée folle m'apaiserait un jour — ou plutôt ce fut elle qui me susurra l'idée alors que la géométrie

s corps s'épurait dans la violence roidie des muscles : l'enfant rait le héros, le terme de notre histoire.

N'était-ce pas affolé par sa présence, meurtri par son art uffu, que je me présentai à nouveau devant la police? Mais n ne voulut pas m'entendre, et force me fut bien d'aban-nner cette poursuite. Pourtant, je devais connaître le secret, ėmir sous le venin de passions maudites, et m'enliser dans la rme trois fois féconde de la statue décomposée.

D'une aventure à Saintes, d'un amour miséricordieux de mme fatale, il n'y aurait rien à dire, mais l'étrange rêve de atue putride devait s'achever là. Car cette femme — Marika, us l'auriez deviné — me montra l'altière et dérisoire divinité ns un champ d'août torride. Elle eût pu me conter encore iistoire de mon meurtre, nos trois rencontres successives, pisode des photographies déchirées, — elle se contenta de e dire : « te souviens-tu? »

Je me souvenais. Je reliais maintenant chaque moment à trame, je construisais à mon tour la statue de l'adultère ndis que je polissais ses reins et la limais. Elle délirait, fumait s cigarettes turques et se tordait les mains dans le plaisir. tait-ce enfin la vraie Marika, celle que, logiquement, j'aurais ì tuer, mais que, dans mon dégoût inexplicablement trop tôt rivé, j'avais laissé vivre? Il ne m'appartint pas d'en décider. ı police vint une dernière fois me chercher. La folie me guet-it, dit un commissaire. J'avais volé un clochard dans une ation déserte du métropolitain... En vain, je fis remarquer ie la ville de Saintes n'avait pas de transports souterrains, ie la statue de la femme adultère était un faux, acheminée dans un but de séduction géographique, afin de me confondre, e me laisser corrompre par une femme appelée Marika — ou ii, du moins, se disait telle —, en vain. Je pris place dans un urgon cellulaire. On me lia les poignets, les chevilles. On me iotographiait encore, plusieurs fois.

Michel BERNARD

Henri Guillemin.

LES ÉLECTIONS DE 71

L'*Officiel* du dimanche 29 janvier 1871, en même temps qu'il portait à la connaissance des Français le texte de la « Convention d'armistice » — autrement dit de la capitulation — signée la veille, par Jules Favre et Bismarck à Versailles, contenait un décret du Gouvernement de la Défense Nationale :

> « *Les collèges électoraux sont convoqués, à l'effet d'élire une Assemblée nationale, pour le dimanche 5 février dans le département de la Seine, et pour le mercredi 8 février, dans les autres départements.* »

Il s'agit d'aller vite. Les généraux allemands ne sont toujours pas rassurés, en dépit de l'immense et totale bonne volonté du G.D.N., sur les comportements éventuels de Gambetta, acharné à sa Résistance, et ils ont exigé que l'armistice expirât le 19 février à midi. Tout leur espoir, bien entendu, est qu'on pourra — Gambetta dûment réduit, détruit, par M. Favre et ses amis — transformer au plus tôt l'armistice en cette paix qui leur assurera la possession définitive de Strasbourg et de Metz.

« *Si vos élections sont bonnes* (c'est-à-dire dociles à nos vues), a dit Bismarck à Jules Favre, *nous pourrons prolonger l'armistice* [1] ». Le Jules major a rapporté, tout heureux, au Conseil du 1er février, 21 h 45 (il revenait de Versailles, une fois de plus), ces paroles réconfortantes du chancelier.

Néanmoins, la date du 5 février pour les élections parisiennes a paru redoutable à plusieurs membres du gouvernement. Trochu, en particulier, voit les choses tout à fait en noir. Il est angoissé.

1. *Procès-verbaux des séances du Conseil du Gouvernement de la Défense Nationale, d'après les manuscrits originaux de M.A. Dréo*, Paris (s. d., 1905), p. 641.

ı Conseil du 2, il n'a pas caché ses alarmes : vous allez voir! -il déclaré; nous allons au-devant d'une situation horrible; population nous en veut; le scrutin va nous condamner; nos ms vont être vomis; nous n'aurons qu'une chiffre de voix risoire; alors, « *lorsque le gouvernement aura perdu tout prestige*], *un mouvement se produira* »; « *ce sera un nouveau 4 septembre personne ne bougera* » pour nous défendre; l'armée étant pri- ınière, « *fera défaut* ». Un désastre, une catastrophe [2]. Les sages Conseil, les têtes froides, les pas nerveux, à la Ferry, estiment e le général est tout de même exagérément pessimiste; que les ıs sont comme assommés; que Paris est inerte; les rapports de lice ont de quoi redonner du cœur aux personnes craintives [3]. ıis non! Mais non! Pas grand-chose à craindre. Et si l'on sait prendre, tout se passera bien. D'accord, un petit délai peut e opportun, et Picard fait voter un décret qu'insérera l'*Officiel* 3 : disons le 8 février, pour la consultation à Paris comme en ovince. Il faut, explique Picard en termes nobles, « *donner aux cteurs plus de temps pour se concerter* [4] ». Traduction en langage ir : donner au Pouvoir un peu plus de temps pour achever, âce à ses nombreux auxiliaires, de mettre Paris en condition.
Le gros danger, Gambetta, est écarté, le 6, par les moyens propriés que nous savons [5]. L'*Officiel* du 8 se borne à une note :s brève, et que n'accompagne aucun commentaire : « *Le Gou- nement a reçu aujourd'hui une dépêche de M. Gambetta contenant démission de membre du gouvernement. Cette démission a été ceptée.* » Bismarck et le G.D.N. respirent. Gambetta liquidé, :st la fin, semble-t-il, certaine de la défense nationale, et les ıonnêtes gens » vont pouvoir vaquer désormais, l'esprit en repos, x choses sérieuses, celles qui concernent la défense sociale. Les ırnaux inspirés répandent dans la capitale le bruit que Gambetta -même s'est prononcé pour la cessation du combat. Dès le janvier, l'*Illustration* signalait cette rumeur bénéfique : « *Il ıst question que d'armistice et de négociations et l'on va disant que*

2. *Id.*, p. 647.
3. Le préfet de police Cresson signalait, le 27 : « *Aucune lutte sérieuse minente* »; le 28 : « *Rien. Population* [...] *résignée.* » Tout va encore mieux ns la nuit du 28 au 29; ainsi que l'atteste ce télégramme satisfaisant, Cresson à Favre, le 29 à 9 h 6′ : « *Soirée d'hier signalée par scènes ivresse prostitution* » (cf. *Commission d'Enquête sur le 4 septembre. Dépositions et nexes.* T.V. pp. 29 à 32).
4. *Ibid.*
5. Cf. H.G. *La Capitulation* (Gallimard, 1960), pp. 374-410.

Gambetta lui-même aurait écrit au gouvernement : il ne reste plus qu'à traiter ». Imposture exemplaire; mais nul ne connaissait, en dehors de Favre et de quelques intimes, la teneur des lettres de Gambetta, et le mensonge faisait son chemin.

Au gouvernement, on a bon espoir. La foule paraît veule. Très peu de monde aux réunions publiques. Il est probable que l'abstention sera grande. Rien qui ressemble à la fièvre qu'a connue Paris pour les élections de 1863 et de 1869. L'*Illustration* du 4 février, cependant, publie un article fâcheux. Cet hebdomadaire reflète, en somme, l'opinion moyenne. Mauvaise, cette opinion; incontestablement mauvaise, à en juger par des paragraphes comme ceux-ci, quatre jours avant le scrutin : « *Le pays ne manquera pas de demander compte au gouvernement du 4 septembre de ce qu'il a fait* » ; Trochu a « *prêché la résistance* », mais « *sans la pratiquer* » ; il nous a bernés des « *mirages de son plan* », sans s'occuper des incroyables « *abus* » et « *gaspillages* » dont tout Paris a été témoin, dans l'administration militaire des farines par exemple; si « *les soldats ont fait leur devoir* », on n'en saurait dire autant de leurs chefs, etc. Ces propos-là n'ont rien d'engageant. Ils vont voter, eux aussi, les soldats, et c'est une circonstance qu'il convient de n'oublier point. Côté cadres, pas de problème. Les officiers voteront bien; ils voteront contre Gambetta et pour l'abandon. Bismarck, dûment informé, a si peu d'inquiétude sur ce point qu'il a fait connaître à Favre (lequel a transmis cette bonne nouvelle au Conseil du gouvernement, le 30) qu'il autorisait à se porter candidats tous les officiers de l'armée de Paris qui en manifesteraient le désir [6]. Les hommes de troupe, dans la garde nationale principalement, ce sont eux qu'il s'agit de séduire; un geste utile, en ce sens, serait de faire pleuvoir sur eux ces croix, médailles et inscriptions à l'ordre du jour que l'État-Major — imitant Bazaine au moment où il se rendait — a déjà déversées sur l'armée, par tombereaux, depuis deux semaines. Les pages du *Journal officiel* en débordaient encore le surlendemain (30 janvier) de la capitulation. Le jeu reprend donc, avec ampleur, à la veille du scrutin, et sept colonnes de l'*Officiel*, le 8, répandent sur les héros du siège un déluge de récompenses. On a *servi* la garde nationale tant qu'on

6. Le Conseil, un peu gêné de cet empressement divulgateur, a hésité, un instant, à en profiter, mais il a cédé, comme d'habitude, au souhait de Bismarck, estimant, à juste titre, qu'un refus, sur ce point, ferait « *un très mauvais effet dans l'armée* » (cf. *Procès-verbaux* [...], p. 631).

›u. Mais il y a eu des jalousies dans l'Intendance, dans le Service Santé, dans la Mobile, et, bien que ces hommages fussent, ctoralement, superflus, la manne tombe, le 8, sur tous les beaux ms qui, à eux seuls, permettent d'apprécier le soin que l'on avait à encadrer les moblots de manière solide; décorés MM. de Puy-ur, de Saint-André, de Pesloüan, de Salvert, de Luc, d'Andigné, Sallier-Dupin, de Carné, de Coëtlogon, de la Lande de Calan, etc., .s oublier ce colonel Colonieu qui s'était distingué, en décembre, son zèle pour les idées saines, sans oublier non plus sept aumô-rs, qui sont faits chevaliers de la Légion d'honneur [7].

Iules Favre, malgré tout, s'attend à rencontrer dans le suffrage versel des dispositions hostiles à sa personne. Et ce sera telle-nt injuste! Il expliquera bientôt (le 9) à son ami Achille Delorme tes les raisons que devraient avoir les Parisiens de lui témoigner r reconnaissance. J'ai su « *préserver*, dira-t-il [8], *Paris de l'entrée Prussiens* » (« entrée » dont les Prussiens, nous l'avons vu, rtaient eux-mêmes prudemment la pensée), préserver « *l'armée a captivité en Allemagne* » (les Allemands n'avaient aucun goût ır cette avalanche supplémentaire, chez eux, de captifs à nour-, préserver « *la garde nationale de la remise de ses armes* » (Favre songeait qu'à cela, désespérément, depuis septembre : désarmer ›lèbe; mais il avait dû se résoudre à patienter encore un peu, te des moyens nécessaires à la répression d'une émeute), server « *la France d'un traité avec le prisonnier de Sedan* » tait l'honneur de Badinguet, justement, d'avoir refusé, après an, cette amputation territoriale que Thiers et les Jules avaient t de suite offerte). Quels imbéciles, et quels frénétiques, ces des nationaux de la capitale! Dans la même lettre à Delorme [9],

A l'*Officiel* du 13 février, encore deux colonnes de croix et de médailles taires. Cette fois, l'État-Major des Gardes Nationales de la Seine reçoit âture (sont faits chevalier MM. de Richemont, de Job, de Chamborant e Luppé).

Cf. M. Reclus, *Jules Favre*, p. 450.

Un document d'une rare beauté, cette lettre de Jules Favre à Achille ›rme (préfet du Calvados). Reclus ne la donne pas tout entière, et il la lire, telle qu'elle figure, en original, à la Bibliothèque Nationale *ıcq. f.* n° 24.107 f°s 114-115). Toute glose affaiblirait ce style. « *Le ›ernement a commis une témérité inouïe dans l'histoire et qui a failli nir criminelle* [...]. *S'associant avec trop de docilité aux inspirations ées de la population, il a poussé la défense jusqu'à la limite extrême et touvé à la veille de faire mourir Paris de faim* [...]. *Si j'avais fait con-e* [aux Prussiens] *notre situation vraie* (l'épuisement total de nos ›s), *je n'avais qu'à tendre le cou et demander notre reddition à merci.*

Favre éclate contre ce Gambetta qui « *a tout fait pour ruiner mon œuvre* » et dont « *les Parisiens suivent* [la] *trace* »; « *avec un aveuglement que je ne puis expliquer, ils en sont encore pour la défense à outrance*[10] *!* » Des fous, des monstres; insensibles même à cet argument que Favre, dans son bon sens, estimait de nature à se montrer persuasif, l'argument de la lâcheté. Enfin, quoi, ces petits bougres, ils n'ont donc pas envie, avant tout, et comme tout le monde, de sauver leur peau? Jules Favre, dans son récit de 1875, avouera, là-dessus, sa stupeur indignée : des gens invraisemblables, ces Parisiens qui, « *pendant le siège, avaient fait au général Trochu un crime de ne les avoir point lancés contre les retranchements prussiens*[11] *!* » Et quelle mauvaise foi chez ces individus! « *Nul ne voyait dans nos malheurs l'inévitable conséquence d'une suite d'événements déplorables* [la fatalité est le grand thème de M. Favre]; *on aimait mieux s'en prendre aux hommes qu'au sort*[12]. » Ainsi plaidait, du même ton, Ferry, dans une lettre cauteleuse à Gambetta, écrite le jour même du scrutin, 8 février 1871 : « *la faute unique* » du gouvernement, affirme-t-il au fou furieux démissionnaire, c'est « *de n'avoir pas vaincu là où il était impossible de vaincre* »; et, surpassant Jules Favre en bassesse, Jules Ferry, pour sa part, taxait de comédie la volonté de lutte de la plèbe : des drôles, ces Parisiens et autres Bellevillois, « *qui crient d'autant plus fort qu'ils se battent moins*[13] ».

Le 7 février au soir — les bureaux de vote allaient s'ouvrir le lendemain matin — le journal de F. Pyat, *Le Vengeur* (daté du 8), lança une bombe. Toute la première page de cette feuille, cinq colonnes, était occupée par un article signé Millière et qui s'intitulait : « *Le Faussaire* ». Le « faussaire », c'était Favre. Et ce qu'il y avait d'ennuyeux dans l'affaire, c'est que ce vocable ne se trouvait point employé là sous l'effet de quelque entraînement oratoire, comme un ornement littéraire, et dans l'emphase de la polémique,

J'ai tout dissimulé; j'ai menacé d'un combat désespéré [etc.]. *Ce que j'ai dévoré de larmes ne peut se raconter* [...]. *Le spectre de la famine est resté debout à mon chevet jusqu'à l'heure où j'ai su que des vivres entraient dans Paris* [...] *; 80.000 h de Bourbaki sont en Suisse. C'est à en pleurer de rage et de honte, mais ce serait une insigne folie de fermer les yeux à l'évidence* [...]. *Je nous crois fatalement condamnés à la paix* (etc.). »

10. *Id.*, p. 451.

11. J. Favre. *Le Gouvernement de la Défense nationale.* T. III, p. 236.

12. *Id.*, III, 232.

13. Cf. lettre de Jules Ferry à Gambetta, dans *Revue de Paris*, 1er décembre 1904.

ais bien dans sa pleine et légitime acception, avec, à l'appui, des
èces et des documents, annulant d'avance toute tentative de
menti. Au point que l'honnête et calme *Figaro* du 9 croira
uvoir annoncer que M. Jules Favre allait être inévitablement
arrêté pour faux et usage de faux ». Non, M. Jules Favre ne sera
s arrêté. Les fausses déclarations qu'il a faites à l'état civil sont
uvertes par la prescription. Tout Paris, néanmoins, apprend les
et 8 février 1871, que le « grand » Jules Favre a fait passer
ur sa femme, devant le monde et devant la loi, cette Jeanne
armont dont il avait eu trois enfants et qui, décédée le 10 juin
70, était demeurée jusqu'à sa mort, l'« *épouse de M. A. Vernier,
micilié en Algérie* ».

* * *

L'examen attentif du *Journal Officiel* dans ses numéros 13, 14,
et 18 février fournit des indications curieuses.

Le 13 février, pour Paris, l'*Officiel* n'a connaissance, paraît-il
cinq jours après le scrutin — que des chiffres obtenus en totali-
t les voix obtenues par les différents candidats dans treize
ondissements, pas plus. Favre arrive, alors, quarante et unième,
c 40.535 suffrages [14], tandis que Louis Blanc est en tête avec
.885 voix, Victor Hugo second (127.591) et Gambetta troisième
3.835). C'est du propre! Et qui est le quatrième? Cette vieille
ache rouge de Garibaldi, avec 123.259 suffrages sur son nom.
Le 14 février, on n'est pas loin de tout savoir : désormais sont
nsés les résultats des opérations électorales dans dix-neuf
ondissements. Il ne manque plus que ceux du XIV[e]. Et com-
nt ça se présente-t-il? Au moins aussi mal que la veille. Les
tre indésirables (Louis Blanc, Victor Hugo, Garibaldi, Gam-
a) sont toujours des triomphateurs; ils seront, c'est couru, les
tre premiers élus de la capitale; folle à lier, comme on voit.

. Le 10, Favre avait fait tenir secrètement cette grave nouvelle à
on : « *Nous avons dès à présent la certitude que pas un membre du gou-
ement n'est élu. Cela nous crée une situation difficile* » (cf. J. Simon, *Le
vernement de M. Thiers*, 1879, 1, 185) Simon n'a pas dû s'émouvoir
xcès. Il connaît les ressources de Favre l'industrieux. Aux grands
x, les grands remèdes. La partie n'est pas jouée à Paris avec le simple
t des bulletins dans les urnes. Ce serait trop commode. Le G.N.D.
n gouvernement qui gouverne.

Mais Favre a déjà opéré une remontée si sérieuse que le voici en bonne place pour le peloton des gagnants. Il n'est plus quarante et unième, mais trente-septième, avec 67.405 voix (Louis Blanc : 209.002; Hugo : 204.988; Garibaldi, qui dépasse Gambetta : 191.606; Gambetta : 183.446). Favre a enfoncé Thiers qui, la veille, était trente-sixième et qui glisse au quarante-deuxième rang, avec 61.831 voix.

Le 15 février 1871, l'*Officiel* publie les « *résultats définitifs* ». Un joli bond, pour M. Favre. Il est sauvé, et honorablement. Le voici trente-quatrième, avec 81.126 suffrages sur les quarante-trois élus. Comme ce XIVe arrondissement lui aura été fructueux! Si Louis Blanc y a gagné 7.000 bulletins, Hugo, 10.000, Gambetta, 8.000 (il descend, il recule, Gambetta; le voilà tombé en cinquième position; Edgar Quinet le surclasse), M. Jules Favre est catapulté par plus de quatorze mille voix nouvelles et, plus merveilleusement encore, d'un seul coup, dans une ascension prodigieuse, M. Thiers récolte un suppplément de quarante et un mille suffrages.

Le 18 février 1871, le mot « *définitif* » reparaît à l'*Officiel*, abolissant, sans explication, pour une nouvelle énumération, rectificative, des élus, la même épithète péremptoire employée, trois jours plus tôt, au même lieu. Le chiffre des « inscrits » a changé. Ils étaient au nombre de 545.605, disait le *Journal Officiel* du 14. Pas du tout. Le *Journal Officiel* du 18 déclare qu'on en comptait 547.858. Gambetta, à qui les chiffres « définitifs » du 15 attribuaient 191.241 voix, en a recueilli, au vrai, 202.399 (une assez coquette erreur de calcul, par conséquent, à son sujet; mais on connaît la règle inflexible du G.N.D. : loyauté d'abord, et ledit Gambetta, ce qui n'est pas gai, est l'élu n° 3 des Parisiens, — après Louis Blanc, 216.530 suffrages (il n'en a gagné, très petitement, quant à lui, que 49, du 15 au 18 février) et Victor Hugo, 213.680 (l'énergumène lyrique voit descendre son chiffre; les rectifications lui ôtent 384 voix) tandis que Garibaldi passe au quatrième rang, et Quinet au cinquième. Mais, dans cette liste calamiteuse, M. Thiers, au moins, élargit son succès; il est élu, vingtième, avec 103.2226 voix (près de trois cents de plus qu'on ne le disait, le 15) et Jules Favre, qui reste trente-quatrième (81.722 suffrages; en augmentation de six cents voix sur les chiffres primitivement « *définitifs* ») est, certes, humilié — ainsi va la folie des hommes — mais enfin le pire lui est épargné; il n'est pas du nombre des

times, les réprouvés, les non-élus; et il n'est même pas en queue liste puisque, trente-quatrième élu, il en a encore neuf autres rière lui.

somme toute, après Ferrières, et le 31 octobre, et sa capitulation saillaise, et l'horrible histoire du *Vengeur*, somme toute, il s'en iit bien, l'homme de l'anti-résistance à tout prix. Faut-il croire son « *Pas un pouce, pas une pierre* » faisait encore illusion ertains? Il est infiniment plus vraisemblable que d'heureuses nipulations étaient intervenues, dans l'ombre, pour exorciser rreur d'un congé donné par la Ville à l'interlocuteur officiel Bismarck. Sur la rigueur des opérations électorales et du trôle des dépouillements, nous avons l'inquiétant aveu, à voix ıte, d'un fraudeur; Raoul Rigualt se vantera d'avoir, dans sa tion, pour tenter, en vain, d'assurer le succès de Blanqui, fait rire par un scrutateur obligeant le nom de Blanqui chaque qu'on annonçait une voix pour Favre, et dans sa *Commune ue*, Gaston Da Costa évoquera les beaux « *tripotages* [15] » dont mairie centrale fut le théâtre.

'avre surnageait. Bon. Mais ces élus, Seigneur! Elle était belle, députation parisienne! Prometteuse. C'était le moins qu'on sse dire. Sur quarante-trois élus, une bonne trentaine d'incen-ires. Sans doute, Flourens et Blanqui « mordaient la pous-e », mais n'était-ce pas déjà un scandale inimaginable qu'un nqui rassemblât cinquante-deux mille suffrages quand le ıte d'Haussonville n'en réunissait pas quarante mille [16], et que urens obtînt 42.836 voix quand Picard en avait 39.193, et que es Simon dût se contenter, au cent sixième rang, de 31.451 bul-ns à son nom. Écarté le général Vinoy; rejeté, le vice-amiral on de la Roncière le Noury; mais Gambetta élu, et quasiment biscité; Delescluze élu; Benoît Malon élu; élu avec plus de .000 voix; élu *avant M. Thiers!* Elle allait être commode, la x, avec des « espèces » de ce format-là! Doudan, ce parasite des glie et leur bouffon particulier, Doudan déclare dans ses lettres il est tout bonnement « *suffoqué* » par « *la liste de Paris* »; liste, écrit-il, spirituel par profession, telle qu'« *on n'aimerait à la rencontrer au coin d'un bois* » (Hugo y figure presque en ; c'est tout dire) [17]. M. de Mazade, dans la *Revue des Deux*

5. G. Da Costa, *La Commune vécue*, I, 261, .
6. G. Blanqui : 52.389 voix; d'Haussonville, 39.687.
7. X. Doudan, *Mélanges et Lettres*, IV, 562 et 959.

Mondes, exprime le dégoût et l'effroi des gens de bien en présence de ces « *choix* » répugnants : « *démagogues sortis on ne sait d'où, délégués de* l'Internationale, *agitateurs du* 31 *octobre, libellistes épileptiques* »; autrement dit : « *la fine fleur révolutionnaire l'emporte* ». Paris, constate la *Revue* des salons, « *s'est montré aujourd'hui ce qu'il a toujours été* », insane, et sa « *députation* [...] *ressemble à une protestation contre tout ce qui existe* ». De pareilles élections « *ne contribueront point à relever le crédit et le prestige de Paris aux yeux de la France*[18] »; il eût fallu d'autres manières de la part des Parisiens pour faire oublier quelque peu à la sage province les deux griefs mal effaçables qu'elle a contre la capitale : le 4 septembre d'abord, avec son cortège de « rouges » et la canaille prolétarienne en armes par la faute des « républicains », la résistance ensuite, cette « défense » pendant près de cinq mois prolongée, avec tout ce qu'elle permit d'affreux à M. Gambetta, durant ces semaines interminables, et d'attentatoire à la transquillité des honnêtes gens.

Dans la soirée du 8 février, Cresson, le préfet de police, apportant à Jules Favre les premiers résultats, l'a vu bouleversé, indigné; patriotiquement indigné; M. Favre, raconte Cresson, « *leva les bras au ciel : — Quelle honte ! s'écria-t-il, Quelle honte ! Devant l'ennemi, un Vésinier nommé député de Paris*[19] *!* » et le lendemain, à Paul Dhormoys, l'un des informateurs que Thiers entretient à Paris auprès des membres du G.D.N., le grand Jules ne cache pas sa fureur contre Gambetta : si les élections parisiennes sont ce qu'elles sont, c'est la faute à « *cet énergumène* », à ses calculs d'ambitieux, à cet absurde chauvinisme dont il s'est fait le spécialiste et qui a infecté Paris. Vous ne me croirez pas, dit Jules Favre à Dhormoys, mais écoutez-moi tout de même : un général même, oui, « *un homme qui ne manque certainement pas de valeur, le général Chanzy, eh bien, il croit encore à Gambetta et à son patriotisme*[20] *!* » On a eu beau le terrasser, à Bordeaux, le malfaiteur, l'étrangler, l'étouffer, le mettre enfin dans l'impossibilité de nuire, son nom subsiste, et ce qu'il signifiait; on s'y réfère; on vote sous l'effet de sa poussée. Le comportement électoral des Parisiens, Favre, homme d'État avant tout, et réaliste qui connaît ses devoirs, Favre ose à peine songer à ce qu'en pensera Bismarck.

18. R.D.M., 15 février 1871.
19. Cresson, *Cent jours de Siège à la préfecture de police*, p. 331.
20. P. Dhormoys, *La Comédie politique*, II, 144.

. P. Dhormoys : « *Je crains l'effet que ces élections vont produire ur le chancelier* [21] »; à Jules Simon : « *Je ne suis pas sans inquié- ıde sur l'impression que lui causera le scrutin de Paris* [22] ».



Douleur, scandale, alarmes, côté Paris. Mais côté province, ı revanche, quelle joie! Non pas seulement la victoire, mais le ·iomphe des idées saines. Un raz-de-marée. Une « *explosion* », ›mme dit la *Revue des Deux Mondes*, une magnifique « *explosion 'idées modérées* [23] ».

Les conditions dans lesquelles s'était déroulée la consultation vaient été assez singulières. D'une part, près d'un demi-million 'électeurs inscrits manquaient à l'appel : les 400.000 soldats pri- ›nniers. D'autre part, dans *quarante-trois* départements envahis, ıdministration était aux mains de l'occupant, et les communi- ıtions postales étaient interdites. La moitié de la France votait ›us le contrôle de l'ennemi. Le décret du 29 janvier stipulait que s élections seraient faites « *à la majorité relative* », sous réserve ıe le chiffre obtenu par les candidats les mieux placés fût « *égal ı huitième de celui des électeurs inscrits* ». Des « *instructions ›éciales* » du 30 janvier spécifièrent que, dans les départements :cupés, « *à raison des obstacles créés par la guerre* », le vote serait ılable « *quel que soit le nombre des votants* ». Précaution qui sem- ait opportune du côté de l'Alsace et de la Lorraine surtout, où il ait à craindre que les mauvais esprits refusassent de participer un scrutin surveillé par le conquérant. Quelques pusillanimes, ;fiants à l'excès, et qui avaient peur, les sots, d'un sursaut ıtional, déploraient la hâte qu'apportait le gouvernement à faire ›ter les Français; Mgr de Bonnechose, notamment, jugeait de dernière imprudence ces élections précipitées. « *Déplorable* », sait le prélat (29 janvier 1871), déplorable et tout à fait dange- ux, qu'on « *laissât faire les élections sous l'influence des mauvais nctionnaires que le gouvernement* [de Bordeaux] *a placés partout* ». ıisqu'il faut en passer par là, qu'on agisse du moins, vigoureuse- ent et sans perdre une seconde, chez les notables, « *pour travailler*

21. *Id.*, II, 143.
22. Jules Simon. *Le gouvernement de M. Thiers*, I, 187.
23. R.D.M., *loc. cit.*

à neutraliser » l'action des créatures de Gambetta; qu'une large entente en vue de la paix immédiate s'établisse au plus tôt, groupant « *tous les amis de l'ordre*[24] ».

Faire diligence, certes; chacun, dans les rangs du Bien en tombait d'accord. Mais la partie à jouer avait des aspects délicats. C'est ce que semblaient ne point voir assez quelques emportés à la Veuillot, excellents dans leurs intentions, maladroits dans leurs actes. On pouvait compter, en revanche, sur M. de Falloux pour une appréciation sagace de la conjoncture et pour des consignes adroites et mûrement méditées. Veuillot gaffait. A peine l'armistice avait-il été signé qu'il couvrait les Jules de crachats. Il avait réalisé, comme les généraux, un admirable coup double : cette capitulation qu'il leur fallait depuis des mois et qui n'avait cessé d'être l'objet de tous leurs vœux, ils la tenaient enfin, grâce au G.D.N.; mais une reddition à merci ayant toujours triste mine, en même temps qu'ils la savouraient dans leur cœur (car elle leur promettait le retour à l'ordre, le désarmement et l'écrasement de la plèbe), ils affectaient de la mettre au compte, exclusivement, des « républicains » du 4 septembre. *Univers* du 28 janvier 1871, titre de l'éditorial : « *Viles excuses du gouvernement* »; *Univers* du 29 : « *Leur entière ignominie* » (« *leur* »*?* celle des Jules, cela s'entend); ce jour-là même, Veuillot stigmatise la basse « *fraude* » du G.D.N., et « *ce nom d'armistice, d'armistice honorable, donné à une capitualtion qui livre tout* ». Conclusion : hors d'ici, les infâmes! « *Partout les bons citoyens doivent aviser à leur donner une sévère leçon en les excluant absolument des assemblées futures* [...]. *Puisqu'ils n'ont pas la décence de s'en aller, qu'on les chasse et que jamais, dans nos délibérations publiques, on ne retrouve les noms politiques qui ont mérité d'être cloués sur la capitulation de Paris*[25] ». Et Veuillot, plein d'une sainte ferveur, n'omettait pas d'inclure dans l'ostracisme qu'il préconisait ces soldats indignes qu'on avait vus — Judas! Faux-frères! — en province, servir les desseins de Gambetta et poursuivre pour de bon la guerre au lieu d'imiter les vrais généraux patriotes, ceux de Metz et ceux de Paris. Leur conduite les a démasqués. Qu'ils ne comptent point nous abuser par des sophismes, et se faire absoudre, se faire élire; il n'y a pas de place pour eux dans l'Assemblée; il n'y en a plus dans l'armée même : « *Non! Non! Non!* [imposteurs], *nous ne vous laisserons*

24. Cf. Mgr Besson, *Vie du Cardinal de Bonnechose*, II, 145.
25. *Univers*, 28 janvier 1871.

tranquillement dans nos conseils et dans nos armées ! [26] » Avis Chanzy, aux Faidherbe et autres Denfert.

'alloux désapprouve. Ce bon Veuillot, si zélé, est en train de e des bêtises. Bien sûr qu'il a raison, sur le fond. Mais chaque se en son temps; et Veuillot ne sait pas s'y prendre. Un peu jugeotte, voyons! La partie est gagnée, puisqu'on est venu à t de la résistance et qu'on a avec soi désormais, contre la ublique, toutes les forces de l'occupant; mais il y a des pruces à garder et un certain jeu à conduire que pourrait gravent compromettre une franchise inconsidérée. Le vicomte Meaux, gendre de Montalembert, reconnaîtra de bonne grâce, s ses *Souvenirs politiques*, que pour qu'enfin le parti royaliste, ssé depuis 1830 du pouvoir, « *semblât près de l'emporter, il avait u des catastrophes inouïes* [27] ». Qu'à ces désastres déchirants s indispensables, le Parti de l'Ordre ait discrètement collaboré, pératif nº 1 de sa stratégie d'après-guerre était de n'en souffler , de feindre même qu'une pareille pensée ne pouvait venir à onne, et le cas échéant, de le nier avec toute la violence d'une ne foi scandalisée. La tactique la meilleure, sur ce point, était , éprouvée et vieille comme le monde, du *prendre les devants :* dire, dans un emportement pathétique, les républicains, et nbetta principalement, en les déclarant coupables d'avoir sé de leurs mains la tombe de la France. Les royalistes devaient araître comme ces serviteurs du pays qui s'offraient à présent, un dévouement exemplaire, pour venir au secours de la ie, sauver ce qui pourrait être sauvé encore, arracher la France gouffre, la ranimer, la rétablir, la restaurer. Mot d'ordre de le Falloux (lettre à M. de Rességuier, 15 février 1871) : bien , en toute occasion, dire et redire sans cesse, que la République, édant à l'Empire (ce désordre, déjà, criminel), « *a achevé de rganiser le pays* » ; elle l'a fait, qu'elle l'ait voulu ou non, « *au it des Prussiens* » ; c'est donc la République qui est la cause nière — disons, si l'on veut, la cause seconde — du malheur onal; c'est elle, ne nous lassons pas de le répéter, qui a « *accé- ou aggravé notre défaite* ». Quand on a soi-même, avec applion, avec persévérance, travaillé dans la ligne souhaitée par narck, il est urgent d'assourdir l'électeur par cette accusation out vociférée : les meilleurs auxiliaires de la Prusse ont été les

Univers, 29 janvier 1871.
Vicomte de Meaux, *Souvenirs politiques*, p. 18.

républicains; la victoire de l'Allemagne est leur œuvre. Thème d
base : le prix horrible de la guerre, cette amputation de notre so
qu'il va falloir consentir à l'ennemi, c'est la « *note* » que nous a
laissée Gambetta. A nous, infortunés, de « *payer sa carte* [28] ».

Néanmoins, payer cette note-là, signer la paix honteuse, es un geste qui grandira peu, devant l'opinion, ceux qui auron mission de l'accomplir. Il risque de peser lourd sur leur carrière Falloux ne veut pas que les royalistes s'en chargent. Il pense comme le duc de Broglie, qu'il ne convient point aux monarchiste de se placer, pour l'heure, aux postes de commande, et qu'il fau au contraire profiter de la section antigambettiste du clan « répu blicain », à savoir le groupe des Jules et leur équipe administra tive, pour l'exécution de cette besogne malpropre. Ils ne peuven point s'y dérober puisqu'ils ont tout fait pour la rendre fatale Leurs dispositions en matière de politique sociale sont parfaites ils l'ont prouvé; pas de conservateurs plus résolus. En outre, il souhaitent éperdument de s'accrocher au pouvoir [29]. Toutes le conditions sont donc remplies pour qu'ils achèvent ce qu'ils ont s bien commencé; adversaires haineux de Gambetta, terrifiés pa les prolétaires, capitulards dès l'origine, ils accepteront san peine de signer le traité pourvu qu'on les laisse où ils sont, — gou vernants pour rire, dans les calculs des royalistes; intérimaires commodes encore un peu de temps, puis qu'on balayera, l'heure venue, du revers de la main. « *Il y avait un grand intérêt* », écrira M. de Broglie dans ses *Mémoires*, à ne pas congédier trop tôt le gens du « *parti républicain* » — c'est le groupe des Jules, qu'il veu dire : Jules Favre, Jules Simon, Jules Ferry, augmenté d'Ernest Picard — pour les « *associer à la triste paix qui était nécessaire* » et leur en faire « *partager la responsabilité* [30] ». « *Partager* » est un euphémisme; peut-être une timidité. M. de Falloux n'a pas de ce façons molles. Il n'admet pas la moindre macule sur l'honneur royaliste. Que l'hermine demeure intégralement blanche, et les ly d'une totale pureté. Ce que l'on a fait, souterrainement, pou ruiner avec soin toutes les chances d'une victoire militaire parce qu'elles étaient celles, en même temps, de la République, ce

28. Cf. Louis Veuillot, *Univers* du 17 mai 1871.

29. Jules Favre, écrivait Veuillot dans l'*Univers* du 2 février, n' qu'une pensée, c'est que l'Assemblée « *le conserve et laisse en ses mains le butin [...] qu'il a fait le 4 septembre* ».

30. *Mémoires du duc de Broglie*, 1941, II, 55.

ses-là doivent être comme si elles n'avaient pas été. Honneur ·oyalisme sont des mots synonymes. On a d'ailleurs l'alibi de .rette, et les manifestes — navrants, puérils, providentiels — ɔomte de Chambord. Quiconque essaierait d'évoquer les services ppréciables) rendus par les monarchistes à la politique du ncelier doit passer, *ipso facto*, pour un dément. N'empêche que, r le moment, le royalisme doit à ses intérêts bien compris de tarder dans la coulisse. Falloux expliquera la chose, plus tard, ɔix haute et en toute clarté : « *Rappeler la maison de Bourbon que l'étranger campait sur notre territoire, faire signer le démemnent de la France par le petit-fils de Louis XIV* », c'eût été, -t-il, « *le plus funeste présent qu'on pût faire à la monarchie* [31] ». à ce que cet impatient de Veuillot ne voit pas, et qui, pourtant, rait lui crever les yeux. Quant à lui, Falloux, le vieux chef des .imistes, lui dont le nom, les gestes, engagent l'avenir du ıce, l'attitude qui lui est prescrite, de toute évidence et sans ussion possible, c'est l'abstention. Apparente, cela va de soi. e montrera plus vigilant que jamais; dictant la manœuvre, s dans l'ombre. M. de Falloux ne se présente pas aux élections 3 février, poussant à sa place en Maine-et-Loire un comparse, le Cumont, qui s'était illustré dans la lutte contre Gambetta [32]. le Falloux ne saurait, de sa main quasi royale, tremper dans aire du traité. De même que l'état-major de Paris avait tout pour rendre la capitulation inévitable mais s'était furieuset refusé à y mettre sa signature, de même le parti du roi peut r, avec un Cumont et cent autres, contribué de toutes ses es à briser la résistance du pays, il s'esquive à l'heure des ıx, et réendosse, comme les généraux, un personnage insoupnable.

. de Falloux, même s'il le voulait, n'arriverait pas à se travestir. :'est une petite mascarade qu'il importe d'organiser. Naturelnt les royalistes des deux tendances ont le devoir de se ruer s la députation et d'envahir, s'ils le peuvent, l'assemblée, s sous déguisement, en cachant leur drapeau. Ils ont ɔitude. C'était déjà la méthode indiquée par Falloux, vingt-

.. Falloux, *Mémoires d'un royaliste*, II, 444.

. Sur M. de Cumont, cf. H.G., la *Capitulation*, p. 201. Cette décision 'alloux, M. de Meaux ne s'en consolera pas, et prétendra n'y rien ɔrendre. « *Le* grand refus *de M. de Falloux parut alors un malheur* ·*c et reste encore pour moi* [...] *une indéchiffrable énigme* » (*op. cit.*,).

trois ans plus tôt, pour les élections d'avril 48. Tromper le corps électoral. Se faire élire sans révéler qui l'on est. Une fois dans la place, on se démasquera; quand il le faudra, pas avant. Du reste, cette fois-ci, pas sûr que l'assemblée soit une Constituante. Le décret du 29 janvier ne se prononce pas sur ce point; il dit « Assemblée nationale », laissant la porte ouverte à toute interprétation; en revanche, le texte de la « convention d'armistice », publié à l'*Officiel* du même jour, déclare, dans son article 2, que l'Assemblée est convoquée pour que la France, par son truchement, fasse connaître son option : « *si la guerre doit être continuée, ou à quelles conditions la paix doit être faite* ». Rien de restrictif, il est vrai; pas de « *ne que* »*;* il n'est précisé nulle part que l'Assemblée *n*'est réunie *que* pour se prononcer sur la guerre ou la paix. Selon les opportunités, et selon la composition, surtout, de la dite Assemblée, une fois qu'on se sera tâté les uns et les autres, et clairement reconnu sous les masques et les oripeaux, on verra — Falloux et les augures en décideront — si cette Assemblée-là est la bonne et s'il y a vraiment avantage à ce qu'elle se perpétue, telle quelle, en Constituante. On n'en est pas encore là. Ne s'avancer qu'à pas fourrés. Ne point s'annoncer comme monarchistes. Se borner à l'affaire préalable, au prélude, à l'exécution de la Résistance. Silence sur la question du régime. Une seule chose compte, pour l'instant : consacrer la victoire allemande; c'est le préliminaire capital, sans quoi rien n'est possible. (Cela s'appelle, dans sa lettre-programme de Falloux à Rességuier : « *Liquider, avant tout, notre déplorable situation*[33] »). Un excellent terrain de départ, d'ailleurs, cette « *liquidation* »*;* un tremplin parfait, et d'une élasticité si vive qu'il équivaut à une catapulte. Un parti est toujours sûr d'avoir la majorité quand il promet « *repos*, *lucre et plaisirs* » en échange de la liberté. C'était ce qu'avait souligné Vitet, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er janvier 1871. Mais le brave homme tonnait alors contre l'Empire, dont ç'avait été, en effet, le procédé, jadis, et le grand thème de propagande, et il ne songeait point, thiériste enthousiaste comme il se montrerait bientôt, qu'il définissait en ces mots toute la réclame électorale, toute l'argumentation très simple, à peine sous-entendue, qui serait celle, un mois plus tard, du Parti de l'Ordre pour rafler au profit de la droite, et grâce à ces banderolles où « *Capitulation* » s'écrirait « *Paix* », tous les sièges, si possible, à la Chambre.

33. Falloux, *op. cit.*, II, 448.

Les élections n'ont qu'un sens, mais de la manière la plus *ntuée : la paix à outrance*[34] ». Quel démagogue s'exprime ainsi? petit jeune homme qui fera son chemin; un diplomate qui finira Académie, Albert Sorel; les lucidités cyniques ne seront plus mise sous sa plume quand il écrira ensuite, sage arriviste, stoire de la guerre. Pour l'heure, il peut dire ce qu'il pense; t dans une lettre tout intime, dont il n'imagine pas qu'elle jamais publiée (lettre à Eynard, 14 février 1871). Au surplus, bile Sorel, s'il a le coup d'œil juste, n'oublie point, dès 71, ppliquer cette vertu aux intérêts de son avancement. Il sait sont les loups, mais il hurle avec eux. C'est la règle, lorsque tient à faire carrière. S'il a lâché, au bon moment, Gambetta il avait vu à l'œuvre et n'avait pu se retenir d'admirer), il gistc avec amusement qu'il n'est pas le seul de son espèce. chef, M. de Chaudordy, lui montre la route qui conduit aux ideurs humaines et c'est le 15 février que Sorel — toujours s sa correspondance privée — signale avec un fin sourire que udordy, « *après avoir été pour la défense à outrance, et en* *z bons termes avec Gambetta* », a changé de langage pour se faire et « *siège* [maintenant] *à l'extrême-droite*[35] ». Albert Sorel a ucoup plus de subtilité que Louis Veuillot. Ce grossier, qui dément n'entend rien aux feintes, pousse des cris, dans son *vers*, sur les étiquettes qu'il voit de toutes parts au chapeau candidats : « *Tous se proclament républicains*[36] *!* » C'est une te. Pire qu'une honte, estime Veuillot; une infamie dans ains cas; ne va-t-on pas, en effet, jusqu'à voir des hommes nus pour leur foi religieuse, des catholiques incontestables, profession, en vue du 8, d'esprit démocratique? Des catho- es républicains! Un non-sens. Un scandale qui dépasse tout. *l'est-ce pas à désespérer*[37] *?* » Autre maladroit : l'évêque de ers. Les monarchistes avaient eu soin, là-bas, d'inclure dans « bonne » liste — la liste de la paix —, en trompe-l'œil, un ami Jules; un nommé Cyprien Girard, rassurant à merveille, i-guerre, anti-rouge, le type même de la dupe à ménager pro- irement; et comme il se disait républicain bon teint, dévoué hommes du 4 septembre, le Parti de l'Ordre avait décidé de

4. Cf. R.D.M., 1er janvier 1913.
5. *Ibid.*
6. *Univers*, 5 février 1871.
7. *Univers*, 6 février 1871.

l'accueillir afin d'attester ainsi, sur preuve, que sa liste était apolitique, dénuée de toute arrière-pensée, ouverte aux honnêtes gens d'où qu'ils vinssent, mais qui, dans l'unique souci de sauver la France, et de par leur patriotisme même, réclamaient, exigeaient la cessation d'une résistance ruineuse et condamnée. Une petite ruse élémentaire. Et il avait fallu que l'évêque, balourd, gâtât le jeu! L'évêque avait fort bien agi en prenant publiquement position pour la liste « honnête » et en n'hésitant point à la recommander à ses ouailles; mais, imbécile ou analphabète, il s'était cru dans l'obligation d'exclure Cyprien Girard et de faire prescrire par ses curés aux fidèles : votez tous, votez bien, choisissez la liste anti-résistance, mais en y effaçant le nom de l'otage. Beau travail!

Heureusement que tous les évêques n'avaient pas la même infirmité psychique. La plupart se montraient tout à fait déliés. D'une magnifique largeur d'esprit, sans la moindre trace d'idées politiciennes ni de royalisme tenu en réserve, bons Français, voilà tout, amis de la paix par profession, et formant des vœux ardents pour que la Patrie retrouvât, au plus tôt, ses assises. On avait fait des progrès, dans ces milieux, depuis le branle-bas électoral de septembre-octobre 70. On écoutait les *directives*. Nul n'avait plus à déplorer maintenant, comme l'avait fait le préfet de la Loire dans sa dépêche du 16 septembre, qu'« *au prêche* », il fût conseillé aux électeurs de bien savoir, entre deux maux, préférer le moindre, et les Prussiens à la République [38]. Aujourd'hui, le mot d'ordre était : France d'abord! La pauvre France ensanglantée qu'il fallait, avant tout, délivrer de ce Gambetta sanguinaire.

Si les « inéligibles » dont avait parlé la Délégation de Bordeaux (en vain du reste; Jules Favre et Bismarck y avaient mis bon ordre) s'abstinrent presque universellement de poser leur candidature, c'est qu'on les en dissuada, avec vigueur, chez les manœuvriers. Pas de provocation. N'enfiévrons pas le scrutin. Que tout se passe avec dignité, sans qu'interviennent les passions partisanes, sans qu'il soit question même — l'enjeu est trop grand, trop sacré — de nos principes doctrinaux, aux uns et aux autres. Un seul objectif : le salut du pays, par le moyen d'un traité, si dur qu'il soit, à conclure avec les vainqueurs. Tenant ces discours de haut vol, les monarchistes, là également, savaient ce qu'ils faisaient. Qui était-ce, les « inéligibles »? Des créatures de l'Empire. Certes,

38. Cf. Steenackers et Le Goff, *Histoire du G.D.N. en province*, I, 378.

« notables » de l'Empire, ces installés de l'ancienne adminis-ion, sont tout prêts, dans leur immense majorité, à se rallier . monarchie, si c'est la monarchie qui gagne [39]. N'empêche; éliminer, d'avance, autant qu'on le pourra. Ils ne sont pas du ıpe sûr. Parmi les cadres de la Restauration, future et proche, ı'ont point à se réserver indûment, même ralliés, des places reviennent de droit aux monarchistes véritables. Donc, à iable s'il se peut, doucement ou fermement, que les gens de s'emploient à évincer de la députation ce qui reste d'amis de ıpire chez les possédants. Les grands intérêts personnels que ıcoup d'entre eux avaient à défendre dans l'ancien Corps latif seront protégés, est-il besoin de le dire? Il suffit d'un ıgement de titulaire, à la Chambre, M. Schneider par exemple, 'efface, veille à ce que soit élu, pour le bien de ses entreprises, gendre et doublure M. Desseilligny; et si Vuitry, qui présida onseil d'État sous Napoléon III, ne se présente point de sa onne, il aura, pour le remplacer, son gendre, lui aussi, le tout ıué Henri Germain, fondateur du Crédit Lyonnais. Ajoutons des noms brillants, qui font tout à fait « vieille France », uvrent des réalités financières plus récentes : le marquis reteuil, c'est, par alliance, la banque Fould, et le duc d'Audif-est le beau-frère de Casimir-Périer; M. de la La Trémoille, l'argent Duchatel, comme M. de Dampierre, c'est la banque hélemy. Favre? Mais certainement, il faut l'avoir là. Il est ux et souillé, mais il a rendu d'énormes services et l'on a in de lui quelques semaines encore. Les notables de l'Ain, de ne, du Rhône, de Seine-et-Oise, ceux même du Bas-Rhin l'ont sur leurs listes et le feront élire. Le comte Léopold Le Hon le itera de son succès : « *Je me suis associé de grand cœur et de mon pouvoir à la manifestation que le parti conservateur et éré a voulu faire en vous nommant représentant à l'Assemblée onale* [etc.] » (11 février 1871). Une abondance de candidatures ıiales. Généraux, amiraux, par dizaines, sortant de cette ivité scrupuleuse dont ils s'étaient fait une loi, depuis le ptembre, dans une guerre où la République aurait pu diaboli-nent l'emporter, se précipitaient devant l'électeur. Veuillot, ıurmenté, trouvait là un baume. Bravo! Bravo! s'écriait-il février : « *Les gens d'armes sont des gens d'ordre.* » Dès le

. Ainsi Chasseloup-Laubat, l'ancien ministre de Napoléon III, qui refait orléaniste et qu'il a bien fallu accepter.

lendemain de Sedan, pour Louis Veuillot et ses pareils, les soldats étaient superflus. Ce qu'il fallait à la France, au plus vite, c'était une armée d'argousins. Ils étaient là, les sauveurs. Ils se bousculaient pour servir. Gloire à eux! Ce sabre qu'ils avaient remis au fourreau devant un ennemi qui n'était plus le leur, comme ils allaient le brandir à présent et le faire étinceler devant l'ennemi réel, le bas-peuple des villes, tous les gueux chauvins des faubourgs. D'inappréciables recrues pour le Parti de l'Ordre et sa campagne électorale, ces techniciens qualifiés, ces compétents suprêmes, ces patriotes-par-état venant expliquer à la foule qu'eux-mêmes, dont la guerre est le métier, dont l'héroïsme est le climat, et dont l'honneur est le culte, eux-mêmes, oui, l'âme en sang, ils conseillent l'abandon de la lutte. Les civils, profanes, ne savent pas. Eux, ils *savent*. Et ils disent que le courage aujourd'hui — parfaitement, le courage! — est de reconnaître, avec une loyauté virile, que la guerre est perdue. Qui aime la France le prouve à cette heure en votant pour qu'elle se couche. Des malfaiteurs gonflés d'horribles desseins, ceux qui crient encore : *Résistance!* alors qu'il n'y a plus rien pour résister. Ces bandits simulent le patriotisme, et sont, en réalité, les fossoyeurs de la nation [40].

*
* *

Le salut, comme en Quarante-huit, c'était les paysans. On les avait terrifiés, aux élections de 1848, avec le « spectre rouge » et les Partageux-croquemitaines. On allait les séduire, en 71, et dans le même dessein, avec le thème de la paix : A bas les levées de conscrits! A bas l'effort de la guerre! La Résistance, c'est notre ruine! Dans tous les départements non-occupés, le mot d'ordre conservateur est de crier aux ruraux : Attention, les amis,

40. L'appel du « *parti libéral et indépendant* » (autrement dit : conservateur) de la Haute-Vienne contenait, par exemple, les lignes suivantes (on les trouvera dans le numéro du 5 février du quotidien « politique et littéraire », la *Discussion*, de Limoges) : « *Dans sa circulaire du 31 janvier, la Délégation de Bordeaux a nettement déclaré ce qu'elle voulait : c'est la guerre à outrance, jusqu'à épuisement complet. Ce que nous voulons, nous, c'est une assemblée d'hommes indépendants qui examinent notre situation sans faiblesse et sans partipris* [...], *mais qui aient le courage d'apposer leur signature à un traité de paix si les circonstances le commandent, afin que nous puissions procéder à la réorganisation de notre pays* [...]. *Électeurs des communes rurales* [...], *prêtez-nous votre concours, vous tous qui avez autre chose à perdre que votre nationalité!* »

tention! Si vous faites la folie de voter pour les hommes de ımbetta qui en veulent à votre bas de laine, les Prussiens vienont chez vous, c'est couru. Et alors, gare à vos vaches! Voilà qui se passera si vous votez mal...

Dès le lendemain du scrutin, 9 février, Duvergier de Hauranne expliqué à Thiers (qui n'avait nullement besoin de cette indition) : « *C'est en donnant à nos bulletins le nom de* bulletins de la ix *que nous avons* [nous, les « honnêtes gens »] *obtenu une forte ıjorité*[41]. » George Sand est à regarder de près, dans ces circonsıces cruelles. La châtelaine est incandescente. Les élections de rier 1871, c'est pour elle une affaire terrible. Il y va de tout. rsqu'elle a appris, le 7, que le G.D.N. parisien était parvenu à ser Gambetta, un flot de bonheur l'a submergée. « *Rendons stice au gouvernement de Paris. Il a fait, cette fois* [« *cette fois* »; : il y a mis le temps, avec sa « *défense* » imbécile!] *son devoir tant qu'il a pu.* » La bonne liste, dans son Berry, c'est la liste ibérale », celle des possédants; la « *liste de la paix, comme l'aplent les paysans; l'autre* [la liste républicaine], *c'est celle de la erre; ils ne s'y tromperont pas* ». Pour les convenances de son rsonnage, et afin de dissimuler un peu, à l'intention de ses corpondants, l'ampleur de son apostasie, Mme Sand assure qu'il a, côté « libéral » (autrement dit réactionnaire), « *aucun sympre de bonapartisme ni de cléricalisme* ». Chers rustres analphates. Elle les adore. L'Indre, écrit-elle, dans une espèce de dénution obscène, l'Indre « *étant l'un des départements les plus noirs la carte de l'instruction, il est au moins préservé de l'ambition r son ignorance* »; « *avocat est une injure, au village* »; le peuple s chaumières « *aime les gros industriels* ». On l'a dans la ıin[42]. Et ses notes intimes du 8 février, jour du vote, s'emssent d'une véritable ferveur : quels exemples de vertu civique u donner l'élite! A leurs frais, avec un dévouement sans mesure, propriétaires ont assuré eux-mêmes le transport, au lieu du te, des infirmes et des vieillards. Ils n'ont reculé devant aucun rifice; on en a vu payer de leur personne « *plutôt que de laisser seul électeur privé de son droit* ». Ce fut antique. Mme Sand, on pense bien, n'a pas été la dernière à se dépenser. Ses manants ont mobilisés comme les autres. « *Mon fils fait atteler pour eux un*

41. Bibliothèque Nationale, Manuscrits. *N. acq. fr.*, 20. 621; f° 164.
42. Pour toutes ces remarquables citations, cf. *Revue des Deux Mondes*, avril 1871; G. Sand, « *Journal* », sous la date du 7 février 1871.

grand chariot[43]. » Aux urnes, les domestiques! La vieille dame a vécu là de grandes heures. Ses lettres en sont tout enfiévrées. Comme elle a eu raison, n'est-ce pas, de toujours chérir le suffrage universel! C'est « *l'instrument de la liberté* ». Béni soit le campagnard; « *il marche comme une locomotive* » et, Dieu merci, « *le paysan, c'est le nombre*[44] ». A Mme Adam, qui reste férue d'amour pour les songeries progressistes, Lélia devenue matrone remontre que « *l'idéal* » doit être « *contenu quelque temps* »; et vive, pour ce faire, « *la lourde main de Jacques Bonhomme* » et son « *brutal bon sens*[45] »! Les « résistants », quelle engeance! « *Ils sont plus coupables que les Prussiens.* » Gambetta, en particulier, est sa bête noire; « *paltoquet* », « *pignouf* », « *inepte ambitieux* », « *infâme* »[46]. Si quelques lâches, devant lui, mollissent, « *le paysan* [lui] *ne mollira pas dans sa colère* ». Et Garibaldi, ce « *gâteux* » qui se mêle de protester! Délivrance, délivrance, les résultats du scrutin! Du Journal intime de G. Sand, 9 février 1871 : « *Les voix de gauche* [dans ses notes privées, la dame n'estime plus nécessaire de feindre] *sont dans la proportion de une pour dix. Défaite complète. Le parti de la paix l'emporte d'une manière formidable*[47]. »

« *Sur les routes* », avait noté Mme Sand, le 8 février, de toutes parts, « *les communes* » arrivent pour voter, « *marchant en ordre*[48] ». C'est exactement ce qu'a dit Hugo dans un alexandrin qui ne serait point déplacé parmi ses *Choses vues :*

Maires narquois traînant vos paysans aux urnes.

Et c'est ce qu'enregistrera de même, avec une vive satisfaction, l'excellent Martial Delpit, dans son Rapport au nom de la Commission parlementaire d'enquête sur les événements du 18 mars : « *Dans beaucoup de départements, les communes se rendirent en masse aux chefs-lieux de canton, comme en* 1848, *et votèrent comme un seul homme*[49]. » L'affaire — le sort de la France — se joue,

43. *Id.*, sous la date du 8 février.
44. G. Sand, à Harrisse, 12 février 1871, dans *Corresp.*, VI, 87.
45. *Id.*, à Mme Adam, 22 février 1871, dans *Corresp.*, VI, 95.
46. Ces gentillesses figurent dans le manuscrit du *Journal intime* de G. Sand, conservé à la Bibliothèque Nationale (cf. H.G., *A vrai dire*, Gallimard, 1956, pp. 153-154).
47. *Ibid.*
48. R.D.M., 1er avril 1871.
49. *Rapport Martial Delpit*, p. 6.

rira, un peu nerveux, mais véridique H. Brissac dans *Le Vengeur* 2 février 1871), « *entre les hommes qui savent ce qu'ils veulent et ruminants qui ne savent rien parce que leurs maîtres ne veulent s qu'ils apprennent quelque chose* ».

* * *

Dans l'ensemble du territoire, et d'une manière presque générale, question politique ne fut pas posée devant les électeurs par les ndidats royalistes. Seuls les républicains tinrent le langage de franchise. Les conservateurs eurent soin, presque partout, arborer simplement, comme l'écrit très bien Hanotaux, le *fanion blanc des parlementaires*[50] ». L'analyse du scrutin[51] vèle un antagonisme flagrant des villes et des campagnes. Si les asses rurales ont voté *à droite* (souvent sans le savoir), dans la apart des petites villes, au contraire, une forte minorité républi-ine apparaît, et dans toutes les grandes villes, ou presque, une ajorité de suffrages pour la gauche. La République l'a emporté Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Toulouse, Brest, Nantes, Havre, Saint-Étienne, Dijon et Grenoble[52]. Mais ces grandes les, à elles douze, ne rassemblent pas le dixième des électeurs. âce au système électoral — scrutin de liste; et les députés élus a majorité relative — les villes, pratiquement, ne sont pas repré-ntées. Le nom que donnera la gauche à l'Assemblée de 1871 : chambre « *des ruraux* », est conforme, à la nature des choses. Les ıs de février 71 furent bien, en fait, les délégués de la paysan-rie; d'une paysannerie cependant moins aveugle qu'en 48; qui, ın bloc, avait voté pour ce qu'elle croyait son intérêt immédiat, cessation de la résistance, mais qui allait bientôt s'apercevoir 'elle avait « *en toute inconscience, porté au pouvoir l'Assemblée plus monarchiste que le suffrage universel ait jamais donnée à la ance*[53] ».

Sur 645 députés (l'Assemblée devait en compter 768, dont 753 ur la métropole, mais les candidatures multiples étant auto-

50. G. Hanotaux, *Histoire de la fondation de la Troisième République*, 25, I, 30.
51. Cf. Jacques Gouault, *Comment la France est devenue républicaine*, ris, 1954.
52. A Limoges, 6.600 voix pour les républicains, contre 3.700 aux yalistes; à Autun, la liste radicale a la majorité.
53. Gouault, *op. cit.*, p. 72.

risées, 78 sièges restèrent à pourvoir, les options faites; et les 30 représentants de l'Alsace et de la Lorraine vont devoir s'en aller) il y aura tout de même 150 « républicains », mais 110, sur ce nombre, qui sont de la nuance Favre, Simon, Grévy, si rassurante; et 40, quarante seulement, républicains « radicaux », presque tous élus de Paris; on peut adjoindre, si l'on y tient, à ces 150, quelque 80 « traîtres »; des déserteurs du royalisme; les astucieux, les hommes d'affaires, à la façon Javal, Gevelot, Marcère, Cochery; des messieurs qui se demandent (Thiers aidant) si la République ne serait point, en somme, à l'heure actuelle, sous une main savante et rusée, un système de gouvernement préférable à la monarchie, plus opportun et plus efficace pour la protection des fortunes. En dehors même de l'épouvantable députation parisienne, il y a, c'est vrai, d'affligeants détails : Garibaldi, élu dans la Côte d'Or comme à Paris; Ledru-Rollin, élu trois fois : à Paris, dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var; Gambetta le monstre, fait député par neuf départements : la Seine (inutile de le dire) et le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, la Meurthe, la Moselle (ces égoïstes de l'Est! ces fous!) et en Seine-et-Oise, en Algérie, dans le Var, dans les Bouches-du-Rhône. Navrant, mais sans importance. Que peuvent les quelques ânes rouges blottis sur les « *pentes chardonneuses* » de la montagne, comme écrit, le 15 février, un Sorel radieux et ricanant? Les chiffres sont là, les chiffres globaux, et on ne pouvait rêver plus splendide victoire. Quatre cents monarchistes élus. Quatre cents! A eux seuls, les deux tiers de l'Assemblée. Un prodige. Une bénédiction.

M. de Mazade, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1871, salue avec des transports et des larmes, « *ce scrutin de miséricorde* » auquel il vient d'assister. Dieu n'abandonne pas la France! Le ciel lui sourit, et les lumières de l'Esprit Saint sont visiblement descendues dans les profondeurs mêmes du corps électoral. M. de Broglie se félicite de cette « *union des gens de bien*[54] » qui doit former, désormais, contre les entreprises des méchants, une digue infranchissable. « *Le pays s'est déclaré pour la paix, contre le désordre* »; « *la composition de l'Assemblée dépassait l'attente des meilleurs amis de la France* »; nous entendons là le vicomte de Meaux, qui revit, dans ses *Souvenirs politiques*[55], ces jours d'une ivresse douce et pieuse. Doudan, ce lièvre, reste si fort commo-

54. Cf. Halévy, *Le Courrier de M. Thiers*, p. 430.
55. Vicomte de Meaux, *Souvenirs politiques*, 1905, pp. 4 et 12.

nné par « *la liste de Paris* » qu'il n'a pas encore, le 22 février, rouvé tout à fait son souffle et ne s'abandonne qu'à demi aux tations de l'espérance; « *la province*, écrit-il ce jour-là au on de Viel-Castel, *a l'air moins cour d'assises dans ses choix*[56] »; e tranquillise tout de même, et, deux jours plus tard, veut bien onnaître, à l'adresse de Marie de Saint-Aulaire, que l'Assem-e, oui, « *est excellente en général* »; mais les rouges n'ont pas paru; ils ne sont point exterminés, et Doudan s'inquiète à la isée de la « *bande de Sioux* » qui « *erre autour* » des « *gens sés et civilisés* » réunis à Bordeaux [57]. Laissons ce pleutre à tremblements. M. de Falloux, pour sa part, est ravi. Et si tor Hugo, le 8 mars, croit faire un mot, à la réunion de la iche radicale, en s'écriant : « *La chambre introuvable est retrou-* [58] », il reprend là, à son insu, les termes de son vieil adversaire; c'est Falloux lui-même, avec, dans la voix, le frisson du omphe, qui, trois semaines plus tôt, a dit à Rességuier (15 fé-er 71) : « *La question de la paix et de la guerre a galvanisé le frage universel et vient de nous donner la Chambre Introuvable*[59] ». de Talbouët, quant à lui, exulte; son journal, *Le Français* (un re bien trouvé), constatait dès le 10 février : « *C'est une pensée nergique protestation contre les folies calamiteuses* [celle de mbetta, on l'a compris] *qui se dégage du scrutin et éclate partout ec une invincible force.* » Le « dictateur », lui, n'avait que trop évu ce qui se passerait, et trop bien compris la raison de cet iarnement que la classe possédante, aidée par Bismarck, mettait puis septembre à crier : Élections! Élections! Faire voter *e pays* », écrivait-il à Favre le 27 janvier (sans se douter que vre ne travaillait qu'à cela), c'est « *inviter la nation à se désho-rer elle-même en refusant la lutte* ». On l'a eu, le Gambetta! Elle morte, la République! C'est du moins ce dont Veuillot se rsuade, dans un soulèvement furieux de bonheur. Telle est sa e qu'il se contrôle mal, qu'il en dit trop long, qu'il écrit, qu'il prime ce que les avisés se bornent à penser comme lui, mais ne confient qu'à voix basse : « *Après tout, il y a deux Frances, et ne d'elle porte la ressemblance de M. Gambetta. C'est celle-là rtout qui est battue* [...]. *Qu'elle n'en revienne pas*[60] *!* »

56. X. Doudan, *Mélanges et Lettres*, IV, 562.
57. *Ibid.*
58. Hugo, *Actes et Paroles*, III, 371.
59. Falloux, *Mémoires d'un royaliste*, II, 448.
60. Veuillot, *Univers* du 28 février 1871.

Il faut avouer qu'il avait du lustre, l'aréopage formé par tous les amis de la capitulation. « *Jamais*, prononce le vicomte de Meaux, d'un ton pénétré, *jamais depuis la chute de la royauté, la vieille noblesse n'avait compté autant de représentants dans une assemblée politique. Les plus grands noms y reparaissaient : Maillé, Durfort, Harcourt, Gontaut-Biron, Mortemart, Uzés, La Rochefoucauld* [61] ». Quelle liste brève! Pourquoi M. de Meaux nous prive-t-il d'un palmarès à ce point réconfortant? Étaient là aussi le duc Albert de Broglie, le duc Decazes, le duc d'Audiffret-Pasquier, le marquis de Vogüé, le marquis de Castelnau, le marquis de Franclieu, le marquis de Gouvion Saint-Cyr, le comte Daru, le comte de Tocqueville, les vicomtes d'Haussonville et de Lorgeril, et tous ces vétérans de la défense sociale depuis quarante-huit : MM. de Dampierre, de Mérode, de Kedrel, de Tréveneuc, de Rességuier, de Larcy, etc., etc. Peu de prêtres, toutefois. Le vent de l'Histoire avait tourné. Si l'Assemblée élue en avril 1848 se sanctifiait de maintes soutanes, celle de février 71, plus réaliste, préférait les militaires aux ecclésiastiques. Trois membres du clergé seulement avaient été élus, Mgr Dupanloup, et les abbés Jaffré et Du Marhallac'h. En revanche, une légion de guerriers : voici les colonels Carron et de la Pervenchère, voici le général Martin des Pallières, le général Mazure, le général d'Aurelle de Paladines, le général baron Chabaud-Latour; et Ducrot, bien sûr, et Le Flô, et cette grande ombre encore virulente : le général Changarnier. Trochu-Janus a été choisi par dix départements, mais son personnage est impur aux yeux des connaisseurs, car trop de voix dangereuses sont allées sur son nom [62]. Et voici l'armée de mer, déferlante : l'amiral Fourichon, l'amiral Pothuau, l'amiral Saisset, le vice-amiral baron de la Roncière le Noury, le contre-amiral de Montaignac et le contre-amiral Dompierre d'Hornoy. « *Par une inspiration qui l'honorait*, écrit sans rire M. de Meaux, *le pays confiait la triste tâche de conclure la paix à ceux qui avaient le mieux soutenu la défense* [63] ». Et c'est encore M. de Meaux, à juste titre, qui appelle notre attention sur certains élus, de peu d'éclats pourrait-on

61. M. de Meaux, *op. cit.*, p. 9.
62. Trochu, pourtant, est l'élu de départements sérieux, je veux dire de départements-bastions pour les idées saines : les *Côtes-du-Nord*, le *Finistère*, *l'Ile-et-Vilaine*, le *Morbihan* et la *Vendée ;* mais il l'est également de départements moins bons, comme le *Rhône*, les *Bouches-du-Rhône* et le *Tarn*. Ajoutons-y la *Seine-Inférieure* et la *Loire*.
63. *Id.*, p. 8.

re, et cependant considérables par leur surface et leur poids, ıme M. Arbel, maître de forges à Rives-de-Gier, ou M. de Montier, époux, précise-t-il, de « *Mlle Verpilleux dont le père s'était ıis un grand renom dans l'industrie métallurgique*[64] »; l'un l'autre prirent rang, comme on le pense bien, « *parmi les npions les plus résolus de l'ordre social* ». Certaines élections ient été positivement des triomphes d'union sacrée. Une tion, dans le Jura, plébiscitait Grévy : 49.159 voix sur ›63 votants. Grévy s'était construit, auprès des simples, sa nde démocratique; mais les conservateurs savaient que l'essen- avec lui, serait mieux protégé que par qui que ce fût, en raison ne des naïves confiances plébéiennes; Thiers, du reste, le nait pour son *alter ego*. Émouvante, également, l'élection, dans Ianche, du prince de Joinville : 97.634 voix sur 98.856 votants. e trait majeur des élections du 8 février 1871, majeur, mais ıt inattendu, fut l'éclatant succès de M. Thiers. Il y avait assez ·aillé, depuis des mois, depuis vingt ans! Enfin il touchait à son . « *M. Thiers est acclamé de tous les gens de bien* »; « *les départe- ts se disputent sa candidature* ». Ainsi parlait, enthousiaste, ournal du groupe Talhouët[65]. Ce fameux élan, historique, ·ril 1848, sur le nom de Lamartine, il ne comptait plus devant ·ictoire colossale que remportait le petit vieillard au toupet ıc. Non plus dix départements, mais vingt-six qui le désignaient même temps; pas un seul, à vrai dire, à l'Est, mais seize au- ;ous de la Loire (dont huit dans le Midi), deux en Bretagne, x en Normandie, et les deux départements les plus septen- naux : le Nord et le Pas-de-Calais. Paris même l'acceptait, qualité de vingtième élu. M. Thiers est l'homme du jour.

:t quelqu'un respire; quelqu'un est bien soulagé, enfin rassuré, n tranquille maintenant; c'est Guillaume, roi de Prusse et ›ereur d'Allemagne. Les notes de son confident et historio- ›he, Louis Schneider, sont éloquentes à ce sujet. Guillaume ›uvait pour Gambetta une admiration craintive. « *L'empereur,* Schneider, *écoutait toujours avec un intérêt particulier ce qui cernait l'étonnante activité déployée par Gambetta, et il me parla ui, en plusieurs circonstances, avec beaucoup d'estime, ainsi que généraux Chanzy et Faidherbe*[66]. » Lorsque Guillaume avait ·ris, le 1er février, que Clinchant poussait en Suisse ses

4. *Ibid.*
5. Le *Français*, 10 février 1871.

80.000 hommes, un grand espoir lui était venu : « *Ce qui se passe là-bas est décisif. Maintenant au moins on peut espérer la paix*[67]. » Tout n'était pas dit cependant. Et l'empereur gardait un souci : ces élections françaises, qu'en allait-il sortir? Si le G.D.N. était renversé? Si les Français acclamaient Gambetta? Si la guerre devenait sérieuse? C'était son cauchemar. La paix, que l'affaire de l'Est, heureusement dénouée grâce à M. Favre, semblait rapprocher, la paix, vite, « *pourvu qu'il se trouve quelqu'un avec qui la conclure*[68] *!* »

L'homme idoine est là, avec M. Thiers. Plus de problème maintenant. C'est fait; l'Allemagne a gagné.

HENRI GUILLEMIN

66. Louis Schneider, *L'empereur Guillaume* (trad. Paris, 1888), I, III, p. 212.
67. *Id.*, III, 202.
68. *Ibid.*

rimo Levi

J'ÉTAIS UN HOMME

NOS NUITS

Après vingt jours de K.B.,[1] ma blessure est pratiquement cica-isée et à mon grand déplaisir je suis mis en demeure de quitter nfirmerie.

La cérémonie est simple mais non exempte d'une période de adaptation douloureuse et même dangereuse. Un prisonnier qui, sa sortie du K.B. ne dispose pas d'appuis particuliers, ne retrouve mais son Block ou son Kommando initial. On l'affecte, en vertu critères que je ne connais pas, à un autre baraquement et à un itre travail. De plus on sort nu du K.B.; on reçoit des vêtements des chaussures neuves (je veux dire par là que ce ne sont pas les fets qu'on avait dû abandonner à l'entrée), et cela exige un effort 'adaptation pénible. En outre, il faut se procurer un couteau et ne cuiller. Le plus ennuyeux est de se trouver projeté dans un ilieu inconnu, parmi des compagnons inconnus et hostiles, en utte à la mauvaise humeur des chefs dont on ne connaît pas le ıractère.

La faculté que possède l'homme de se creuser une niche, de crétcr une coquille et d'ériger autour de lui une barrière de pro-ection, dans les circonstances apparemment les plus désespérées, st proprement stupéfiante et mériterait une étude approfondie. 'est un précieux travail d'adaptation, à la fois passif et actif : lanter un clou au-dessus de la couchette pour y accrocher les ıaussures pendant la nuit; stipuler des pactes tacites de non-gression avec les voisins; deviner et accepter les coutumes et les is du nouveau Kommando. Grâce à ce travail, on arrive au bout

1. Infirmerie du camp de concentration.

de quelques semaines à rejoindre un certain équilibre, un certain degré d'assurance en face des imprévus; le nid est fait, on a surmonté le trauma causé par le changement.

Mais l'homme qui sort du K. B., nu et presque toujours insuffisamment rétabli, se sent jeté dans l'obscurité et le froid de l'espace sidéral. Ses pantalons ne tiennent pas, ses souliers lui font mal, sa chemise n'a pas de bouton. Il cherche un contact humain et ne rencontre que des visages obstinément détournés. Il est aussi vulnérable et désarmé qu'un nouveau-né, et pourtant, le matin venu, il devra partir travailler.

Voilà dans quelles conditions je me trouve lorsque l'infirmier, après avoir accompli les différents rites prescrits par le règlement, me remet entre les mains du *Blosckaltester* commandant le Block 45.

En hiver les nuits sont longues et on nous accorde un long répit pour dormir.

Peu à peu, le tumulte du Block décroît. Voilà plus d'une heure qu'on nous a distribué le rata du soir et seuls quelques opiniâtres continuent à racler le fond de leur gamelle, le front plissé par l'effort. L'ingénieur Kardos fait le tour des couchettes pour soigner les pieds blessés et les cors qui suppurent, c'est son métier; et il n'est personne qui ne renonce volontiers à une tranche de pain pour être soulagé des douleurs causées par de mauvaises plaies. De cette façon, l'ingénieur Kardos a résolu honnêtement le problème de sa vie.

En cachette, sournoisement, le chanteur ambulant vient d'entrer par la porte de derrière. Il s'est assis sur la couchette de Waschmann et une petite foule attentive et silencieuse s'est immédiatement rassemblée autour de lui. Il chante une interminable mélopée en yiddish, toujours la même, en quatrains rimés, d'une mélancolie résignée et pénétrante (ou peut-être m'apparaît-elle ainsi à cause du lieu et du moment?). D'après les quelques mots que j'arrive à saisir, je comprends que c'est une chanson qu'il a composée et dans laquelle il a enfermé toute la vie du *Lager*, dans ses plus menus détails. Un auditeur généreux récompense le chanteur avec une pincée de tabac ou une aiguillée de fil, les autres écoutent attentivement mais ne donnent rien.

Le dernier rite de la journée nous interrompt : « *Wer hat kaputt die Schuhe?* » (Quels sont ceux qui ont leurs chaussures abîmées?) et immédiatement se déchaîne le bruit des quarante ou cinquante

aspirants » au changement de souliers qui se précipitent vers le 'agesraum; ils savent pourtant bien que dans le meilleur des cas, :uls les dix premiers arrivants auront satisfaction.

Puis c'est le calme. La lumière s'éteint une première fois quel-ues secondes pour avertir les tailleurs de ranger leur aiguille et ·ur fil. Une cloche sonne dans le lointain, le veilleur de nuit s'ins-ılle et les lumières s'éteignent définitivement. Il ne nous reste lus qu'à nous déshabiller et à nous coucher.

Je ne connais pas mon voisin; je ne suis même pas sûr que ce ›it toujours le même. Je ne l'ai jamais vu de face sinon quelques refs instants dans le tumulte du réveil. Je connais beaucoup ıieux son dos et ses pieds que son visage. Il ne travaille pas dans ıon Kommando et il ne vient se coucher qu'au moment du silence; s'enroule dans sa couverture, me pousse d'un grand coup de ses anches osseuses, me tourne le dos et se met immédiatement à ›nfler. Échine contre échine, je m'efforce de conquérir une por-on raisonnable de paillasse, j'exerce avec mes reins une pression rogressive contre ses reins puis je me retourne et j'essaie de ›usser avec mes genoux, je lui prends les chevilles et j'essaie de s éloigner un peu de ma figure : tout est parfaitement inutile, il ›t beaucoup plus gros que moi et on le dirait pétrifié dans le ›mmeil.

Alors j'essaie de rester couché ainsi : contraint à l'immobilité, demi appuyé sur le rebord en bois. Mais je suis si fatigué et ›ruti que moi aussi je glisse bientôt dans le sommeil; j'ai l'impres-›on de dormir sur les rails d'un train.

Le train va arriver : on entend haleter la locomotive (mon voisin). : ne suis pas encore assez plongé dans le sommeil pour ne pas 'apercevoir de la nature double de la locomotive. Il s'agit préci-ment de la locomotive qui remorquait aujourd'hui à la Buna les agons qu'on nous a fait décharger. Je la reconnais car mainte-ant encore, comme au moment où elle est passée près de nous, sens la chaleur qui se dégage de son flanc noir. Elle souffle, elle ›proche, elle est toujours sur le point de me renverser mais jamais le ne m'atteint. Mon sommeil est très léger, c'est un voile que je :ux déchirer. Oui, je le déchirerai, ainsi je pourrai m'éloigner des ıils. Voilà je suis réveillé, non, pas exactement, je me situe entre conscience et l'inconscience. J'ai les yeux fermés, je ne veux pas s ouvrir pour ne pas laisser fuir mon sommeil mais j'entends les

bruits : ce coup de sifflet lointain, je suis sûr qu'il est réel, il ne vient pas de la locomotive de mon rêve, il a effectivement résonné, c'est le sifflement de la Decauville, elle arrive du chantier où l'on travaille aussi la nuit. Une note longue et forte, puis une autre plus basse d'un demi-ton et de nouveau la première mais brève et interrompue. Ce sifflet est important, il est même essentiel : nous l'avons si souvent entendu, associé à la souffrance du travail et du camp qu'il en est devenu le symbole, avec lui surgit tout un monde de sensations comme celles que provoquent la musique ou les odeurs. Voici ma sœur, quelques amis que je ne distingue pas bien et des gens. Ils m'écoutent et je leur parle justement du coup de sifflet sur trois notes, du lit dur, de mon voisin que je voudrais déplacer mais que j'ai peur de réveiller parce qu'il est plus fort que moi. Je parle aussi vaguement de notre faim, du contrôle des poux et du Kapo qui m'a frappé sur le nez et m'a ensuite envoyé me laver parce que je saignais. J'éprouve une jouissance profonde, physique, inexprimable à me sentir chez moi, entouré d'amis et à raconter tant de choses. Mais je suis bien obligé de m'apercevoir que mon auditoire ne me suit pas. Pis : ils sont tout à fait indifférents. Ils parlent entre eux comme si je n'existais pas. Ma sœur me regarde, se lève, s'en va sans mot dire.

Alors, je sens monter en moi un sentiment d'extrême désespoir, un de ces désespoirs particuliers de la petite enfance. C'est la douleur à l'état pur, mais elle n'est pas tempérée comme celle des enfants par le sens de la réalité et par l'intrusion de circonstances étrangères. Mieux vaut encore une fois remonter à la surface, cette fois j'ouvre résolument les yeux pour être sûr que je suis bien réveillé.

Le rêve est encore là, tout chaud devant moi et son angoisse m'étreint tout entier. Je me rends compte que ce n'est pas un rêve banal; je l'ai déjà eu plusieurs fois depuis que je suis ici, seuls changent certains détails. Je suis maintenant parfaitement lucide et je me rappelle avoir raconté ce rêve à Albert qui m'a confié, à mon grand étonnement, que c'est aussi son rêve et celui de beaucoup d'autres, pour ne pas dire de tous les autres. Pourquoi cela? Pourquoi notre souffrance quotidienne se traduit-elle aussi fidèlement dans nos rêves par la scène, toujours la même, du récit que nous faisons et que personne n'écoute?

... Tout en réfléchissant, j'essaie de profiter de mon réveil pour secouer ces lambeaux d'angoisse qui s'accrochent à moi, je ne veux

s compromettre la qualité du sommeil à venir. Je suis assis, tout ›roquevillé et je regarde autour de moi, j'écoute.

J'entends respirer et ronfler les dormeurs. Quelques-uns gémis- ıt et parlent. Plusieurs font claquer les lèvres et remuent les ìchoires. Ils rêvent qu'ils mangent : c'est un rêve collectif, cruel ssi; celui qui a créé le mythe de Tantale devait le connaître. Non ılement on voit les aliments mais on les touche, on en sent deur riche et violente. On nous les approche des lèvres, mais e circonstance imprévue et toujours différente nous empêche de porter à la bouche. Alors le rêve se décompose en ses éléments ıis il se recompose tout de suite après, il recommence identique et urtant différent : cela sans trêve, toutes les nuits.

Il doit être plus de onze heures, parce que les allées et venues seau, près du gardien de nuit, sont déjà très fréquentes. C'est tourment obscène et une honte indélébile. Toutes les deux ou ›is heures, nous devons nous lever pour nous libérer de la forte antité d'eau qu'on nous fait absorber toute la journée sous forme soupe, cette eau qui fait enfler nos chevilles et nos paupières le r, cette eau qui confère à toutes les physionomies une ressem- ınce difforme et dont l'évacuation impose à nos reins un travail uisant.

Mais il ne s'agit pas seulement de la procession au seau; la loi ut que le dernier usager du seau aille le vider; la loi veut aussi 'on ne sorte du baraquement pendant la nuit qu'en tenue rudi- ›ntaire (chemise et caleçon) et qu'on donne son numéro au gar- ›n. Bien entendu, le gardien de nuit cherche à dispenser ses amis la corvée. Ajoutez à cela que les anciens du camp ont tellement guisé leurs sens, qu'ils sont à même de distinguer, de leur cou- ette, par le son que rendent les parois du seau, si le niveau est à limite dangereuse, ils arrivent donc presque toujours à éviter désagréable besogne. Pour cette raison, les candidats au service seau sont en nombre limité dans chaque baraque et les litres à miner sont bien au nombre de deux cents; on doit donc vider seau une vingtaine de fois.

Bref, le risque qui pèse sur nous, inexperts et non privilégiés, t assez grave chaque nuit. Le veilleur de nuit jaillit tout à coup son coin, il nous saisit de force, griffonne notre numéro sur son rnet, nous remet une paire de sabots, le seau et nous jette dehors

dans la neige, tout tremblants et ensommeillés. Nous devons nous traîner jusqu'aux cabinets avec le seau chaud et écœurant qui heurte nos mollets nus. Il est plein et inévitablement à chaque secousse il nous déborde sur les pieds. Quoique cette besogne soit répugnante, il est pourtant toujours préférable d'y aller soi-même plutôt que son voisin de couchette.

Ainsi se traînent nos nuits. Le rêve de Tantale et le rêve du récit s'enchâssent dans un tissu d'images plus indistinctes : la souffrance de la journée née de la faim, des coups, du froid, de la fatigue, de la peur et de la promiscuité, se change en cauchemars d'une violence inouïe, comme ceux qui hantent les nuits de fièvre des hommes libres. Nous nous réveillons à chaque instant, glacés de terreur, en un sursaut de tous nos membres, sous l'impression d'avoir reçu un ordre coléreux et incompréhensible. La procession du seau et le bruit mat des talons nus sur le plancher se changent en une autre procession symbolique : nous nous voyons gris et identiques, petits comme des fourmis ou grands jusqu'aux étoiles, serrés les uns contre les autres, innombrables, couvrant toute la plaine jusqu'à l'horizon, parfois fondus en une seule substance, une pâte angoissante dans laquelle nous nous sentons englués et suffoqués, parfois tournant en rond, sans commencement ni fin, aveuglés par les vertiges et la nausée; cela jusqu'à ce que la faim, le froid ou les besoins naturels, ne reportent nos rêves vers les schémas habituels. Nous cherchons en vain, quand le cauchemar lui-même ou le malaise nous réveillent, d'en démêler les éléments et de les repousser séparément hors du champ de notre attention pour protéger notre sommeil contre leur intrusion : au moment même où nos yeux se referment nous nous apercevons que notre cerveau se meut hors de notre volonté, il palpite et il bourdonne, incapable de se reposer, il forge des fantômes et de terribles images, il les dessine sans trêve et les anime dans un brouillard gris sur l'écran de nos songes.

Mais toute la nuit, ce qui nous obsède à travers les changements de sommeil, de veilles et de cauchemars, c'est l'attente et la terreur du réveil; grâce à une puissance mystérieuse que possèdent beaucoup d'entre nous, nous arrivons, même sans montre, à en prévoir le moment avec une précision remarquable. A l'heure du réveil, qui varie selon les saisons mais a toujours lieu avant l'aube, la cloche du camp sonne longuement, dans chaque baraquement le gardien de nuit quitte son poste : il allume, se lève, s'étire et pro-

once la condamnation quotidienne : « *Aufstehen* », ou plus sou-
ənt en polonais : « *Wstavac* ».

Bien peu, parmi nous, attendent le *Wstavac* en dormant : c'est ı moment de souffrance trop aiguë pour que le sommeil le plus urd ne se dissipe pas à son approche. Le veilleur de nuit le sait et ne prononce pas le mot sur le ton du commandement, au contraire a la voix basse et atone, sûr que son appel trouvera toutes les eilles attentives et qu'il sera entendu et obéi.

Le mot étranger tombe comme une pierre au fond des âmes. Se lever » L'illusoire barrière des couvertures chaudes, la mince ıirasse du sommeil, l'évasion nocturne même tombent en lam-aux autour de nous et nous nous retrouvons éveillés sans rémis-ɔn, exposés aux offenses, atrocement nus et vulnérables. Un jour mme les autres va commencer, tellement long que nous ne pou-ɔns pas raisonnablement en imaginer la fin : le froid, la fatigue, la im la reculent comme un mirage... C'est pourquoi nous concen-ons toute notre attention et notre désir sur le petit morceau de in gris qui dans une heure sera le nôtre et qui pendant cinq inutes, aussi longtemps que nous ne l'aurons pas dévoré, consti-era tout ce que la loi nous permet de posséder ici.

Au *Wstavac*, l'ouragan se remet en mouvement. La baraque tière entre sans transition dans une activité frénétique : nous impons sur nos couchettes, nous refaisons notre lit et en même mps nous tâchons de nous habiller de façon à ne pas laisser nos faires sans surveillance; l'atmosphère se remplit de poussière squ'à en devenir opaque, les plus lestes fendent la foule en se uant des coudes, pour se rendre aux lavabos ou aux cabinets ant qu'une queue ne se forme. Les balayeurs entrent immédiate-ent en scène, ils nous chassent dehors en frappant et en hurlant.

Après avoir refait mon grabat et m'être habillé, je redescends r le parquet et enfile mes souliers. Alors les plaies de mes pieds rouvrent et une nouvelle journée commence.

EN DEÇA DU BIEN ET DU MAL

Nous avions une incorrigible propension à voir dans chaque énement un symbole et un signe. En effet, depuis soixante-dix urs on nous faisait attendre la cérémonie du changement de linge . *Waschentauschen*. On chuchotait déjà, avec insistance, que le

linge manquait à cause de la progression du front et de l'impossibilité où se trouvaient les Allemands de faire venir jusqu'à Auschwitz de nouveaux transports, on en concluait donc que la Libération était proche. D'autres, par contre, voyaient dans ce retard le signe certain d'une prochaine liquidation générale du camp. Mais le linge arriva et, comme toujours, la direction du *Lager* fit en sorte que le changement eût lieu à l'improviste et dans tous les baraquements à la fois.

Il faut savoir en effet qu'au *Lager* nous manquons d'étoffe, c'est donc une matière rare et précieuse. Le seul moyen que nous ayons de nous procurer un bout de chiffon, pour nous moucher ou nous bander les pieds, est précisément de couper un lambeau de chemise au moment du changement de linge. Si la chemise a les manches longues, on coupe les manches; sinon, on se contente d'un rectangle du fond ou bien encore on découd une des nombreuses pièces. En tout cas, il nous faut du temps pour nous procurer une aiguille et du fil, accomplir l'œuvre avec art afin que le dégât ne soit pas trop évident au moment de la restitution. Le linge sale et déchiré passe à la teinturerie du camp où il est sommairement rapiécé, puis il va à la désinfection à vapeur (et non au lavage) avant de nous être redistribué. De là, la nécessité d'effectuer le changement de linge rapidement pour le sauvegarder contre les mutilations.

Mais comme d'habitude, des regards adroits se sont glissés sous la toile de la charrette qui sortait de la désinfection et, en un clin d'œil, tout le camp a su que le *Waschentaushen* était imminent, de surcroît nous avons appris qu'il s'agissait de chemises neuves, provenant d'un transport de Hongrois arrivés trois jours auparavant.

La nouvelle eut un effet immédiat. Tous les détenteurs d'une deuxième chemise volée ou « arrangée » ou encore honnêtement achetée avec du pain, pour se protéger du froid ou pour placer son capital en un moment de prospérité, se sont précipités à la Bourse, espérant arriver à temps pour échanger leur chemise de réserve contre des articles de consommation avant que le flot des chemises neuves, ou la certitude de leur arrivée, ne fassent baisser irrémédiablement les prix.

La Bourse est toujours très active. Bien que tout échange (plus encore : toute forme de possession) soit interdit et bien que de fréquentes rafles de la part des Kapos et des *Blockalteste* éparpillent en une fuite générale marchands, clients et curieux, dès que les

ipes reviennent du travail une tumultueuse assemblée siège
ermanence dans le coin nord-est du *Lager* (c'est-à-dire l'endroit
lus éloigné des baraques de S.S.) l'été, en plein air, l'hiver dans
buanderie.

à rôdent par dizaines, les lèvres mi-closes et les yeux luisants,
désespérés de la faim; un instinct fallacieux les pousse là où les
chandises offertes rendent plus amères les crampes d'estomac
lus intense la salivation. Les plus favorisés viennent avec la
érable demi-ration de pain qu'ils ont gardée depuis le matin à
d-peine, dans l'espoir insensé d'un marché avantageux avec
lque individu naïf qui ne connaît pas le prix du jour. Certains,
és d'une patience farouche, arrivent à échanger leur demi-
on contre un litre de soupe. Ils retirent alors méthodiquement
quelques morceaux de pommes de terre qui sont au fond et de
veau cèdent la soupe contre du pain, avec le pain ils acquer-
un nouveau litre de soupe qu'ils traiteront de la même manière
la jusqu'à l'épuisement nerveux.

ux qui viennent à la Bourse vendre la seule chemise qu'ils pos-
nt appartiennent à la même espèce de désespérés. Ils savent
ce qui les attend le jour où le Kapo découvrira qu'ils sont nus
leur veste. Le Kapo leur demandera ce qu'ils ont fait de leur
nise, demande purement formelle qui permet d'entrer en
ère. Ils répondront qu'on leur a volé la chemise au lavoir,
nse purement formelle qui n'a pas la prétention d'être acceptée.
cailloux mêmes du *Lager* savent que quatre-vingt-dix-neuf
sur cent, celui qui n'a plus sa chemise l'a vendue, poussé par la
. Or, la chemise est propriété du *Lager*, le Kapo est donc auto-
à battre celui qui l'a vendue. Il distribue une autre chemise,
tôt ou tard elle disparaîtra de la même manière.

s marchands professionnels attendent, chacun dans leur coin,
ent éventuel. En premier lieu viennent les Grecs, immobiles
encieux comme des sphynx, accroupis sur le sol derrière leur
lle de bonne soupe, fruit de leur travail, de leurs combinai-
et de leur solidarité nationale.

s Grecs sont en nombre réduit maintenant, mais ils ont forte-
marqué le camp et ils ont contribué à former le jargon inter-
nal qu'on y parle. Tout le monde sait que *caravana* c'est la
lle, que la *comedera es buena* signifie que la soupe est bonne
mot qui exprime l'idée de vol en général est *klepsi*, *klepsi*,
mment d'origine grecque. Ces quelques survivants de la

colonie juive de Salonique parlent deux langues, l'espagnol et le grec, se livrent à de multiples activités et sont en outre dépositaires d'une sagesse concrète, terre à terre et consciente, où viennent se fondre les traditions de toutes les civilisations méditerranéennes. Que cette sagesse se manifeste dans le camp par le vol systématique et scientifique, par la prise de possession de toutes les charges importantes et par le monopole de la Bourse des échanges, ne doit pas faire oublier que les Grecs répugnent à la brutalité gratuite et qu'ils croient en la persistance de la dignité humaine. Ils forment en quelque sorte le groupe national le plus homogène et le plus civilisé du *Lager*.

C'est à la Bourse que l'on rencontre également les spécialistes des vols aux cuisines. On les reconnaît à leur veste mystérieusement gonflée. Le cours de la soupe est assez stable (une demi-ration de pain pour un litre), mais celui des navets, des carottes et des pommes de terre est extrêmement capricieux : il dépend pour une grande part de la diligence et de la corruption des gardiens qui sont de faction à l'entrepôt.

Il n'est pas rare que certains se fassent arracher leurs couronnes en or pour les vendre à la Buna contre du pain ou du tabac, mais généralement ce trafic a lieu par l'entremise d'une tierce personne. Un « gros numéro », c'est-à-dire un nouveau venu, arrivé depuis peu mais déjà suffisamment abruti par la faim et la tension extrême de la vie du camp, est remarqué par un « petit numéro » en raison de sa riche prothèse dentaire. Le « petit » offre au « gros » trois ou quatre rations de pain « au comptant » pour qu'il se soumette à l'extraction. Si le gros accepte, le petit paie, emmène l'or à la Buna et s'il peut communiquer avec un civil de toute confiance, dont il n'ait pas à craindre une délation ou quelque tromperie, il pourra réaliser un gain de dix ou vingt rations de pain qui lui seront régulièrement passées, à raison d'une ou deux par jour. Contrairement à ce qui se passe à la Buna, quatre rations de pain constituent le montant maximum des affaires traitées dans le camp. En effet, il n'est pas possible de stipuler ici des contrats à crédit, ni de préserver de la convoitise d'autrui et de notre propre avidité une plus grande quantité de pain.

Le trafic avec les civils est un des éléments caractéristiques de l'*Arbeitslager*, il en détermine la vie économique. D'ailleurs, c'est un délit explicitement prévu par le règlement du camp et assimilé aux « crimes politiques », il est donc très sévèrement puni. Si le

lling, convaincu de *Handel mit Zivilisten*, ne dispose pas de ections influentes, il est envoyé à Gleiwitz III, à Janina, à debrek, dans les mines de charbon. Ceci entraîne la mort par isement au bout de quelques semaines. Quant à son complice, ravailleur civil, il peut être dénoncé à l'autorité allemande pétente et être condamné à passer dans le *Vernichtlungslager* période allant de quinze jours à huit mois. Les ouvriers soumis tte punition doivent se déshabiller, tout comme nous, à l'entrée amp. Leurs effets personnels sont mis de côté. Ils ne sont pas ués et gardent leurs cheveux, ce qui les rend facilement recon-sables, mais pendant tout le temps que dure leur punition ils soumis au même travail et à la même discipline que nous. lemment, ils n'ont pas à redouter les sélections.

s travaillent dans des Kommandos spéciaux et n'ont aucun act avec les *Häftlinge* ordinaires. Pour eux, le *Lager* est une tion et si la maladie et la fatigue n'ont pas raison d'eux, ils toutes les chances de retourner vivre parmi les hommes. S'ils vaient communiquer avec nous, cela introduirait une brèche le mur qui nous isole du monde, un soupirail s'ouvrant sur le tère de notre condition. Pour nous autres, il ne s'agit pas d'une tion, aucun terme n'est prévu : le *Lager* est un genre d'existence nous est réservé, sans limitation de temps, au sein de l'organi-n sociale germanique.

ne section de notre camp est destinée précisément aux travail-civils de toutes nationalités qui doivent y séjourner, plus ou s longtemps, afin d'expier les rapports illicites qu'ils ont tenu avec les *Häftlinge*. Cette section est séparée du reste du par un barbelé et elle s'appelle *E Lager ;* les hôtes en sont lés *E Häftlinge*. La lettre E est l'initiale du mot *Erziehung*, cation.

s S.S. punissent sévèrement la contrebande du matériel qui rtient au *Lager :* l'or même de nos dents n'est pas à nous. ne devons pas en disposer car, arraché aux mâchoires des nts ou des morts, il est propriété du *Lager*.

is contre le vol proprement dit, la direction du camp n'a ument rien prévu. Innombrables sont les objets qu'on peut à la Buna pour les revendre ensuite au Block ou pour provo-l'intérêt des « prominents ». Des petites lampes, des brosses, von, des limes, des pinces, des sacs, des clous. On débite aussi lcool méthylique dont on fait des boissons et de l'essence pour

des briquets rudimentaires qui sont un vrai prodige de l'industrie secrète des artisans du *Lager*.

Mais dans ce réseau complexe de vols et de contre-vols alimentés par la sourde hostilité qui règne entre les S.S. et les autorités civiles de la Buna, le K.B. joue un rôle de première importance. En effet le K.B. est un endroit de moindre résistance, c'est la valve qui permet de tourner les règlements avec le plus de facilité et d'éviter la surveillance des chefs. Tout le monde sait que les infirmiers eux-mêmes relancent sur le marché, à bas prix, les chaussures des morts et des sélectionnés qui partent nus pour Birkenaü; ce sont également les infirmiers et les médecins qui exportent à la Buna les sulfamides normalement réservés au service et les vendent contre des denrées alimentaires.

En outre, les infirmiers réalisent des gains assez considérables avec le commerce des cuillers. Le *Lager* n'en fournit pas aux nouveaux-venus, bien qu'elles soient indispensables pour le brouet semi-liquide qu'on nous sert. Les cuillers sont fabriquées en cachette à la Buna par les *Häftlinge* spécialisés qui travaillent dans les Kommandos de forgerons et de ferblantiers.

Ce sont des ustensiles grossiers et massifs, taillés dans des morceaux de tôle et souvent terminés par un manche aiguisé qui peut servir de couteau. Les fabricants eux-mêmes les vendent directement aux nouveaux-venus : une simple cuiller vaut une demi-ration, une cuiller-couteau se paie trois quarts de ration. La loi veut qu'on entre au K.B. avec sa cuiller mais qu'on en ressorte sans. Quand un individu est guéri, avant qu'il ait eu le temps de se rhabiller, sa cuiller est saisie et revendue à la Bourse. En ajoutant à celles-ci les cuillers des morts et des sélectionnés, les infirmiers en ramassent une cinquantaine par jour. Par contre, ceux qui retournent travailler sont forcés d'économiser une demi-ration de pain pour se procurer une autre cuiller.

Enfin, le K.B. est le principal client et recéleur des vols commis à la Buna : vingt litres de la soupe destinée au K.B. sont d'office assignés tous les jours au fonds-vol pour acheter aux spécialistes les articles les plus divers.

D'aucuns volent de minces tuyaux de caoutchouc que le K.B. utilise pour les entéroclyses et les sondes gastriques, d'autres viennent offrir des crayons et des encres de couleur pour la comptabilité compliquée des fourriers. Enfin des thermomètres, de la

erie, des réactifs chimiques sortent de la Buna dans les poches *Iäftlinge* et se retrouvent dans l'infirmerie du camp.

: ne voudrais pas pécher par orgueil en ajoutant que c'est nous, :rt et moi, qui eûmes l'idée de voler les rouleaux de papier :métré, des thermographes de la Section d'Assèchement, pour offrir au médecin en chef en lui conseillant de s'en servir pour :iagrammes du pouls et de la température.

n définitive, le vol à la Buna, puni par la direction civile, est risé et même encouragé par les S.S.; le vol dans le camp, sévèrent puni par les S.S., est considéré par les civils comme une :le opération d'échange; le vol entre *Häftlinge* est puni mais la tion frappe aussi sévèrement le voleur que le volé. Nous vouns inviter le lecteur à réfléchir sur la signification que revêtent *ager* des mots comme « bien » et « mal », « juste » et « injuste ». chacun juge, d'après le tableau que nous venons de tracer et xemples que nous avons donnés, ce qui pouvait subsister, en du barbelé, de la morale du monde libre.

LES VAINQUEURS ET LES VAINCUS

ı *Lager*, la lutte pour la vie est primordiale car chacun est spérément, férocement seul. Si un *Null Achtzehn* quelconque celle, personne ne lui tendra la main; au contraire, il se trou- toujours quelqu'un pour l'abattre : en effet personne n'a intérêt qu'un « musulman » de plus se traîne chaque jour au travail. ı individu, par un miracle d'astuce et de patience, trouve une binaison pour échapper au travail le plus dur ou un nouvel ice qui lui procure quelques grammes supplémentaires de pain, nservera précieusement son secret et gagnera ainsi l'estime et onsidération des autres. Un avantage personnel et exclusif onférera force et puissance. On le craindra et celui qui est nt devient, *ipso facto*, candidat à la survie.

histoire et la vie ont souvent mis en relief cette loi féroce : « Il donné à celui qui possède et il sera pris à celui qui n'a rien. » *ager*, où l'homme est solitaire et où la lutte pour la vie se réduit s mécanismes primaires, cette loi unique est ouvertement en eur, acceptée par tout le monde. Les chefs eux-mêmes entre- ıent volontiers des rapports avec les individus adroits, forts et :ieux, ils espèrent en tirer profit, tôt ou tard. Mais à quoi bon

adresser la parole aux « musulmans », aux hommes en voie d décomposition : ils commenceraient à se plaindre et à parler de c qu'ils mangeaient autrefois quand ils étaient chez eux. Inutile de s'e faire des amis : ils ne connaissent pas les personnages importan du camp, ils ne mangent rien en dehors de leur ration, ils ne tra vaillent pas dans des Kommandos favorisés et ne possèdent aucu moyen secret de « s'organiser ». Enfin on sait qu'ils sont de passag et qu'au bout de quelques semaines il ne restera d'eux qu'un poignée de cendre dans un champ et un numéro barré sur u registre. Bien qu'entraînés sans relâche dans la foule de leurs sem blables, ils souffrent dans leur solitude opaque et meurent dan cette solitude sans laisser aucune trace dans les mémoires.

On aurait pu lire les résultats de ces impitoyables processus d sélection naturelle dans les statistiques du mouvement des *Lager* A Auschwitz, en 1944, des anciens prisonniers juifs (je ne parlera pas des autres ici car ils vivaient dans des conditions différentes seuls quelques centaines de petits numéros inférieurs à cent cin quante mille survivaient et encore, aucun d'entre eux n'était u *Häftling* ordinaire, un de ceux qui végètent dans les Kommando et se contentent de la ration normale. Il ne restait que des médecin des tailleurs, des savetiers, des musiciens, des cuisiniers, des homo sexuels jeunes et séduisants, amis ou compatriotes de quelqu autorité du camp ; en outre, quelques individus particulièremen impitoyables, vigoureux et inhumains qui étaient arrivés à la charg de Kapo ou de *Blockhaltester* sur désignation du Kommando de S.S (lequel démontrait par ce choix une connaissance satanique d l'humanité) ; restaient enfin ceux qui, sans avoir d'attribution remarquables, avaient réussi par leur astuce et leur énergie à « s'organiser » avec succès ; ils jouissaient d'avantages matériel d'une réputation et de l'estime des puissants. Celui qui est inca pable de devenir *Organisator*, *Kombinator*, *Prominent* (oh ! la féroce éloquence de ces termes !) devient immanquablement « musulman ». Dans la vie normale, il est une troisième voie, celle qu'emprunten les hommes ordinaires : les camps de concentration l'ignorent.

Le plus simple est de succomber : il suffit d'exécuter tous les ordres, de ne manger que sa ration et de se conformer à la disci pline du travail et du camp. L'expérience a démontré que, sauf exception, on ne peut demeurer de la sorte plus de trois mois. Tous les « musulmans » que l'on envoie à la chambre à gaz ont la même his toire ou plutôt la même absence d'histoire : ils se sont laissés glisser

u'au fond, ils ont suivi le courant comme les ruisseaux qui ent vers la mer. Une fois au camp, leur incapacité naturelle, la chance ou un accident banal quelconque les a immédiatement gnés comme victimes, ils n'ont même pas eu le temps de apter. Jamais plus ils ne rattraperont le temps perdu : ils mencent à apprendre l'allemand et à démêler l'imbroglio nal des lois et des interdictions quand leur corps est déjà en mposition et que rien ne les sauvera plus de la sélection ou de la t par épuisement. Leur vie est brève, mais ils sont nombreux. ont eux les *Muselmanner*, les vaincus, la substance du camp : la masse anonyme toujours renouvelée et toujours identique « non-hommes » en qui la divine étincelle s'est éteinte; ils mart et ils peinent en silence car ils sont trop vides pour souffrir ablement. On hésite à les appeler vivants. On hésite à appeler t leur mort, qu'ils ne craignent pas parce qu'ils sont trop épuisés la comprendre.

peuplent mon esprit de leur présence sans visage et si je pousynthétiser tout le mal de notre époque en une image, je choies celle-ci : un homme décharné, le front baissé et les épaules ées, dont le visage et les yeux ne reflètent aucune trace de ée intérieure.

les vaincus n'ont pas d'histoire et si la voie de l'échec est et unique, les chemins du salut sont nombreux, difficiles et évus.

route principale est, comme nous l'avons dit : la *Prominenz*. appelle *Prominenten* les fonctionnaires du camp depuis le teur-*Häftling* (*Lageraltester*) jusqu'aux Kapos, cuisiniers, es-malades veilleurs de nuit et même *Schissminister* et *Badeter* (surintendants aux cabinets et aux douches).

ux qui nous intéressent ici sont les *Prominenten* juifs, car à erse des autres qui, en vertu de leur suprématie naturelle, receat automatiquement la place à leur arrivée au camp, les Juifs ient intriguer et lutter durement pour l'obtenir.

s *Prominenten* juifs représentent un triste et remarquable omène humain. C'est en eux que se rencontrent les souffrances entes, passées et ataviques, ainsi que la tradition entretenue aine envers l'étranger, pour en faire des monstres d'insensibilité asociabilité.

sont le produit typique de la structure du *Lager* allemand. d on offre à quelques individus en état d'esclavage une posi-

tion privilégiée, des commodités et la possibilité de survivre, n'hésiteront pas à trahir leurs camarades pour jouir de ces ava tages. Ils échapperont à la loi commune et deviendront intangible ils seront d'autant plus haïssables et haïs que leur puissance au mentera. Quand on leur confiera le commandement d'un grou de malheureux (avec droit de vie et de mort sur eux), ils devie dront cruels et tyranniques car s'ils ne l'étaient pas suffisammen un autre, jugé plus capable, les remplacerait immédiatement.

En outre, ne pouvant assouvir leur haine contre les oppresseur ils la déversent, paradoxalement, sur les opprimés. Ils ne s'est ment vengés que lorsqu'ils ont déchargé sur leurs subaltern l'offense venue d'en haut.

Nous nous rendons compte que ce tableau n'obéit pas à l'id qu'on se fait généralement des opprimés s'unissant pour résiste pour supporter leur malheur. Évidemment cela peut arriver quan l'oppression ne dépasse pas un certain stade et quand l'oppresseu par inexpérience ou par magnanimité, le tolère ou le favorise. Ma actuellement, dans tous les pays envahis par l'étranger, on pe constater que des sentiments de haine et de rivalité se sont dév loppés parmi les assujettis; dans le *Lager* cet état de fait m'e apparu avec une cruelle évidence.

Je ne saurais parler longuement des *Prominenten* non juifs bie qu'ils fussent de loin les plus nombreux (pas un *Häftling* aryen q n'ait décroché une charge, aussi modeste soit-elle). Il est norma qu'ils aient été sauvages et brutaux, puisqu'on les avait choisi parmi les criminels enfermés dans les prisons allemandes. Choi judicieux sans aucun doute, car nous nous refusons à croire que ce exemplaires représentent un échantillon moyen non pas des Alle mands en général, mais des détenus en particulier. Il est plus diffi cile de comprendre pourquoi les *Prominenten* politiques allemands polonais et russes rivalisaient de brutalité avec les criminels de droit commun. Il est vrai qu'en Allemagne, la qualification de crime politique s'appliquait aussi bien au marché noir qu'aux rap ports illicites avec des femmes juives ou aux vols commis aux dépens des fonctionnaires du Parti. Les « vrais » politiques vivaient et mouraient dans des camps spéciaux restés tristement célèbres. Leur régime était particulièrement dur mais un peu différent du nôtre.

Mais, en dehors des fonctionnaires proprement dits, il reste une vaste catégorie de prisonniers qui lutte de toutes ses forces pour

rvivre. Il faut remonter le courant, se battre à toute heure du ur contre la fatigue, la faim, le froid et l'inertie; résister aux nemis et n'avoir aucune pitié pour les rivaux; se débrouiller, guiser sa patience, tendre sa volonté. Ou alors étouffer sa dignité, eindre toute lueur de conscience, se jeter comme une brute contre ; autres brutes, s'abandonner aux forces insoupçonnées qui sou-nnent les peuples et les hommes dans les moments difficiles. Nom-eux furent les moyens que nous mîmes en œuvre pour ne pas ourir : aussi nombreux, en vérité, que les caractères humains. ais tous impliquaient une lutte exténuante de l'individu contre autres. Plusieurs s'accommodaient d'une somme considérable aberrations et de compromis. Survivre sans renoncer à la mora-é, à moins d'une puissante et directe intervention du sort, ne : accordé qu'à un petit nombre d'êtres supérieurs, de la trempe s martyrs et des saints.

LES DIX DERNIERS JOURS

Les canons russes grondaient déjà depuis plusieurs mois quand, 11 février 1945, j'attrapai la scarlatine et émigrai au K.B. J'eus oit à une *Infektionsabteilung*, c'est-à-dire à une petite chambre s propre ne comportant que dix couchettes sur deux étages, une noire, trois tabourets et une chaise percée. Le tout dans un ace de trois mètres sur cinq. Il n'était pas facile de grimper jus-'aux couchettes supérieures, car il n'y avait pas d'échelle; aussi and un malade empirait il était transporté sur la couchette infé-ure.

J'étais le treizième malade, quatre hommes avaient la scarla-e (deux « politiques » français et deux Juifs hongrois très jeunes), is la dyphtérie, deux le typhus, deux autres étaient affligés de ers maux et le dernier, enfin, était entièrement défiguré par un sipèle repoussant.

J'avais une forte fièvre. J'eus la chance d'avoir une couchette ur moi tout seul et je m'allongeai avec soulagement; je savais e j'avais droit à quarante jours d'isolement et je me sentais core en assez bon état pour ne pas craindre les conséquences de scarlatine ni la sélection.

Grâce à ma longue expérience du camp, j'avais réussi à emporter

mes effets personnels : une ceinture en fils électriques, une cuiller-couteau, une aiguille et deux aiguillées de fil, cinq boutons et enfin dix-huit pierres à briquet que j'avais volées au laboratoire. En les sciant patiemment avec un couteau, je pouvais en faire trois dans une et obtenir ainsi des pierres pour briquet de calibre ordinaire. Elles valaient six ou sept rations de pain.

Je passai quatre jours très tranquilles. Dehors, il neigeait et il faisait froid, mais le baraquement était bien chauffé. On me donnait de fortes doses de sulfamides, j'avais mal au cœur et je ne pouvais pas manger, je n'avais envie de parler à personne.

Les deux Français qui avaient la scarlatine étaient sympathiques. C'était deux Vosgiens qui venaient d'arriver au camp; ils faisaient partie d'un contingent de civils que les Allemands avaient emmenés avant de quitter la Lorraine. Le plus âgé s'appelait Arthur, c'était un petit paysan maigre. Son compagnon de couchette s'appelait Charles, il était instituteur et avait trente-six ans; en guise de chemise on lui avait donné un tricot de corps ridiculement court.

Le cinquième jour le coiffeur vint nous voir. C'était un Grec de Salonique, il ne parlait que le bel espagnol de sa race, mais comprenait quelques mots de toutes les langues parlées au camp. Il s'appelait Askenazi et se trouvait au camp depuis trois ans; je ne sais pas comment il avait pu décrocher le poste de *Frisor* du K.B. : en effet, il ne parlait ni polonais ni allemand et n'était pas excessivement brutal. Avant qu'il entrât, je l'avais entendu parler longuement dans le couloir avec le médecin qui était son compatriote. Je lui trouvai une expression inhabituelle, mais comme les mimiques des Levantins ne correspondent pas aux nôtres, je ne comprenais pas s'il était effrayé, content ou ému. Il me connaissait, ou tout au moins il savait que j'étais italien.

Quand ce fut mon tour, je descendis péniblement de ma couchette. Je lui demandai dans ma langue maternelle s'il y avait du nouveau; il s'arrêta, clignant de l'œil d'une manière solennelle et pleine d'allusions, indiqua la fenêtre avec son menton puis fit un geste large vers l'ouest.

— *Morgoen, alle Kamarad weg.*

Il me regarda un moment les yeux écarquillés, puis il ajouta : « *Todos, todos* », et il recommença son travail. Il connaissait l'existence des pierres à briquet et me rasa donc avec une certaine délicatesse.

La nouvelle ne me causa pas une émotion directe. Depuis long-mps je ne connaissais plus la douleur, la joie, la crainte, sinon ıne manière détachée et lointaine véritablement conditionnelle. Si j'avais maintenant, pensais-je, ma sensibilité d'autrefois, ce oment serait vraiment émouvant. »

J'avais les idées parfaitement claires. Depuis longtemps, Albert moi avions songé aux dangers qui accompagneraient inévita-ement l'évacuation du camp et la Libération. Et, d'ailleurs, la uvelle portée par Askenazi n'était que la confirmation d'une meur qui circulait déjà depuis plusieurs jours. On disait que les ısses étaient à Censtochowa, à quarante kilomètres au nord, à kopane, quarante kilomètres au sud et que les Allemands éparaient déjà les mines de sabotage à la Buna.

Je regardai un à un les visages de mes camarades, il était clair e rien ne pourrait les intéresser. Ils me diraient : « Et après? » ıtre dialogue s'arrêterait là. Les Français, eux, étaient différents, étaient encore frais.

— Vous savez, leur dis-je, demain le camp sera évacué.

Ils m'accablèrent de demandes :

— Où? A pied?... Les malades aussi? Et les infirmes?

Ils savaient que j'étais un ancien et que je comprenais l'allemand, en concluaient donc que je devais en savoir long sur ce sujet. ıus beau leur assurer que non, ils n'en crurent rien et continuè-ıt à m'importuner de leurs questions. Il est vrai qu'ils étaient puis peu au *Lager* et ils n'avaient pas encore appris qu'on ne se pas de questions.

L'après-midi nous reçûmes la visite du médecin grec. Il nous prit que tous les malades en état de marcher recevraient des ıliers et des vêtements et qu'ils partiraient le lendemain avec autres pour une distance de vingt kilomètres. Les plus faibles teraient au K.B. avec un personnel d'assistance choisi parmi malades moins graves.

Le médecin était anormalement hilare, il avait l'air ivre. Je le ınaissais, c'était un homme intelligent, cultivé, égoïste et calcu-eur. Il nous apprit aussi que nous aurions une triple ration de in, ce qui réjouit beaucoup les malades. Nous lui demandâmes qu'ils avaient l'intention de faire de nous. Il répondit que les emands nous abandonneraient à notre destin, il ne pensait pas

qu'ils nous tueraient. Il ne se donnait pas la peine de cacher qu'il pensait le contraire, sa gaieté était assez significative.

Il était déjà équipé pour le voyage. Dès qu'il fut parti, les deux jeunes Hongrois se mirent à parler avec animation. Ils étaient convalescents mais très affaiblis. Je compris qu'ils avaient peur de rester avec les malades et qu'ils projetaient de partir avec les autres. Ce n'était pas un raisonnement que le leur, mais il est probable que si j'avais été moins malade j'aurais fait comme eux, la peur est éminemment contagieuse et l'individu terrifié cherche toujours le salut dans la fuite.

Au-dehors, le camp était en proie à la plus extrême agitation. Un des deux Hongrois se leva, sortit et revint au bout d'une demi-heure chargé de haillons immondes. Il devait les avoir pris dans l'entrepôt de vêtements non encore désinfectés. Lui et son compagnon s'habillèrent fébrilement, entassant haillon sur haillon. On voyait qu'ils avaient hâte de se trouver devant le fait accompli avant que la peur ne les fît reculer. Ils étaient fous de s'imaginer qu'ils allaient pouvoir marcher, faibles comme ils l'étaient et dans la neige, qui pis est, avec les souliers déchirés qu'ils venaient juste de trouver. Je voulus le leur faire comprendre, mais ils me regardèrent sans répondre. Ils avaient des yeux de bêtes terrorisées.

Pendant un bref instant, j'eus l'impression que c'étaient eux qui avaient raison. Ils sortirent par la fenêtre, je les vis, tels des paquets informes, chanceler dans la nuit et disparaître. Ils ne sont pas revenus. Beaucoup plus tard, j'ai su que les S.S. les avaient abattus, parce qu'ils étaient incapables d'avancer.

J'avais, moi aussi, besoin d'une paire de chaussures. Il me fallut près d'une heure pour vaincre la nausée, la fièvre et l'inertie. J'en trouvai une paire dans le couloir. (Les *Häftlinge* valides avaient saccagé le dépôt de souliers des malades et emporté les plus solides. Les vieilles chaussures défoncées et dépareillées gisaient dans tous les coins.) C'est dans le couloir que je rencontrai Kosman, un Alsacien. Dans le civil, il était correspondant de l'Agence Reuter à Clermont-Ferrand, lui aussi était excité et euphorique. Il me dit :

— Si tu rentres avant moi, écris au maire de Metz que je ne vais pas tarder.

Kosman avait des connaissances parmi les *prominenten*, son optimisme me parut donc de bon augure et je m'en servis pour justifier ma force d'inertie. Je cachai mes souliers et retournai me coucher.

ɩu milieu de la nuit, le médecin grec revint avec un sac sur les ules et un passe-montagne. Il jeta sur mon lit un roman fran- ; :

– Tiens, lis, Italien. Tu me le rendras quand nous nous rever- s.

ɩujourd'hui encore, je le hais pour cette phrase. Il savait que ıs étions condamnés.

Ét enfin Albert, bravant les interdictions, vint me saluer par enêtre. Nous étions toujours ensemble, on nous appelait « les x Italiens » et nos camarades étrangers confondaient souvent noms. Depuis six mois, nous partagions la même couchette et que gramme de nourriture extra-réglementaire. Malheureuse- ıt, Albert avait eu la scarlatine étant jeune et je n'avais pu la lui ner. Il partit donc et je restai. Nos adieux furent brefs, nous s étions déjà tout dit. Nous ne pensions pas rester séparés bien gtemps. Il avait trouvé de grosses chaussures de cuir en bon état. ert était de ceux qui trouvent tout de suite ce dont ils ont oin.

l était gai et confiant lui aussi, comme tous ceux qui partaient. tait compréhensible, un grand événement allait arriver, on tait poindre une force qui n'était pas celle de l'Allemagne, on tait s'écrouler ce monde maudit qui nous entourait. Les bien tants s'en rendaient compte, eux qui pouvaient bouger mais r nous faibles, nus, sans chaussures, la sensation dominante it la peur paralysante de nous retrouver sans défense, à la merci sort.

'ous les hommes valides (à l'exception des quelques-uns bien sés qui, au dernier moment, se déshabillèrent et s'installèrent ıs une couchette de l'infirmerie) partirent dans la nuit du 18 jan- 1945. Ils étaient vingt mille environ et venaient d'un peu tout. Ils disparurent presque tous pendant la marche d'éva- tion, Albert avec eux. Quelqu'un écrira peut-être un jour leur oire.

Nous restâmes donc sur nos grabats, tout seuls, avec nos mala- s et notre inertie plus forte que la peur.

)ans le K.B. nous étions peut-être huit cents. Dans notre mbre, nous étions onze, un par couchette sauf Charles et Arthur dormaient ensemble. Une fois éteint le rythme de la grande chine du *Lager*, commencèrent pour nous dix journées hors du nde et du temps.

18 janvier. — La nuit de l'évacuation, les cuisines du camp avaient fonctionné et le lendemain matin la soupe nous fut distribuée. Le chauffage central avait été abandonné, il ne faisait pas encore froid dans les baraques, mais d'heure en heure nous voyions venir le moment où nous souffririons de la température. Dehors, il devait faire moins vingt et la plupart des malades ne portaient qu'une chemise, certains même n'en avaient pas.

Nous ne savions pas où nous en étions. Quelques S.S. étaient restés à leur poste et quelques gardiens veillaient encore.

Vers midi, un sergent S.S. fit le tour des baraques. Il nomma un chef dans chacune, en prenant bien soin de ne pas choisir un Juif puis il ordonna qu'on dressât immédiatement une liste des malades, en séparant les Juifs des non-Juifs. L'intention paraissait claire. Jusqu'au dernier moment, les Allemands conservaient leur amour national pour les classifications et, aucun Juif ne s'attendait plus à vivre jusqu'au lendemain.

Les deux Français n'avaient rien compris et ils étaient épouvantés. Je leur traduisis à contrecœur le discours du S.S., je les trouvais ridicules d'avoir peur, ils n'avaient pas un mois de *Lager* derrière eux, ils ne savaient même pas ce qu'était la faim, ils n'étaient pas juifs et ils avaient peur.

Nous eûmes encore droit à une distribution de pain. Je passai l'après-midi à lire le roman que m'avait laissé le médecin, il était très intéressant et j'en garde le souvenir avec une étrange précicision. Je fis également une visite à la section voisine pour chercher des couvertures, beaucoup de malades étaient partis et leur couverture était restée là. J'en choisis quelques-unes assez chaudes.

Quand il sut qu'elles venaient de la section dysenterie, Arthur fit la moue :

— Y avait point besoin de le dire [1].

En effet, elles étaient tachées. Pour moi je pensais que nous ne savions pas ce qui nous attendait et qu'il valait mieux dormir bien couverts.

Bientôt la nuit tomba, mais la lumière électrique fonctionnait encore. Nous vîmes avec une froide épouvante un S.S. armé qui stationnait au coin de la baraque. Je n'avais aucune envie de parler et je n'éprouvais que la crainte superficielle et conditionnelle dont j'ai déjà parlé. Je continuai à lire jusqu'à une heure avancée de la nuit.

1. En français dans le texte.

Nous n'avions pas de montres, mais il devait être onze heures .nd toutes les lumières s'éteignirent, y compris celles des pro:eurs. Le ciel s'éclaira d'un bouquet de lumières aveuglantes, , immobiles, illuminèrent violemment le sol. On entendait le mbissement des appareils.

Le bombardement commença. Ce n'était pas nouveau. Je desdis de mon lit, glissai mes pieds nus dans mes souliers et attendis. .pparemment les bombes tombaient sur Auschwitz.

Une explosion toute proche fut suivie d'une seconde puis d'une sième, j'entendis des vitres se briser, la baraque oscilla, la cuiller j'avais fichée dans le mur tomba par terre.

uis, tout s'arrêta. Cagnolati, un jeune paysan, vosgien lui aussi, levait jamais avoir assité à une attaque aérienne, il était desdu tout nu de son lit, s'était aplati dans un coin et poussait des llements.

près quelques minutes, il apparut évident que le camp avait atteint. Deux baraques brûlaient, deux autres avaient été uites en poussière, heureusement elles étaient vides. Des dizaines malades, misérables et nus, s'étaient enfuis d'un baraquement iacé par l'incendie, ils venaient nous demander l'hospitalité. 'était pas possible de les accueillir. Ils insistèrent, supplièrent menacèrent dans toutes les langues : il nous fallut barricader la te. Alors ils se traînèrent ailleurs, nu-pieds dans la neige en on. Beaucoup perdaient en chemin leurs bandages. Notre aque ne risquait pas de flamber, à moins que le vent ne tourne. es Allemands avaient disparu. Les miradors étaient vides.

. l'heure actuelle, je pense, à cause d'Auschwitz justement, que sonne ne devrait jamais parler de Providence. Mais à ce momentle souvenir des sauvetages bibliques au milieu de l'adversité sa comme une rafale dans nos âmes.

'ous ne pouvions pas dormir, une vitre était cassée et il faisait froid. Je songeais à la nécessité de chercher un poêle, du rbon, du bois et des vivres. Je savais que tout cela était nécese mais jamais je n'aurai le courage de m'en occuper sans l'aide quelqu'un. J'en parlai aux deux Français.

9 *janvier.* — Les Français étaient d'accord. Nous nous levâmes aube tous les trois. J'étais faible et malade, j'avais froid et .ais peur.

es autres nous regardèrent avec une curiosité respectueuse : avions-nous pas que les malades n'avaient pas le droit de sortir

du K.B? Et si les Allemands n'étaient pas tous partis? Mais ils n soufflèrent mot, trop heureux que l'on s'occupe d'eux.

Les Français n'avaient aucune idée de la topographie du *Lage* mais Charles était fort et courageux, Arthur était adroit et possé dait le bon sens pratique des paysans. Nous sortîmes dans le ven glacial d'une journée brumeuse, enveloppés tant bien que mal dan des couvertures.

Ce que nous vîmes ne ressemblait à rien qui eût été vu ou décri auparavant.

Le *Lager*, à peine mort, était déjà décomposé. L'eau et l'élec tricité avaient totalement disparu, les fenêtres et les portes défon cées claquaient au vent, les tôles disjointes des toits grinçaient, le cendres volaient haut et loin. A la destruction des bombes s'ajou tait celle des hommes. Voûtés, loqueteux, squelettiques, les malade qui pouvaient se déplacer avaient envahi, comme des vers, l terrain durci par le gel. Ils avaient passé au crible les baraque vides pour y chercher du bois et des aliments. Ils avaient violé avec une fureur insensée les chambres des odieux *Blockalteste* Incapables de maîtriser leurs entrailles, ils avaient tout souillé abîmant la neige si précieuse, la seule source d'eau que le camp possédât encore.

Des malades étaient accroupis autour des ruines fumantes des baraques incendiées, ils en recueillaient avec avidité la chaleur évanescente.

D'autres, qui avaient eu la chance de trouver des pommes de terre, les faisaient rissoler sur les braises, ils jetaient des coups d'œil dépourvus d'aménité à leurs voisins affamés. Rares étaient ceux qui avaient eu la force d'allumer un véritable feu pour faire fondre la neige.

Nous nous dirigeâmes en toute hâte vers les cuisines, mais il n'y avait déjà presque plus de pommes de terre. Péniblement, nous remplîmes deux sacs et les confiâmes à la garde d'Arthur. Dans les décombres du *Prominenzblock* nous trouvâmes enfin ce que nous cherchions : un gros poêle en fonte avec des tuyaux encore utili- sables. Charles s'empara d'une brouette, nous chargeâmes le poêle dessus et je me mis en devoir de le porter jusqu'à la baraque. Arthur s'était évanoui de froid, Charles prit les deux sacs sur ses épaules et les transporta en lieu sûr, ensuite, il revint s'occuper de son ami.

Pendant ce temps, j'essayai de manœuvrer de mon mieux la

·de brouette. Soudain, j'entendis un moteur et un S.S. entra s le camp à motocyclette. Comme toujours à la vue de ces .ges durs, je me sentis submergé de terreur et de haine. Il était › tard pour disparaître et je ne voulais pas abandonner le poêle. règlement du *Lager* ordonnait le garde-à-vous, la tête décou- te. Je n'avais pas de bonnet et j'étais embarrassé par la couver- :. Je m'éloignai de quelques pas de la brouette et m'inclinai chement. L'Allemand passa sans me voir, il tourna au coin ne baraque et disparut. J'ai su plus tard quel danger j'avais ru.

'inalement, je rejoignis le seuil de notre baraquement et je sai le poêle à Charles. L'effort m'avait coupé le souffle, je voyais grandes taches noires danser devant mes yeux.

Iaintenant, il s'agissait d'installer l'appareil. Nous avions tous trois les mains paralysées par le froid et le métal glacé collait ı peau de nos doigts, mais il était urgent de faire marcher le le pour nous réchauffer et pour faire cuire les pommes de terre. ıs avions trouvé du bois, du charbon et de la braise.

)uand la fenêtre fut réparée et que le poêle commença à chauffer, ıs eûmes l'impression de nous détendre brusquement, Towa- ski (un Franco-Polonais de vingt-trois ans, atteint de typhus) posa aux autres malades de nous offrir à chacun une tranche pain. Nous l'avions bien mérité, disait-il. Les malades accep- ent.

.a veille, un tel geste eût été impensable. La loi du *Lager* était si conçue : « Mange ton pain et si possible celui de ton voisin. » *Lager* était donc bien mort.

Ce fut le premier geste d'humanité que nous connûmes. Il rqua le point de départ d'un processus qui lentement nous fit evenir des hommes.

.rthur s'était assez bien remis mais à partir de ce moment il ta toujours d'attraper froid, il se consacra à l'entretien du le, à la cuisson des pommes de terre, au nettoyage de la chambre à l'assistance des malades. Charles et moi nous nous parta- mes les corvées extérieures. Il restait une heure de jour, nous nes le temps de faire une expédition qui nous rapporta un demi- e d'alcool, et un pot de levure qui avait été abandonné dans la ge. Nous distribuâmes des pommes de terre bouillies et une ler de levure à chacun, je pensais vaguement que cela pouvait npenser le manque de vitamines.

La nuit tomba, notre baraque était la seule du camp qui possédât un poêle, nous en étions très fiers. Bien des malades se pressèrent en foule à notre porte mais la carrure imposante de Charles leur interdit le passage. Personne (ni eux ni nous) ne songeait au grand danger que présentait un séjour dans notre chambre parmi les malades : attraper la diphtérie dans l'état où nous étions, c'était se condamner aussi sûrement que de sauter d'un troisième étage.

Moi-même, pourtant conscient du danger, je n'y prêtais pas grande attention. Depuis trop longtemps, je m'étais habitué à considérer la mort par maladie comme un événement probable, dans notre cas, inéluctable, et de toute façon nous ne pouvions rien faire pour l'empêcher. L'idée ne m'effleurait même pas de m'installer dans une autre chambre loin de la contagion; ici nous avions le poêle, notre chef-d'œuvre, qui répandait une chaleur réconfortante, ici j'avais un lit et enfin, un lien nous unissait désormais nous, les onze malades de la *Infektionsabteilung*.

On entendait de temps à autre le grondement des artilleries et par intervalles, le crépitement des mitrailleuses. Dans le noir affaibli seulement par le rougeoiment des braises, Charles, Arthur et moi fumions, assis sur nos lits, des cigarettes d'herbes aromatiques que nous avions trouvées aux cuisines, nous parlions de notre passé et de l'avenir. Au milieu de l'immense étendue glacée et meurtrière, dans la petite chambre obscure bourrée de microbes, nous nous sentions en paix avec nous-mêmes et avec le monde. Nous étions brisés de fatigue mais nous avions l'impression, après si longtemps, d'avoir fait quelque chose d'utile, comme Dieu après le premier jour de la Création.

20 janvier. — L'aube s'annonçait et je devais, à mon tour, allumer le poêle. Je me sentais très faible, mes articulations douloureuses me rappelaient à chaque instant que ma scarlatine était loin d'avoir disparu. L'idée de me plonger dans l'air glacé du dehors pour chercher du feu dans quelque baraque me faisait frissonner.

Je me souvins de mes pierres à briquet, patiemment je me mis à en racler une avec mon couteau et j'obtins un petit tas de poudre noire. Je continuai à racler plus fort et une étincelle jaillit, elle enflamma la poudre. Arthur sauta à bas de son lit plein d'enthousiasme et il fit réchauffer trois pommes de terre bouillies pour chacun. Après quoi, toujours affamés et frissonnants nous sortîmes, Charles et moi, pour explorer encore une fois le camp dévasté.

ne nous restait plus que deux jours de vivres (c'est-à-dire de nes de terre); pour avoir de l'eau nous en étions réduits à fondre la neige, opération malaisée car nos récipients n'étaient assez grands, le liquide était trouble et noirâtre, nous étions ;és de le filtrer.

camp était silencieux. Des spectres affamés rôdaient comme : des barbes longues, des yeux creux, des membres squelet-:s, jaunâtres. En vacillant, ils entraient et sortaient des bara- désertes en emportant les objets les plus disparates : des es, des seaux, des louches, des clous, tout pouvait servir et les prévoyants songeaient déjà à des marchés fructueux avec olonais des campagnes voisines.

la cuisine, deux individus se querellaient pour les dernières mes de terre pourries. Ils en étaient venus aux mains et se)aient avec de curieux gestes lents et incertains, leurs lèvres ;es vomissaient des injures en yiddish.

ins la cour de l'entrepôt, nous trouvâmes deux gros tas de x et de raves (ces énormes raves insipides qui formaient la base otre nourriture), ils étaient tellement gelés qu'on ne pouvait étacher qu'à coup de hache. Nous nous relayâmes Charles et et nous réussîmes à dégager une cinquantaine de kilos. Mais fut pas tout, Charles trouva un paquet de sel et (une fameuse vaille) un bidon d'eau d'un demi-hectolitre transformé en de glace.

ous entassâmes le tout sur une brouette (une de celles qui aient à transporter la soupe aux baraques, il y en avait un d nombre, abandonnées un peu partout) et nous rentrâmes 'poussant avec peine sur la neige.

jour-là nous nous contentâmes de pommes de terre bouillies tranches de raves rôties sur le poêle, mais Arthur nous promit ouveau pour le lendemain.

ans l'après-midi, j'allai à l'ex-dispensaire en quête d'un objet . Je n'étais pas le premier : tout avait été saccagé. Pas une eille qui ne fût cassée, et le plancher était encombré de chiffons, créments et de pansements usés. Je vis même un cadavre nu ecroquevillé. Mais une chose avait échappé à mes prédéces-s : la batterie d'un camion. Je tâtai les pôles avec mon couteau : petite étincelle jaillit. La batterie était chargée.

soir notre chambre avait de la lumière.

Je pouvais voir de mon lit un grand tronçon de route, depu trois jours la *Werhmacht* en fuite défilait. Des blindés, des tan « Tigre » camouflés en blanc, des Allemands à cheval, des All mands à bicyclette, à pied, armés, désarmés. La nuit, nous ente dions le vacarme des chenilles bien avant que les tanks ne soie visibles.

Charles demandait :

— Ça roule encore [1]?

— Ça roule toujours [1].

Cela semblait ne jamais devoir finir.

21 janvier. — Mais cela prit fin. A l'aube du 21, la plaine appar déserte et rigide, blanche à perte de vue sous le vol mortelleme triste des corbeaux. J'aurais presque préféré voir les Allemanc Les civils polonais avaient disparu aussi, réfugiés Dieu sait c On aurait dit que même le vent avait cessé de souffler. Je ne désira qu'une chose : rester couché sous mes couvertures, m'abandonn à la fatigue totale de mes muscles, de mes nerfs et de ma volont attendre que tout se termine ou ne se termine jamais, cela m'éta indifférent, j'allais mourir. Mais Charles avait déjà allumé le poê Charles si raisonnable, confiant et amical, il m'appelait :

— Vas-y Primo, descends-toi de là-haut, il y a Jules à attrap par les oreilles [1].

« Jules », c'était le seau que nous devions prendre chaque mat par les anses pour aller le vider dans la fosse d'aisance, c'était première besogne de la journée et si l'on songe que nous ne po vions pas nous laver les mains, que trois d'entre nous avaient typhus, on comprendra combien ce travail était désagréable.

Nous devions inaugurer les choux et les raves. Pendant q j'allai chercher du bois et Charles de la neige, Arthur mobilisa l malades qui pouvaient rester assis afin de l'aider à éplucher l légumes. Towarowski, Sertelet, Alcalai et Schenck répondirent l'appel.

Sertelet aussi était un paysan des Vosges, il avait vingt ans n'avait pas l'air trop mal, mais jour après jour sa voix prenait timbre nasillard et nous songions que la diphtérie pardonne ra ment.

1. En français dans le texte.
1. En français dans le texte.

Alcalai était un vitrier juif de Toulouse, il était calme et plein e bon sens, il souffrait d'un érysipèle au visage.

Schenck était un commerçant slovaque juif,. A peine convales-ent (il avait eu le typhus), son appétit était fantastique. Towa-oswski était un Juif franco-polonais sot et bavard, mais utile à a communauté par son optimisme communicatif.

Pendant que les malades, assis sur leur couchette, travaillaient erme, Charles et moi étions à la recherche d'un endroit propre où nstaller la cuisine.

Le camp était littéralement envahi par les ordures. Les cabinets taient combles et personne ne les entretenait, les dysentériques une centaine) avaient souillé tous les coins du K.B., rempli tous es seaux, tous les bidons qui servaient pour la soupe et toutes les amelles. On ne pouvait pas faire un pas sans regarder où on met-ait les pieds, la nuit il était impossible de circuler. Le froid aigu ontinuait à nous transpercer, mais nous songions avec horreur ux catastrophes que ne manquerait pas de provoquer le dégel : es infections se propageraient, la puanteur deviendrait suffocante t sans neige nous serions définitivement privés d'eau.

Après de longues recherches, nous trouvâmes enfin, dans une ièce qui avait servi de buanderie, quelques pouces de plancher peu près propre. Nous allumâmes un bon feu puis, pour gagner u temps, nous désinfectâmes nos mains avec de la chloramine nélangée à la neige.

La foule des demi-vivants apprit bien vite qu'une soupe se pré-arait. Un rassemblement de visages faméliques se forma sur le as de la porte. Charles, brandissant sa louche, leur tint un vigou-eux discours qui n'eut pas besoin d'être traduit.

Ils se dispersèrent pour la plupart mais l'un d'eux vint vers nous, 'était un Parisien, tailleur de première classe (disait-il), et il était nalade des poumons. Contre un litre de soupe, il se mettait à notre isposition pour nous confectionner des vêtements dans les couver-ures qui restaient.

Maxime se montra vraiment adroit. Le lendemain nous possé-ions, Charles et moi, une veste, des pantalons et de gros gants en ssus épais de couleur criarde.

Le soir, après la première soupe distribuée dans l'enthousiasme : dévorée avec avidité, le grand silence de la plaine fut inter-ompu. Trop fatigués pour être vraiment inquiets, nous tendions

l'oreille aux éclats d'une mystérieuse artillerie et aux sifflements des projectiles au-dessus de nos têtes.

Je songeais que la vie au-dehors était belle et qu'elle pourrait l'être encore pour nous, il ne fallait pas se décourager. Je réveillai les malades qui sommeillaient et quand j'eus la certitude qu'ils m'écoutaient je leur dis en français d'abord, dans mon meilleur allemand ensuite, que désormais nous ne devions plus penser à autre chose qu'à rentrer chez nous; pour cela il fallait faire certaines choses et en éviter d'autres. Chacun devait garder soigneusement sa gamelle et sa cuiller, ne pas offrir aux autres ses restes de soupe, ne pas descendre du lit sauf pour aller au seau et enfin s'adresser à l'un de nous trois en cas de besoin. Arthur était chargé de veiller à la discipline et à l'hygiène, il devait rappeler aux distraits qu'une gamelle et une cuiller sales sont moins dangereuses que des ustensiles propres ayant appartenu à des diphtériques ou à des typhiques.

J'eus l'impression que les malades étaient trop indifférents pour prendre à cœur ce que je venais de dire, mais j'avais confiance en Arthur.

22 janvier. — Si l'on peut qualifier de courageux un être qui affronte le danger le cœur léger, alors Charles et moi fûmes courageux ce matin-là. Nous poussâmes nos investigations jusqu'au camp de S.S. au-delà des barbelés électriques.

Les gardes du camp avaient dû partir en toute hâte. Nous trouvâmes sur la table des assiettes de soupe congelée que nous dévorâmes avec un plaisir extrême, des bocaux encore pleins de bière transformés en glaçon jaunâtre et un échiquier tout prêt pour une partie. Dans les dortoirs, nous trouvâmes une quantité d'objets précieux.

Nous nous emparâmes d'une bouteille de vodka, de plusieurs médicaments, de divers journaux et revues et de quatre magnifiques couvertures capitonnées, dont l'une est maintenant chez moi à Turin. Heureux et inconscients, nous transportâmes dans notre petite chambre ce butin inespéré et le confiâmes aux soins d'Arthur.

Quelques S.S., isolés sans doute mais armés, avaient pénétré dans le camp abandonné. Ils trouvèrent dix-huit Français installés dans le réfectoire de la S.S. Waffe. Ils les assassinèrent méthodiquement d'un coup sur la nuque. Ensuite, ils alignèrent les corps recro-

ıevillés sur le chemin enneigé. Enfin, ils s'en allèrent. Les dix-ıit cadavres restèrent là jusqu'à l'arrivée des Russes, personne eut la force de les ensevelir.

D'ailleurs, toutes les baraques avaient quelques couchettes cupées par des cadavres durs comme du bois, impossibles à uger. La terre était trop gelée pour qu'on pût creuser des fosses; ısieurs cadavres furent entassés dans une tranchée, mais dès les emiers jours le tas déborda de l'excavation et c'était une vision rrible, hélas visible de notre fenêtre.

Une maigre paroi de bois nous séparait des dysentériques. Les ›urants y étaient nombreux et nombreux les morts. Le plancher ıit recouvert d'excréments congelés. Personne n'avait plus la ce de s'arracher à la tiédeur des couvertures pour aller chercher la nourriture; ceux qui l'avaient fait n'étaient pas revenus ourir leurs camarades. Dans le même lit, enlacés pour se tenir ıud et tout contre la paroi de bois qui nous séparait, étaient ıchés deux Italiens; je les entendais souvent parler mais étant ıné que je parlais toujours français ils ne se doutèrent pas de ma sence pendant longtemps. Un jour, ils entendirent Charles ›noncer mon nom à l'italienne et à partir de ce moment ils ne sèrent de gémir et implorer.

Naturellement, si j'en avais eu les moyens et la force, j'aurais t fait pour les aider, ne fût-ce que pour mettre un terme à leurs ;. Le soir, après les travaux quotidiens, je surmontai ma fatigue non dégoût et me traînai à tâtons le long du couloir sale et obscur ır rejoindre leur section. Je leur offris une gamelle d'eau et les tes de la soupe. A partir de ce moment, la section entière ıppela jour et nuit, j'entendais mon nom prononcé avec les exions les plus diverses, dans toutes les langues mais je ne pou-s rien faire pour exaucer leurs prières. Je me sentais prêt à urer et à les maudire.

La nuit nous réserva de mauvaises surprises.

Lakmaker, qui dormait en dessous de moi, était un pauvre ris humain. Il était (ou avait été) un Juif hollandais de dix-sept , grand, maigre et doux. Il était alité depuis trois mois et je ne pas comment il avait pu faire pour échapper aux sélections. vàit attrapé successivement le typhus et la scarlatine, il souf-t d'une faiblesse cardiaque et de nombreuses plaies du décu-ıs, il ne pouvait dormir que sur le ventre. Malgré tout, il avait

un appétit féroce; il ne parlait que sa langue maternelle et personne ne le comprenait.

Peut-être la soupe de choux et de raves fut-elle la cause de tout. Lakmaker en avait repris deux fois. Au milieu de la nuit, il se mit à gémir puis il descendit de son lit. Il essaya de rejoindre le seau, mais pris de faiblesse il s'effondra en pleurant et en criant très fort.

Charles alluma la lumière (l'accumulateur était vraiment providentiel) et nous pûmes constater la gravité de l'accident. Le lit du jeune homme était tout souillé, le plancher également. L'odeur devenait de plus en plus insupportable. Nous n'avions qu'une très petite provision d'eau et pas de sommier de rechange. Le pauvre garçon, typhique, était un terrible foyer d'infection, mais nous ne pouvions tout de même pas le laisser sur le plancher toute la nuit à gémir et à trembler de froid dans l'ordure.

Charles sortit de son lit et s'habilla en silence. Pendant que je tenais la lampe, il prit son couteau et enleva tous les endroits sales de la paillasse et de la couverture, il souleva Lakmaker avec la délicatesse d'une mère, le nettoya aussi bien que possible avec de la paille et le remit au lit dans la seule position que le malheureux pouvait supporter. Il racla ensuite le plancher avec un morceau de tôle, délaya un peu de chloromine et répandit le désinfectant un peu partout y compris sur lui-même.

Je mesurai son abnégation à l'effort que m'auraient coûté de tels gestes.

23 janvier. — Nous n'avions plus de pommes de terre. Dans les baraques, le bruit circulait qu'un énorme silo de pommes de terre se trouvait quelque part au-delà du barbelé, non loin du camp.

Quelque pionnier ignoré devait avoir fait de patientes recherches ou quelqu'un devait connaître l'endroit avec précision, car le matin du 23 un morceau de barbelé avait été coupé et une double procession de misérables entrait et sortait par cette ouverture de fortune.

Nous partîmes, Charles et moi, affronter le vent de la plaine livide.

— Dis donc, Primo, on est dehors [1].

C'était vrai, pour la première fois depuis mon arrestation, je me trouvais libre sans gardiens armés, sans barbelés entre ma maison et moi.

Les pommes de terre s'entassaient à quatre cents mètres du

1. En français dans le texte.

mp environ. Deux longs fossés étaient pleins à ras bord et recouerts de paille et de terre pour protéger les précieuses légumiuses du gel. Personne ne mourrait plus de faim.

Mais ce fut un dur labeur que d'extraire les pommes de terre. Le rain gelé était dur comme du marbre. En piochant énergiquent, on aurait pu réussir à percer la croûte et à mettre à nu le , mais les gens préféraient se glisser dans les espaces déjà libres abandonnés par les autres pour passer les pommes de terre à ıx qui les attendaient dehors.

Un vieux Hongrois avait été frappé par la mort à cet endroit. Il ait raide, dans l'attitude de l'affamé, sa tête et ses épaules étaient fouis sous l'amas de terre et son ventre reposait dans la neige, tendait les bras vers les pommes de terre. Un homme l'avait placé d'un mètre et avait repris son travail à travers l'ouverture venue libre.

Dès lors, nos menus s'améliorèrent. Outre les pommes de terre uillies et la soupe aux pommes de terre, nous offrions à nos lades des beignets. C'était une recette d'Arthur : nous mélanons des pommes de terre crues à des pommes de terre bouillies is nous faisions rôtir le tout sur une plaque de tôle bouchée ugie. Cela sentait indéniablement la suie.

Mais Sertelet ne put en jouir, car son mal empirait. Il parlait ec un timbre toujours plus nasal et était incapable d'avaler un ment quelconque : il avait la gorge douloureuse et chaque bouée risquait de l'étouffer.

J'allai chercher un médecin hongrois malade dans la baraque face de la nôtre. Quand il m'entendit parler de diphtérie, il fit ois pas en arrière et m'ordonna de sortir.

Pour tenter quelque chose, je fis à tous les malades des insufflans d'huile camphrée dans le nez. J'assurai à Sertelet que cela ferait du bien. Je tâchai de l'en convaincre.

24 janvier. — La liberté. La brèche dans le barbelé nous en donit l'image complète. Plus d'Allemands, plus de sélection, plus travail, plus de coups, plus d'appel et peut-être, bientôt, le our.

Il fallait faire un effort pour le croire et personne n'avait le temps s'en réjouir. Tout n'était que destruction et mort autour de nous.

Devant notre fenêtre, le tas de cadavres débordait honteusement la fosse. Malgré les pommes de terre, notre faiblesse était

extrême. Personne ne guérissait plus, au contraire beaucoup tombaient malades de pneumonie et de diarrhée. Ceux qui n'avaient pas été capables de se déplacer ou qui n'avaient pas eu l'énergie de le faire, gisaient mollement sur leur couchette, engourdis par le froid et quand ils mouraient personne ne s'en apercevait.

Tous les autres étaient affreusement affaiblis : après des mois et des années de *Lager* ce ne sont pas les pommes de terre qui peuvent rendre des forces à un homme. Quand Charles et moi avions traîné les vingt-cinq litres de soupe quotidienne depuis la buanderie jusqu'à notre chambre, nous nous étendions tout haletants sur nos couchettes pendant qu'Arthur, simple et diligent, faisait le partage en ayant soin de mettre de côté les trois rations de « rabiot pour les travailleurs » et un peu de fond « pour les Italiens d'à côté ». Dans la seconde chambre réservée aux contagieux, elle aussi proche de la nôtre et habitée en majorité par des tuberculeux la situation était bien différente. Tous ceux qui l'avaient pu étaient allés s'installer dans d'autres baraques. Les plus dangereusement atteints et les plus faibles s'éteignaient un à un dans la solitude.

J'étais entré un jour pour demander une aiguille. Un malade râlait dans une des couchettes supérieures. Il m'entendit, se mit sur son séant, puis se pencha à corps perdu vers moi, le buste et les bras raides, les yeux révulsés. Celui du dessous, automatiquement, tendit les bras pour soutenir le corps qui tombait et s'aperçut alors qu'il était mort. Il céda lentement sous le poids, l'autre glissa par terre et y resta. Personne ne savait son nom.

Mais, dans la baraque 14, il y avait du nouveau. Elle était essentiellement occupée par des opérés en assez bonne santé. Ils organisèrent une expédition jusqu'au camp des prisonniers de guerre anglais. Ce fut une entreprise fructueuse. Ils revinrent avec des uniformes kakis et une charrette pleine de merveilles inattendues : de la margarine, du lard, de la farine, de l'eau-de-vie.

Le soir, dans la baraque 14, on chantait.

Aucun de nous n'avait le courage de faire les deux kilomètres jusqu'au camp anglais pour revenir ensuite chargé. Mais indirectement cette heureuse expédition tourna à l'avantage de beaucoup de monde. La répartition inégale des biens provoqua un retour à l'industrie et au commerce. Dans notre petite chambre à l'atmosphère pestilentielle, naquit une fabrique de bougies, à mèches imbibées d'acide borique et que nous coulions dans des moules en

ton. Les riches de la baraque 14 absorbaient toute notre produc-
n en nous payant avec du lard et de la farine.

C'était moi qui avais trouvé le bloc de cire vierge dans l'*Elektro-gazin*, je me rappelle encore l'expression désappointée de x qui me la virent apporter et le dialogue qui s'ensuivit :

— Que veux-tu en faire?

l était inutile de dévoiler mon secret de fabrication. Je m'en-dis répondre avec les mots qu'employaient les anciens du *Lager* ır se donner de l'importance et jouer les débrouillards :

— *Ich verstehe verschiedene Sachen...* (Je suis au courant de pas l de choses.)

'5 *janvier*. — Ce fut le tour de Somogyi. C'était un chimiste ıgrois de cinquante ans environ, maigre et silencieux. Comme Hollandais, ilse remettait d'un typhus compliqué de scarlatine is il advint quelque chose de nouveau. Il fut pris d'une fièvre ense. Pendant cinq jours il n'avait pas ouvert la bouche; ce r-là il dit d'une voix ferme :

— J'ai une ration de pain sous ma paillasse. Partagez-la entre s trois. Je ne la mangerai plus.

Nous restâmes sans voix mais nous ne touchâmes pas au pain. nogyi avait le visage tout enflé d'un côté. Tant qu'il garda science, il resta obstinément silencieux.

Iais le soir, il fut pris de délire, cela dura pendant deux jours. sant un dernier rêve de soumission et d'esclavage, il se mit à rmurer *Jawohl* à chaque respiration, des milliers de fois, *Jawohl*, s avions envie de le secouer, de l'étouffer.

amais comme cette fois-là, je n'ai senti combien la mort d'un nme était pénible.

Dehors, c'était encore le grand silence. Le nombre des corbeaux ient encore augmenté, nous savions tous pourquoi. Les artille- ne s'éveillaient plus qu'à de rares intervalles.

ious nous répétions à tout instant que les Russes allaient arriver, ıtôt, tout de suite. Tout le monde le proclamait, tout le monde était sûr mais personne n'arrivait à s'en convaincre vraiment. *Lager*, on perd l'habitude d'espérer et on perd confiance dans aisonnement. Au *Lager*, il est inutile de penser car les événe-nts sont imprévisibles, en outre, cela est dangereux car cela retient une sensibilité génératrice de souffrance.

omme de la joie, de la peur ou de la douleur même, on se

fatigue aussi de l'attente. Le 25 janvier, huit jours après la rupture avec ce monde féroce qui avait été notre monde, nous étions la plupart trop épuisés pour attendre.

Le soir, près du poêle, Charles, Arthur et moi nous sentions redevenir des hommes. Nous parlions de n'importe quoi. J'aimais beaucoup entendre Arthur parler des dimanches à Provenchères dans les Vosges. Charles pleurait presque en m'écoutant raconter l'armistice italien, la résistance désespérée des partisans et la capture en montagne.

Dans l'obscurité, derrière et au-dessus de nous, les huit malades, et ceux-là mêmes qui ne comprenaient pas le français, ne perdaient pas un mot de notre conversation. Somogyi seul s'acharnait à confirmer son acceptation de la mort.

26 janvier. — Nous gisions dans un monde de larves et de morts. La dernière trace de civilisation avait disparu en nous et au dehors. L'œuvre d'anéantissement entreprise par les Allemands triomphants avait été portée à son terme par les Allemands en déroute.

Celui qui tue est un homme, celui qui commet ou qui subit une injustice est un homme mais celui qui, perdant toute retenue, partage son lit avec un cadavre, celui-là n'est pas un homme. Celui qui a attendu la mort de son voisin pour lui prendre son quart de pain est, malgré lui, plus éloigné du spécimen homme-pensant que le plus sauvage des pygmées ou le plus atroce des sadiques.

Une partie de notre existence réside dans l'âme de ceux qui nous côtoient. Voilà pourquoi elle n'est pas humaine, l'expérience de celui qui, aux yeux d'autrui, n'a été rien d'autre qu'un objet. Grâce à l'amitié qui nous lia tous les trois, nous échappâmes à ce danger et j'en ai une reconnaissance éternelle à Charles.

Mais à des milliers de mètres au-dessus de nous, dans les déchirures des nuages gris, surgissaient les miracles complexes des duels aériens. Au-dessus de nous, impuissants, inertes et nus, des hommes de notre temps cherchaient à se donner la mort par les moyens les plus raffinés. Un seul de leurs gestes pouvait anéantir le camp tout entier : des milliers d'hommes, tandis que la somme de nos énergies et de nos volontés n'aurait pas suffi à prolonger d'une minute la vie d'un seul d'entre nous.

Le vacarme cessa pendant la nuit et la chambre s'emplit de nouveau du monologue de Somogyi.

Dans l'obscurité totale, je me réveillai en sursaut : « L' pauv' vieux » venait de se taire pour toujours. Dans un dernier soubre-

t, il était tombé de sa couchette : j'ai entendu le heurt de ses oux, de ses hanches, de ses épaules et de sa tête.

– La mort l'a chassé de son lit, dit Arthur.

Ious ne pouvions pas le transporter dehors en pleine nuit. Il ne s restait plus qu'à nous rendormir.

7 *janvier*. — L'aube. Sur le plancher gît un hideux désordre de nbres raidis : la chose Somogyi.

Des travaux plus urgents nous appellent.

uisqu'on ne peut pas se laver, il faut faire la cuisine et manger nt de le toucher. En outre, « rien de si dégoûtant que les déborients », dit Charles avec juste raison : il faut vider le seau. vivants sont plus exigeants, les morts peuvent attendre. ime chaque jour, nous nous mettons au travail.

es Russes arrivèrent pendant que Charles et moi transportions oin le cadavre de Somogyi. Il était très léger. Nous renveres le brancard sur la neige grise.

harles enleva son béret. Je regrettai de n'en pas avoir.

ans l'*Infektionsabteilung*, Somogyi fut le seul qui mourut pent ces dix jours. Sertelet, Cagnolati, Towarowski, Lakmaker et get (je n'ai pas encore parlé de ce dernier, c'était un industriel çais qui avait attrapé la diphtérie après une opération de périte) moururent quelques semaines plus tard, dans l'infirmerie isoire russe d'Auschwitz. En avril dernier j'ai rencontré, à owice, Schenck et Alcalai en bonne santé. Arthur a pu rejoindre amille et Charles a repris sa carrière de maître d'école. Nous ıs échangé de longues lettres et j'espère le revoir un jour.

Primo Levi

trait d'un ouvrage à paraître aux Éditions Corréa.

Heinz Abosch.

LES NAZIS ET LA JUSTICE EN ALLEMAGNE DE L'OUEST

La capture d'Adolf Eichmann par les services israéliens a été une sensation qui fut mal goûtée à Bonn. Une grande nervosité s'y manifesta tout de suite. La « solution » du problème du nazisme par camouflage et blanchissage à laquelle on se dévoue fébrilement, mais systématiquement, depuis une dizaine d'années risquait en effet, sinon d'être mise en question, du moins d'être démasquée devant l'opinion publique mondiale. La machine judiciaire, si lente d'ordinaire à se mettre en marche, a donc subitement commencé à frapper, par-ci par-là, quelques dignitaires SS, collaborateurs du prisonnier d'Israël. Ainsi le dernier commandant d'Auschwitz, Baer, successeur de Hoess, fut arrêté. Sur mandat d'arrêt du procureur de Francfort on mit la main, à Vienne, sur l'officier SS Novak qui y vivait tranquillement sous son vrai nom. Personne ne l'avait dérangé jusqu'ici. Un autre collaborateur d'Eichmann, Krumey, qui fut, pendant plusieurs années, député du « Parti des réfugiés » dans la Hesse, a été arrêté pour la troisième fois, après avoir bénéficié, à deux reprises, d'un non-lieu. Krumey est un des responsables de la déportation des 400 000 Juifs hongrois et de 70 enfants de Lidice : les non-lieu assuraient qu'il ne connaissait pas le sens exact du terme « traitement spécial » qui, dans le langage administratif des SS, était synonyme d'assassinat.

Mais l'affaire Eichmann a eu des effets encore plus directs en mettant en danger l'éminence grise du chancelier Adenauer, le secrétaire d'État Globke qui, placé à un des postes-clefs les plus importants, coordonne la politique gouvernementale et supervise le recrutement du haut personnel de la République. Depuis plu-

rs mois, celui-ci est accusé par l'avocat Merten, condamné en ce, en 1959, à vingt-cinq ans de prison pour crimes de guerre. âché peu après, à la suite de pressions puissantes de la part 3onn, Merten ne s'est pas montré reconnaissant et a, à nou-ı, accusé Globke. Celui-ci, on le sait, fut le co-auteur du mentaire officiel des lois raciales de Nuremberg, en 1935. ctionnaire du Ministère de l'Intérieur, il y fit carrière et dirigea lement la section de déportation des Juifs et autres « sous-ımes ». Cela était déjà connu et n'a pas empêché Globke continuer sa carrière après la guerre, en devenant le bras t d'Adenauer. Mais l'accusation de Merten porte sur des faits veaux : en 1943 il se serait adressé à Globke dans l'intention ganiser le départ à l'étranger de 20 000 Juifs grecs. Ayant eu ·ément d'Eichmann, c'est Globke qui s'y serait opposé. A ıite de ces accusations, une enquête judiciaire a été ouverte. autre s'est déclenchée à la suite d'une plainte contre inconnu : calomnies déposée en commun par MM. Adenauer et Globke. même temps, deux procureurs venant de Berlin-Est ont ısé au tribunal de Francfort des photocopies de documents blants. D'après l'un d'eux, le ministre de l'intérieur nazi k aurait appuyé une demande d'avancement en faveur de ıke disant que celui-ci avait « collaboré dans une mesure iculièrement brillante » à l'élaboration des lois raciales. .mentant cette démarche de la République démocratique nande, Globke n'a pas mis en doute l'authenticité des docu-ts mais a affirmé que les conclusions qu'on en tire seraient ı tout cas fausses ». Comme tant d'autres, M. Globke veut tenu pour un antinazi qui aurait participé à des crimes pour viter de plus grands. Loin de se laisser impressionner par la ur de ces documents, Bonn y voit — comme dans l'affaire ·länder qu'Adenauer a défendu jusqu'au bout — une anœuvre de propagande communiste » entreprise en vue de ·éditer l'Allemagne de l'Ouest. Suivant cette thèse, ce n'est Globke qui discrédite celle-ci mais ceux qui démasquent son ʌité durant le IIIe Reich. Le coupable n'est pas le voleur, c'est qui a été volé...

y a d'autres faits troublants. D'après des informations venues ·aël, Eichmann, questionné au sujet de ses relations avec ıke, aurait refusé tout renseignement, à la demande expresse on avocat M. Servatius. Est-ce pour la même raison que

M. Adenauer délègue à Jérusalem un envoyé personnel chargé de l'informer journellement des péripéties du procès? La correspondante à Bonn du journal israélien *Ma' ariv*, Inge Deutschkron a annoncé que l'avocat d'Eichmann avait mené à Bonn différents pourparlers : « Le thème de ces conversations n'est pas, comme certains le pensent, le financement des honoraires de la défense mais la peur de certains Allemands devant le procès. » Le fait qu'Eichmann ait refusé tout renseignement au sujet de Globke « a conduit à la supposition que le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest influence Eichmann par le moyen de son avocat. Toute attaque contre Globke est regardée comme une attaque contre Adenauer... » (D'après *Die Andere Zeitung*, Hambourg, 8/1961.) Mais ce n'est pas seulement l'éminence grise de Bonn qui est menacée. Il semble qu'Eichmann ait préparé une liste de plusieurs centaines de personnes, dont certaines occupent des places très élevées outre-Rhin.

A l'ombre de la restauration

On comprend parfaitement la mauvaise humeur, l'anxiété et la panique qui règnent à Bonn : la réputation démocratique, cultivée pour les besoins de l'O.T.A.N., risque d'être exposée à une lumière crue, qui en découvrirait toutes les faiblesses. L'Allemagne de l'Ouest s'est attachée à acquérir le titre de « démocratique » au plus bas prix. A ses yeux il n'était pas nécessaire de liquider le nazisme dans les faits, il suffisait de proclamer qu'on le faisait. C'est pourquoi, lors de la fondation de l'État de Bonn en 1949, la lutte contre les nazis ne figura pas au premier plan des préoccupations, mais la lutte contre le communisme. Certes, on proclamait la nécessité de sévir à la fois contre les extrémismes de gauche et de droite. Mais la lutte contre l'extrême-droite manquait de conviction et, avec le temps, en manqua plus encore. Déjà après son élection au poste de chancelier, M. Adenauer édicta, le 15 septembre 1949, les principes qui devaient le guider en la matière : « Les vrais responsables des crimes commis pendant la période nationale-socialiste et pendant la guerre devront être punis avec sévérité. Mais pour le reste, nous ne devons plus diviser les Allemands en deux classes : ceux qui sont politiquement hors de cause et les autres. Cette distinction doit bientôt disparaître.

a guerre et la confusion du temps d'après-guerre ont apporté
ur beaucoup une épreuve si dure et tant de tentations qu'il faut
re compréhensif en ce qui concerne certains manquements. »
. Weymar : *Konrad Adenauer*, p. 450-451, Munich, 1955.)

Ce qu'il faut retenir de ces paroles c'est la volonté de se montrer
compréhensif », d'effacer la frontière séparant nazis et antinazis·
ute la politique d'Adenauer a servi systématiquement cette
che. La « volonté » de « punir avec sévérité » les criminels du
Ie Reich est restée lettre morte. devenant un thème pour des
scours solennels et tendant à masquer une politique opposée.
mment aurait-il pu se faire, autrement, que les premiers grands
ocès contre des bourreaux SS n'aient lieu qu'en 1958, dix ans
rès la fondation de l'État qui devait punir sévèrement, selon
Adenauer, les criminels nazis? Comment fallut-il attendre la
ème année pour que fût créé un service central chargé d'activer
poursuite des criminels? Cette lenteur paralysante qu'on peut,
as abus, qualifier de sabotage est d'autant plus éloquente si on
compare à la rapidité avec laquelle les nazis bénéficiaient de la
compréhension » de M. Adenauer, furent absous et installés à
s postes-clefs. Les deux processus se conditionnent en s'éclairant
n l'autre. A la belle carrière démocratique de M. Globke, faisant
te à celle, tout aussi brillante, qu'il avait faite sous Hitler, cor-
pond la passivité de la justice dans la poursuite des nazis.
a pose, au-delà du cadre juridique, le problème politique d'en-
mble de l'Allemagne occidentale.

Si on a attendu dix ans avant de s'attaquer au problème nazi,
st très évidemment que cette question ne passionnait pas,
'on la regardait comme mineure et qu'on poursuivait des
hes qu'on jugeait beaucoup plus importantes. Ce qui primait
it la reconstruction économique, le réarmement, et, avant tout,
lutte contre l'U.R.S.S., toutes choses exigeant l'accord avec
nazis. C'est par rapport à cela que les professions de foi démo-
tiques des dirigeants de Bonn acquièrent leur véritable dimen-
n d'hypocrisie.

Lorsque l'État ouest-allemand fut fondé, les Alliés avaient
à condamné à Nuremberg les grands chefs hitlériens, différents
ustriels comme Krupp, Flick, les chefs de l'IG-Farben, des
decins SS, etc. D'une manière beaucoup moins efficace, les
unaux de dénazification allemands, sans véritable autorité
nal tolérés, s'attaquaient aux nazis. Il est symptomatique que,

moins d'un an après la création de l'État de Bonn, un grand nombre de condamnés sortaient déjà de prison. C'était le cas pour Krupp et les industriels, pour Papen, condamné à sept ans par un tribunal allemand et libéré après trois ans. Même la « chienne de Buchenwald » bénéficiait d'une amnistie américaine et, en 1952, la doctoresse SS Oberheuser, condamnée, en 1947, à vingt ans par le tribunal américain de Nuremberg, sortait libre : elle avait pratiqué les expériences les plus cruelles sur les détenues de Ravensbruck. C'est un cas parmi d'autres, et il est intéressant de noter ce qui lui est advenu par la suite : « Le chemin vers une vie nouvelle a été plus facile pour le docteur Oberheuser que pour le commun. Par une lettre du ministère du Travail, elle a été reconnue comme appartenant à la catégorie favorisée de ceux qui rentraient tard dans le pays (en général des prisonniers de guerre), avec prière de la favoriser dans son activité professionnelle. Munie d'un tel papier, la Oberheuser fut aimablement reçue et employée comme docteur à l'hôpital évangélique de Plön... » (*Der Spiegel*, 46-1960.) Malgré une demande, émanant du ministère de l'Intérieur du Slésvig, en août 1958, la Oberheuser, bénéficiant de la protection de la Justice (si l'on peut dire), a exercé la médecine jusqu'à la fin de l'année dernière.

Misère de la Justice

Entre 1949 et 1958 les nazis se sont installés en grand nombre aux postes-clefs de la vie publique. Krupp est rentré en possession de son empire, confisqué en 1945; Flick, après avoir pillé les pays occupés, est un des maîtres de l'économie; Globke, spécialiste du racisme, est passé aux leviers de commande d'un État se disant chrétien et démocratique; la doctoresse Oberheuser et nombre de ses collègues SS exercent la médecine; et M. Adenauer vante les mérites de la « nouvelle » Allemagne, gardienne de la civilisation contre la barbarie. C'est sur ce fond qu'il faut apprécier les procès qui se sont déroulés à partir de 1958.

La première remarque à faire c'est qu'ils concernaient des tueurs de camps de concentration, tels Sommer, de Buchenwald, et Schubert-Sorge, de Sachsenhausen. Ils furent condamnés au maximum de la peine, à perpétuité. Mais on a visé des sous-ordres et non ceux qui leur donnaient des ordres, — comme si on ne

vait pas où les trouver. D'après une expérience sans cesse érifiée, on peut constater que plus minime est la fonction assumée, le grade militaire, plus grand est le risque d'être poursuivi. est plus grave d'avoir exécuté un ordre que de l'avoir donné, est plus lourd de conséquence d'avoir trempé directement dans assassinats que de les avoir organisés, ordonnés sur une grande helle. Les bureaucrates, pourvoyeurs des fours crématoires, qui se sont pas sali les mains en maniant les stylos de préférence x fusils-mitrailleurs ont de grandes chances d'être reconnus mme des gens probes. C'est ainsi que de simples exécutants sont ndamnés tandis que M. Globke, qui a organisé le cadre légal des eries, bénéficie des honneurs officiels.

Il est curieux que ces procès voient comparaître sur le banc des cusés des soldats ou des sous-officiers, mais fort peu d'officiers périeurs et absolument aucun ministre. C'est à croire que le [e] Reich n'était fait que de « petits », ou qu'en tout cas tous les mes leur sont imputables. Qui plus est, le ministre de la Justice zi Schlegelberger, l'accusateur du « tribunal du peuple » Lautz la dame Heydrich jouissent de pensions élevées. Plus un poste it élevé dans la hiérarchie hitlérienne, plus son titulaire peut npter sur la « compréhension » de M. Adenauer et de ses adjoints. 1si le général SS Simon, qui a fait pendre trois paysans alle-nds pour défaitisme quelques jours avant la fin de la guerre, a acquitté pour la troisième fois, l'accusé ayant eu l'intention, vant la formule du président du tribunal, « de maintenir dre et la tranquillité ». Le journal *Die Tat* a caractérisé, le nai 1959, cet acquittement comme « un assassinat de la Répu-que ». M. Adenauer, toujours aussi « compréhensif », n'a pas testé. M. Heuss non plus, d'ailleurs, qui s'est fait tresser une ronne de grand humaniste après avoir voté les pleins pouvoirs Iitler et collaboré à la presse nazie.

.e tribunal administratif de Kiel avait décidé de reconnaître chlegelberger, ex-ministre de la Justice, le bénéfice de la pension ar il n'avait pas eu conscience d'agir contre son devoir » (Schle-berger, signataire du décret « Nuit et brouillard » et auteur ne législation cruelle contre les Juifs et les Polonais, fut damné par les Américains à perpétuité et gracié en 1951). Le rnal conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung* lui-même testait, le 30 novembre 1960 : « L'argumentation du tribunal Slésvig rappelle le proverbe suivant lequel on pend les petits

et on laisse courir les gros. Comment celui qui a occupé à l'époque une place élevée et qui a créé avec ses décrets contre les Juifs et les Polonais, la base pour tant de méfaits peut-il se retrancher sur des positions aussi douteuses, tandis que ses aides sont rendus responsables? » Si ce journal pose la question, il omet d'y répondre. Il ne le peut pas sans poser le problème de toute la politique allemande. Nous démontrerons par la suite que ces choix abusifs ne sont pas le fait d'un hasard, mais correspondent à un intérêt fondamental de la bourgeoisie. Le problème de la liquidation judiciaire des nazis inclut le problème de leur alliance avec la bourgeoisie. Et ceci n'a pas seulement une importance historique : c'est le présent que cela concerne.

Dans la jungle de la procédure

Même la poursuite des sous-ordres est extrêmement rare : on essaie de faire le moins de bruit possible, ne sachant pas quelles conséquences funestes cela pourrait entraîner pour des gens haut placés. Ainsi, d'après le comité international de Sachsenhausen, quatre seulement parmi deux cents tueurs connus ont été condamnés. Tous les autres jouissent de la tranquillité civile. La machine judiciaire est toujours lente à se mettre en mouvement; elle est circonspecte comme s'il s'agissait de frapper des innocents. Elle cherche à gagner du temps; elle y est déjà arrivée : depuis le 8 mai 1960, tous les crimes d'homicide sont prescrits; d'ici cinq ans ce seront les meurtres. Avec un peu de chance, on y arrivera. C'est le procureur général Fritz Bauer, de Francfort, qui nous renseigne à ce sujet : « La plupart des poursuites judiciaires ont été engagées à la faveur de plaintes plus ou moins hasardeuses de la part d'un blessé ou d'un témoin... Les livres nombreux sur les SS ou les camps de concentration, les protocoles et les documents des procès de Nuremberg n'ont pas été, que je sache, officiellement mis en valeur jusqu'ici... » (*Stimme der Gemeinde*, 22/1958.) La Justice, tout comme l'État, a d'autres chats à fouetter. Nous verrons par la suite que, pour condamner des communistes ou des gens réputés tels, elle est beaucoup plus diligente.

Tout l'appareil du droit formaliste sert comme frein et empêche l'action d'un droit authentique. Pour juger, il faut des témoins : mais la plupart des victimes ne peuvent témoigner, du fait de leur

inat. C'est une chance pour leurs bourreaux vivants, et la e ouest-allemande ne se fait pas faute d'en profiter. Ainsi sation porte seulement sur un nombre minime de faits, tous tres restant impunis par manque de « témoins ». A Sachusen, 40 000 prisonniers furent tués. Mais lors d'un procès, en octobre 1960 à Düsseldorf, 27 cas de meurtres seulement poursuivis. Qui se préoccupe des 39 973 autres? Le président bunal soulignait plutôt sa volonté de donner « une chance ıble » aux accusés. Fut regardé comme circonstance aggrale fait que le chef de camp eût tué lui-même « sans y avoir bligé en tant qu'officier ». C'est le rappel à la stricte obserde la hiérarchie : tuez, tuez, mais respectez les ordres! Une e discussion s'est déroulée autour du fait suivant : lors d'une ison, la corde s'est rompue. Le président était outré qu'on pas gracié la victime. Cela eût été « régulier ». Et l'on en a comme s'il y avait un code d'honneur valable pour de pendaisons! On « oubliait » qu'on était en présence d'une ble usine de la mort où le but était de tuer par tous les ns; et l'on discutait — et ceci est valable pour beaucoup de rocès — seulement des détails « non réglementaires ». Le n'est plus une usine ayant la mort pour but : il devient un it où la mort était donnée par exception ou « excès », par ardiens particulièrement zélés. Le président remarqua aussi es accusés « étaient de bons pères de famille et qu'ils se sont léfendus dans la vie civile ». Finalement le tribunal « s'est ıincu qu'ils ne seraient pas devenus des meurtriers et des meurtriers si le IIIe Reich ne les avait pas tenus dans ses ». (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17-10-1960.) C'est la formation du IIIe Reich en entité maléfique et mystique ant au-dessus des responsabilités des hommes. Cette idée rgement répandue en Allemagne, enseignée dans les univerprêchée dans les églises : faire du nazisme l'expression d'un mythique, c'est arriver facilement à l'irresponsabilité des ıes, qu'on les croie innocents ou coupables, c'est enlever signification à leurs actes. On est enfin débarrassé du proe gênant du nazisme, du rôle qu'y ont joué les différents s, les classes, les individus. Deux des trois accusés furent ımnés à perpétuité mais le tribunal leur conseilla, vu qu'ils ıt de braves pères de famille, de demander leur grâce. D'autre l est intéressant de noter que les accusés, remis par l'U.R.S.S.

en 1956 comme non amnistiés, furent néanmoins laissés en libert et reçurent même une prime de 6 000 marks chacun. Deux chefs S du camp de Sachsenhausen sont actuellement en activité comm commissaires de police.

Quelques semaines plus tard, un SS du camp de Gross-Rose fut jugé à Hanovre. L'accusation portait sur 14 assassinats un homicide, 27 blessures mortelles et au moins 261 participation aux meurtres. La peine a été réduite au maximum : sept ans d prison, le tribunal n'ayant retenu qu'un homicide et 5 blessure mortelles. Il va de soi que, loin de nous trouver dans la sphèr du droit, nous nous trouvons en face de l'arbitraire le plus absolu Toutes ces fines distinctions entre assassinats, homicides et bles sures mortelles s'avèrent en l'occurrence assez misérables. Com ment établir la responsabilité individuelle des SS, délimite exactement les faits, si le plus grand nombre des intéressés ne peu témoigner que par son silence? Avancer au moyen d'instrument de droit normaux dans un domaine défiant toutes les norme connues, c'est vouloir sauvegarder les apparences de la Justic en supprimant son contenu. C'est à cela que se ramène le plu souvent la pratique judiciaire. On admirera toujours commen le tribunal en question a pu effacer 303 victimes pour n'en laisse subsister que 6. Et l'on n'est pas moins stupéfait devant la concep tion de la « justice » qui permet de punir un homicide et 5 cas d blessures mortelles avec sept ans de prison!

Le jugement précise les idées directrices qui l'ont dicté. L'accus n'a été jugé franchement coupable que dans un cas. Mais, là aussi le tribunal sait la réponse : « Ce n'était pas un meurtre, parce qu la mort par la fusillade n'est pas cruelle. » (*Die Welt*, 10-11-1960. C'est un tribunal de la République de Bonn qui se permet un te cynisme, digne de l'école de « droit » hitlérien! Outre cela on nou dit que l'accusé « n'était pas animé par des motifs bas ». C'étai sans doute un pur héros germanique, ce qui explique qu'on n parle pas de meurtre, mais seulement d'homicide. Voilà le point de vue affirmé par les juges de Hanovre, sans qu'aucune des som mités qui voyagent à travers le monde pour vanter l'Allemagn « nouvelle » ait jugé bon de les rappeler à l'ordre. Tout cela n revêt pas, bien sûr, l'aspect d'une sympathie ouverte à l'égard des nazis, mais s'abrite derrière les formes de la Justice humanist la plus circonspecte, tellement circonspecte que les nazis ont le plu souvent la part belle.

Le 24 novembre 1960, le tribunal de Munster a condamné le ıédecin SS d'Auschwitz Kremer à dix ans de prison pour partici-ation à deux meurtres. Cette peine étant regardée comme urgée par une peine subie en Pologne, l'accusé est libre. Ici aussi, n admirera avec quelle largeur de vues le tribunal a effacé des rimes nombreux et patents. Le procureur a affirmé dans son équisitoire : « On peut dire avec sûreté que l'accusé a participé u meurtre de plusieurs milliers de personnes... Il est démontré ue Kremer a participé à quinze actions spéciales (tueries, dans langage SS). » (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 25-11-1960.))ans le journal de Kremer se trouve le passage suivant : « Pendant a journée action spéciale; le soir, en compagnie agréable avec du in de Croatie. » Devant la cour il a déclaré ne pas se sentir cou-able et avoir confiance en Dieu. Le tribunal était sans doute très roche d'un tel avis, le procureur ayant exprimé sa conviction que ce procès n'avait pas réussi à éclairer ce sombre chapitre de humanité ».

Médecins-tueurs et juges-bourreaux

Des scandales survenus à Hambourg et à Kiel ont jeté une umière crue sur la juridiction actuelle. A Hambourg, 18 médecins qui avaient participé aux tueries d'enfants incurables exercent eur profession. Une plainte, déposée après la guerre par le pro-fesseur Degkwitz, a été repoussée en 1949, les docteurs incriminés, expliqua-t-on, n'ayant pas eu conscience de leur crime « bien que le fait d'avoir tué ces enfants ait été objectivement illégitime ». A ce sujet le professeur Degkwitz écrit : « J'ai attendu quinze ans avant de déposer une plainte. J'ai voulu savoir s'il y a maintenant des juges en Allemagne. A la suite de cette nouvelle plainte, la Justice de Hambourg m'a fait savoir qu'elle n'y donnerait aucune suite, parce que je n'avais pas apporté de nouvelles preuves... Mais on ne m'avait pas demandé si j'étais en possession de nouvelles preuves. Dans ce cas j'aurais répondu que j'en avais. » (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30-11-1960.) A la suite des attendus du tri-bunal de Hambourg, le journal conservateur *Neue Zürcher Zeitung* remarquait, le 18 septembre 1960 : « On n'en croit pas ses yeux, en lisant les conclusions de la Justice néo-allemande qui n'est plus

soumise à l'État totalitaire. Mais ceci se trouve mot à mot dans le dossier. »

Dans une déclaration commune, l'Administration de la santé de la ville de Hambourg et l'ordre des médecins s'appliquent à protéger les docteurs incriminés, en affirmant que ceux-ci avaient tué les enfants avec l'assentiment des parents. C'est une contre-vérité, car on sait que toute l'opération a été exécutée dans le plus grand secret. Mais, même si les parents avaient donné leur assentiment, le crime des médecins ne serait pas diminué pour autant. Cette déclaration, en voulant protéger les 18 docteurs, sert en même temps à la défense posthume du IIIe Reich : les tueries se sont faites « humainement », en demandant l'avis des intéressés. Mais l'affaire est encore plus grave : dès 1949, l'ordre des médecins a affirmé que « le problème de l'euthanasie pour des enfants de ce genre n'est clarifié ni du point de vue juridique ni de celui de l'éthique professionnelle du docteur ». (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 12-1-1961.) En attendant cette clarification, les tueries du IIIe Reich sont tolérées. N'étant pas en contradiction avec « l'éthique professionnelle » (oh! serment d'Hippocrate!) les 18 médecins peuvent continuer à exercer leur métier. Dans une nouvelle prise de position, on constate : « Les actions entreprises par les médecins dans les années 1941-43 ne représentent pas, en considérant les circonstances de l'époque, des manquements moraux importants. Ainsi cette tuerie ne peut conduire, après presque vingt ans, au retrait de l'approbation de l'exercice médical. » (FAZ, 12-1-1961.) Ne nous étonnons pas que les « circonstances de l'époque » servent si généralement à blanchir les criminels. Hitler lui-même ne trouverait-il pas des juges compatissants en faisant appel au même argument?

Le professeur Catel, chef de la Clinique universitaire pour enfants, à Kiel, fut destitué pour avoir été un des organisateurs du massacre d'enfants. Mais le professeur continue d'exercer sa profession, aucune interdiction ne l'ayant frappé. Dans la même ville, un autre scandale éclata qui eut un grand retentissement : un des maîtres de l'action d'euthanasie, le professeur Heyde, recherché pour crimes de guerre, servait sous le nom de Sawade comme expert auprès des tribunaux! Il s'est avéré qu'un certain nombre hauts dignitaires, dont le procureur général de Kiel, étaient parfaitement au courant de l'identité usurpée. Ils ont protégé Heyde, tout en célébrant les beautés du droit constitutionnel.

Cette affaire a mis à jour les complicités officielles qui sauvent les gens compromis. Après l'éclatement de l'affaire, le gouvernement du Slesvig, pays particulièrement truffé de « l'élite » de l'ancien régime, a multiplié les efforts pour l'étouffer.

Les principes juridiques appliqués sont parfois assez contradictoires. Ainsi la plus haute instance judiciaire, siégeant à Karlsruhe, a conclu, dans un procès de revision, à l'illégalité de la tuerie des infirmes. A la différence du tribunal de Hambourg il constate « qu'on pouvait s'attendre en 1940 à ce que le IIIe Reich ne recule pas devant des crimes ». (*Die Welt*, 21-1-1961.) De même le procureur Fritz Bauer, dans l'article déjà cité (*Stimme der Gemeinde*, 22/1958), rappelle que le point de vue de l'instance suprême suivant lequel l'existence d'un droit hitlérien ne peut justifier tous les actes criminels est loin d'être unanimement reconnu, « ce qui se reflète souvent dans des acquittements et des amnisties ». Nous l'avons amplement démontré.

La République démocratique allemande, la Pologne et la Tchécoslovaquie ont dressé des listes précises contenant des centaines de noms de juges, anciens membres de « tribunaux spéciaux » qui avaient la charge d'exercer la terreur. Ces tribunaux sévissaient essentiellement au moyen d'un nombre immense de peines de mort. Leur buts étaient franchement politiques, leurs raisons de droit de pure forme. Dans leurs attendus, revenait fréquemment le terme d'*Abschreckung*, c'est-à-dire la terreur. Une riche documentation, réunie dans *Ungesühnte Nazijustiz* (Karlsruhe 1960), souligne à ce sujet qu'une jurisprudence ayant un tel principe pour base est « la négation de la justice » et l'expression « du mépris de l'individu » (p. 98). Tous ces jugements sont imbibés d'idéologie nazie, leur esprit étant cyniquement raciste sans aucun masque. Ainsi, en 1944, quatre Français furent condamnés à mort pour avoir facilité l'évasion de prisonniers de guerre, le jugement déclarant que « la pitié pour ses compatriotes ne pouvait servir d'excuse » (p. 8). Un autre Français est condamné à la même peine, en 1944, pour avoir volé quelques chemises : « Il a exploité l'hospitalité offerte (!) pour exécuter son méfait » (p. 20). Le tribunal spécial de Leslau a condamné à mort un Polonais parce qu'il avait blessé le chien d'un douanier : « L'accusé est apparemment un être violent... qui ne reculerait pas (!) devant un acte violent contre un douanier allemand » (p. 22). Un Allemant est condamné à la même peine pour avoir volé, après un

bombardement, « un flacon d'eau de Cologne entamée... et un saucisson d'environ une demi-livre ». L'accusé ayant affirmé qu'il avait faim, les Ponce-Pilate répliquent qu'il avait commis « un crime méprisable » et dévoilé « la bassesse de son caractère » (p. 48-49).

Voilà quelle était l'activité normale de ces tribunaux. Les juges qui y exerçaient sont, en général, toujours en activité. Ne nous étonnons donc pas que la Justice montre si peu d'empressement à sévir contre les représentants du IIIe Reich. Répondant aux critiques, les autorités affirment que les juges mis en question seraient une petite minorité. Il se peut, mais leur nombre est plus important qu'on veut bien le dire. Ce qui nous éclaire, en revanche, est l'attitude de la majorité envers cette minorité galeuse. Loin d'être flétrie, celle-ci est en général protégée par ses pairs. La même solidarité se pratique sur ce plan, comme à Hambourg et à Kiel envers les médecins-tueurs. Les plaintes déposées contre certains responsables de jugements iniques sont toujours repoussées. Cela s'est produit dans l'affaire dont nous avons parlé en dernier lieu, le procureur général de Hanovre répondant au plaignant : « L'application du droit positif, en considérant les conditions existantes à l'époque, la seule manière équitable pour statuer sur votre plainte, ne peut être critiquée. » Ce sont les mêmes mots qui ont servi à laver de l'opprobre les médecins-tueurs. Il n'y a pas eu d'illégalité : « les droits juridiques de l'accusé ont été respectés dans la mesure prescrite par la loi ». Toute la question est là : dans la mesure prescrite par la loi. En dépit des juges d'hier et d'aujourd'hui, cette mesure était nulle, la loi ne reconnaissant que les intérêts de l'État, qui s'identifiaient avec la terreur. Le procureur de Hanovre, comme d'autres dans des cas semblables, se refuse à cette logique embrassant le réel social et échafaude à la place un château d'Espagne plein de formalités, de rites, parfaitement inconsistants. Il s'agit de leurrer l'opinion publique et de masquer l'abaissement des juges qui s'étaient mis au service d'un régime de terreur. Le tribunal fédéral a érigé à ce sujet le principe suivant : « Le juge ayant émis une condamnation à mort ne peut être coupable qu'au cas où il a faussé le droit; ceci nécessite qu'il ait consciemment commis des outrages envers la procédure et le droit positif sans lesquels la condamnation à mort n'aurait pas eu lieu. » Cela veut dire que le juge en question doit avouer avoir eu conscience de ses actes illégaux. Le fait

natériel de leur existence n'est en aucun cas suffisant. Mais les uges, les bourreaux et les S.S. disent qu'ils n'en étaient pas onscients, qu'ils avaient au contraire la conviction de servir le lroit le plus pur, le « droit allemand » évidemment. Ce point de ue est pleinement reconnu par la République fédérale. Pour es assassins « légaux » de l'hitlérisme elle met en action un prin-ipe qu'elle dénie à un assassin « ordinaire » de nos jours : la onscience du crime. L'idéologie qui a armé juges-bourreaux et nédecins-tueurs, généraux et soldats, est regardée comme une irconstance largement atténuante conduisant à l'amnistie pure t simple. Les raisons politiques d'un tel point de vue éclatent avec une netteté aveuglante, faisant table rase des proclamations sur l'honneur du droit et de la démocratie. Mais même si le juge ncriminé s'est rendu coupable d'un manquement conscient au droit, le tribunal suprême de la République de Bonn ne veut aucune poursuite car ceci « serait une contradiction insupportable avec la loi fondamentale de l'indépendance des juges. » (Cité d'après Kurt Hirsch, *Die Blutlinie*, p. 249, Francfort 1960.) Le même auteur note : « De l'acceptation de la légalité des tribunaux spéciaux nationaux-socialistes résulte l'acceptation des soi-disant interrogatoires renforcés de la Gestapo, c'est-à-dire la torture — elle a été légalisée sous le IIIe Reich —, car les résultats de ces interrogatoires étaient à la base des jugements des tribunaux spéciaux » (*op. cit.*, p. 248).

Lors de l'annulation du deuxième acquittement du général S.S. Simon (ce qui n'a pas empêché un troisième acquittement) le président de la première chambre du tribunal fédéral a précisé que l'affaire avait « des côtés multiples » et qu'elle « était moins simple à juger qu'un assassinat avec vol ». Ce qui rend cette affaire d'assassinat si difficile à résoudre aux yeux des juges de l'Allemagne occidentale est justement son auréole idéologique, c'est-à-dire nazie. Ces faits sont plus explicites que toutes les proclamations « démocratiques » la main sur le cœur. Ce n'est pas un cas isolé : l'ex-colonel Ohm qui a fait exécuter sept mineurs bavarois à la fin de la guerre a été de même acquitté, le jugement confirmant que l'accusé « est un homme correct et honnête » (*op. cit.*, p. 28).

Les coups a gauche

Finalement c'est l'attitude envers la gauche qui complète le caractère politique de cette jurisprudence. Là, finies les lenteurs, trève de clémence : il faut frapper vite et rudement. Ce sont des membres du Mouvement de la Paix qui sont condamnés, ce sont des communistes qui sont poursuivis, ce sont des pensions qui sont supprimées, les intéressés ayant appartenu après 1945 au P.C., qui était pourtant légal. A Berlin-Ouest, l'écrivain Ernst Niekisch, emprisonné durant de longues années dans un camp de concentration et presque aveugle, est déchu de ses droits aux dommages pour avoir été membre du Parlement de la R.D.A. après la guerre, tandis que généraux et amiraux de Hitler sont richement dotés. Comme dans le passé, la Justice manie deux aunes pour mesurer, suivant que vous êtes de droite ou de gauche.

Lors d'une conférence de juristes, tenue en février dernier à Hanovre, l'avocat Ammann a relaté que 14 000 informations ont été ouvertes jusqu'ici. 130 citoyens de la R.D.A. sont emprisonnés, dont certains employés d'une administration municipale coupables du crime d'avoir voulu établir des rapports officiels avec des municipalités de l'Allemagne de l'Ouest. L'orateur a déclaré que les jugements reposaient moins sur des critères juridiques que sur des thèses de propagande anticommunistes : « Le problème de l'apparence y joue un grand rôle. Ainsi on affirme que l'oppositionnel menacerait « apparemment » l'existence de la République fédérale, tandis que la R.D.A. est caractérisée comme étant « apparemment » un État illégal. Un autre problème est celui des preuves incontrôlables soumises par les procureurs. » Ces « preuves » sont fournies par les services secrets. M. Ammann conclut : « L'arbitraire le plus absolu peut ainsi se donner libre cours. » (*Die Andere Zeitung*, 6/1961.) Nous voyons que, pour frapper à gauche, la Justice est moins circonspecte que dans les procès contre les SS. Elle ne cherche plus l'exactitude méticuleuse des faits et se contente facilement d'« apparences » générales.

En 1958, le procureur de Lunebourg a requis une condamnation particulièrement sévère pour activité communiste (deux ans et six mois) « vu que l'accusé fut déjà condamné à deux reprises pour haute trahison sous Hitler ». (*Frankfurter Rundschau*, 17 mai 1958).

Ce qui est circonstance atténuante pour les uns est circonstance aggravante pour les autres. C'est d'une logique parfaite; simplement, on ne voit pas ce qu'elle aurait de démocratique. Le tribunal de Berlin refuse en 1958 les indemnités, pour dommages (qui sont fréquemment accordées comme nous l'avons vu, aux pires bourreaux S.S.) à un ouvrier communiste qui a passé deux années en prison et six années en camp de concentration. Rien n'éclaire plus nettement l'état d'esprit de l'Allemagne de Bonn que les stipulations du tribunal de Berlin : « L'emprisonnement et l'internement ne peuvent être regardés comme une injustice national-socialiste... L'activité du groupe de résistance communiste a été dirigée contre l'ordre étatique existant à l'époque... Il faut concéder à tout État, sous n'importe quelle forme, le droit de se protéger contre un coup d'État... Dans ce sens il faut regarder la condamnation et le passage dans un camp de concentration non pas comme un acte arbitraire mais comme une mesure préventive. » (D'après K. Hirsch, *op. cit.*, p. 175.) Cette fois c'est la reconnaissance non plus des « jugements » émis sous l'hitlérisme mais des camps de concentration comme mesure normale pour la défense de l'État. Ni M. Heuss, grand-prêtre de l'humanisme, ni M. Adenauer, protecteur de la chrétienté contre le bolchevisme, n'ont protesté contre ce jugement inique qui n'est pas un fait isolé mais exprime un état d'esprit largement répandu et s'étendant toujours plus ouvertement sous le signe, déjà arboré par Hitler, de l'anticommunisme.

Il n'est pas étonnant qu'une Justice qui s'adonne au culte du IIIe Reich en tant qu'État légal respectant les règles juridiques ne montre pas beaucoup de scrupules pour frapper des communistes. Ainsi elle ne reculait même pas devant l'illégalité de la condamnation d'une activité politique exercée avant l'interdiction du P.C. allemand. Un certain nombre de personnes ont été condamnées pour avoir participé à une action anticonstitutionnelle dans le cadre d'un parti reconnu légal jusqu'en 1956! Par exemple, un dirigeant de la société Allemagne-U.R.S.S., M. Clemens, a été condamné en 1956 à deux ans et demi de prison en raison du principe de la rétroactivité. Il n'était pas le seul. Ce n'est que le 21 mars de cette année que le tribunal constitutionnel de Karlsruhe a reconnu l'illégalité de telles condamnations. Qu'elles aient pu se faire pendant plusieurs années est néanmoins symptomatique, surtout si l'on se rappelle que les tueries d'aliénés et les jugements

de terreur sont absous pour ne pas avoir été en contradiction avec les normes « de droit » du IIIe Reich.

A plusieurs reprises, des groupements qui se sont formés pour participer à des élections furent interdits pour la simple raison que parmi leurs membres se trouvaient d'anciens adhérents du P.C. Il va de soi qu'aucun parti n'a été attaqué jusqu'ici pour héberger dans son sein d'anciens nazis. Un cas caractéristique est celui de la doctoresse Doris Maase : ayant passé six ans dans les prisons et camps de concentration du IIIe Reich, elle fut conseiller municipal communiste à Dusseldorf de 1948 à 1956. Pour ce fait, Mme Maase est condamnée à rembourser la somme qu'elle a perçue au titre de dommages subis sous le nazisme, tandis que sa pension d'invalide est supprimée : « Suivant les documents dont nous disposons depuis le 16-12-60 il est prouvé que vous avez combattu depuis le 23-5-49 l'ordre démocratique, correspondant à la loi fondamentale, puisqu'en tant que militante du P.C.A. vous travailliez activement à la réalisation des buts de ce parti » (*Die Andere Zeitung*, 3-1961). A ce sujet Mme Maase écrit : « Dans ce cas c'est une pratique juridique comme je l'ai rencontrée à l'époque du nazisme : c'est la punition d'une opinion. » Ici aussi il est nécessaire de se rappeler les riches dotations dont bénéficient les représentants les plus infâmes du IIIe Reich : ce sont deux côtés complémentaires d'une même politique.

Un problème politique

Les partis démo-chrétien et social-démocrate embouchent tous les deux les trompettes à la louange de « l'État de droit », planant dans les sphères supérieures, et de sa juridiction, véritable saint des saints. A les en croire ce serait le domaine du droit pur, étranger aux influences et aux compromissions sociales. Les faits que nous avons cités et qui sont le symbole d'une situation générale démontrent le contraire : si on ignorait tout des conditions politiques de l'Allemagne de l'Ouest c'est sa jurisprudence qui nous l'apprendrait. Elle est inséparable de l'évolution politique et sociale de ces dix dernières années. La « compréhension » envers les nazis pour laquelle M. Adenauer a plaidé dès 1949 et qu'il n'a cessé de pratiquer depuis, a une importance politique capitale, même si elle arbore les dehors du pardon chrétien. C'est à travers

le que se continue l'alliance de la bourgeoisie et du fascisme : il ıut frapper le moins de nazis possible, passer l'éponge sur le ystème, accuser des individus, de préférence des exécutants. 'opération sert à garantir, malgré la débâcle, la pérennité de appareil de domination étatique et économique. Une poursuite ffective des crimes hitlériens aurait nécessité la création d'un ouvel appareil juridique, exempt des hommes de main de la erreur. Et cela eût nécessité aussi une législation spéciale adaptée une situation spéciale, comme ce fut le cas à Nuremberg. La ourgeoisie allemande n'en voulait pas. Mais les buts qu'elle oursuivait n'avaient rien à faire avec le droit : c'est sa propre omination qui était en jeu. Elle a préféré garder Globke, payer chlegerlbeger, Lautz et Cie, s'assurer la sympathie des SS dans cadre du réarmement. Ces faits éclairent aussi bien le passé olitique de la bourgeoisie allemande que ses buts actuels.

Heinz ABOSCH

Charles Vanhecke

CONSTRUCTION PRIVÉE ET LOGEMENT POPULAIRE

Il a fallu le scandale du Comptoir National du Logement pour que le problème de la construction privée fût posé devant l'opinion et évoqué, dans quelques discours, par M. le ministre Sudreau. Encore ne sait-on pas exactement par quelle intrigue la bombe du C.N.L. a été placée devant le Ministère du quai de Passy : elle aurait fort bien pu ne jamais exploser, tant il est vrai que l'escroquerie, en matière de logement, relève des affaires courantes et se trouve rarement exposée devant le public et encore moins devant les tribunaux.

Les agissements de l'architecte Pouillon et de l'ancien préfet Jules Haag n'ont fait pourtant que traduire, de façon spectaculaire et même caricaturale, des procédés en cours dans la construction. Le C.N.L. détournait les fonds là où d'autres se contentaient de tourner les lois. Les administrateurs aujourd'hui en prison n'ont eu qu'un tort : c'est de manger trop tôt leurs bénéfices. Sinon, ils auraient pu longtemps encore couvrir le déficit d'une opération par le lancement d'une autre, au mépris de la législation, certes, mais comme ils avaient fait jusqu'ici, et comme on les avait laissés faire.

Dans l'affaire Salmson-Point-du-Jour, l'escroquerie portait sur 20 millions NF et c'est à 2,50 millions NF qu'on pouvait chiffrer le déficit du C.N.L. dans l'opération de la « Résidence Buffalo », dont 670 000 NF de versements effectués par les souscripteurs à l'ordre d'un des administrateurs, M. Roland Ducher, pour des frais d'actes purement imaginaires. Néanmoins, ces chiffres restent minces au regard des superbénéfices réalisés par d'autres sociétés immobilières, qui jouent en permanence aux frontières d'une législation déjà plus favorable aux constructeurs qu'aux souscripteurs et qui vont même très souvent au-delà.

En fait, si la construction privée a pris de l'essor, c'est précisément dans la mesure où ses profits lui étaient permis par la législation, et, quand la légalité faisait place à l'illégalité, ses fraudes tolérées par l'État. M. Sudreau, pas plus que ses prédécesseurs, n'est près de changer cet état de choses qui appartient au régime béni de la libre entreprise. Dans une interview accordée au *Monde* le 15 mars dernier, il laissait clairement entendre que le bâtiment ne va que si l'administration ne s'en mêle pas trop et qu'il appartient seulement à l'État de fixer la « règle du jeu » en matière de construction, à charge pour les partenaires de la respecter [1].

Tout en notant ce que cette dernière formule a de symbolique, il est à relever que la règle avait déjà été fixée bien avant que M. Sudreau en envisageât de nouveaux aspects dans un projet de loi sans consistance, et qu'elle n'en a pas pour autant été appliquée. Mais il fallait rassurer les futurs souscripteurs par des semblants de réformes claironnées à tous vents : réformes, bien sûr, destinées à protéger cette construction privée que le Ministre défend parce qu'elle appartient à notre système libéral. Même après le scandale du C.N.L., il n'est pas question de « tout remettre en cause » et de « nationaliser la construction [2] ».

Comment en serait-il d'ailleurs autrement? En examinant ce qu'il faut entendre par construction privée, c'est-à-dire les abus qu'elle entraîne, nous serons amenés à constater comment et pourquoi ces abus ont été tolérés. A la question pourquoi? nous répondrons en étudiant une politique générale du logement qui, favorisant davantage les promoteurs privés que les organismes d'H.L.M., a provoqué la renaissance d'un capitalisme immobilier et abandonné le logement populaire au profit de constructions plus rentables. Ainsi, la crise s'est progressivement résolue pour les fractions privilégiées de la population, dans un mouvement de haut en bas qui s'est arrêté aujourd'hui au niveau des classes moyennes. Autrement dit, cette politique qui n'osait pas dire son nom n'a jamais cessé d'être une politique de classe.

1. « Le ministère intervient déjà de façon étroite, et parfois un peu étouffante pour les intéressés, dans le secteur H.L.M. [...] Il m'apparaît difficile, pour ne pas dire impossible, dans l'état actuel des choses, d'élargir ce contrôle très strict à tout le domaine de la construction [...]. D'ailleurs, est-ce souhaitable? »

2. Interview déjà citée.

Pour se loger, il faut acheter

Mais d'abord, que faut-il entendre par construction privée? Les affichettes des agences immobilières, les panneaux plantés sur les chantiers, les placards publicitaires de la presse nous ont appris depuis longtemps que, pour se loger, il faut acheter. Le tout est de savoir ce qu'on achète. Dans le commerce courant, on voit, on essaie la marchandise avant de la payer. Rien de tel dans la construction, où il est bien rare que les appartements ne soient pas vendus avant d'être finis. Si les constructeurs passaient avec leurs clients des contrats de vente, ceux-ci pourraient transiger sur un bien visible, qu'ils auraient tout loisir de juger. Il n'y aurait pas de surprise : ni révision de prix, ni travaux supplémentaires. Mais une telle formule supposerait que les promoteurs édifient sur leurs fonds propres, ce qui n'est pas le cas. Au contraire, la loi de l'offre et de la demande a joué dans un autre sens : les constructeurs, se trouvant devant un marché favorable, vendent *sur plans* des appartements qu'ils financent partie avec l'argent des souscripteurs, partie avec celui des organismes prêteurs, c'est-à-dire l'État. Les constructeurs ne font en quelque sorte que s'engager à procurer des immeubles, sur la base de plans et de devis d'autant plus parfaits que leur interprétation est large. Tout le problème est là : la construction privée ne travaille pas, ou travaille peu, avec ses propres capitaux. Assurée de sa clientèle avant même de produire la marchandise, elle travaille aux moindres risques. En outre, bien que l'amortissement de sa production s'étale sur des dizaines d'années, ses bénéfices sont immédiats.

Si l'on devait définir ce qu'est une opération immobilière, il faudrait se référer à la notion courante de rapport en production industrielle : il s'agit ni plus ni moins d'acheter une matière première au meilleur marché possible pour la revendre très cher sous forme de produits finis. Dans la construction comme ailleurs, en effet, le gain commence dès l'acquisition des matériaux : ceux-ci sont de basse ou de médiocre qualité, mais on les inscrit sur les devis aux prix les plus forts. Les résultats ne tardent pas à se manifester. L'immeuble est à peine achevé que des malfaçons apparaissent. A la Résidence Buffalo, construite en 1959, des brèches s'ouvrent dans les murs des appartements, l'étanchéité des toitures et les canalisations de chauffage sont à refaire entièrement deux

ns après leur installation. Les souscripteurs d'un Logeco à Châillon-sous-Bagneux, promu par l'Immobilière Lambert, constaent que le système de chauffage installé a coûté moins cher que e système prévu, que les portes ont été couvertes d'isorel au lieu e sapin, qu'aucun enduit n'a été utilisé dans les peintures, etc.

D'autres bénéfices, ou plutôt super-bénéfices, sont plus spéciiques de la construction. Car, si le bénéfice est sans limite légale ans les logements non financés par l'État (qui représentent seuement 9 % des immeubles achevés en 1960), il est fixé au contraire des taux précis lorsque l'État intervient par ses primes et ses rêts. La seule astuce consiste alors à dépasser les limites légales out en ayant l'air d'y rester.

Des terrains qui coûtent cher

Les premières manipulations portent sur le prix du terrain. Les romoteurs de constructions non primées achètent des terrains à les prix que la spéculation a déjà rendus exorbitants pour les evendre au double ou au triple à leurs souscripteurs [3]. Il ne le fait as directement. Dans l'opération Point-du-Jour, une société vait servi d'intermédiaire entre les usines Salmson, qui vendaient eur terrain, et le C.N.L. La collusion était évidente : certains dministrateurs de cette société étaient les mêmes que ceux du Comptoir National du Logement. Les mêmes manipulations deviennent plus difficiles avec les constructions primées par l'État : le Crédit Foncier, en effet, peut refuser de financer une opération orsque la cherté du terrain semble due à des cessions successives. Mais les sociétés promotrices ne manquent pas de ressources : our obtenir leurs prêts, elles déclarent le terrain au prix coûtant. Ensuite, elles le *commercialisent* à l'usage des souscripteurs. Dans e Logeco de Châtillon-sous-Bagneux cité plus haut, la marge de ommercialisation portait le prix initial de 350 000 à 630 000 NF.

Après avoir spéculé sur le prix du terrain, on spécule sur celui les travaux. Les promoteurs « intelligents » lancent toujours des pérations meilleur marché que celles de leurs concurrents. C'était e cas du C.N.L. Ce fut aussi souvent le cas de l'Immobilière

3. En dix ans, le prix des terrains a décuplé à Paris. La charge financière fférente au terrain entre pour 42 % dans le loyer d'un H.L.M. de type 3.

Lambert. Il s'agit d'abord d'attirer la clientèle. Mais aussi d'obteni les prêts du Crédit Foncier. Ceux-ci en effet ne sont accordés qu si les prix de la construction ne dépassent pas certains plafonds puisque aussi bien l'État ne doit aider, en principe, que les cons tructions économiques. Les promoteurs établissent donc des devi avec des prix au-dessous des maxima imposés. Mais, quand ils on obtenu leurs prêts et amorcé leur clientèle, ils « rajustent » ce prix. Les hausses commencent en cours de chantier, une fois qu les souscripteurs ont effectué leurs premiers versements. Les ra sons invoquées sont nombreuses : il s'agit de travaux supplémen taires ou de fondations spéciales. Les travaux concernent parfoi des éléments de la construction qu'il n'était pourtant pas possibl d' « oublier » sur les plans de l'architecte : toiture, système d chauffage, équipement électrique des ascenseurs. Les fondation spéciales étaient également prévisibles pour peu qu'une étude géo logique ait été effectuée avant tout percement. Mais ces ignorance sont volontaires : elles permettent, dans un programme de l'Immo bilière Lambert par exemple, d'exiger 350 000 NF supplémentair pour les fondations spéciales, dans un autre 1,40 million de N pour la voirie et les réseaux divers.

Des faillites qui rapportent

Les dépassements proviennent, dans d'autres cas, de l'adjud cation du gros-œuvre à une société filiale qui la sous-traite à de entrepreneurs non sans en retirer quelque bénéfice. Avec l C.N.L., le calcul était encore plus cynique : à la Résidence Buffal par exemple, la fabrication des toits-terrasses fut confiée à tro sociétés successives dont les deux premières firent faillite. D société en société, on retrouvait toujours le même gérant qu avant de déclarer faillite, prélevait ses bénéfices sur le montant de travaux : au bout du compte, ceux-ci coûtèrent le double du pri initialement prévu.

Les mauvaises surprises des souscripteurs sont également pro voquées par le jeu des indices de révision. Ceux-ci entrent pou une bonne part dans les dépassements de prix. Dans tout contra entre promoteur et souscripteurs, des clauses de révision son prévues : un promoteur honnête utilise les indices de la constru

tion diffusés par le M.R.L. Mais ce sont souvent ceux de la Société Centrale des Architectes qui sont employés, car, servant de référence statistique pour les immeubles de rapport, ils ont l'avantage d'englober tous les matériaux de construction. Si le prix de la brique varie, l'indice S.C.A. varie en proportion. Le prix de l'immeuble auquel cet indice est appliqué augmente donc d'autant, même si la brique n'est pas entrée dans sa construction. En outre, les révisions doivent normalement être pratiquées par situation mensuelle, pour suivre au plus près les variations de prix. Elles ne le sont presque jamais. Les constructeurs attendent que les travaux soient le plus avancés possible pour utiliser l'indice à son taux le plus élevé et pour l'appliquer à une quantité de matériaux plus grande, même si ceux-ci ont été acquis en quasi-totalité avant l'ouverture du chantier.

Le souscripteur subit entièrement les conséquences d'un tel système : ne s'étant engagé qu'au su des sommes qu'il avait à verser, partie comptant, partie par échéances trimestrielles ou semestrielles, il voit son apport initial augmenté de 30 et même 60 % en cours de construction. Pour peu qu'il s'en étonne et s'en inquiète, il connaîtra par quel mécanisme compliqué les travaux supplémentaires et les révisions de prix l'on conduit jusque-là. Il apprendra aussi qu'il a été parfois la victime, ni plus ni moins, d'une escroquerie.

Dans le contrat de construction en société, les souscripteurs n'achètent pas un appartement mais le nombre de parts auquel il correspond. Soumis à l'égalité entre associés, ils doivent donc acquérir le même appartement pour le même nombre de parts. Or, dans plusieurs opérations de l'Immobilière Lambert par exemple, certains associés ont acquis des lots pour un nombre de parts de trois à dix fois inférieur au nombre normal. Bien sûr, ces singuliers associés n'étaient que des sociétés filiales de l'Immobilière Lambert, qui louaient ensuite au prix fort les appartements et les locaux commerciaux achetés au rabais. Mais il y a mieux encore : dans la construction en société, les souscripteurs sont co-propriétaires du terrain. Pour chaque lot immobilier acheté, ils reçoivent une fraction des parties communes. Or, certains souscripteurs de l'Immobilière Lambert ont acheté une deuxième fois le terrain en payant 1 000 ou 1 500 NF une place de parking.

Des sociétés pas comme les autres

Face à de tels abus, que peut le souscripteur? Ses droits sont limités s'il a signé un contrat de construction en société. Ils sont nuls s'il a signé un contrat de vente en l'état futur d'achèvement des travaux. En effet, les sociétés immobilières, constituées sous le régime de la loi de 1938, ne sont pas des sociétés comme les autres : leurs associés sont tenus de répondre à tous les appels de fonds nécessités par la réalisation effective de l'objet social. Donc le prix stipulé dans le contrat n'a qu'une valeur indicative. Ce qui est contraire au droit commun, où il est interdit de demander aux associés des sommes supérieures à celles qui sont prévues dans les statuts. Mais la construction en société est encore la formule qui permet le mieux au souscripteur de se défendre. Dans les sociétés anonymes comme dans les sociétés civiles immobilières, les associés contrôlent les opérations des promoteurs grâce à des assemblées générales semestrielles, qui leur permettent de prendre des décisions. C'était le cas des sociétaires de la Résidence Buffalo, qui, tous les six mois, retrouvaient MM. Haag et Pouillon sur une estrade. Pour protester contre les malfaçons et les variations de prix, ils purent, fin 1958, refuser leur quitus aux administrateurs du C.N.L. et, un an plus tard, révoquer les deux gérants de la Résidence : l'ex-préfet de la Seine et M. Larrue.

Mais la législation devient draconienne dans les contrats de vente en l'état futur d'achèvement. Les signataires de cette sorte de contrat s'engagent à payer la construction selon un simple plan de financement, mais cette obligation ne leur donne aucun titre de propriété jusqu'à la signature de l'acte authentique, qui intervient quand tout est bâti et payé. En vertu de ce principe, le promoteur peut imposer toutes ses conditions : indexer le prix de son terrain à l'indice S.C.A., même si ce terrain a été acheté à un prix fixe; effectuer des variations de prix sur la totalité de la construction; obliger l'acheteur à payer tous les suppléments réclamés en présentant les décomptes de l'architecte pour seule justification; limiter ses responsabilités (en cas de malfaçons par exemple).

Tel est le maquis technico-juridique dans lequel les souscripteurs doivent se débattre pour connaître leurs droits, *quand ils*

t *ont.* La législation est si compliquée qu'elle décourage à l'avance ;ux qui seraient tentés de la connaître pour se défendre. Et c'est ɔurquoi bien peu s'en servent. Cependant, s'il est difficile aux articuliers de se retourner contre les promoteurs privés, qui arment de leurs hommes de loi et de leurs hommes de main, ı revanche, il est beaucoup plus aisé aux organismes prêteurs, est-à-dire essentiellement le Crédit Foncier et le Sous-Comptoir es entrepreneurs, de protéger les souscripteurs et de contrôler utilisation de leurs prêts.

Le Crédit Foncier a pour cette tâche les armes nécessaires : le romoteur qui sollicite un prêt est obligé de lui soumettre un dosser où toutes les fraudes, toutes les irrégularités sont pratiquement révues. Ce dossier comporte :

— *un arrêté de permis de construire* délivré par la municipalité, rrêté qui précise la hauteur et l'encombrement des immeubles ;

— *un titre de propriété du terrain*, indiquant le prix payé (nous vons vu que celui-ci ne devait pas laisser apparaître des cessions iccessives) ;

— *des devis descriptifs* détaillés et des devis estimatifs par corps 'état.

Ces deux derniers points sont sans doute les plus importants. es devis descriptifs donnent le détail des matériaux qui doivent :re employés dans la construction, coupes et graphiques des fondaons spéciales, détail des branchements et réseaux divers. Les devis stimatifs par corps d'état constituent, eux, une sorte de contrat ıtre les constructeurs et les entrepreneurs, par lequel ceux-ci engagent à effectuer les travaux aux prix et dans les délais prévus.

Le Crédit Foncier peut donc, grâce à un tel dossier, empêcher : constructeur de :

— spéculer sur le prix du terrain et tromper sur la marchandise ;

— dépasser ses prix pour travaux supplémentaires ou fondaons spéciales ;

— livrer les appartements hors des délais prévus ;

— déclarer aux souscripteurs des prix différents de ceux qui ont payés aux entrepreneurs : car, ainsi que M. Sudreau le déclaait à l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1960, la différence ompte pour bénéfice illégal et, de ce fait, tombe sous le coup du écret du 10 novembre 1954.

L'État tolère les fraudes

Si le Crédit Foncier exerçait une réelle surveillance, il constaterait que les engagements pris par les promoteurs sont peu souvent respectés et il pourrait les faire respecter : il lui suffirait d'exiger immédiatement le montant de son prêt, comme un contrat passé avec le promoteur le lui permet lorsque les bénéfices sont illégaux. Ce serait un moyen de pression efficace sur les promoteurs tentés de frauder : d'abord, parce que les prêts du Crédit Foncier couvrent de 40 % à 70 % du prix de la construction, ensuite parce qu'ils sont échelonnés sur la durée des travaux de chantier. Mais ce contrôle est pratiquement inexistant. Tout se passe, en fait, comme si le Crédit Foncier et avec lui le ministère du quai de Passy ne tenaient pas à surveiller trop étroitement la construction privée. Nous n'avons énuméré les fraudes à la construction que dans ce seul dessein : montrer que l'État les tolère non seulement quand il a le pouvoir de les interdire, mais à plus forte raison plus tard quand il a le devoir de les réprimer.

Nombreuses sont les plaintes déposées contre les constructeurs privés : les services officiels ne peuvent donc rien ignorer. Quand M. Sudreau déclare n'avoir jamais pu se rendre compte des agissements du C.N.L. parce que certain rapport établi dès 1957 au ministère des Finances ne lui avait pas été communiqué, on peut douter de son entière bonne foi. En effet, dès 1959, le Crédit Foncier avait dû intervenir auprès du C.N.L. sur la demande des souscripteurs de la Résidence Buffalo. Le Comptoir avouait à ce moment-là un déficit de 2,50 millions NF. Sous la pression du Crédit Foncier, les administrateurs restituèrent, sur leurs superbénéfices, 1,28 million NF. M. Sudreau n'en a-t-il jamais rien su ? Quand certains souscripteurs qui s'estimaient lésés par l'Immobilière Lambert demandèrent au ministre d'user de son autorité, celui-ci répondait : « Votre différend, d'ordre rigoureusement privé, relève de la compétence exclusive des tribunaux de l'ordre judiciaire » (lettre du 14 janvier 1961). Ce qui n'empêchait pas M. Sudreau d'affirmer deux mois plus tard, dans l'interview du *Monde* déjà citée, que « de nombreuses poursuites avaient été entreprises depuis 1954 à l'initiative du ministère de la Construction [...] Encore fallait-il que les pouvoirs publics aient la possibilité juridique d'intervenir ».

Cette possibilité, les pouvoirs publics l'ont, mais ils ne veulent as s'en servir. Déjà, à la suite de nombreux scandales, le décret u 10 novembre 1954 et la loi du 7 août 1957 avaient été institués our protéger les souscripteurs. A elle seule, cette législation pouait empêcher les fraudes et les abus. Vouloir étendre la législaon existante aux constructions non primées par l'État, comme le ropose M. Sudreau, est un leurre et ne constitue pas une réforme u marché de la construction privée. D'abord, parce que les consuctions non primées, qui sont les plus chères (cf. l'opération oint-du-Jour) ne représentent que 14 % des immeubles du secur privé. Ensuite, parce que la législation n'est valable que si le est appliquée. C'est une remarque qui vaut pour le second oint du projet de loi de M. Sudreau : la réglementation plus stricte es contrats. Tant que l'État ne sera pas disposé à user de sanceons pénales contre les fraudeurs, les législations se succéderont ans apporter aucun changement. Elles seront d'autant moins fficaces que les appartements continueront à se vendre sur plans. t non « clefs en mains », comme la logique du commerce d'immeules l'exigerait [4].

Aussi rentable que les autres industries

Mais le ministre a volé au secours de la construction privée uand celle-ci se trouvait mise en cause par le scandale du C.N.L., arce que c'est à la construction privée qu'a été confiée la solution artielle de la crise du logement : rien que pour l'année 1960. 33 800 mises en chantier lui étaient dues sur un total de 328 000.)r, la libre entreprise ne bâtissait, en 1950, que 28 900 logements ur un total annuel de 70 000. D'où lui est donc venu, en dix ans, n tel intérêt pour la construction? Aurait-elle décidé, pour la remière fois sans doute, de prendre en charge un problème ational à seule fin de le résoudre? Ce serait évidemment puérilité le le croire. Les capitaux privés se sont investis depuis dix ans lans le logement parce que celui-ci est devenu aussi rentable que

4. « La seule solution réellement efficace pour éliminer les difficultés ntre promoteurs et souscripteurs consisterait à exclure toute autre ormule que celle de la vente clés en mains [...] Mais ce système exige une bondance de capitaux qui n'existe pas encore dans notre pays. Dès lors, l est inévitable d'avoir recours aux apports des souscripteurs. » (Interiew déjà citée.)

les autres industries, et parce que l'État les y a financièrement encouragés.

Il suffit d'examiner les chiffres pour s'en convaincre. Jusque dans les années 1950, les promoteurs ont construit une moyenne de 30 000 logements par an *sans prime ni prêt.* A partir de 1953 cette moyenne dégringole à 20 000, car, à ce moment-là, l'ensemble de la construction privée se tourne vers le système inventé en 1950 des primes d'État couplées avec les prêts du Crédit Foncier. Dans ces années-là, les chantiers connaissent un « boom » qui encourage les ministres du quai de Passy à envisager dans leurs discours la solution prochaine de la crise du logement. En même temps que les immeubles, les sociétés promotrices surgissent. Beaucoup de gens s'improvisent constructeurs. Il fallait que le nouveau système fût intéressant, car on n'attire pas les mouches avec du vinaigre. Il l'était en effet.

Pour être constructeur, point n'est besoin de nombreux capitaux : il en faut tout juste assez pour acheter un terrain et proposer au Crédit Foncier d'y bâtir des immeubles à usage d'habitation. Une partie du prêt suffit ensuite à faire démarrer les travaux qu'on finance très vite avec l'argent des souscripteurs, dont les contrats sont signés avant l'ouverture ou en cours de chantier.

L'État est munificent. Il prête et il donne de l'argent. Il en prête jusqu'à concurrence de 70 % du prix de la construction dans les Logécos. Il en donne pendant vingt ans sous la forme de primes annuelles au mètre carré construit : 1 000 A.F. pour les Logécos et 600 A.F. pour les autres constructions [5]. Ce ne sont pas les promoteurs qui remboursent, puisqu'ils ne sont pas destinés à être propriétaires : mais les souscripteurs, qui accèdent à la propriété par traites trimestrielles d'abord, pendant cinq ans, au Sous-Comptoir des Entrepreneurs puis par traites semestrielles au Crédit Foncier. Si les constructions sont amorties en vingt ans, les bénéfices des promoteurs, eux, sont immédiats : 6 % du prix de la construction dans les Logécos, 10 % dans les autres logements primés par l'État. *Un travail sans risque, qui laisse une large place à la fraude, des bénéfices immédiats, tel est donc le système qui régit la construction privée.*

5. Depuis deux ans, les primes ont été remplacées par un système plus avantageux de bonifications d'intérêt sur les prêts consentis : le taux est passé de 6,85 à 3,75 % pour les anciens logements primés à 6 NF et à 2,75 % pour les Logécos.

CE QUE LES MINISTRES APPELLENT LOGEMENT « SOCIAL »

Ce ne seraient pas là, évidemment, des reproches à adresser régime capitaliste si le jeu de la libre entreprise, aussi subven- nnée fût-elle, s'était orienté vers la construction sociale. Mais pposition est évidente entre construction privée et logement :ial. Ce n'est pas faute, pourtant, que l'adjectif ait été utilisé : intentions, semble-t-il, étaient pures. Lorsque M. Pierre urant, par le décret du 16 mars 1953, décide de créer les Logécos, spécifie que le bénéfice de la législation sur les Logécos sera servé aux « personnes de condition sociale modeste », et, pour issurer de la modestie de la condition, il stipule qu'un contrôle :a exercé sur les ressources des futurs occupants. Ce dernier :me paraît ubuesque lorsqu'on vérifie de quelles ressources réelles faut disposer pour acheter un Logéco en co-propriété. La modestie » n'est que dans les textes.

Un candidat à la copropriété doit, en effet, disposer d'un *pital important* et d'un revenu régulier s'il ne veut pas s'engager la légère. Par exemple, s'il souscrit à un Logéco de type F4, n apport initial s'élèvera au minimum à 12 000 NF auxquels faut ajouter de nombreuses autres sommes : frais de cession de irts, paiement des intérêts pendant la construction, révision de ix, travaux supplémentaires, police d'assurance, provision pour iarges dès la remise des clés, etc. Bref, il lui faut au minimum capital de 20 000 NF. S'il n'en possède qu'une partie, il devra nprunter, et rembourser son prêt complémentaire en même temps ie s'acquitter des traites trimestrielles du Sous-Comptoir des ntrepreneurs : au total, ce seront de 600 à 800 NF par mois que souscripteur d'un Logéco devra retenir sur son salaire pendant s trois ans que dure le remboursement d'un prêt complémentaire. 'allocation-logement ne viendra guère le soulager. D'ailleurs, il pourra en bénéficier si ses revenus sont trop importants ou s'il perçoit pas de prestations familiales, comme il arrive fréquem- ent dans les ménages où le mari et la femme travaillent et ne euvent, de ce fait, toucher l'allocation de salaire unique.

Il n'empêche que le ministère public des statistiques qui lui mblent rassurantes : celles-ci montrent que le pourcentage des ivriers est plus fort dans les Logécos (37,3 % en 1959) que dans s autres logements primés (24,2 %). Il faudrait donc en conclure

que les Logécos sont des constructions populaires. C'est une rus de bonne guerre d'assimiler le mot « populaire » au mot « ouvrier quand ce dernier terme désigne la fraction privilégiée de la class ouvrière, c'est-à-dire les techniciens de l'industrie qui sont le seuls capables d'accéder à la propriété d'un appartement. Ma s'il faut entendre par logements « populaires » ceux qui sor accessibles à tous, nous pouvons nous demander dans quelle pro portion le prolétariat français actuel, notamment les agents de l fonction publique qui, le 19 avril dernier, à l'Opéra, réclamaien sur leurs pancartes un revenu mensuel de 500 NF, habite de Logécos.

D'ailleurs, il est une autre catégorie d'ouvriers que les statist ques n'évoquent guère : celle des manœuvres et des ouvrier spécialisés, qui forment la clientèle la plus nombreuse des hôtel meublés et des taudis. Pour ceux-là, l'État aurait dû construir des H.L.M. locatives, les seuls logements populaires. Il ne l'a pa fait : dans le même temps où il aidait puissamment la constructio privée, il laissait stagner la construction des Habitations à loye modéré. Si l'on prend l'année 1958 comme date de référence pou juger de « l'effort de construction » de la Quatrième République on constate que : sur 242 000 logements achevés qui ont été financé par l'État, il n'y a que 68 700 H.L.M. locatives (soit 28 %). L régime actuel n'a fait qu'accentuer cette proportion, ou plutô cette disproportion : en 1960, 73 300 H.L.M. locatives étaien mises en chantier contre 70 000 en 1957. En revanche, il y avai en 1960 221 900 H.L.M. en accession à la propriété, Logécos, e autres logements primés par l'État contre 184 700 en 1957 C'est-à-dire que, dans le premier cas, la progression a été d 4,80 % et, dans le second de 22 %.

LES MILLIARDS DE L'ETAT D'ABORD A LA CONSTRUCTION PRIVÉE

Il existe d'ailleurs un autre moyen de vérifier que l'aide d l'État s'est orientée davantage vers la construction privée que ver les H.L.M. : c'est de comparer les milliards débloqués en faveu de l'une et des autres. En 1960, le Crédit Foncier a alloué 2,6 milliards NF de prêts en faveur des Logécos et des autres logement primés. Quant aux organismes d'H.L.M., ils n'ont reçu la mêm

née que 2,32 milliards NF de prêts. Sur cette dernière somme, il 1,95 milliard a servi à financer des H.L.M. locatives.

H.L.M. locatives et H.L.M. en accession à la propriété : la diffé-ice est de taille, même si le ministère ne la fait pas lorsqu'il nonce le chiffre de ses crédits annuels. En effet, l'accession à la opriété, dans les H.L.M. comme dans les Logécos, n'est réservée 'à cette partie de la population qui dispose de capitaux et de venus mensuels importants. Le problème se pose dans les mêmes mes aux deux sortes de candidats : ils doivent, par un apport tial, financer une partie de la construction, dont le prix de revient comparable dans les H.L.M. de catégorie A *bis* et les Logécos. is, alors que pour un Logéco cet apport est généralement de % du prix global, il est réduit *théoriquement* à 15 et 20 % pour H.L.M. Théoriquement, en effet, car lorsque dans le prix de vient le terrain entre pour une part importante par suite de culations foncières, c'est le candidat qui en supporte les consé-ences. A telle enseigne que pour un F3 de 30 000 NF, l'apport tial, qui devrait être de 4 500 NF ou de 6 000 NF selon que rganisme constructeur est une société coopérative ou une société crédit immobilier, grimpe jusqu'au million, compte non tenu s dépenses supplémentaires entraînées par l'habitation d'un uvel appartement.

Pour expliquer leur *favoritisme*, les services publics ne manquent s d'arguments. Ils font généralement valoir qu'en accordant majorité de leurs crédits à la construction privée, ils ont aidé à tir plus de logements que si les mêmes sommes avaient été attri-ées aux organismes d'H.L.M. Cet argument pourrait être valable l'État finançait entièrement les H.L.M. et si les constructeurs vés prenaient en charge une partie importante de leurs opéra-ns. Or, les prêts accordés aux organismes d'H.L.M. ne couvrent e 85 % du prix de la construction et nous verrons plus loin ce 'il leur en coûte de faire appel aux capitaux privés et semi-vés pour couvrir les 15 % restants. En ce qui concerne les gements primés par l'État, quelle que soit l'importance des prêts nsentis par le Crédit Foncier (de 40 à 70 % du prix de revient). différence est réglée par les souscripteurs et non par les promo-urs. On n'aperçoit donc pas très bien l'utilité de ceux-ci. On nçoit mal que l'État ne se soit pas substitué à eux pour pro-ouvoir des programmes de construction dont il aurait amorti financement en les louant. A jouer le rôle de gros propriétaire

il n'aurait pas abandonné pour autant son rôle d'État capitalis puisqu'il n'aurait pas construit *à perte*, mais pris simplement s lui l'ouvrage confié aux autres. Que l'État ait laissé la majeu partie de la construction à la libre entreprise prouve seulemen son incapacité à se transformer lui-même en entreprise ainsi q son désir — inavoué celui-là — de faire renaître dans le secte privé un capitalisme immobilier.

Crise des logements populaires de plus en plus grave

Aussi faible soit-elle (4,80 %), l'augmentation des mises en cha tier d'H.L.M. locatives depuis 1957 est pourtant revendiqu comme un progrès par les services ministériels. Mais cette augme tation n'est réelle qu'en valeur absolue. Car, dans la même périod la demande s'est accrue dans des proportions plus larges. Déj l'Office municipal de Paris reconnaissait l'an dernier qu'il ne po vait satisfaire qu'une demande sur dix chaque année. La crise n'i qu'en s'aggravant par suite de la poussée démographique et de concentration urbaine. Chaque année, en effet, la région parisien compte 200 000 habitants de plus et le phénomène, s'il est moindr est identique dans les autres régions industrialisées de Franc En outre, la population croît régulièrement. Dans quatre ans, l nombreux enfants nés à la Libération formeront des ménages poseront des problèmes de logement identiques aux problèm d'effectifs scolaires qu'ils posent actuellement. Déjà, les jeun ménages d'aujourd'hui sont, dans 65 % des cas, mal logés ou n logés. Dans la seule région parisienne, le pourcentage des jeun ménages sans logement est de 95 %.

Ne pas construire assez de logements populaires est d'auta plus grave que ce sont les classes populaires qui souffrent le pl de la crise du logement. Au recensement de 1954, sur 100 mal-log 78 étaient des ouvriers industriels et agricoles, des petits artisa des employés, et des économiquement faibles. Ces mal-log vivaient soit dans des taudis ou des logements en état de surp plement critique, soit à l'hôtel. Une enquête effectuée en 195 montré que sur 101 locataires de deux hôtels parisiens, 87 étai des ouvriers ou des retraités. Souffrant de leurs taudis ou paya des meublés à des prix exorbitants, les catégories défavorisées

population pourraient au moins espérer que les H.L.M. cons-
ıites leur soient destinées.

Ͻr, il n'en est rien. Une enquête de l'Institut National de la
atistique a prouvé que sur 1 000 ménages ouvriers installés
puis 1948, 28 seulement l'ont été dans des H.L.M., alors qu'il y
avait 51 pour les cadres moyens et 38 pour les cadres supérieurs
les professions libérales. Les cadres moyens représentent 16 %
la population des H.L.M. alors qu'ils forment seulement 10 %
la population urbaine. Cette situation scandaleuse, M. Garet,
prédécesseur de M. Sudreau, s'en est un jour étonné dans une
ıférence de presse : « Pourquoi y a-t-il des automobiles de luxe
vant les H.L.M. ? », demanda-t-il. La question semble étonnante
ıant d'un ministre de la Construction. Une étude des modes de
ancement, de construction et d'attribution des H.L.M. suffi-
t pourtant à y répondre. *La politique nationale du logement
st pas seulement scandaleuse parce qu'elle subventionne davan-
e la construction privée que la construction publique, mais parce
elle détourne celle-ci de sa véritable orientation : la clientèle popu-
re.*

Un non-sens parmi d'autres : les H.L.M. de luxe

Nous avons vu déjà qu'il y avait deux sortes de H.L.M. : les
atives et celles qui sont destinées à la propriété. Ces dernières
tant utilisables que par les classes moyennes, au même titre
e les Logécos, représentaient pourtant le quart des H.L.M.
ses en chantier en 1960. Mais ce n'est pas tout. A l'intérieur
me des H.L.M. locatives, il existe des catégories populaires et
catégories de luxe. Celles-ci étaient déjà représentées par les
L.M. de type B, dont le coût de construction est supérieur à
ui des Logécos. De récentes mesures en instaurent officielle-
nt l'existence : les H.L.M. dites *améliorées* pourront avoir un
er double de celui des H.L.M. ordinaires (celui-ci est, actuelle-
nt, de 130 NF pour trois pièces). Elles seront construites pour
cadres moyens et supérieurs, et les bénéfices qu'elles permet-
nt devront normalement compenser la construction de nouvelles
L.M. de type simplifié, à loyer réduit.

Ͻe ne sont certes pas les organismes d'H.L.M. qui s'indigneront
telles mesures, puisqu'ils les ont réclamées à leur Congrès

d'Annecy en 1960. Mais le candidat au logement aura peut-ê le droit de s'étonner : H.L.M. signifie bien Habitation à Lo Modéré. Construire des habitations à loyer relevé, ce n'est p construire des H.L.M. D'autre part, il semble anormal que, p répondre à la vocation des H.L.M., il faille réduire le confort proportion du loyer. Sur ce chapitre, la Confédération Nation des Locataires n'a cessé de protester. Mais de pareilles innovati officialisent une politique des organismes d'H.L.M. qui est con depuis longtemps. On peut la caractériser des deux façons s vantes : les organismes ne bâtissent pas pour une clientèle po laire, mais pour tout le monde. On a pu dire qu'ils servaient « bonne à tout faire » de la construction française. D'autre pa ils ne sont pas gérés comme des services publics, mais de plus plus comme des organismes à caractère commercial. L'État le prête de l'argent, il ne leur en donne pas.

I. *Les organismes « bonne à tout faire »*.

Par organismes d'H.L.M., il faut comprendre d'une part offices publics dont les employés sont nommés par l'État à l'échel communal ou départemental, d'autre part les sociétés anonym et les coopératives qui se constituent librement. La distincti est d'importance : les sociétés anonymes et les coopératives bén ficient de la législation des H.L.M. à condition qu'elles se conf ment aux normes, aux prix de construction, aux loyers H.L. En revanche, *elles choisissent leur clientèle*.

Seuls les offices publics ont été conçus pour loger les sans-ab reloger les familles vivant en îlots insalubres et, d'une façon pl générale, celles qui ont des revenus « modestes [6] ». Néanmoi malgré cette vocation sociale, les offices d'H.L.M. n'ont reçu, s les 2.32 milliards NF de prêts d'État en 1960, que 1,36 millia de NF. Le reste a été alloué aux sociétés anonymes et aux coop ratives, qui ont construit soit pour l'accession à la proprié (370 millions NF), soit pour la location (590 millions NF).

Mais parler de vocation sociale à propos des offices d'H.L.M c'est rester dans le domaine des théories. Car les offices ne s'int ressent qu'à la *clientèle solvable*, qui seule leur permet de « gard un équilibre financier » : à telle enseigne que les personnes dont revenu mensuel se situe au-dessous de 500 NF ne trouvent auc

6. « Les offices publics ont été seuls à mettre des logements à la dis sition des personnes de condition modeste. » (Réponse de M. Sudreau à député, juin 1959.)

édit chez eux. D'ailleurs, le plafond des ressources pour avoir roit à une H.L.M. n'a cessé d'être relevé ces dernières années. La onfédération générale du Logement estime que, désormais, resque tous les Français peuvent postuler à une H.L.M., si l'on e réfère aux déclarations de revenus.

Qui entre donc dans les H.L.M.? Des tas de gens s'y installent, ui ne sont pas inscrites sur les listes officielles jaunies par leur jour dans les tiroirs. Ce sont d'abord les « petits copains », les ersonnes « compréhensives » à l'égard des conseils d'administration des offices qui — on ne sait pourquoi — sont libres de choisir) % de leurs locataires. Les autres attributions se font au gré de vers besoins :

— *Administratifs :* L'État se réserve le droit de loger en priorité ns les H.L.M. les fonctionnaires qu'il déplace.

— *Économiques :* Les grandes entreprises ne décentralisent ı'à la condition de reloger leurs employés en H.L.M.

— *Financiers :* Des appartements sont réservés d'une part ıx communes qui ont procuré les terrains, d'autre part aux organismes qui ont financé les 15 % de la construction non pris en arge par l'État. Ces organismes, ce sont : la Caisse des Dépôts, ıi prête son argent à 5,50 % d'intérêt; les caisses d'allocations miliales; et enfin les employeurs, soit au titre de la contribution ıtronale obligatoire du 1 % sur les salaires, soit sous la forme de êts sans intérêt, remboursables en quinze ou vingt ans.

Mais, en échange de leurs prêts, les organismes se montrent ès souvent exigeants. Aucun texte ne fixe la proportion de logements qui peuvent être réservés au financier complémentaire. Si en qu'une entreprise qui a versé 15 % du prix de la construction ut obtenir 80 % des logements édifiés.

Le résultat est convaincant. *Les crédits H.L.M., passant par une ccession de tamis, se trouvent réduits à leur plus simple expression rsqu'ils sont utilisés pour les candidats officiels des logements pulaires.*

Premier filtre : 16 % des crédits financent l'accession à la proiété.

Deuxième filtre : seulement 70 % des crédits restants sont fectés aux offices d'H.L.M.

Troisième filtre : les offices construisent des H.L.M. de luxe ıns la proportion de 15 % de leurs opérations.

Quatrième filtre : les offices choisissent 10 % de leurs locataires.

Cinquième : les financiers complémentaires peuvent se réserv
jusqu'à 80 % des H.L.M. construites.

Sixième : l'État et les entreprises qui décentralisent ont priori
pour leurs fonctionnaires ou leurs employés.

Septième : au-dessous de 500 NF de revenus mensuels, un ca
didat H.L.M. n'a pas droit à se loger, parce qu'il n'est pas solvabl

*Ainsi, de proche en proche, le prolétaire se trouve-t-il éliminé d
logements populaires.*

II. *Les offices d'H.L.M., organismes à caractère commercial :*

Ce qui précède montre assez bien que toute notion de servi
public a disparu de l'activité des offices d'H.L.M. Ceux-ci en so
venus à se considérer comme des entreprises ordinaires, qui doive
équilibrer leur budget, et même réaliser des bénéfices pour l
investir dans de nouvelles constructions. Lors d'une séance d
Conseil municipal, le 19 décembre 1960, M. Watelet, directeur d
l'office H.L.M. de la Ville de Paris, en a d'ailleurs fait explicit
ment l'aveu : « Les méthodes que nous employons s'efforcent de n
pas être bureaucratiques, mais essentiellement pratiques et in
pirées par un esprit réellement commercial [...] Nous avons, chaqu
année, investi nos excédents de recettes dans des constructio
rentables. » Une telle politique, qui a déjà porté ses fruits (l'Offi
parisien a réalisé 10 millions NF de bénéfices ces trois dernièr
années), est présentée, bien sûr, comme la seule qui convienne
l'intérêt des locataires. Ceux-ci n'en ont pas moins subi, en di
huit mois, une hausse de 27 % sur leurs loyers. Le but de l'opér
tion est évident : il consiste essentiellement à dégager les offic
d'H.L.M. des subventions de l'État, qui ne fait que prêter so
argent, à des taux d'intérêt inférieurs à ceux des banques : d
1 à 2 %. *Ainsi, même dans le secteur des crédits d'État pour Hab
tations à Loyer Modéré, la construction n'est plus considérée aujou
d'hui comme un service public*[7].

Le 1 % : paternalisme ou loyers trop chers

Face à la carence des organismes d'H.L.M., on en est arrivé
considérer que la contribution patronale du 1 % suscite les vrai

7. La notion de service public a également disparu de la R.A.T.P., q
s'est organisée comme une entreprise commerciale, aux opérations ren
bles.

nstructions sociales. Cette contribution, décrétée le 9 août 1953, ut s'investir de façons diverses. En 1958, sur une somme globale 368 millions NF, 17 % ont servi à subventionner les sociétés ıonymes d'H.L.M. et, plus rarement, les offices publics. Le reste répartissait surtout entre les comités interprofessionnels 0,5 %) et les organismes relevant de la Caisse des Dépôts (10,2 %). ais il ne faut pas s'exagérer le nombre de logements construits âce au 1 % : en sept ans, on peut estimer ce nombre à 250 000, it une moyenne annuelle de 35 000 logements. Par ailleurs, cette rme de construction présente un double inconvénient :

— Les employeurs qui versent leur contribution aux comités terprofessionnels, aux sociétés d'économie mixte, etc. le font rtout pour loger leurs employés. Ceux-ci dépendent donc directement et d'une manière vitale de leur entreprise. Le jour où ils uittent ou perdent leur travail, ils quittent ou perdent leur gement.

— Le 1 % est rarement utilisé d'une façon exclusive dans une ciété de construction. Il se combine ordinairement avec les prêts ı Crédit Foncier. Ceux-ci sont consentis aux organismes *sans but cratif* (comme le sont en principe tous ceux qui utilisent le 1 %) des conditions avantageuses : pour un trois-pièces en Logéco catif par exemple, le prêt forfaitisé est de 24 750 NF. Il est mboursable en trente ans, à un taux d'intérêt de 2,75 %. Or, le opriétaire a le droit d'exiger, pour loyer annuel, jusqu'à 10 % ı prêt consenti, soit, dans l'exemple choisi, 2 475 NF. Si l'on oute à ce loyer annuel 15 % de charges et à peu près autant de ais de chauffage, on obtient un loyer mensuel de 270 NF.

Or, les organismes constructeurs n'hésitent pas à imposer un tel yer. C'est le cas notamment de la Société Civile Immobilière de Caisse des Dépôts qui est devenue, en quatre ans, le plus gros opriétaire de France. La S.C.I.C. finance ses constructions pour % avec la cotisation des employeurs, pour 21 % avec ses propres pitaux, et pour 60 % avec les prêts du Crédit Foncier. Ceux-ci ant forfaitisés depuis 1958 et à un taux intéressant, ils suffisent dinairement à couvrir 70 % du prix d'un Logéco. La S.C.I.C. néficie donc d'une mise de fonds importante, qu'elle utilise à nstruire des grands ensembles spectaculaires, dont on ne peut er aujourd'hui, après quelques erreurs ni la qualité esthétique celle des aménagements. Mais comme elle a le droit d'exiger ›ur loyer annuel 10 % des prêts du Crédit Foncier — ce qu'elle

fait — ses loyers sont très chers et *elle trouve de moins en moin preneur.*

Au grand ensemble de Créteil (20 000 habitants), le loyer men suel d'un deux-pièces dans un immeuble neuf est de 163 NF auxquels s'ajoutent 15 % de charges et autant de frais de chauffag (soit 230 NF). Résultat : trois semaines après l'ouverture d l'immeuble, il n'y avait encore que quatre locataires pour quarant logements. En outre, bien que ses constructions soient financée à 79 % avec des fonds publics, la S.C.I.C., du seul fait qu'ell apporte les 21 % restants, utilise à l'égard de ses locataires l législation applicable à la propriété privée. Cela lui procure de droits exorbitants : elle peut chasser ses locataires, sans la moindr explication, avec un mois de préavis; elle peut les obliger à subi toutes les augmentations de loyer qu'elle « juge utiles ». De nom breuses expulsions, notamment à Sceaux, Maisons-Alfort et Cham pigny-sur-Marne ont prouvé que la S.C.I.C. n'hésitait jamais user de ses droits.

Une logique historique

Le bilan de la politique nationale du logement est donc fort net l'État accorde davantage de crédits à la construction privée qu' la construction publique, et la construction privée ne bâtit e majeure partie que pour les candidats propriétaires; à l'intérieu même de la construction publique, il élimine les petits salarié selon qu'il affecte ses crédits à des constructions chères et selo qu'il loge dans les H.L.M. une majorité de prioritaires ou personnes favorisées; enfin, en obligeant les employeurs à invest dans la construction, il n'évite pas les loyers chers et, quand il l évite, il favorise le paternalisme le plus criant.

Cette politique, qui élimine le faible des constructions neuv et l'abandonne au taudis ou à l'hôtel meublé, s'inscrit dans u logique historique qui a sans cesse opéré en faveur des class privilégiées. Il suffit de se référer aux quinze dernières anné De 1945 aux années 1950, les appartements construits l'ont é sans prime ni prêt de l'État : ce furent des appartements de lux destinés à une catégorie de la population qui n'a pourtant jama été affectée par la crise du logement. La moyenne annuelle po cette sorte d'appartements, entre 1918 et 1950, est de 30 000 al

e, dans le même temps, la moyenne des H.L.M. locatives ne passe pas 3 000, soit 10 fois moins. Mais, comme on ne pouvait tir indéfiniment pour les *happy few*, leur nombre étant limité, il lait élargir la clientèle et c'est pourquoi le système des prêts plés avec les primes est inventé en 1950. La clientèle reste tout même sélectionnée : c'est celle des logements privés à 600 A.F., entèle d'ingénieurs, de médecins et de professeurs, bref, de dres supérieurs et de professions libérales. Le deuxième coup pouce en faveur de la construction dite « sociale » est donné 1953 avec l'instauration des Logécos. C'est cette année-là 'est instituée la contribution patronale du 1 % et c'est seulement à cette époque, également, que la construction des H.L.M. atives démarre à une vitesse de chemin de fer départemental : 000 en 1953, 20 000 en 1954, 37 000 en 1955 alors que, la même née, on construit 65 400 logements primés à 600 A.F.

Mais, en 1957, l'intensification de la guerre d'Algérie conduit gouvernement à contingenter les primes et les prêts, ce qui ovoque l'augmentation de l'apport initial des souscripteurs. On ote inévitablement un fléchissement dans la construction privée : s Logécos se vendent moins. Comme il ne faut pas décourager seule clientèle qui reste à la construction privée, c'est-à-dire secteur très large des classes moyennes, de nouvelles mesures nt décidées en septembre 1958, pour relancer l'intérêt des apparments en co-propriété. Les prêts du Crédit Foncier sont forfaisés : les sommes avancées sont supérieures à celles qui l'étaient paravant, et l'apport initial s'en trouve réduit d'autant. Les rimes se transforment en bonifications d'intérêt. Bref, le bâtient pourra aller comme avant. Les récentes mesures de . Sudreau, telles que nous les avons analysées, ne sont pas moins estinées à atténuer les effets du scandale du C.N.L. sur le rythme e la construction privée, qui dépend étroitement de la confiance es souscripteurs.

Telle sera la conclusion de notre enquête. Fallait-il tant de hiffres pour savoir que les Français subissaient, en matière de gement, une politique de classes? Nous ne le croyons pas. Il uffit de regarder autour de soi et d'interroger : les mal-logés, ce ont toujours les mêmes. Ceux que leurs faibles salaires ne rendent amais « intéressants », ni aux yeux d'une société immobilière, ni ceux de l'État.

Charles VANHECKE

O. Mannoni.

LE MALENTENDU UNIVERSEL

Pour rendre compte des changements dont est faite l'histoi
littéraire, on a souvent recours à des métaphores obscurcissant
en imaginant un processus de décantation, de dépouillement,
sélection, ou encore des déplacements de point de vue, en sou
entendant toujours qu'il s'agirait du dévoilement de quelq
réalité préexistante, peut-être d'une vérité, en tout cas de quelq
chose de durable et de résistant dont seule l'érosion du tem
permettrait la révélation en détruisant peu à peu l'inconsista
bric-à-brac de l'époque. L'écrivain, d'ailleurs, peut en avoir appe
ouvertement à ce « jugement de l'histoire »; un Stendhal p
exemple nous aurait attendus. Et nous aurions bien le droit
sourire, ou même de nous indigner devant l'image que de Baud
laire se faisaient ses contemporains, puisque nous, nous posséd
rions le vrai Baudelaire dont ils n'ont jamais pu rencontrer que
trompeuse apparence. Il suffit de formuler clairement ces pris
de position qui restent le plus souvent tacites pour qu'on en ape
çoive l'inconsistance. L'histoire ne s'arrête jamais, il n'y a pas
vision orthoscopique du passé, il n'y a pas de point de vue priv
légié, pas d'observatoire d'où l'on obtiendrait une perspective pl
fidèle qu'une autre. Ce qui est certain, c'est que les œuvres litt
raires, dans leur lettre, dans leur forme pure, se conservent
travers le temps, toujours identiques à elles-mêmes, et c'est cet
permanence, et certainement rien d'autre, qui a pu faire naît
la croyance à l'immortalité des œuvres. Si aujourd'hui nous ente
dons autrement les œuvres du passé, ce n'est pas que le temps
ait révélé quelque contenu caché que ce soit; elles tirent leur se
du contexte dans lequel elles sont lues et c'est de cette faço
qu'elles sont portées par le mouvement de l'histoire. Ce sont l

ı en conviendra, moins des évidences que des banalités, mais il est pas mauvais de se les rappeler à soi-même au moment de nterroger sur un délicat problème de critique littéraire, ou bien, ›ur dire les mêmes choses dans un autre langage, puisqu'ici il est ıestion de Baudelaire, ce qu'il a appelé « le malentendu universel » âce auquel, comme il l'a dit, tout le monde s'accorde — « car si ır malheur on se comprenait on ne pourrait plus s'accorder » — est pas d'une nature telle qu'on puisse espérer, ou craindre, qu'il se ssipe un jour. La façon dont Baudelaire s'est placé, le sachant, — c'est ce savoir qui est la véritable novation qu'il a apportée — ıns ce malentendu universel, l'art avec lequel il en a joué, et ›usé quelquefois, c'est de là qu'il a tiré son pouvoir sur « les rvelles humaines », c'est de là qu'il le tient encore, évidemment, c'est à quoi il le devra, aussi longtemps qu'il le conservera. Cela quelque chose à voir avec la possibilité même de toute poésie, ais on ne l'a pas toujours su. La gloire qui lui a été apportée par :s lecteurs qui le comprenaient peut-être mal, elle ne lui est nservée que par le destin qui est le sien : de toucher sans cesse à :s interrogations obscures, sans promettre aucun éclaircissement.

C'est là son destin *littéraire*. Qu'il y en ait un autre derrière, est-à-dire une vie dont on aurait pu parler autrement qu'il ne l'a it, on s'en est sans cesse préoccupé, de façon après tout légitime, ᵥec l'espoir d'y trouver les sources de son discours poétique, et ême avec l'illusion d'y découvrir les réponses à ces interrogations ›nt il nous saisit. On s'est parfois abandonné naïvement à cette cherche, quelquefois même avec vulgarité ou avec perfidie, par ı mouvement de rétorsion qui n'est que trop naturel de la part un lecteur effarouché. Mais une telle entreprise peut être menée ᵥec toute la prudence et toute la piété — ou plutôt le courage l'honnêteté — nécessaires et c'est précisément ce que vient de ussir Michel Butor dans l'essai qu'il a centré sur l'analyse d'un ːve de Baudelaire. S'il y a une condition exigible, de la part de ıi entreprend une étude de ce genre, c'est d'abord de renoncer à ːnir la vie et l'art pour opposés, comme ils le sont par exemple ans la banale citation d'Horace; d'admettre que dans la vie et ans les écrits de Baudelaire on retrouve opérante la même imanation. Conception difficile à tenir, qui oblige à considérer une âme désordonnée » qui « fait son destin » comme elle fait son uvre, sans que l'un ait priorité sur l'autre. La biographie de audelaire n'a pas grand sens, en effet, si on n'y introduit pas son

désir d'être un « héros et un saint » et en même temps de conquér
« le dégoût et l'horreur universels »; ou bien si l'on ne tient p
compte des *rôles* qu'il emprunte à la littérature — Tartuffe, Va
mont, Lovelace et bien d'autres. C'est dans *la Fanfarlo* en 184
cinq ans avant la première lettre, anonyme et en style cago
adressée à Madame Sabatier, qu'il imagine à l'avance toute l'ave
ture qu'il essaiera ensuite plutôt de jouer que de réaliser... Il n'e
pas besoin d'exemples d'ailleurs, sa biographie et son œuvre so
imbriquées comme des images et du texte dans une sorte
grimoire plein de sens et d'obscurité qui constitue ce qu'on pou
rait appeler — bien mal — la totalité de Baudelaire.

Ce grimoire, Butor l'a ouvert à une certaine page, une des pl
ornées de symboles énigmatiques, où l'on ne sait où s'arrête
texte et où commencent les images de la vie, la page d'un rê
— celui du 13 mars 1856. Ce n'est pas, loin de là, le seul rê
que Baudelaire ait pris la peine de transcrire, mais c'est le se
qui figure dans sa correspondance, le seul qui soit daté et qui a
été consigné sans aucune préoccupation d'utilisation littérai
ultérieure. Par exemple, le poème des *Fleurs du mal* intitu
le Jeu est aussi le texte d'un rêve, mais il a subi un traiteme
« artistique » qui en a fait une œuvre. Le rêve de 1856 n'a pas re
d'autre élaboration que celle de tous les rêves — l'élaborati
secondaire, comme l'appellent les analystes. Il est donné p
Baudelaire à la fois comme plein d'intérêt et comme n'ayant auc
sens, ou du moins comme écrit « dans un langage hiéroglyphique
dont il n'a pas la clé. On peut penser qu'un tel rêve est un doc
ment précieux, qu'il cache les significations essentielles et qu
peut nous aider — mais à quoi? C'est une question à laquelle
convient peut-être de ne pas répondre trop vite.

Voyons plutôt ce que Butor en fait. Il le traite comme u
« plaque tournante » donnant sur beaucoup de voies, et il
parcourir ces voies les unes après les autres. Il en résultera u
exploration — nécessairement limitée, mais très étendue — d
l'œuvre et de la vie de Baudelaire; et aussi de celles d'Edgar Po
car le premier volume des traductions d'Edgar Poe par Baudelai
vient de paraître à la veille du rêve. Cette exploration est même
étendue que ce ne serait pas mal s'exprimer que de parler d'u
redéploiement de Baudelaire, selon un ordre qui résulte de l'analy
du rêve. Il semble bien que Michel Butor ait eu fort netteme
l'intention de procéder précisément à une telle opération.

La méthode utilisée par Butor consiste à découper le rêve en
ments pour associer à chaque élément ses souvenirs de lecteur
c'est-à-dire des citations de Baudelaire ou des rappels d'événe-
nts biographiques. Cette méthode imite celle que Freud décrit
ns la *Traumdeutung*. Et, comme cela arrive en effet dans les
alyses de rêves conduites par Freud, le rapprochement de ces
ociations fait apparaître un certain sens. Si Butor a suivi
upuleusement cette méthode, s'il n'a pas, par moments, donné
elque « coup de pouce », c'est une question qui n'est pas essen-
lle et il ne s'agit pas ici de chicaner sur des détails. De mêmeon
lui reprochera pas d'avoir simplement utilisé *le plan de travail*
la méthode freudienne, de ne nous en avoir donné qu'une imi-
ion qui vise un autre but que celui de Freud. Car c'est bien
a qu'il a voulu faire, il n'a jamais prétendu rivaliser avec
psychanalyse. Il s'agit d'un artifice, parfaitement valable,
ond, éclairant, appliqué à un problème purement littéraire;
e méthode de lecture qui ne prétend guère nous montrer rien
utre que ce qui risquerait de nous échapper faute d'attention,
nformation, de mémoire. Mais on devine qu'il y a là une diffi-
té sérieuse, et que, par un effet de suggestion inévitable, il n'est
s possible qu'il s'en soit tenu à ce projet. Ce qui est en question,
n'est pas de savoir si Butor a bien ou mal appliqué une certaine
éthode, ni même ce que vaut cette méthode. Il s'agit du fait que
n expérience nous renvoie à des questions extrêmement obscures
ncernant « ce qu'on fait » avec des textes.

Il s'agit d'autre chose que de l'art de lire. Péguy, lecteur de
ugo, commence un développement ainsi : « Qui accroché au seul
ot de *demain*, à tout propos, hors de propos, parti d'un seul trait
ns même s'en apercevoir : Oh! demain, c'est la grande chose, etc. »
us serions d'ailleurs bien tentés de reprocher à Hugo d'avoir
p invité à ce genre de « souvenirs de lecture »... Mais pour
rendre à peu près l'apostrophe de Péguy, pourrons-nous dire,
ssi directement : quel lecteur de Baudelaire, devant le texte
rêve du 13 mars, ne verra aussitôt autour de lui (ainsi qu'un
g labyrinthe de vastes galeries d'un caractère triste et fané)
t Baudelaire à reparcourir, avec les communications mysté-
uses d'une œuvre à l'autre et de l'œuvre à la vie, comme un
ssé à revisiter, comme un parcours à réinventer? Ne s'agirait-il
e de cela? Et pouvons-nous nous cacher cette idée, quelle qu'en
t la valeur, que ce parcours est une recherche, que notre quête

a un objet? Je pense ici à ce passage, cité par Butor, où Baudelai résumant le *Scarabée d'or* s'émerveille qu'on trouve à la fin *un vr trésor :* « ce n'était pas un rêve ». Encore Butor écourte-t-il citation et ne nous montre-t-il pas, dans son entier, le plais (naïf ou malin?) que prend Baudelaire à énumérer toutes les pièc de ce trésor *vrai*, à manipuler les boucles d'oreilles, les chaîne et les crucifix, les bols à punch et les poignées d'épée — qui, merveille! *existent réellement.* Il y a un fil curieux qui va de P à Henry James, celui-ci nous conduisant aussi à la recherche trésor et du secret, mais avec la certitude finale qu'il n'y aura p de trésor ni de secret — *vrai* ou non — qu'il n'y aura rien d'aut que l'intérêt de la chasse pure, confondu précisément avec celui la lecture. Mais si nous admirons la pureté de l'art de James, nous avons envie de sourire de la *réalité* que Poe prétend vraime créer à partir de l'imaginaire, nous ne lisons pas Baudelaire cert de la même façon. Le texte ne s'évanouira pas comme brûlé fur et à mesure par notre avance, à la façon des textes de Jam et nous ne nous en irons pas non plus à la fin chargés du trés imaginaire — et réel — qui nous était promis. Quand nous liso Baudelaire, ce que nous finissons par vouloir, ce qu'il a faitmiroite nos yeux, ce que nous nous mettons à chercher est d'une autre natu Il n'est pas sûr qu'aucune méthode littéraire, aucun procédé de critique puisse en rendre compte. Il n'est peut-être pas prudent vouloir savoir trop précisément ce que c'est. Nous devinons seu ment que cela est de l'ordre de ce qu'il y a de secret *dans nos dési* Bien sûr, c'est toujours cela qu'on découvre au delà du simp intérêt que nous prenons à la lecture, du moins à aller au fond d choses, mais il y a de grandes différences. Poe, par exemple, no renvoie avec le trésor ou le secret ou la clé, nous devons être sat faits et le laisser tranquille. Nous laisserons James tranquille la même façon : il nous montre qu'il n'avait rien à nous donn (du moins Poe comme James espèrent que nous les laissero tranquilles). Avec Baudelaire, ce n'est pas la même chose.

Je n'ai pas l'intention de tirer cette étude du côté de la psych nalyse. « Psychanalyser » Baudelaire est une tentation qui n'a p grand sens. On a pu se servir des œuvres littéraires, de la biogr phie des grands hommes ou même de la biographie imaginaire d héros de la littérature comme d'exemples simplifiés pour illustr des thèses analytiques. Baudelaire, par exemple, a été autre f utilisé par Laforgue pour exposer des conceptions théoriques s

tendances inconscientes à l'échec. Cela n'a d'ailleurs fait 'ajouter au malentendu. Les études de ce genre ont pour résultat *réduire* le texte littéraire, de le récuser dans ce pourquoi il se nne, et de fournir au lecteur, sur l'auteur, un droit de juridic-n contestable et même une étrange position de supériorité. ussi faut-il louer Butor d'avoir su imiter les méthodes de l'ana-se des rêves en se gardant d'essayer de les appliquer réellement. y a à cela de bonnes raisons. C'est un paradoxe auquel il convient être attentif que la psychanalyse qui, dans le rêve, précisément, chiffre le langage de l'invention, touche à la fantaisie à l'état r, à l'inspiration, et se place à la source de la création, se refuse pendant — et le professe, déclarant ouvertement son incapacité à porter aucun jugement sur la sorte de valeur que peuvent oir, en tant qu'*œuvres*, ces mêmes créations quand elles ont été borées par les moyens de l'art.

Mais on peut se demander alors : pourquoi Butor a-t-il choisi partir d'un rêve? Tout autre texte, suffisamment riche et ffisamment difficile, par exemple la dédicace des *Paradis Artifi-ls* ou le sonnet de *la Destruction*, n'aurait-il pas fourni un point départ tout aussi valable, et n'aurait-il pas permis de la même unière de montrer comment la totalité de l'œuvre peut être teinte par les mêmes cheminements et les mêmes passages de oche en proche? Le choix du rêve est certainement motivé. En emier lieu, certainement, parce qu'il est du côté des documents graphiques plutôt que des textes littéraires, à la frontière, en ut cas, où ces deux domaines communiquent continuellement. uis ne serait-ce pas aussi parce que Baudelaire ne sait pas ce que n rêve veut dire, qu'il n'en est pas le maître et que grâce à cela us pourrions espérer apprendre précisément sur lui-même ce nt il ne songe pas à nous informer? Or, si nous prenons la pré-ution de ne rien dire qui ne soit fait des citations de ses écrits, us ne ferons qu'incorporer le texte du rêve à l'ensemble de tous autres textes, nous montrerons que, comme tous les autres xtes, il a un sens qui complète leur sens, comme tous les autres xtes complètent le sien? Seulement est-il sûr que nous puissions us en tenir là, n'avons-nous pas le souci, légitime mais qui mande à être avoué, de ne pas nous arrêter aux textes tels qu'ils us sont présentés, en vue de l'opération imaginaire qui est celle la lecture? C'est-à-dire que nous rencontrerions ici les besoins, raisons qui donnent naissance à cette activité somme toute

mal définie de la critique littéraire? Bien que ce soit faire un rappr chement peu plaisant, on ne peut pas, du point de vue des motiv tions psychologiques obscures, ne pas voir quelque ressemblan entre la façon dont la foule, qui l'a admirée dans un film, persécu de sa curiosité une vedette qui n'en peut mais, ou se contente l'information qu'on lui fournit abondamment sur sa vie priv et la façon dont la critique littéraire poursuit un auteur réel q le plus souvent, s'en passerait bien et préférerait renvoyer à s écrits pour se dégager lui-même — quand il n'est pas mort dep près de cent ans. Je ne parle pas ici des recherches historiques de la façon dont elles peuvent servir à compléter le sens de l'œuv mais de quelque chose qui y est étrangement et inévitableme mêlé, qui agit à la façon d'un leurre, et qu'on ne s'est pas toujou soucié de dégager. Henry James a approché ce problème, m de façon peut-être trop ironique, dans l'*Image dans le tapis.* pure littérature refuse purement et simplement la question. Q cette question se situe du côté de l'illusion ne l'empêche pourta pas de continuer à se poser.

On comprend bien que ce n'est pas l'entreprise de Butor qui en discussion ici. Seulement, il se trouve qu'il ouvre, par sa réuss même, par la rigueur des normes qu'il a choisies, un problème pl général et contribue dans une certaine mesure à en clarif l'énoncé. Le fait que l'objet de ce travail soit Baudelaire n' certes pas indifférent; c'est Baudelaire, semble-t-il, qui invite critique à prendre une certaine orientation. On pourrait contest certaines des affirmations de Butor, puisqu'il a pris par mome le risque de parler en historien et d'affirmer implicitement que choses *étaient réellement* ainsi. On pourrait lui reprocher d'av privilégié une certaine image de Baudelaire qui est la sienne. Il s'agit nullement de cela, mais d'essayer de savoir ce qui fait *qu ne peut guère en être autrement.* Les rapprochements, les associatio de Butor sont valables et ils apportent beaucoup de lumière. ne peut pas leur reprocher d'être trop risqués, ni d'être futil L'utilisation du calembour (*Beau de l'air ;* ou *prose et vers* à la pla de *rose et vert*) est légitime... Ce serait lui chercher une mauva querelle que d'opposer à l'ordre dans lequel il dispose les text un autre ordre qui, de façon aussi sérieuse, mettrait mieux lumière d'autres aspects, même s'ils faisaient apparaître d'aut significations dans le même rêve. Cela va de soi.

Si la méthode utilisée par Butor ressemble à celle de l'analy

rêves, elle ressemble aussi à celle qu'ont toujours utilisée les
iques : car, en vue d'un travail, il faut toujours rassembler et
onner les textes. Par exemple, Baudelaire a laissé des notes
, bien qu'elles n'aient pas été élaborées, constituent par elles-
mes une étude des *Liaisons dangereuses*. La seconde partie de
notes ne consistent qu'en citations, mais du choix même de ces
ations se dégage tout un commentaire possible, une orientation.
travail de ce genre est conçu comme préliminaire et nous est
ement livré tel quel. L'exemple des notes de Baudelaire sur les
isons et celui des citations ordonnées par Butor nous font
retter qu'il ne nous soit pas proposé plus souvent. Cependant,
este une différence entre les deux. Même si Butor s'était borné
isposer les textes dans un certain ordre, c'est-à-dire à les redé-
yer, à multiplier les passages et les liaisons de l'un à l'autre,
s faire aucune hypothèse, il ne pourrait pas empêcher son
eur de se diriger *vers* Baudelaire d'une façon particulière, en
t cas d'une façon différente de celle dont nous nous orientons
is le texte de Laclos avec les notes que Baudelaire nous a laissées.
st là le fait par lequel je me trouve arrêté, avec l'impression
comprendre la situation de Baudelaire ou celle de son lecteur
st d'abord comprendre ce fait-là, à savoir qu'à travers la parole
l'auteur on est conduit à viser son être. C'est un fait d'une assez
inde généralité, sans doute, avec des degrés divers, mais dans le
de certains auteurs, et particulièrement de Baudelaire, il prend
caractère essentiel.

Ainsi le critique diffère radicalement du lecteur même quand
sont confondus dans une même personne et le livre de Butor
bien fait pour nous rappeler cette distinction. Loin d'être un
teur plus consciencieux, doué de plus de goût, de plus de mémoire,
plus de sensibilité, le critique entreprend de répondre à ce qui
pas reçu de réponse satisfaisante dans la lecture. La nature de
questions et de ces réponses n'est pas tellement évidente.
mmense succès des *Fleurs du Mal* qui ont saisi tant de lecteurs
les ont mis en état de s'interroger sur eux-mêmes ne dépend
idemment en aucune façon de la connaissance qu'ils peuvent
oir ou désirer avoir d'un Baudelaire réel, tel qu'on peut espérer
tteindre dans sa biographie ou dans sa psychologie. Ce n'est
s qu'il s'agisse là de lecteurs médiocres, superficiels, disqualifiés
r leur incuriosité. Il s'en faut. Ce sont les vrais lecteurs — ceux
tout cas que visait Baudelaire. On ne peut conserver aucun

doute; il suffirait de voir comment il a fait le plan des *Fleurs* *Mal*, en négligeant l'ordre chronologique, pour présenter u façade qui n'a de sens que pour un public tenu à distance; et po cette tâche, qui ne le concerne pas personnellement, il ne dédaig nullement l'avis d'autrui. Les meilleurs lecteurs, parmi les premie se sont jetés sur cette présentation comme Baudelaire s'était je sur l'œuvre de Poe, alors qu'il ne se faisait de la personne et de biographie de Poe qu'une image tout à fait fausse (et révélatric La critique — le critique, distinct du lecteur, ou le désir d'u recherche plus ambitieuse qui s'éveille pendant la lecture, dans l deux cas à cause de cette sorte de vide où la lecture nous lais tomber — vient se mêler, au grand dépit de l'auteur quelquefo à une situation qui, au départ, serait plutôt faite pour l'exclure.

Ici, peut-être, la psychanalyse aurait un mot à dire, non pl pour découvrir un sens caché aux grands textes littéraires ni po commenter la biographie des auteurs, mais pour élucider cet étrange expérience d'une lecture qui, selon l'expression de Buto nous déchire, et de ce fait nous pousse à situer le déchirement ch l'auteur en tant qu'existant, avec l'espoir que, quand nous l aurons découvert, cela ira mieux pour nous. D'où la position alo ambiguë (et « sacrée ») de l'auteur, bouc émissaire du lecteu victime expiatoire, et héros de sa fantaisie. Mais, par une tel analyse, nous sortons de l'attitude critique, ou même, nous l rendons inutile. Ce n'est pas que les questions que nous no posons au cours de la lecture ne soient les plus importantes, ma la critique les détourne et nous fait espérer une solution où elle n peut pas être. Sans doute un rôle reste réservé à la critique : déco vrir les moyens et les degrés divers par lesquels une œuvre devie plus ou moins écran, s'interpose entre l'auteur et nous — c'est-à dire entre nous et nous-mêmes — ou bien au contraire fait tomb cet écran, supprime cette interposition et nous laisse exposés ce point devant nous-mêmes que c'est à l'auteur que nous no en prenons.

De la « psychanalyse » de l'auteur, on l'a vu, il n'y aurait rien attendre qu'un surcroît de résistance à la lecture. Mais ce n'e pas qu'elle soit absolument impossible, ou absolument sans intér Elle va dans un autre sens, les réponses qu'avec sa rigueur par doxale, elle peut donner aux questions que pose le lecteur ou critique déplacent les problèmes et ne s'ajustent pas à ces que tions. Le mieux est, sans doute, d'en donner un exemple, sans

ndre ni trop facile ni de trop mince importance. Butor se nande quelle est la relation de Baudelaire avec son vrai père. ıdelaire n'en parle jamais, sauf une fois, dans les *Journaux* :*mes*. La réponse de l'analyse classique — qui déplace le pro-me d'une façon qui ne pourrait pas satisfaire Butor, ni aucun :ique, ni aucun lecteur — c'est de faire remarquer le ton paternel certains passages de lettres de Baudelaire à sa mère; de noter : Jeanne est devenue « sa fille »; qu'on trouve en plusieurs lroits des remarques surprenantes telles que, dans les *Petites* *·illes*, le vers : « Tout comme si j'étais votre père, ô merveille! » que tout cela tend à prouver que le père a été « introjecté ». a s'accorderait, d'autre part, assez facilement avec le rôle de esbienne » assumé par Baudelaire; nous n'imaginons pas que ıs puissions en avoir un aveu plus précis, et pourtant, il nous en ıne un, dans sa lettre du 3 janvier 1865 à Mme Paul Meurice : Exaspéré d'être toujours cru, j'ai répandu le bruit que j'avais mon père et que je l'avais mangé... et on m'a cru! ». Évidem-nt, il a dû aller chercher bien loin le plus incroyable — ce serait bel exemple pour illustrer une étude sur la *Verneinung* freu-nne, la « défense » par la négation. Mais que faire de ce genre recherches dans le domaine littéraire? Je ne dis pas qu'elles aient inutiles absolument; celle-ci, par exemple, permettrait xpliquer pourquoi Baudelaire, qui avait toutes les raisons de priser l'art poétique de Marceline Desbordes-Valmore, ne pou-t pas résister à un certain charme qui tient justement au fait : la poétesse présentait des traits similaires qui provoquaient :z Baudelaire des orages de sentiment qu'il prenait pour des xplosions lyriques ». Mais c'est s'engager là sur des chemins s risqués, en tout cas escarpés, et pour bien peu de profit en ce nous occupe. Avant tout parce que ce type d'explications ıt pour toutes sortes de discours mutilés ou énigmatiques dont n'a pas besoin de considérer la valeur ou le manque de valeur éraire. Mais ce n'est pas la psychanalyse qui a apporté l'idée s'intéresser aux secrets, aux trésors cachés de l'écrivain. Elle fait que suivre et prolonger un mouvement créé déjà à partir l'intérêt littéraire.

Certes, Butor, bien qu'il soit parti d'un rêve, ne s'est pas égaré côté de la psychanalyse. Mais son travail nous apprend beau-ıp de choses par son caractère de pureté géométrique. Pour voir ce que sont essentiellement la critique et la lecture, pour

savoir quel est le rapport d'une vie à une œuvre, cette constructio
méthodique peut servir, non pas de réponse, mais de modèle. I
nous donne l'impression (se demander si cela est voulu ou non est
sans intérêt mais c'est une impression que Baudelaire n'aurait pas
récusée, au contraire, et c'est de toute l'*histoire* le plus *extraordi-*
naire, en tout cas c'est un paradoxe pour la critique traditionnelle
mais non pour nous) qu'il est possible d' « expliquer » l'œuvre de
Baudelaire avec la vie de Poe et certains textes de Poe avec la
biographie de Baudelaire — ce qui nous met, je crois, sur le chemin
de mieux comprendre les vrais rapports d'une œuvre avec la vie
de notre œuvre avec la vie des autres, de notre vie avec l'œuvre
d'autrui, car, à parler avec rigueur, que pourrait bien vouloir dire
une œuvre qui n'aurait de sens que dans *une* vie? Il ne s'agit pas
par ces remarques, d'inviter à une confusion facile, mais de mon-
trer que, dans ces domaines, les obscurités qui restent à éclairer
ne manquent pas.

Baudelaire, comme nous le rappelle Butor, parle de nous, et
c'est pour cela qu'en un certain sens, il est — il a toujours été —
impossible de ne pas le « comprendre »; et impossible de le « com-
prendre » tout à fait. On a pu ainsi le refuser; mais malgré ces
refus, malgré les condamnations, tout le monde, toujours — même
les juges du fameux procès — savaient parfaitement où il voulait
en venir. Au cours du temps, les lecteurs se sont « défendus » de
diverses façons dont certaines aujourd'hui nous étonnent. Le carac-
tère « douteux », pour employer le mot d'un poète, P.-J. Jouve, de
son auréole, s'est modifié; les bijoux de l'antique Palmyre sont
reconnus aujourd'hui pour authentiques. L'ordre non pas des
valeurs secrètes, mais des valeurs *avouées* s'est transformé. Mais
Baudelaire reste douteux au sens où on peut le dire d'un combat
qui continue en nous-mêmes. C'est sans doute la raison pour
laquelle nous avons l'impression que tout n'est pas dit dans les
textes et qu'on ne peut pas épuiser une « compréhension » de
Baudelaire. Dans sa lettre de condoléances, Hugo a mis avec
précision et maladresse son gros doigt sur quelque chose d'essentiel
« Sa belle et noble intelligence, écrit-il, accomplissait une évolu-
tion salutaire et était au moment de tourner vers l'idéal et le vrai
quand elle a été foudroyée. Cette sombre attaque fut comme une
trahison. Quand la nouvelle m'arriva, je fus navré plus que de la
mort. Hélas! c'était cela qui était la mort. » Mais le problème de
l'impénitence finale et des pieuses intentions était beaucoup plus

explicite pour Baudelaire que pour Hugo, et il avait été dès longtemps énoncé de la façon la plus claire par la juxtaposition du *Don Juan aux Enfers* et du *Châtiment de l'Orgueil* — cette dernière pièce préfigurant d'ailleurs assez nettement l'aphasie. Certainement, on a raison de penser qu'on comprend mieux Baudelaire que ceux de ses contemporains qui le refusaient, mais encore faut-il d'abord le comprendre aussi bien que ceux qui le refusaient, sans risquer de s'engager vers les consolations optimistes qu'il avait dénoncées. On ne saurait le tourner d'aucune façon vers l'idéal et le bien, sinon grâce au malentendu universel — ce qui est plein de sens. On ne le pourrait pas en invoquant, même de façon cachée un quelconque « progrès » par rapport à ses contemporains, et si nous n'y prenions pas assez garde, Hugo aurait eu raison de lui...

La netteté avec laquelle Butor le redéploie, la transparence de sa construction mettent à l'abri de ce genre d'erreur. Butor s'efforce de nous montrer qu'il n'y a en tout cela *pas de secret*. Et ce n'est pas sa faute mais celle du sujet lui-même, si malgré le secret nié, malgré sa transparence, l'entreprise ne peut pas ne pas prendre, — ne fût-ce que par l'intérêt qu'elle ménage — l'aspect de la quête du caché.

O. Mannoni

Renée Saurel.

UNE TRAGÉDIE TUÉE PAR LA RICHESSE

Dommage qu'elle soit une putain, de John Ford
au Théâtre de Paris [1]

Démocrite Junior, alias Robert Burton, auteur de l'ésotérique *Anatomie de la mélancolie* a, paraît-il, influencé *The Lover's melancholy* qui parut en 1628, sous le nom de John Ford, le dernier et le plus moderne des élisabéthains. De là à voir en Ford un préromantique il n'y a pas loin. On aurait tort pourtant de tenter de l'arracher à la Renaissance pour faire de lui le frère en morbidesse d'un Keats ou d'un Lenau. *Dommage qu'elle soit une putain* est bien de son temps. Œuvre audacieuse, insolente, sacrilège et originale, bien qu'elle développe des thèmes que l'on retrouve dans tout Shakespeare et chez ses satellites. Ces thèmes : l'existence de Dieu et sa mise en question, la nostalgie de l'Unité originelle, la condamnation de l'amour-volupté qui nuit à l'âme et empêche sa lente alchimie vers la perfection spirituelle, apparaissent dès la première scène de *Dommage qu'elle soit une putain.*

La pièce se passe à Parme, ville très débauchée que Ford oppose à la « lumineuse » Crémone. Giovanni, jeune gentilhomme, fils de Florio et frère d'Annabella, se confesse au Frère Bonaventure dont il fut, naguère, le brillant élève. C'est au frocard que Ford, prudent, — il fut juriste en même temps que dramaturge — donne la parole en premier. Et c'est pour que le Frère mette en garde son jeune pénitent contre les attraits dangereux de l'athéisme : « Une agréable philosophie peut tolérer des sophismes invraisemblables, mais le ciel ne plaisante pas. Les esprits qui

1. Le texte joué au Théâtre de Paris, et qu'il serait difficile de juger sans avoir sous les yeux la pièce originale, est de M. Georges Beaume. Les citations de cette chronique sont empruntées à la traduction de G. Pillement, qu'utilisa Charles Dullin. (Éditions Guy Le Prat.)

sumèrent trop de l'esprit en s'efforçant de prouver par les fices de leur art qu'il n'y a pas de Dieu découvrirent le chemin plus court de l'Enfer... » Sage précaution : Kyd et Marlowe vaient-ils pas payé de leur vie leur prise de position religieuse philosophique ? A l'abri de ce bouclier, et moyennant quelques res précautions en cours de route, Ford écrit une pièce magni- ıement sacrilège, qui est un défi plus hardi encore que celui don Juan. On entre de plain-pied dans la scandaleuse situation : vanni aime d'amour sa sœur Annabella et confesse ce senti- nt dans lequel il n'entre ni vice, ni dépravation, ni goût de provocation. Un sentiment tout naturel. Lui et Annabella sont nes, beaux et neufs. Semblables à Sébastien et Viola, les deux os de *La nuit des rois* dont Shakespeare dit qu'ils sont « comme deux moitiés d'une pomme », ils sont unis par une profonde dresse et leur bonheur serait parfait si le Frère Bonaventure, bénissant leur union, pouvait faire d'eux « une âme, une chair, amour, un cœur, un tout ». Il n'y a pas de chiennerie dans le sir de Giovanni. Dans ce besoin éperdu de fusion, il faut recon- tre au contraire la nostalgie de l'essence primordiale. Par là, tragédie de Ford se rattache au courant ésotérique et illuministe XVIe siècle. Shakespeare ne disait-il pas, à la septième strophe son élégie *Phénix et le Tourtereau :*

Ils s'aimaient tellement que l'amour double
N'avait son essence que dans Un
Deux distincts, aucune division,
Ici le nombre était anéanti dans l'amour...

Confessant dans une ville particulièrement licencieuse, le

ère Bonaventure absout chaque jour les plus noirs péchés. Mais mour de Giovanni l'indigne plus que mille adultères suivis autant d'assassinats. C'est un sentiment qui défie le ciel, bafoue religion, une lèpre monstrueuse qui pourrit l'âme et la voue x supplices éternels. Paradoxalement, — et ce paradoxe est ute la pièce — la plus grande pureté constitue le plus grand ché. Giovanni, dûment sermonné, promet de prier nuit et jour de jeûner. Mais sans trop se leurrer sur le pouvoir de ces macéra- ons ; autant essayer, dit-il, d'arrêter le flux et le reflux de l'Océan. Riche et belle, assiégée de tous côtés par de fringants seigneurs i demandent sa main, Annabella ne parvient pas à s'intéresser

à eux et avoue cette indifférence à sa gouvernante Putana, un vieille forte en gueule, plus proche de la Célestine de Rojas que de sévères duègnes, qui la presse d'accepter Soranzo. Il est plaisant il a du bien, il est noble et a fait ses preuves dans le lit d'Hippolita jeune veuve exigeante. En vain. Ni Soranzo, ni Grimaldi, gentil homme apparenté au haut-clergé, n'ont le moindre pouvoir su le cœur d'Annabella. Elle n'a qu'un petit sursaut apeuré : « Mai vous êtes mon frère... » quand Giovanni, éloquent, lui dit so amour. Faible objection, à peine formulée, à quoi le frère répond « Je le sais et je pourrais vous donner comme raison que nou devons d'autant plus nous aimer pour cela; et vous dire que c'es pour cela que la sage nature en vous créant vous a déjà faite mienn Autrement, c'eût été péché et folie de ne mettre qu'une seul beauté dans une âme double. » Il lui laisse entendre que l'Églis consultée, autorise leur amour, abusant ainsi de l'ignorance et d la crédulité d'Annabella. Ce sera sa seule faute. Et il l'emmèn dormir, après qu'une étrange et belle cérémonie sans prêtre l ait unis : à genoux, l'un en face de l'autre, chacun jure de ne pa sacrifier l'autre à son plaisir, à sa haine, et de l'aimer ou de le tue

Le mot « nature » reviendra souvent dans le cours de la pièc La Renaissance libre, païenne, essaie de rejeter le carcan que ten de lui passer l'Église. « Si nous étions certains qu'il n'y ait pas Divinité, dit le Frère Bonaventure, et que nous soyons guid comme les philosophes d'autrefois par la seule lumière de la natur alors, oui, tu aurais quelque excuse. » Cette Divinité, ce Di fouettard, ce ciel délicieux, cet enfer à grils, tout le train d supplices que le Frère évoque avec une voluptueuse minuti Giovanni n'y croit pas. Quand sa sœur lui parle de la fin du mond de l'éclatement terrifiant de la planète, de l'embrasement final d océans, il ne s'alarme pas mais imagine joyeusement que dans autre monde il lui serait encore possible de voir Annabella et l'aimer... Et c'est encore la Nature et les « esprits de l'air » qu invoque avant de poignarder sa sœur enceinte de lui (maladres de puceau), mariée à Soranzo, confondue et déshonorée. En plo geant son arme dans le corps de sa sœur, il proclame l'innocen et la sainteté (là, tout de même, il exagère) d'Annabella. A l'insta de sa propre mort, et après avoir apporté à la pointe de son p gnard le cœur fumant de la jeune femme (Ford ici se souvient « Titus Andronicus »), cerné par la meute des justiciers abjec il feint de ne pas entendre le Cardinal qui l'exhorte à demand

ırdon aux hommes et à implorer le ciel. Mort fière, qui n'a rien une mort de mélodrame : « Où que j'aille, que je puisse me jouir de cette grâce, contempler librement le visage de mon nnabella... »

Telle est la tragédie contenue dans *Dommage qu'elle soit une utain*, pièce-gigogne. Deux intrigues secondaires s'entremêlent celle-là, et ce manque d'unité, courant chez les élisabéthains, st si accentué ici qu'il fut possible à Maeterlinck d'extraire de ı gangue comique le diamant noir des amours fraternelles et de ıire jouer la pièce (en 1894, à l'Œuvre de Lugné-Poe) sous le tre de *Annabella.* Comme Dullin le fit en 1933, Visconti a monté ı pièce dans sa version à peu près intégrale et sans doute est-ce insi qu'on doit la mettre en scène. Non que ces deux intrigues econdaires présentent un intérêt bien vif : Hippolita, fausse-euve ardente, délaissée par Soranzo, tente d'empoisonner ce ernier et meurt superbement, victime de sa propre machination, ue le domestique Vasquez, dévoué à Soranzo, a éventée. Et irimaldi, jaloux de Soranzo, tue par erreur un homme qu'il prend our lui. Ces personnages sont peu attachants en eux-mêmes, nais ils sont le contrepoint nécessaire à la tragédie : leur médiocrité, leur bassesse parleront au nom de la morale et triompheront le l'amour interdit. On verra Hippolita alléguer ses titres de ıoblesse pour revendiquer le droit au crime, et le Nonce soustraire ı la justice l'assassin Grimaldi. Ce même prélat sera impitoyable envers Putana, la gouvernante-maquerelle, et, non content de savoir qu'on lui a crevé les yeux, ordonnera que « pour l'exemple » on la traîne hors de la ville et qu'on la brûle. Après quoi, il confisquera au nom du pape l'or, les bijoux et les biens des morts, comme un que l'odeur du stupre n'incommode pas. Face au jeune couple terrifié, le déchaînement de la méchanceté et de l'hypocrisie. Le puritanisme montre déjà le bout de son oreille, aussi velue que celle de Caliban.

Le décor de Visconti reconstitue, comme cadre de scène, le Théâtre Farnèse de Parme, tel que le vit Isabey. Au fond, l'église et les maisons serrées autour d'elle, sous un admirable ciel. Perspectives superbes, éclairages parfaits. Dans ce décor déjà éloquent, des costumes signés de Pierre Tosi, d'une somptuosité inouïe : velours profonds, brocarts, fourrures — renards, vison — bijoux. Tintoret, Véronèse, Botticelli sont de la fête et chaque accessoire est un hommage à Benvenuto Cellini. Malheureusement, ce faste

excessif ôte au costume de théâtre sa *signification*, efface le visage de l'acteur, détourne l'attention du texte. Sous prétexte d'offrir à Paris, et en le laissant annoncer par une assourdissante parade publicitaire, un spectacle recréant le style jadis en honneur dans les théâtres du bord de la Tamise, Visconti a multiplié les intermèdes avec danseurs, musiciens, jongleurs et acrobates. Tout cela, bien sûr, est beau à voir et merveilleusement réglé. Mais le rythme de la pièce en souffre et son essence disparaît, l'œil étant trop sollicité au détriment de l'oreille.

Chargés d'un poids trop lourd pour leurs épaules de débutants — le chemin est dur qui mène de la camera aux planches — Alain Delon et Romy Schneider n'ont pas été bien convaincants, encore que cette dernière, de tempérament dramatique plus affirmé que celui de son partenaire, ait eu, dans la deuxième partie, de bons moments. Je comprends mal qu'on leur reproche de n'avoir pas fait éclater la frénésie, la voracité des sens, comme s'ils étaient les héros du *White Devil* de Webster, alors qu'il s'agit de tout autre chose. Il est vrai que de ce contresens, Ford lui-même est un peu responsable et Swinburne a raison qui, parlant de la pièce, ajoute « With the objectionable title. » Pardonnons à Visconti ses fastes: indiscrets pour la façon dont il a fait revenir les enfants coupables, après l'amour : lisses et clairs, comme étonnés, et se tenant par la main... Auprès de ces deux comédiens novices, des acteurs au talent éprouvé : Silvia Monfort, belle et brûlante Hippolita, Daniel Sorano (Vasquez), Valentine Tessier (Putana), Pierre Asso (Frère Bonaventure), l'insolite mais intelligent Emilfork (le Cardinal), Jacques Degor (Grimaldi) et J.-F. Calvé (Soranzo). Du grand metteur en scène Visconti, nous attendions un spectacle plus stylisé, moins de charmes et plus de rigueur. Comme dit en italien l'Espagnol Vasquez : « Troppo sperar inganna. » Trop d'espoir déçoit. Et trop d'argent tue.

Renée Saurel.

'ndré Gorz.

LES ÉTATS-UNIS ET CUBA
AVRIL 1961

Le 17 avril 1961, Raul Roa, ministre des Affaires étrangères de uba, déclarait à l'O.N.U. : « Je dois annoncer officiellement que République de Cuba a été envahie ce matin par une armée de .ercenaires venant du Guatemala et de Floride, organisée, financée : armée par le gouvernement des États-Unis... » Démenti formel ; M. Stevenson qui, tout en affirmant la sympathie de son gouver-ement pour « le désir du peuple cubain de retrouver l'indépen-ance et la liberté », qualifia l'accusation de Raul Roa de « tota-ment fausse ».

Personne ne chercha la vérité, aucune enquête ne fut ordonnée; ·ois jours durant, la presse occidentale tout entière publia les ffabulations des Cubains de Miami et les communiqués de victoire e la C.I.A.[1]. (Che Guevara s'était « suicidé à la suite d'un diffé-nd avec Castro », celui-ci « s'était enfui à l'étranger », etc.). oixante-douze heures durant, le public d'un grand pays qui se it libre (et, par voie de conséquence, du monde dit « libre ») put re intoxiqué de nouvelles fausses.

La vérité a néanmoins fini par éclater : parce que des membres u comité d'état-major inter-armes des États-Unis, de la C.I.A., u cabinet présidentiel et du Département d'État (notamment : secrétaire d'État Dean Rusk et son adjoint Chester Bowles) ntèrent de tirer leur épingle du jeu en faisant savoir qu'ils avaient ésapprouvé l'opération Cuba ou n'en avaient pas été informés, le résident Kennedy, afin de ne pas porter seul la responsabilité u « désastre », laissa filtrer des informations sur la préparation

1. Central Intelligence Agency (équivalent de l'Intelligence Service), ebaptisée par certains « Cuban Invasion Agency ».

du coup. En voici les principales, telles que les donne, entre autre le magazine *Time* daté du 28 avril :

« Par l'intermédiaire de la C.I.A. et du Pentagone, les État Unis avaient tout fait pour assurer le succès de l'entreprise, sau de fournir une couverture aérienne et d'envoyer les Marines à l rescousse. Les envahisseurs furent entraînés par les États-Uni équipés par les États-Unis et transportés par les États-Unis afi d'exécuter un plan conçu par les experts militaires des États-Unis Le président Kennedy connaissait d'avance le jour J et l'ava approuvé.

« L'opération débuta par une attaque par surprise par de bombardiers légers B-26 sur des aérodromes cubains où des MIG-1 soviétiques étaient, selon certains rapports, extraits de leurs caiss et montés. Dans la meilleure tradition des opérations de cape d'épée, et afin de donner du crédit à une nouvelle à sensation selo laquelle les bombardements étaient dus à des pilotes cubains dése tant l'aviation castriste, quelques projectiles de 0,3 pouces furen tirés sur un vieux B-26 cubain. Un pilote s'envola ensuite dans c coucou au moteur inutilement tabassé, muni d'une histoire l'épate sur son attaque des aérodromes cubains... Les avions qu exécutèrent réellement le bombardement ne furent jamais mon trés...[3].

« Sur les six bases d'entraînement du Guatemala et sur les bas de rassemblement et d'invasion de Puerto Cabezas (Nicaragua) de l'Ile aux Cygnes (au large du Honduras), l'équivalent de 5 wagons de bombes, de fusées, de munitions et d'armes avaient ét débarqués par des C-54, C-46 et C-47 américains, dont les signes numéros d'identification avaient été camouflés. Durant la semain de Pâques, 27 appareils Globemaster C-124 vinrent en formatio de trois et de quatre décharger de pleines cargaisons de rations, d couvertures, de munitions et de médicaments sur l'aérodrom construit par les États-Unis près de Retalhuleu (Guatemala ainsi que sur les bases aériennes de Ciudad Guatemala et de Sa José. La veille du jour J, une flotte d'invasion, dont les bâtiment

2. Le président du comité des chefs d'état-major, le général Lemnitze l'amiral Burke, chef des opérations navales, avaient approuvé ce plan p écrit.

3. Ce qui explique le refus des autorités américaines de divulguer nom des pilotes prétendus cubains qui avaient prétendument bombar leurs bases avant de s'évader aux États-Unis.

avaient été peints en noir et armés de canons et de radars à la Nouvelle Orléans, mit le cap sur Cuba...

« ... Vers le milieu de l'année 1960, alors que des centaines de réfugiés cubains arrivaient en Floride..., les États-Unis avaient décidé d'entraîner et d'aider une organisation de Cubains anti-castristes qui n'auraient pas été compromis dans le régime précédent et détesté de Fulgencia Batista... La C.I.A. choisit le « Front Démocratique Révolutionnaire », assemblage fragile de cinq organisations qui, tout comme leur « coordinateur » Tony Varona, estimaient que « la nécessité d'une réforme agraire à Cuba est un mythe ». Les terres confiqsuées par Castro, disait Varona, devront être rendues à leurs anciens propriétaires, à l'exception « d'environ 15 % » de terres improductives ».

Lorsqu'une autre organisation, le « Mouvement Révolutionnaire du Peuple » (M.R.P.), fondé par Manolo Ray, leader des exilés de gauche, partisan d'un « fidélisme sans Fidel » et organisateur de maquis anti-castristes, fit son apparition, « la C.I.A. examina les deux mouvements — l'un dirigé par un politicien bien connu qui parlait le langage de la stabilité et des bons vieux jours, l'autre dirigé par un réformateur peu connu qui préconisait pour Cuba la continuation de la révolution, sans Castro ni communisme... La C.I.A. décida de conserver ses faveurs au seul Varona et à son « Front » pour renverser Castro, et délégua un agent, Frank Bender, pour cette tâche... On estime que, pour ses centres de recrutement et autres dépenses politiques, le « Front » reçut par mois entre 130 000 et (en décembre dernier) 520 000 dollars. A mesure que les plans pour une invasion massive prenaient forme, un agent de la C.I.A. se rendit au Guatemala et négocia avec le planteur et homme d'affaires Roberto Alejos, frère de l'ambassadeur guatémaltèque aux États-Unis, l'utilisation de trois de ses propriétés pour l'entraînement de l'armée d'invasion. (« Je ne vous demande aucun paiement, dit Alejos; mais souvenez-vous de moi, à la Havane ».) Par l'intermédiaire dAlejos, la C.I.A. fit également construire en toute hâte et pour le prix d'un million de dollars, un aérodrome bétonné long de 1 600 m près de Retalhuleu [4].

« ... Les recrues furent formées, par une douzaine d'experts

4. L'existence de cette base fut signalée dès novembre 1960 par l'hebdomadaire *The Nation*. Le correspondant du *New York Times*, Paul Kennedy, qui lui consacra un article en janvier dernier, fut expulsé par le président du Guatemala, pour n'avoir pas accepté la thèse officielle selon laquelle cette base servait à l'entraînement de l'armée guatémaltèque.

américains et un instructeur philippin, au combat de nuit, de commando et de jungle.

« ... Pendant ce temps, les opérations de sabotage du M.R.P. sur Cuba cessèrent presque complètement, faute de matériel. Les hommes du M.R.P. disent avoir constamment réclamé des explosifs et des bateaux pour les transporter, mais furent généralement écartés par la C.I.A... Celle-ci finit par offrir son aide au M.R.P. à condition qu'il se rallie au « Front ». Le M.R.P. refusa. Il réclama 15 minutes d'émission sur l'émetteur de l'Ile des Cygnes, contrôlé par la C.I.A. Celle-ci accepta à condition que l'un de ses agents dirigeât le programme.

« Les hommes du « Front » de Varona, en dépit de toute l'aide qu'ils recevaient de la C.I.A., se plaignaient que celle-ci voulait tout savoir. « Si vous réclamez cent fusils, la C.I.A. vous demande de lui préciser, en trois exemplaires, pour qui, pourquoi et pour où. » Les exilés disent avoir été également passés par la machine-à-détecter-les-mensonges avant d'être envoyés dans les camps d'entraînement (question parmi d'autres : « Avez-vous eu des rapports homosexuels? ») et menacés de déportation ou de détention au camp McAllen (Texas) s'ils ne suivaient pas la ligne prescrite. Durant la phase finale, disent-ils, le Pentagone prit le contrôle direct de l'opération. Un représentant du « Front » fut éloigné lorsqu'il tenta d'exercer son autorité, et les adeptes de Batista dans les camps gravirent les échelons de la hiérarchie, en collaboration avec un jeune opportuniste, Manuel Artime, ancien leader des étudiants catholiques à la Havane, sous-chef du « Front » et qui projetait de prendre tous les pouvoirs. Lorsqu'un membre du « Front » mentionna les adeptes de Batista devant un colonel américain, celui-ci écarta la question en remarquant : « Ils sont anti-communistes, non? »

« De plus en plus, le « Front » et le M.R.P. se plaignaient que la libération de Cuba leur échappait : « Les États-Unis ont tout pris en main, ils sont des propriétaires, non des alliés... » Vers la mi-février, l'agent Bender, de la C.I.A., appela les représentants du « Front » et du M.R.P. à Washington et leur enjoignit de joindre leurs forces et de mettre fin à leurs disputes politiques. On dit qu'il leur remit une liste de 26 Cubains et leur enjoignit d'en désigner dix qui participeraient au choix du président d'un gouvernement provisoire cubain. Les Cubains examinèrent la liste, ne purent identifier six noms, et refusèrent... »

Le président Kennedy expliqua par la suite le fiasco de l'inva-
›n par la « terreur policière » régnant... à Cuba et annonça que
ffaire n'était nullement terminée. « Je suis résolu, dit-il, à assurer
survie et la réussite de notre système, quel qu'en soit le prix et
ıels qu'en soient les risques. » Le Département d'État, au début
avril, avait publié un document pour démontrer que Castro avait
trahi la révolution ». Pour preuve, le document citait notamment
s expropriations, le fait que les pays socialistes étaient devenus
s principaux clients et fournisseurs de Cuba (le blocus commer-
al de Cuba par les États-Unis et leurs alliés européens n'était pas
entionné) et l'affirmation que « l'idéologie » castriste était
étrangère à l'hémisphère occidental ». Dans ses déclarations
térieures, le président Kennedy revendiqua également le droit
intervenir, seul au besoin, contre « le foyer d'une épidémie poli-
que » se propageant à la suite d'une « pénétration communiste
›nue de l'extérieur »; il ne précisa pas comment, à son idée, la
énétration de l'extérieur d'une idéologie exogène pouvait se pro-
ager épidémiquement.

Le 22 avril, le *Washington Star*, commentant les déclarations
e M. Kennedy, affirmait que celui-ci « avait parfaitement raison
e dire que cette offensive communiste en Amérique Latine est
ıenée par la force — par la force brutale et nue, malgré ceux qui
›fusent de la voir. Elle a réussi à se retrancher à Cuba et s'étendra
ırement à travers l'Amérique Latine. Nous pensons, pour notre
art, qu'elle devra être contrée par la force et nous saluons l'enga-
ement de M. Kennedy d'employer la force ». Le *New York*
Ierald Tribune ajoutait : « dût le sang américain être versé ».

James Reston, dans le *New York Times*, tout en reconnaissant
ue « Cuba n'est pas présentement un danger pour les États-Unis »
t que l'U.R.S.S. ne s'est pas sentie contrainte d'envahir la Turquie
nême après que les États-Unis y eurent installé leurs bases de
ancement, écrivait le même jour : « L'ancien vice-président Nixon
. déclaré publiquement qu'un débarquement de forces améri-
aines à Cuba aurait son approbation... Sans aucun doute, notre
aillant pays approuverait le débarquement des Marines à Cuba...
.e compte de Cuba pourra être réglé à tout moment choisi par le
›résident. »

Le 26 avril, après que M. Kennedy eut rencontré M. Eisenhower,
e sénateur de l'Arizona Goldwater, représentant de l'aile raciste
·t anciennement maccarthyste du parti républicain, et son pendant

démocrate, Smathers, une dépêche A.P. signalait que « M. Kennedy est heureux d'avoir rallié le soutien des deux partis à une politique anti-castriste dure et résolue. Une seconde opération par les réfugiés cubains constituerait, selon certaines autorités, la meilleure issue pour les États-Unis à condition d'être convenablement organisée et appuyée sur une grande échelle. » Un blocus complet de Cuba, par tous les pays de l'hémisphère, et portant également sur les produits alimentaires et les médicaments (dont la fourniture était encore autorisée) était à l'étude. Et, afin de défendre la liberté et l'indépendance des nations latino-américaines contre Cuba et la subversion communiste, « le gouvernement, écrivait le *New York Times*, souhaite le plus tôt possible une réunion des ministres des pays membres de l'Organisation des États Américains — à condition que l'approbation, par une majorité des deux tiers, de mesures positives puisse être assurée auparavant. Le gouvernement ne veut pas d'une réunion qui révélerait des dissensions. » Au nombre des mesures positives : la rupture des relations diplomatiques avec Cuba et la participation à une opération militaire.

Simultanément, M. Kennedy faisait étudier les moyens et les réformes grâce auxquels la C.I.A. et les forces armées pourraient « rivaliser avec l'U.R.S.S. dans l'art de prendre le contrôle d'un pays sans tirer un seul coup de feu. »

André GORZ

Les Livres

.es Français d'Algérie, de *Pierre Nora* (Ed. Julliard).

Le livre de Pierre Nora *Les Français d'Algérie* paraît à son heure, heure où la guerre d'Algérie entre dans une nouvelle phase et où tous les eux de l'actualité sont braqués sur cette collectivité irrationnelle, impul-ive, violente, dont le dynamisme rétrograde apparaît d'autant plus fficace, et redoutable, qu'il ne trouve en face de lui que l'apathie et la assivité de la grande masse des Français de la métropole (la jeunesse xceptée), et dont les sursauts désespérés risquent à tout moment de étruire les fragiles espoirs de paix qui se profilent à l'horizon.

L'auteur a été professeur d'histoire en Algérie de 1958 à 1960, mais bien u'un des chapitres de son ouvrage soit historique, c'est aux ressources e la psychologie plutôt qu'à celles de l'histoire qu'il fait appel pour situer milieu dans lequel il s'est trouvé, et pour en dresser un tableau à la fois rès impressionniste et très exact.

Ce livre ardent, documenté, et plus encore intelligent, est précédé d'une ntroduction dans laquelle Charles-André Julien replace avec autorité le roblème algérien dans le mouvement général de la décolonisation et nontre comment « *dans ce sépulcre blanchi qu'est le building du gouverne-nent général* », de hauts fonctionnaires imprégnés d'esprit colonial *s'opposent à toutes les innovations pour, quand ils les ont digérées, s'apuyer ur elles pour combattre les propositions nouvelles* ».

Nous voilà d'emblée au cœur du problème, et le premier chapitre du ivre se relie très normalement à cette préface lorsqu'il aboutit à la conclu-ion suivante : « *Non, toute l'Algérie n'est pas fasciste, tous les Français ne ont pas ultras, toute l'Armée ne torture pas, mais le fascisme, les ultras, la orture, sont la France en Algérie.* »

Pourquoi? Parce que les Français d'Algérie qui se sentent « inférieurs ar rapport à ceux de la métropole, ont également conscience d'occuper, ace aux autochtones arabo-berbères, une situation objective et subjec-ive de supériorité qui trouve sa plus parfaite expression dans le mythe le l' « Algérie française ». Cette situation, ils entendent la défendre par tous es moyens, y compris par les armes quand l'insurrection musulmane onteste ce statu quo, et prétend bouleverser fondamentalement le rap-port des forces : « *La logique de la psychologie algérienne mène droit à toutes les extrémités* », écrit Nora, et l'extrémité suprême, c'est le massacre et la guerre. Tous les développements historiques, sociologiques et même psychanalytiques du livre, qui, au passage, critique en termes sévères le comportement des « libéraux » et décoche à Camus quelques

flèches méritées, se rejoignent ainsi pour expliquer — en profondeur — l'inéluctabilité du conflit actuel. Ils commandent également, avec beaucoup de rigueur, la conclusion du dernier chapitre, qui démontre qu'à un mal radical doit correspondre un remède également radical : « *Le passé n'autorise aucun doute : seule une rupture brutale peut impressionner les Français d'Algérie. Il est exclu de les calmer, de les réveiller doucement, de leur faire comprendre : ils ne comprendront jamais... Tout atermoiement, toute temporisation est interprétée comme un signe d'acquiescement immédiat, un nouveau clin d'œil de la métropole, une de ces faiblesses dont ils ont l'habitude et leur remarquable réalisme en tirera toujours parti pour enliser la situation.* »

Ce qu'il faut, dit Nora, c'est trancher le plus vite possible le nœud gordien, c'est-à-dire mettre fin à la souveraineté française sur l'Algérie, et ensuite, donner sa chance à la Révolution algérienne: celle-ci s'orientera sans doute vers la voie socialiste du développement et de l'expansion économique, et non pas vers la voie malthusienne du capitalisme néo-colonial, et elle apparaît capable de trouver les « *formules de planification originales et spécifiques à l'Algérie* » qui seules pourront permettre le maintien harmonieux d'une minorité européenne. Ce *New Deal* que préconise Pierre Nora prend ainsi la forme d'une solution révolutionnaire, et il a raison d'affirmer qu'en dehors de cette solution, il n'est point de salut pour l'Algérie, pour la France même, dans une certaine mesure, et, en tout cas, pour les Européens d'Algérie eux-mêmes.

Quels pourraient être, d'une manière plus précise, les contours de la « solution révolutionnaire » ainsi esquissée? Quel rôle pourront jouer, dans l'Algérie de demain, les Européens non pas « libéraux », mais authentiquement révolutionnaires? Ceux qui ont déjà fourni à l'Algérie combattante ses Yveton et ses Thuveny, pour ne parler que des morts, et dont le poids ne sera pas mince lorsqu'ils sortiront de l'ombre des prisons, des maquis ou des réseaux? Il est encore trop tôt pour répondre à ces questions, mais il est bon que Pierre Nora les ait posées, même d'une manière cursive.

Au chapitre des critiques, on pourrait dire que les passages historiques ne tiennent peut-être pas assez compte d'une certaine interpénétration de la communauté européenne et de la communauté musulmane, dont l'auteur note cependant lui-même qu'elles ont toujours vécu en symbiose. Les passages psychologiques, d'autre part, nourris seulement d'une expérience algéroise et oranaise, bannissent malheureusement toute référence à certains traits spécifiques des Européens du Constantinois. Nora invoque plusieurs fois la caution précieuse de Cagayous, fils populaire de Bab-el-Oued (prononcez « Bablouette »), mais il a tort de négliger pour autant Bagur et Mikaleff, ses cousins méditerranéens de Bône et de Philippeville. Le péché, cependant, est véniel. Les différences qu'un apport extérieur, surtout espagnol à l'ouest et surtout italo-maltais à l'est, ont provoqué parmi les Européens d'Algérie, ne sont que des nuances peu importantes au regard des similitudes profondes de leur tempérament et de leurs attitudes conscientes et inconscientes, magistralement décrites, analysées et psychanalysées par Pierre Nora.

Albert-Paul Lentin

Le cours des choses

RIEN D'ÉTONNANT

« *En ce siècle, rien ne m'étonne* » a déclaré M. Papon, préfet de police, ı visitant les salles de la Bourse dévastées par un attentat au plastic. Il t vrai qu'on voit tant de choses... Ainsi, quelques petites heures après ncendie du Palais Bourbon, la police l'expliquait de façon lumineuse : ıe cigarette allumée tombe sur une moquette, laquelle, en roussissant, égage des gaz, d'où explosion, d'où incendie. M. Papon ne s'est pas étonné apprendre, de ses services, l'existence de la *moquette explosive*.



A la tribune du Conseil général de la Seine, M. Papon, après avoir rendu ommage à l'efficacité de sa « *force auxiliaire de police* » (les harkis), a firmé qu'il continuerait à « *faire son devoir en protégeant la population arisienne,* MUSULMANS COMPRIS [1], *contre le terrorisme* ».

Ayant dit, M. Papon ne s'est pas étonné d'apprendre que sa force auxiaire de police protégeait la population parisienne, *musulmans compris*, ı saccageant les cafés et magasins dans les « médinas » de la capitale. La rande presse, elle aussi, a trouvé la chose si peu surprenante qu'elle a égligé de la signaler. Seuls *Le Monde*, *l'Humanité* et *Libération* ont parlé e « la nuit de la Goutte d'Or ». Citons *Le Monde* QUI N'A PAS ÉTÉ DEMENTI:

« *Vitrines brisées, devantures enfoncées, installations saccagées ; tel est le ectacle qu'offrent de nombreuses boutiques du quartier de la Goutte-d'Or epuis lundi... Si elles avaient été le fait de « blousons noirs », ces déprédaons eussent suscité de nombreux articles dans la presse, tant le saccage, ommis dimanche soir, est spectaculaire. Or, celui-ci est presque passé ıaperçu. Il est le fait, affirment les commerçants qui en ont été victimes, des supplétifs musulmans », des « harkis » qui postés à chaque coin des rues u quartier, montent la garde pour assurer l'ordre dans la « Medina de Paris ».*

« *Ces commerçants — dont les accusations sont confirmées par les témoinages des habitants du voisinage — avaient convoqué quelques journalistes, ındi après-midi, avant de faire procéder par un huissier, Me Pierre Dalmas, ux constatations des dégâts.*

« *Il n'y a pas que des musulmans parmi eux ; un hôtelier européen, I. Jean Villeneuve, raconte ainsi la mise à sac d'un café qu'il possède*, 31, *rue e la Charbonnière :*

« Les supplétifs sont entrés, dimanche vers 22 heures, dans le café, aprés voir brisé les vitres. Ils ont cassé la vaisselle et les verres, jeté à terre des liments. Barricadé dans mon hôtel qui jouxte le café, j'ai appelé un poste

de police où l'on m'a répondu : « Dém...-vous avec vos bicots. » Je me suis adressé à TUR. 92-00 pour demander de l'aide. On m'a envoyé une voiture de pompiers. »

« *Une autre Européenne, Mme Akkaze, qui est mariée à un Algérien, a vu trois de ses magasins subir un sort semblable : un café et une fruiterie situés* 84, *rue de la Chapelle, et un salon de coiffure,* 27, *rue de la Charbonnière.*

« *Ce sont surtout des cafés qui ont subi l'assaut des supplétifs. Leurs propriétaires sont tantôt algériens, tantôt tunisiens ou marocains.*

« *C'est, par exemple, un Marocain, M. Messaoud Mabrouk, qui exploite le* « *Chango-Bar* », 104, *boulevard de la Chapelle : les tables sont renversées, un juke-box est démoli, les bouteilles du bar sont brisées.*

« *Un peu plus loin, dans un autre café, les vitrines ont été brisées par balles.* « Le lendemain, *affirme le propriétaire,* les supplétifs sont revenus et ont matraqué les clients. » *De fait, lundi après-midi, quatre personnes ont reçu des soins au service des urgences de l'hôpital Lariboisière.*

« *Au total, ce sont* plusieurs dizaines de boutiques *qui ont été saccagées dans le quartier de la Goutte-d'Or. Il est certes compréhensible que les « harkis » aient éprouvé de la colère après l'assassinat d'un des leurs, mais il est inadmissible que, revêtus de l'uniforme de représentant de l'ordre, ils la manifestent de cette manière.*

« *De nombreux habitants du quartier déplorent que leur présence aboutisse à un alourdissement du climat et crée une situation explosive.* « Nous souhaitons qu'ils soient remplacés par des policiers européens », *nous disait l'un d'eux.*

« *A la préfecture de police, on indique qu'une enquête a été ouverte.* »

***

Alors que la force de police auxiliaire de M. Papon traite avec tant d'égards la population parisienne, *musulmans compris*, deux cents musulmans sont soignés à la salle Cuzco de l'Hôtel-Dieu pour brûlures, plaies ouvertes, côtes et nez cassés, blessures et traumatismes divers. Des dizaines d'autres musulmans ont déposé (sans aucun résultat) des plaintes pour sévices et tortures, en les accompagnant, le plus souvent, de certificats médicaux. Là encore, rien que de naturel. Toujours au Conseil Général de la Seine, M. Papon a expliqué que tous les Algériens ont reçu du F.L.N. l'ordre de déclarer que les aveux qu'ils passent leur ont été arrachés dans les supplices. « *Il leur est même recommandé*, a ajouté cette espèce d'homme, *de se brûler avec leur cigarette et de se frapper eux-mêmes pour justifier leurs plaintes.* » ... « *Et voilà pour les tortures !* » a conclu triomphalement M. Papon, nullement étonné.

***

Tout à fait compréhensible encore, et même, en un sens, rassurant, tout au moins pour les Musulmans, le fait qu'il existe en France quatre camps de concentration. Le chef de la force de police auxiliaire de M. Papon, le

1. C'est nous qui soulignons.

ıitaine Montaner, de l'armée française ², interviewé par une journaliste ıoise qui lui demandait s'il était vrai qu'on torturât les Algériens, a ·ondu ceci :

« Nous les battons un peu. C'est tout. Ce sont des membres de l'O.S. En ıérant à cette organisation, ils font le serment de se tuer plutôt que de parler. ıis ils parlent et c'est avec notre accord, pour donner le change à l'O.S., ils font semblant de s'ouvrir les veines. Pour les remercier d'avoir été pératifs, nous ne les inculpons pas. Mais si nous les remettions en liberté, F.L.N. les liquiderait. C'est pourquoi nous les envoyons dans des camps ıternement. Pour leur bien. »

Le capitaine Montaner, de l'armée française ², on le botterait volontiers peu — ce serait tout, et pour son bien.

PLASTIC

Le feu d'artifice continue. A Alger, le public d'un cinéma applaudit à t rompre en entendant une explosion dans le voisinage. Les Pieds-Noirs Paris, même si l'envie les en démange, n'osent pas en faire autant. Ils ıblent même gênés. *Paris-Presse* et *Carrefour* insinuent qu'après tout, ;t peut-être bien le F.L.N. qui a tué le maire d'Évian. *Rivarol*, lui, l'écrit sque noir sur blanc et n'ayant pas le courage de cracher, postillonne, · la même occasion, sur un mort :

— Crime d'activistes !

Qu'en sait-on? Et si l'attentat qui a coûté la vie au maire d'Évian et qui ıble bien n'avoir été qu'un geste d'intimidation, avait été le fait de ces nbres du G.P.R.A. ne voulant plus traiter avec Évian? Le fait est que c'est lendemain de l'attentat qu'ils ont parlé de ne plus négocier, ou, en tout cas, ıe plus négocier en France, mais en Suisse.

Là-dessus hommages rendus à la victime (décorations posthumes, etc.). ırquoi? Parce que le maire avait les opinions du Pouvoir. Et pourquoi le ıvoir n'a-t-il pas multiplié les hommages et les décorations posthumes au sident Froger, à Ali Chekkal et à tous les maires, conseillers municipaux onseillers généraux d'Algérie assassinés?

Pourquoi deux poids et deux mesures?

Pour M. Froger, pour Ali Chekkal, pour tous les Français de souche ou musulmans fidèles assassinés, suppliciés parfois, un silence pudique; ır le maire d'Evian, la grosse caisse des lamentations publiques. De qui noque-t-on?

Ne cherchez pas : de nous, des patriotes, des gens qui voulaient la grande ınce de Dunkerque à Tamanrasset, des « Pieds noirs », des pauvres bougres Français d'Algérie. »

L'Aurore, elle, trouve les plastiqueurs légers et même un peu vifs. André Bloch, paternellement, leur rappelle ceci :

« L'article 93 du code pénal a été spécialement modifié par une récente onnance. La législation, qui ne prévoyait que des peines de prison, porte intenant sur la peine capitale.

2. L'honneur de l'armée n'est pas mis en cause par les agissements de tains éléments qui...

« *Même si l'attentat ne fait que des dégâts matériels, la sentence est toujours la mort ; en effet le texte législatif prévoit qu'il suffit que l'acte terroriste « ait eu pour but de porter le massacre ou la dévastation dans une ou plusieurs communes. De plus le méfait manqué est assimilé à celui qui a réussi.* »

Et M. André Bloch écrit encore : « *Au ministère de l'intérieur, les membres de l'état-major de la Sûreté nationale sont persuadés que les poseurs de plastic ne savent pas ce qu'ils risquent.* SI NOUS LES DÉMASQUONS, C'EST LA PEINE DE MORT A COUP SÛR, *novs a-t-on dit hier matin.* »

On fait la grosse voix, au Ministère de l'Intérieur, mais de qui se moque-t-on? comme dirait *Rivarol.* L'article 93 du code pénal a été « *spécialement modifié* », certes, mais à l'intention exclusive des musulmans et les poseurs de plastic savent fort bien ce qu'ils risquent : ils risquent, très sérieusement de n'être jamais pris. Et si, par extraordinaire, ils l'étaient, ils risquent, comme les accusés des Barricades, soit un voyage en Espagne, soit un acquittement triomphal pour « patriotisme égaré », soit, au pire, quelques mois de prison. Mais ce que l'on peut affirmer *à coup sûr*, comme « on » dit sans rire au Ministère de l'Intérieur, c'est qu'ils ne risquent pas une seconde de se voir infliger la plus petite peine de mort.

UN IRRÉDUCTIBLE

Phrase finale, lassée, d'un article de Lucien Rebatet dans *Rivarol* [3] : « *Grands Dieux quand cesserons-nous enfin d'avoir inexorablement, inutilement raison?* » Si l'on rappelait à Rebatet — mais il doit s'en souvenir — qu'il a été condamné à mort pour faits de collaboration puis gracié et libéré par la Gueuse, il pourrait répondre que cela ne prouve pas qu'il se trompait. Mais avoir, chaque semaine, pendant quatre ans, prédit dans *Je Suis Partout* la victoire de l'Allemagne, comment pourrait-il nier que c'était avoir inexorablement tort?

SAISIE DES « ÉGORGEURS »

— Qu'y a-t-il dans les *Temps Modernes*? demandait-on, récemment, à un journaliste *de gauche.*

— Il y a ça... ça... ça et ça, répondit le journaliste *de gauche*, qui ajouta, avec un haussement d'épaules excédé : *Plus, bien entendu, la ration habituelle d'horreurs.*

En saisissant notre dernier numéro, M. Papon a privé nos lecteurs, sadiques comme nous-mêmes, de leur ration mensuelle. Elle était particulièrement abondante. Dans un article intitulé *L'Humaniste et ses chiens*, Claude Lanzmann citait, choisies parmi des centaines d'autres, une dizaine de lettres d'Algériens qui (usons, pour éviter une nouvelle saisie, de l'euphémisme et de la litote) ayant eu affaire à la force auxiliaire de police de M. Papon et du capitaine Montaner, de l'armée française [4], ne s'en

3. Ce sympathique hebdomadaire annonce ainsi son prix : *Métropole et Algérie* 1 NF. L'Algérie, pourtant, c'est la France, non?

4. L'honneur de l'armée n'est pas mis en cause par les agissements de certains éléments qui...

aient pas trouvés bien. C'était atroce. *C'est* atroce, cela se passe quoti-ennement à Paris, *sous vos fenêtres*, cela se sait à l'étranger. M. Papon : veut pas que cela se sache en France. Il veut qu'après la guerre les rançais, comme les Allemands en 1945 (mais qui les a crus?) puissent jurer nocemment qu'ils n'étaient pas au courant. M. Papon saisit donc.

Il saisit également « *Les Egorgeurs* » de Benoist Rey. Ce petit livre, ıblié aux Éditions de Minuit, est, lui aussi, un tissu d'horreurs et les sadi-ıes resteront sur leur faim. C'est le journal de route d'un soldat du ntingent, désigné comme « volontaire d'office » pour les commandos chasse. Ayant eu le courage de dire à son capitaine qu'il n'estimait pas, mme le lui expliquait cet officier français [5], que « *la seule chose à faire*, : (c'était de) *tout bousiller* » Benoist Rey se voit proposer d'être infirmier : *J'accepte avec joie, une des seules joies que je doive à un militaire.* » Comme firmier, modestement, tenacement, bravement, malgré les sarcasmes les menaces, Benoist Rey tente, dans la mesure de ses pauvres moyens, compenser un peu les saloperies des chefs et des copains : par exemple, soignant *aussi* les blessés *de l'autre bord* qui, normalement, sont... *nsuré*) ou sont... (*censuré*) ou sont l'un et l'autre.

Normalement. Et pas toujours par des professionnels. Car ceux que noist Rey appelle les Egorgeurs (et qui sont aussi des tortionnaires) sont pas les fellagas, ni même les harkis. On le sait, bien sûr. Seulement n'y pense pas tous les jours et quand on y pense, cela reste abstrait. ıffreux petit livre de Benoist Rey, bien qu'il soit écrit avec simplicité, uceur et *bonté* (qualité rarissime) vous tombe sur le pied comme un pavé vous fait honte. Ces officiers, disons : brutaux et ces pauvres misérables ugres du contingent que cette guerre horrible transforme horriblement, st l'armée française [6], c'est la France d'aujourd'hui, c'est nous.

De plus Benoist Rey a le mérite de nous rappeler ceci, que les atrocités la guerre finissent par nous masquer : c'est que l'armée est un petit ›nde grotesque et que les brutes ont fréquemment un côté sinistrement ›mique.

« *Quand les légionnaires s'en vont de T..., leurs officiers offrent un pot dieu. Le commandant B... fait alors un panégyrique de la Légion qu'il nine ainsi : « Et maintenant, Messieurs, un petit coup de boudin! » Un ıoin de cette scène me confie : « Il fallait voir ça : ces grands garçons de ırante à cinquante ans, en culotte courte, immobiles, au garde-à-vous, le ard fixé sur la ligne de crête, chanter religieusement et très lentement : iens, voilà du boudin, voilà du boudin...* »

Ou encore :

« *A H... le lieutenant-colonel B... s'est mué en « protecteur » d'une assis-te sociale militaire de vingt-deux ans. Il lui fait une cour éperdue et se ntre d'une jalousie féroce. C'est ainsi que trois sous-lieutenants, soup-nés d'avoir des relations avec l'assistante, ont été mutés dans des postes ıncés. L'Assistante sociale vivait chez le percepteur, un musulman. Le*

5. L'honneur de l'armée n'est pas mis en cause par les agissements de tains éléments qui...
6. L'honneur de l'armée ne serait-il pas, *à la longue*, mis en cause par les ssements de certains éléments qui...?

lieutenant-colonel parcourait le village, à sa recherche, pendant des nuits entières. Sous peine de sanctions, il obligeait les hommes de garde à monter dans les arbres pour voir ce qui se passait chez le percepteur. Un camarade, qui a refusé, s'est vu muter dans une compagnie opérationnelle. Tous les civils et militaires appellent le lieutenant-colonel « Brin d'amour ».

Ou encore, la Prière des Parachutistes, récitée, verre de ricard en main :

« Je m'adresse à vous, mon Dieu, car vous me donnez ce qu'on ne peut obtenir que de soi.

« Donnez-moi, mon Dieu, ce qui vous reste, donnez-moi ce qu'on ne vous demande jamais. Je ne vous demande pas le repos ni la tranquillité, ni celle de l'âme ni celle du corps. Je ne vous demande pas la richesse, ni le succès, ni même la santé. Tout ça, mon Dieu, on vous le demande tellement que vous ne devez plus en avoir... Donnez-moi, mon Dieu, ce qui vous reste, donnez-moi ce que l'on vous refuse. Je veux l'insécurité et l'inquiétude, je veux la tourmente et la bagarre, et que vous me les donniez, mon Dieu, définitivement, que je sois sûr de les avoir toujours, car je n'aurai pas toujours le courage de vous les demander.

« Donnez-moi, mon Dieu, ce qui vous reste, donnez-moi ce dont les autres ne veulent pas, mais donnez-moi aussi le courage et la force et la foi. Car vous êtes seul à donner ce qu'on ne peut obtenir que de soi. »



Les Égorgeurs s'ouvrent sur une note liminaire de Benoist Rey : « *Je tiens naturellement à la disposition de la justice les noms des personnes dont les initiales sont citées dans ce livre.* »

Dans *le Monde*, un critique a souhaité voir la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels s'intéresser à ce document. Étrange naïveté. Comment M. Patin, président de la dite Commission, pourrait-il s'intéresser à un livre qui, grâce à M. Papon, n'a pas paru et qui, par conséquent, n'existe pas?

LES BEAUX JOUEURS

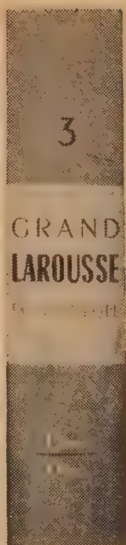
Le *New York Daily News* n'hésite pas à écrire que si Yuri Gagarine a été choisi pour le premier vol spatial, c'est « parce qu'il n'était pas tellement bien noté comme officier et que, s'il échouait, la perte ne serait pas considérable... »

T. M.

Directeur de la publication : Jean-Paul Sartre

Imprimerie Chantenay, Paris - Mai 1961
Dépôt légal 2e trim. 1961





le tome III
vient
de paraître

GRAND LAROUSSE

encyclopédique

spécialistes éminents collaborent à ce monumental dictionnaire
10 volumes 21 x 27 cm.

)00 pages - 450 000 acceptions - 23 000 illustrations et cartes
noir - 300 hors-texte et 100 cartes en couleurs

ıte la langue française - toutes les connaissances humaines

incomparable instrument de travail et de culture

ɪes facilités de paiement pour la souscription aux 10 volumes

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

Robert Laffont

VIENT DE PARAITRE

William J. Lederer et *Eugene Burdick*

" The ugly american "

LE VILAIN AMÉRICAIN

Roman traduit de l'américain
par Jean ROSENTHAL

● **Le Vilain Américain** est un des romans qui ont fait couler le plus d'encre aux États-Unis ces dernières années. 4.200.000 exemplaires vendus témoignent éloquemment de l'intérêt qu'il a suscité et continue de susciter outre-Atlantique.

● **Le Vilain Américain**, par les controverses qu'il a provoquées, a contribué à la victoire des Démocrates et inspiré le new-look de la politique étrangère américaine.

● **Le Vilain Américain**, c'est aussi et surtout *un des livres de chevet du président Kennedy* qui déclara à San Francisco : « Les exemples cités dans **Le Vilain Américain** ont fait frémir les États-Unis. »

1 vol. 292 pages, in-8° grand soleil......... 12 NF (12,33 T.L.I.)



U L L I A R D

Pierre NORA

Les Français d'Algérie

Préface de CHARLES-ANDRE JULIEN

livre est un des plus intelligents qui aient été écrits sur le ne algérien. Sa lecture est indispensable à qui veut vraiment endre le comportement contradictoire et irrationnel de ce million nes.

Claude ESTIER (**Libération**).

res sont les livres dont on puisse dire qu'ils sont à la fois brillants fonds, incisifs comme un libelle et instructifs comme un traité. de Pierre Nora allie, avec une aisance surprenante, ces deux s contradictoires.

A. P. LENTIN (**France-Observateur**).

Un vol. : 10,50 NF

RJ

Robert Laffont

« Problèmes sociaux de l'âge atomique »
Collection dirigée par Jules MOCH

LES SOCIALISTES ET L'EXERCICE DU POUVOIR

par Paul RAMADIER
Préface de J. PAUL-BONCOUR

● Ancien Président du Conseil, Paul Ramadier, qui adhéra au Parti socialiste dès 1904 et prit une part très active à la vie politique française durant trente années, de 1928 à 1958, replace l'exercice du pouvoir dans l'évolution qui a conduit les partis socialistes européens de l'orthodoxie marxiste triomphante aux programmes socialistes de la dernière décennie.

1 vol. 288 pages, in-8 couronne.... 9,90 NF (10,17 NF T.L.I.)

DEJA PARUS DANS LA MÊME COLLECTION :

Jules MOCH : **SOCIALISME VIVANT (Dix lettres à un jeune)**.............................. 7,80 NF

Georges MALEVILLE : **UNE POLITIQUE SOCIALE DE LA JEUNESSE**................ 5,30 NF

Jacques GERMAIN : **LE CAPITALISME EN QUESTION** .... 8 NF

RAPPEL :

EN 1961, PAIX EN ALGÉRIE !

par **JULES MOCH**

Bilan moral et matériel de la guerre. Urgence et prix de la paix. Solutions.

1 vol. 272 pages, in-16 jésus, couverture illustrée........ 9 NF (9,25 NF T.L.I.).





vient

de paraître

HISTOIRE UNIVERSELLE

en 2 volumes

sous la direction de Marcel DUNAN, de l'Institut; avec la collaboration de J. PIVETEAU et M. BAUMONT, de l'Institut, professeurs à la Sorbonne; J. DELORME, agrégé d'histoire, docteur ès lettres; R. FOSSIER, L. MAZOYER, G. RUHLMANN, agrégés d'histoire; R. RISTELHUEBER, ministre plénipotentiaire; F. SOUCHAL, archiviste-paléographe.

Cette magistrale synthèse, enrichie d'une illustration de tout premier ordre, donne à l'homme moderne, pour la première fois, une vision "panoramique" de son histoire; la méthode des "grandes tranches horizontales" permet en effet de faire revivre, simultanément, époque par époque, toute l'aventure humaine.

2 volumes reliés (21x30 cm) sous jaquette en couleurs, 820 pages, plus de 1 000 illustrations et cartes en noir, 40 hors-texte en couleurs, index général.

facilités de paiement

COLLECTION IN-QUARTO LAROUSSE

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

J U L L I A R

LE PRIX DU
MEILLEUR LIVRE ÉTRANGER
1961

est décerné à l'unanimité

Eros et Thanatos

de

Norman O. Brown

Les Lettres Nouvelles 8

Un vol. 18,00 NF

RJ

U L L I A R D

ɪEVUE FRANÇAISE ɪE SOCIOLOGIE

publiée par les soins du
CENTRE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES
avec le concours du
ɴTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Directeur J. STOETZEL



Volume II n° 2, avril-juin 1961

Numéro spécial

UERRE - ARMÉE - SOCIÉTÉ

ɪumé des articles en anglais, allemand, espagnol et russe

ɪction, Rédaction :
ɴTRE D'ÉTUDES
ɪIOLOGIQUES
rue Cardinet - PARIS (17e)

Administration, Abonnements :
JULLIARD
30-34, rue de l'Université
PARIS (7e)

4 numéros de 128 pages par an

Abonnement. — France .... 18 NF (le numéro : 5,10 NF)
Étranger .... 22 NF
U.S.A. .... $ 4,50

Ce numéro spécial de 160 p. : 6,60 NF

RJ

RELIURE MOBILE

DOS ROND AVEC NERFS

DOS TOILÉ VIEUX ROUGE AVEC NERFS



Grain chagrin

Titre **“Temps Modernes”** imprimé en doré



POUR 6 MOIS - 12 TIGES



A nos bureaux. . **5,00** NF
Franco . . . . **5,50** NF

B U L L E T I N D ' A B O N N E M E N

Les Temps Modernes

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de { * SIX MOIS / * UN AN
TEMPS MODERNES, à partir du 1er 19

* Ci-joint mandat-poste de ......
* Ci-joint chèque de ....
* Je vous envoie par courrier de ce jour : * mandat-carte de ...
* chèque postal de ...

Rayer les mentions inutiles.

	Un an	Six
	—	
France	38 NF	2
Étranger	41 NF	2
Supplément recommandé ..	7,20 NF	3,6

TARIF ÉTRANGER EN DEVISES

	Un an
	—
Livres sterling..........................	3
Dollars	8,40
Francs belges............................	420
Francs suisses	37
Lires	5 200

..............................., le ....

Nom ....

Adresse ....

....

....

(SIGNATURE)

Détacher le bulletin ci-joint et l'adresser à M. le Directeur des TEMPS MODER
30, rue de l'Université, Paris (7e). C. C. P. 6999-04

SOMMAIRE







A. Benabdallah, M. Courrégé, M. Oussedik,
J. Vergès, M. Zavrian

DÉFENSE POLITIQUE

« Défense politique... le titre est un programme, il définit la « manière » d'un groupe de jeunes avocats aux idées et à la conduite souvent discutée mais incontestablement courageuses...

« ... Parce qu'une fois encore, en matière de lutte politique, ils estiment que l'attaque, voire à boulets rouges, est plus juste que le recul, donc, c'est celle-là qui convient. »

J.-F. Held *(Libération)*

1 vol. 120 p. 4,50

Des mêmes auteurs, chez le même éditeur :

Nuremberg pour l'Algérie ! 1 brochure. 1,00

Les Disparus (La Cité - Lausanne) 1 vol. 6,90

FRANÇOIS MASPERO
40, Rue Saint-Séverin - Paris 5e